AL ROOM
LIBRARY
MICH.

SEP 28 1936

REVUE DE PARIS

15 SEPTEMBRE 1936

★ ★ ★	*Camouflages communistes*	241
ANIEL HALÉVY.	*Seize mai.* — I.	269
IERRE DE LESCURE.	*Ciel bouché*	301
R. DE ROUSSY DE SALES.	*Le Rétablissement américain*	315
ONORÉ DE BALZAC.	*Lettres à l'Étrangère* (fin)	337
ÉNÉRAL DE CUGNAC.	*Napoléon et la Marne*	359
AUL VIGNON.	*Le Problème du Saint-Suaire*	377
TEPHEN HUDSON.	*Richard Kurt* (fin)	394
EAN CASSOU.	*L'Art du Conte*	439
N TÉMOIN.	*Matin espagnol*	450
. JEAN-AUBRY.	*Centenaire de la Malibran*	453
RANÇOIS LEUWEN.	*Vacances politiques*	462
A. ALBERT-PETIT.	*L'Histoire*	468

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 7 Frs.

43e ANNÉE *NUMÉRO 18*

La REVUE DE PARIS il y a cent ans

(Première REVUE DE PARIS)

Du bulletin de la Revue de Paris *de septembre 1836, nous extrayons passages suivants :*

Les événements de Saint-Ildefonse avaient rallié tous les ministres ce point, qu'il ne fallait pas momentanément intervenir en Espagne. Com il ne s'agissait plus seulement de déloger don Carlos de la Navarre, comme courait risque d'avoir à prendre parti pour ou contre une fraction du p libéral, divisé en exaltés et en modérés, on ne voulait pas mettre le discer ment ou les sympathies d'un corps d'armée à une pareille épreuve. Le *Jour officiel* inséra la déclaration positive du chef du cabinet dont l'opinion modifiait d'après les faits.

Tous les ministres étaient donc les meilleurs amis du monde, comme l'est toujours après un raccommodement; et grâce aux violences exerc contre la reine d'Espagne, nous avions un cabinet.

Le Président du Conseil, sans revenir sur la question d'interven efficace, telle qu'il l'entendait d'abord, voulait au moins qu'on n'amoin pas la position des corps auxiliaires, et qu'au contraire les troupes réunie Pau fussent promptement mises en mesure de passer les Pyrénées.

C'est alors que parut l'ordre du jour du général Lebeau, vieux soldat l'Empire, placé à la tête d'une légion qui vient de battre vigoureusement carlistes. M. Lebeau, dont l'esprit a bien pu s'égarer dans toutes ces distin tions de corps auxiliaire, de légion étrangère, de corps d'armée de coopérati M. Lebeau, qui est Français et commande à des Français réunis, équipés enrégimentés en France, a cru pouvoir, dans l'ordre du jour qui a suivi sa pr mière victoire, annoncer à ses troupes qu'il avait reçu son commandement roi des Français.

Le général Lebeau a été désavoué par une de ces petites notes du *Monite* qui n'ont l'air de rien, et qui renferment un gros événement... Il était expliq que le général avait mal défini sa position, qu'il était seulement autorisé passer au service de la reine d'Espagne.

Avant que le *Moniteur* ne donnât cette leçon de grammaire au géné auxiliaire, M. Thiers et la plupart de ses collègues avaient insisté pour qu' la lui épargnât : M. le Président du Conseil déclara même mardi en ple conseil que l'insertion de la note dans le *Moniteur* déterminerait sa retrait qu'il allait, au reste, passer un jour à la campagne, pour donner aux adversair de son opinion le temps de se décider.

Et, en effet, M. Thiers partit pour Ferrières, terre de M. de Rothschil où il passa très réellement la journée à chasser. A son retour, il lut *Moniteur*, et par le fait sa démission se trouva toute donnée.

On a lu avec douleur le récit des événements qui ont amené Christine proclamer la constitution de 1812 : une malheureuse reine livrée à des solda ivres, obligée de parlementer avec un sergent et un musicien, gardée à vu donnant sa parole d'honneur à laquelle on ne croit pas, voyant briser le sce de ses dépêches, et rentrant avec cette noble escorte dans Madrid, qui pavoise et s'illumine en l'honneur de ce beau fait d'armes! Quel spectacle! quelle nouvelle on lui garde pour la remercier de sa condescendance! Quesad est mort, mais ce n'est rien; Quesada a été assassiné, ce n'est rien encore, c'e espagnol, mais dans les cafés de la ville on se montre ses oreilles, on se distrib les doigts de sa main, et les lambeaux de sa chair sont mis à l'encan. C'e atroce.

LE PARTI COMMUNISTE ET SES CAMOUFLAGES

« Au seuil du nouveau cycle de révolutions et de guerres, le rôle du Parti communiste, en tant qu'*organisateur* de la révolution, prend une importance *décisive.* »

Le Chemin de l'Internationale Communiste, p. 48.

« Nous ferons toujours plus sous la direction de notre I. C. avec l'aide de son État-Major bolchevik forgé par Lénine et guidé si fermement par *notre chef à tous*, par notre camarade Staline. »

Les Communistes et le Front Populaire, p. 38. Discours de M. Thorez au Comité Central du parti communiste le 2 novembre 1934.

Tout le monde sait que, depuis quelque temps, le parti communiste français a fait une série de volte-face remarquables. Pendant presque quinze ans (depuis sa fondation en 1920, au congrès de Tours) il proclamait que *les prolétaires n'ont pas de patrie* (*Manifeste communiste* de Marx et Engels); que l'idée de patrie est un préjugé bourgeois, un trompe-l'œil que les « marchands de canons » utilisent pour mieux mener à l'abattoir de la guerre « la chair à canon ». *Il est devenu maintenant ardent patriote.*

Pendant presque quinze ans, il affirmait que la « démocratie » et la « liberté » ne sont que des « voiles » que la bourgeoisie emploie pour masquer sa « dictature » et pour *obscurcir* la « conscience de classe » du prolétariat.

Copyright 1936 *Revue de Paris.*

Il se proclame maintenant défenseur acharné des « libertés démocratiques ».

Pendant plus de quinze ans — jusqu'à ces derniers temps — la « bourgeoisie », *toute* la bourgeoisie, y compris la « petite », — la plus « réactionnaire » car condamnée à disparaître selon la doctrine marxiste — était pour le parti communiste un ennemi irréductible. La lutte de classe était, pour lui, un dogme absolument obligatoire. Et il est maintenant aux petits soins auprès des « classes moyennes »; réclame pour ces classes et pour les petits commerçants aide et protection; s'affirme partisan de la « réconciliation française! »

Pendant quinze ans les socialistes S. F. I. O. étaient pour les communistes les « social-traîtres », les « social-fascistes », les « agents de l'Impérialisme mondial », etc.

Ils sont devenus maintenant des alliés, le « parti fraternel », de même que les radicaux, cette « expression politique des intérêts de la petite bourgeoisie ».

Devant ce spectacle étonnant beaucoup de braves gens, de « Français moyens », de républicains sincères, de petites gens touchés par la crise se sentent impressionnés et ébranlés. Ils se sentent attirés par ces nouveaux démocrates et patriotes, qui, avec une énergie farouche, réclament des réformes *pour eux aussi*! Surtout depuis que ces démocrates nouveau-nés agitent devant eux l'épouvantail fasciste en affirmant l'imminence d'un « coup de main » des « factieux[1] ».

A vrai dire, l'immense majorité de ces braves gens, et même beaucoup de politiciens professionnels, n'ont pas *la moindre idée* du *vrai* programme et surtout *de la tactique* du *parti* communiste, section française de la IIIe Internationale.

Nous voulons donc soumettre à l'attention du public, *un choix de citations* empruntées aux principales publications du parti communiste français, publications *récentes* et qu'on peut acheter dans l'une des quatre ou cinq librairies communistes de Paris, mais, surtout, à la librairie officielle du parti, qui se trouve dans son immeuble, 120, rue Lafayette.

1. Pour éviter, autant que possible, un malentendu, disons tout de suite que nous ne sommes partisan d'aucun fascisme, quelle qu'en puisse être la couleur — noire, brune ou *rouge*.

CE QU'EST L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

L'I. C., la IIIe Internationale fut fondée par Lénine, à Moscou, le 4 mars 1919. Dans la pensée de Lénine, elle devait se substituer à la IIe Internationale *réformiste* (c'est-à-dire admettant la réalisation du socialisme par les *réformes* dans les cadres de la démocratie, sans aucun renversement violent du régime démocratique).

Et maintenant nous allons procéder par citations.

Voici un choix de citations caractéristiques concernant l'activité de cet organisme. Une brochure s'offre à nous d'abord, d'une importance capitale. C'est le *Programme de l'Internationale Communiste*, suivi des *Statuts de l'I. C.*, éd. 1936, *Bureau d'Editions* (du parti). Cette publication que nous appellerons I est importante parce qu'elle relate les résolutions du VIe Congrès mondial communiste (1928) qui, comme nous l'explique une autre brochure officielle, (II) *Le Chemin de l'Internationale communiste*, « a armé le mouvement communiste d'un programme, document d'une portée historique mondiale qui est une *loi* pour les millions de prolétaires organisés » (p. 32). De même, M. A. Ferrat, historien officiel du parti communiste français, déclare que « le VIe Congrès mondial a une importance décisive dans l'activité du parti ». Car il montre « les causes du changement de tactique déjà commencé en France[1] ».

Eh bien, que disent ce programme, cette *loi* obligatoire, et ces statuts?

Nous ne nous arrêterons que très peu sur les *théories*, qui sont relativement connues. Ce qui nous importe, ce sont les méthodes, la tactique, les manœuvres.

Substituer à l'économie capitaliste mondiale le « système du communisme mondial tel est le but auquel aspire l'Internationale communiste » (p. 20).

Le seul moyen de réaliser ce but, c'est la dictature du prolétariat.

Entre la Société capitaliste et la Société communiste s'étend une période de transformations révolutionnaires durant laquelle

1. A. Ferrat, *Histoire du Parti communiste français*, p. 236.

l'État ne peut être qu'une dictature révolutionnaire du prolétariat (p. 30).

La révolution *prolétarienne* signifie une intervention *violente* du prolétariat dans le régime de *propriété* de la société bourgeoise, l'expropriation des classes exploiteuses et le passage du pouvoir à une classe qui se donne pour tâche la refonte *totale* de la base économique de la société (p. 31).

« La conquête du pouvoir par le prolétariat n'est pas une « conquête » *pacifique* de la machine de l'État *par une majorité parlementaire...*, c'est l'abolition *violente* du pouvoir de la bourgeoisie, la destruction de l'appareil d'État capitaliste (armée bourgeoise, police, hiérarchie bureaucratique, tribunaux, parlement, etc.) remplacé par les nouveaux organes du pouvoir qui sont *avant tout des instruments de répression* destinés à briser la résistance des exploiteurs... » Cette période de transition est caractérisée par *l'implacable répression* de la résistance des adversaires (p. 32).

En termes connus, « l'implacable répression », c'est la terreur; les « instruments de répression » ce sont la tchéka et les camps de concentration.

Cette dictature se réalise sous forme de dictature du parti communiste, celui-ci se proclamant « l'avant-garde » du prolétariat.

La lutte victorieuse de l'I. C. pour la dictature du prolétariat suppose l'existence d'un parti communiste discipliné, centralisé, étroitement attaché aux masses. Le *parti* est l'*avant-garde* de la classe ouvrière, avant-garde formée les membres les meilleurs, les plus conscients, les plus actifs et les plus courageux de cette classe... il représente les intérêts généraux et permanents de l'ensemble de la classe, il incarne l'unité des principes, de la volonté et de l'action révolutionnaire. Il constitue une organisation révolutionnaire cimentée par une discipline de fer... La Parti communiste doit, pour accomplir sa tâche historique — *conquérir la dictature prolétarienne* — poursuivre et atteindre plusieurs points stratégiques et avant tout, gagner à son *influence* la majorité de la classe ouvrière (p. 71-72).

Comment accomplira-t-il sa tâche historique, c'est-à-dire, « comment le *parti communiste* jouera-t-il son rôle dirigeant dans le système de la dictature prolétarienne »? (p. 47, souligné dans le texte). Voici la réponse :

Le Parti du prolétariat s'appuie directement sur les syndicats et sur les autres organisations englobant les masses ouvrières et,

par leur intermédiaire, les paysans (soviets, coopératives, jeunesses communistes, etc.). *Par ces leviers, il dirige l'ensemble du système.* Le prolétariat ne pourra remplir son rôle que *grâce à l'appui* DÉVOUÉ *et* ABSOLU prêté au pouvoir des soviets (p. 48).

On voit déjà par cette citation que, pour le parti communiste, le « pouvoir des soviets » ne signifie que sa propre dictature.

Y a-t-il quelqu'un qui doit inspirer le parti communiste français ou agit-il tout seul, « indépendamment des directives de Londres, Berlin, Rome *ou Moscou* » comme l'a prétendu récemment Thorez? Voici la réponse.

Pays de la dictature du prolétariat, l'U. R. S. S. devient nécessairement la base du mouvement universel des classes opprimées, LE FOYER de la révolution internationale... Le prolétariat de tous les pays trouve *pour la première fois* dans l'U. R. S. S. une véritable patrie. L'U. R. S. S. joue un rôle révolutionnaire énorme : *moteur international* de la révolution prolétarienne, incitant les prolétaires de tous les pays à la conquête du pouvoir (p. 59).

Et quel est le devoir le plus absolu des partis communistes envers l'U. R. S. S.? C'est : « ... de répondre à l'agression et à la guerre des États impérialistes contre l'U. R. S. S. par les actions de masses les plus audacieuses et les plus résolues et par la lutte pour le renversement des gouvernements impérialistes sous les mots d'ordre de la dictature du prolétariat et de l'alliance avec l'U. R. S. S. » (p. 61).

Une autre brochure (III) « *L'Internationale communiste et ses sections* » précise encore plus nettement le rôle de l'U. R. S. S. Voici comment :

Le parti communiste de l'U. R. S. S. et son Comité central furent les accoucheurs du Ier Congrès de l'I. C. Et depuis lors le P. C. de l'U. R. S. S. *joue un rôle dirigeant* dans *les rangs de l'I. C.* circonstance qui constitue certainement la *principale* force de celle-ci (p. 12).

En effet, les ressources d'un état tel que la Russie doivent jouer un rôle assez important dans l'existence de l'I. C.

Mais retournons à notre brochure I. Il y a là encore beaucoup de précisions à glaner. Et d'abord les *Statuts* de l'I. C. qui nous montrent comment s'exerce son action dirigeante et, par suite, celle des bolcheviks russes.

§ 12. Le Comité exécutif est l'organisme dirigeant de l'I. C. dans l'intervalle des Congrès. C'est lui qui donne les directives à toutes les sections et qui contrôle leur activité. § 13. Les décisions du Comité exécutif sont obligatoires pour toutes les sections et doivent être immédiatement appliquées par celles-ci... § 14. Le Comité exécutif a le droit d'*annuler* et de *modifier* les décisions des congrès des sections (c'est-à-dire des partis communistes nationaux), ainsi que de leurs comités centraux et de prendre des décisions dont l'exécution est obligatoire pour eux.

§ 22. Le C. Ex. et *son Présidium* ont le droit d'envoyer leurs *représentants* dans les sections de l'I. C. Ces représentants reçoivent les instructions du C. Ex. Ils ont le droit d'assister à toutes les réunions et séances des organismes centraux et des organisations locales des sections auxquelles ils sont affectés. Dans certains cas leurs interventions peuvent être dirigées *contre* le Comité Central (du parti communiste national) *si sa ligne politique n'est pas conforme aux directives du C. Ex.* Les représentants, ont, en particulier, pour fonction de *veiller à l'exécution des décisions des Congrès et du C. Ex. de l'I. C.*

Le C. Ex. et son Présidium ont aussi le droit d'envoyer des *instructeurs* dans les diverses sections de l'I. C. Leurs droits et devoirs sont fixés par le C. Ex. devant lequel ils sont responsables de leur travail (p. 84-85).

Ainsi fonctionne « l'œil de Moscou » — et sa main dirigeante. Retenons encore le paragraphe 4 — qui nous servira par la suite.

§ 4. La base d'organisation du parti communiste est la cellule d'entreprise (usine, fabrique, mine, bureau, magasin, ferme, etc.), groupant les membres du parti travaillant dans ladite entreprise.

Ces citations montrent que, comme il est dit au paragraphe 1 l'I. C. a, sans doute, le droit d'affirmer qu'elle est *l'organisation des partis communistes des différents pays en un parti communiste unique mondial* — dirigé *par Moscou*, pouvons-nous ajouter après la citation de la brochure III.

Nous ne savons personnellement si le correspondant de la *Pravda*, Mikhaïlov, qui séjourne en France, est en même temps le représentant du C. Ex. du « Komintern », comme on l'affirmait récemment dans la presse. Mais ce qui est sûr, c'est que Moscou envoie ses « représentants » et « instructeurs » dans tous les pays où il se passe quelque chose (élections, grèves, soulèvements, etc.). A ce propos, rappelons

le mensonge, assez grossier, des Soviets qui, pendant des années, était complaisamment répété par certains hommes d'État européens pour justifier le rétablissement des relations diplomatiques de leur pays avec ces mêmes Soviets. C'est la fameuse distinction entre le gouvernement des Soviets et la IIIe Internationale.

Le plus étonnant, c'est que les adversaires des Soviets cherchaient des « documents secrets » pour réfuter cette distinction. Et ils n'ont pas songé à ce simple fait : tous les membres du gouvernement de Moscou, de même que tous les diplomates soviétiques sont, en même temps, membres du parti communiste et, par suite, liés par sa « discipline de fer », donc obligés, avant tout et toujours, de servir le « moteur international de la révolution prolétarienne incitant les prolétaires de tous les pays à la conquête du pouvoir ».

Et quel est l'obstacle *principal*, d'après eux, à cette conquête? Ce sont les partis socialistes et les syndicats ouvriers qui ne veulent pas de la dictature de ce parti communiste qui s'est pourtant proclamé *lui-même* « l'avant-garde » de la classe ouvrière.

La brochure I nous explique longuement que la « tendance révolutionnaire fondamentale » du mouvement ouvrier est « temporairement paralysée par la *corruption* de certains éléments du prolétariat, corruption par la bourgeoisie impérialiste, corruption systématique » et qui s'exerce sur « des cadres dirigeants de la social-démocratie et des syndicats qui se sont révélés *les agents directs* de l'influence bourgeoise et les *meilleurs soutiens* du régime capitaliste » (p. 13). La trahison et la faillite de la IIe Internationale se révèlent surtout en ceci : « En contradiction absolue avec la thèse du *Manifeste du parti communiste* de Marx et d'Engels qui affirme que les prolétaires n'ont pas de patrie en régime capitaliste, la IIe Internationale se prononça pour la défense nationale » (p. 18)[1].

L'existence des tendances réformiste et confessionnelles est « l'obstacle principal à la révolution socialiste » (p. 63).

L'aile gauche des partis socialistes trouvera-t-elle plus de clémence? Non. L'aile gauche est « destinée à tromper les

1. Rappelons qu'il s'agit de la brochure rééditée en 1936.

ouvriers avec une subtilité particulière » et « constitue pour cette raison la fraction la plus dangereuse des partis socialistes » (p. 19).

Les socialistes et les syndicalistes « simulent la défense des intérêts de la classe ouvrière »; ils font ce qu'ils font « à seule fin d'acquérir la confiance d'une partie de la classe ouvrière et de trahir ses intérêts permanents, à l'heure des batailles décisives » (p. 19).

Ces phrases sur les socialistes et syndicalistes « agents de l'impéralisme », « valets du Capital », « traîtres », « chauvinistes » etc., étaient répétées des dizaines de fois dans toutes les brochures communistes jusqu'à ces derniers temps. D'où il résulte que des appellations comme « social-traîtres » ou « social-fascistes » que le parti communiste a appliquées pendant quinze ans à tous ceux des ouvriers et des militants qui *pensaient autrement que lui* n'étaient pas du tout des « exagérations » naturelles formulées au cours d'une polémique de presse ou d'une bataille électorale. Non, c'est *un dogme*.

Mais alors, demandera-t-on, comment se fait-il que *maintenant*... Eh bien, nous verrons tout à l'heure que *maintenant* ils pratiquent le « front unique » ou « commun » exclusivement pour « démasquer » les chefs réformistes et pour attirer *vers eux* leurs troupes. Soit, dira-t-on, mais comment se fait-il que ces chefs *se prêtent* à ce « front » si singulièrement « commun »? Eh bien, c'est un des mystères ou, plutôt, une des misères de la vie politique française d'aujourd'hui dans les milieux des gauches. Nous sommes en présence de deux compères dont chacun espère subtiliser le portefeuille et la valise de l'autre. Les chefs communistes pensent attirer à eux les troupes (et les voix) des socialistes et syndicalistes et ces derniers espèrent entamer les troupes communistes... Que font donc, se demandera-t-on encore, dans cette galère les radicaux, qui représentent, incontestablement, une fraction de la bourgeoisie, alors que nous savons que « la forme impérialiste du capitalisme oppose les larges masses du prolétariat non à un patron isolé mais, de plus en plus à la classe *entière* des capitalistes (I, p. 11, 12)? Eh bien, les radicaux croient (certains font semblant de croire) que le communisme français s'est miraculeusement transformé. Les

négateurs farouches de la démocratie ont été touchés par la grâce : ils sont devenus partisans sincères des « libertés démocratiques ». Donc, on peut s'allier avec eux pour la défense de ces libertés contre le « fascisme[1] ». Voyons donc ce que les communistes en pensent.

LES COMMUNISTES « DÉFENSEURS DES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES »

« L'État du type soviétique s'oppose nettement à la démocratie bourgeoise, *forme voilée de la dictature de la bourgeoisie.* L'État soviétique c'est la dictature de la classe ouvrière (ou, ne l'oublions pas, de son « avant-garde ») *détenant le monopole du pouvoir.* Au contraire de la démocratie bourgeoise, il proclame hautement son esprit de classe et se donne ouvertement pour tâche de réprimer la résistance des exploiteurs (et, bien entendu, de leurs « agents » ou « valets »). Il prive de droits politiques ses ennemis de classe et peut donner au prolétariat des privilèges temporaires, afin de l'affermir dans son rôle *dirigeant* à l'égard de la *paysannerie petite-bourgeoise...* Il considère cette suppression de droits politiques (de ses ennemis) et une *certaine limitation de leur liberté* comme des mesures temporaires » (p. 33).

La démocratie bourgeoise repose sur une inégalité flagrante des classes au point de vue économique... par là même elle transforme l'égalité purement formelle devant la loi, les droits et les libertés démocratiques en une fiction juridique et, par conséquent, en un instrument de duperie et d'asservissement des masses. La prétendue démocratie n'exprime que la domination politique de la bourgeoisie (p. 34).

Dans la brochure *Le Chemin de l'I. C.* (II) (p. 34) nous lisons :

Durant le temps écoulé depuis la révolution de novembre non seulement en Allemagne mais aussi dans les autres pays capitalistes, la démocratie bourgeoise s'est révélée nettement *comme une forme masquée de la dictature bourgeoise. La voie de la démocratie bourgeoise a conduit l'Allemagne au fascisme* (p. 14-15 souligné dans le texte).

1. Nous laissons ici de côté une autre cause; un vaste mouvement vers l'extrême gauche déterminé dans les rangs du parti radical par la propagande soviétique de M. Herriot.

Et encore :

Le prolétariat ne veut pas la dictature bourgeoise, ni sous la forme du fascisme *ni sous la forme de la démocratie bourgeoise. Ou bien la dictature du prolétariat ou bien la dictature de la bourgeoisie*, c'est ainsi que la question est posée par l'histoire (p. 46).

Nous sommes, disent les auteurs, au début d'une nouvelle vague de guerres civiles. En parlant des journées de février 1934 ils déclarent :

Durant ces journées *le front unique* par-dessus la tête de Blum et de Faure a triomphé en *France* dans les manifestations révolutionnaires et dans la grandiose grève générale du prolétariat français, qui ont retenu l'attention du monde entier, inspiré une frayeur mortelle à la bourgeoisie et montré la force indestructible du prolétariat (p. 47).

Dans cette même brochure (II) qui contient, comme le dit la *Note de l'Éditeur*, les thèses élaborées par la *Section d'agitation et de propagande* de l'I. C. à l'occasion du XVe anniversaire de l'I. C. (1934) nous trouvons l'explication très franche de la tactique du front unique :

« La tactique du front unique dont le principal but fixé par l'I. C. est l'unité de tous les ouvriers dans leur lutte contre le capitalisme est *en même temps* une tactique de *lutte intransigeante contre le principal obstacle à la lutte ouvrière, la Social-Démocratie* (souligné dans le texte).

« Les communistes, en employant cette tactique, conservent le droit illimité de démasquer les chefs social-démocrates *même pendant l'action commune* et en font surtout une tactique de front unique *à la base* » (p. 24).

On ne peut pas être plus franc.

C'est de cette brochure que nous avons tiré les quelques lignes placées en épigraphe en tête de cet article. Dans le texte, ces lignes sont suivies de cette citation de Staline. « La victoire de la révolution ne vient jamais d'elle-même. Il faut la préparer et la remporter. Et seul un parti révolutionnaire fort peut la préparer et la remporter » (Staline. *Deux Mondes*, 1934).

Nous verrons tout à l'heure en quoi consiste cette préparation. Citons d'abord un texte plus récent : deux discours de G. Dimitrov (qui, après Staline, est le principal personnage

de la IIIe Internationale) au dernier Congrès (VIIe) mondial de l'I. C. (13-20 août 1935). Il explique l'attitude que doivent prendre les sections de l'I. C. envers la démocratie bourgeoise. Cette attitude, dit-il, n'est pas la même dans toutes les conditions. Quand le fascisme menace les libertés démocratiques, « nous défendrons chaque pouce des conquêtes démocratiques ». Mais, ajoute-t-il tout de suite, quand la démocratie est triomphante, comme c'était le cas lors de la révolution russe de mars 1917 et *à la veille* de la révolution d'*octobre* (qui, comme on s'en souvient, renversa le gouvernement provisoire de Kérensky) il faut mener contre elle « un combat à mort » (p. 16).

Dimitrov n'eût pas pu choisir un meilleur exemple, car il montre d'une façon frappante ce que sont pour eux ces chères libertés démocratiques. La révolution russe de mars 1917 réalisa immédiatement une liberté pleine et entière. Des millions d'exemplaires des *Pravda* bolchevistes étaient répandus dans le pays et, surtout, sur le front. Dans ces *Pravda* et dans toutes sortes d'autres publications, brochures, proclamations, les bolcheviks appelaient les soldats à fraterniser avec les Allemands, menaient une campagne acharnée contre les « bandits » de l'Impérialisme anglo-français qui « forcent le peuple russe à verser pour eux son sang »; ils organisaient des meetings sur le front et soulevaient les soldats contre le corps d'officiers; à l'intérieur, ils faisaient main basse sur des immeubles et des imprimeries pour tenir leurs réunions et publier leurs journaux. La « liberté » était donc absolue, illimitée. Et pourtant, ils ont fait leur coup d'État, pour instituer leur propre dictature. Les « libertés démocratiques » ils ne veulent en assurer la « conservation » que pour pouvoir mieux les assassiner à leur profit.

Dans le discours de clôture de Dimitrov[1] nous trouvons encore le passage suivant :

« Comme parti de l'action révolutionnaire, accomplissant dans l'intérêt de la révolution les tâches posées à chaque étape du mouvement (par ex. la tâche de former le *Front populaire*), tenant compte du niveau politique des masses

1. La brochure s'appelle : *Pour l'Unité de la classe ouvrière, contre le Fascisme*, G. Dimitrov, 1935.

travailleuses, nous accélérons de notre mieux la création des conditions subjectives nécessaires à la victoire de la révolution prolétarienne » (p. 42).

Comment déchiffrer cette phrase tarabiscotée (que nous avons pourtant allégée)? Nous allons le montrer. D'abord il faut « neutraliser » ou, si possible, se concilier les *paysans*.

COMMENT VONT ÊTRE TRAITÉS LES PAYSANS

Récemment, nous étions attablé, avec quelques Français « moyens », à la terrasse d'un café, et la conversation roulait sur les chances des communistes de soviétiser la France.

L'un de nos interlocuteurs, optimiste, et patriote, mais dépourvu, hélas! de toute connaissance du sujet (cas fréquent), déclara résolument : Monsieur! les choses ne se passeront jamais ici comme en Russie! Si les communistes osent montrer leur nez à la campagne avec leurs « Kolkhozes » ils seront reçus à coups de fourche!

Mais, avons-nous répondu, lisez d'abord — c'est l'affaire de quelques minutes! — lisez ce que disent *maintenant* les communistes aux paysans. Ils ne font pas la moindre allusion aux « Kolkhozes! » Maintenant, ils ne leur parlent que de l'arrêt immédiat des ventes et saisies, de la révision des baux, des impôts, de la revalorisation des prix agricoles, des hypothèques, etc. Un Normand n'y trouverait rien de suspect! Un Auvergnat le comprendrait facilement! Et un Provençal en serait enthousiasmé!

Le danger de la propagande communiste tient à ceci que dans beaucoup de cas *elle n'est provisoirement pas du tout communiste*. N'étant gênés par aucun principe moral (car, comme l'a dit Lenine, *la seule morale, pour nous, c'est l'intérêt de la révolution*) ils peuvent se camoufler en n'importe qui et n'importe quoi. Ils sont nationalistes, xénophobes (et même, parfois, antisémites!) dans certaines colonies ou protectorats; ils épousent les intérêts des commerçants quand ils s'adressent aux petits commerçants[1]; des paysans quand ils

1. « Le Parti communiste a *toujours* défendu les intérêts des petits commerçants. » *Le Parti communiste, sa doctrine, son action*, p. 86. On peut rappeler aussi les récentes coquetteries communistes avec les catholiques.

parlent aux paysans; des intellectuels quand ils parlent aux intellectuels; ils cherchent les sujets de mécontentement des soldats, des marins, des agents de police etc. Ils montent le tout en épingle, attisent le mécontentement (parfois très justifié), formulent les revendications radicales et leur influence est assurée.

Les « Kolkhozes », mais c'est pour beaucoup plus tard! C'est pour le moment où ils auront pris le pouvoir, organisé leurs « instruments de représailles » — la tchéka, les détachements spéciaux, les camps de concentration. Alors viendra le tour des Kolkhozes. Et alors les paysans (et les petits commerçants), cette « petite bourgeoisie réactionnaire », destinée à disparaître, à être *sacrifiée* selon les marxistes-léninistes, n'aura qu'à bien se tenir!

Voyons ce que dit sur les paysans notre précieuse brochure I. Nous nous excusons d'offrir aux lecteurs une prose filandreuse et parfois obscure; mais nous avons promis de citer!

La tâche du parti communiste à l'égard des paysans consiste à gagner à sa cause, en s'appuyant sur le prolétariat rural, toutes les populations exploitées et laborieuses des campagnes. Établissant une distinction entre les diverses couches paysannes et tenant compte de leur importance respective, le prolétariat victorieux doit soutenir par *tous les moyens* les paysans pauvres, leur remettre une partie des terres des grands propriétaires fonciers, faciliter leur lutte contre le capital usurier etc.

Le prolétariat doit, en outre, *neutraliser* les paysans moyens et réprimer toute résistance de la bourgeoisie rurale (p. 45).

La brochure ne dit pas où passe la frontière entre les paysans « moyens » et la « bourgeoisie rurale ». Mais continuons: quand le prolétariat aura réussi à affermir sa dictature, il doit conclure une alliance avec les paysans moyens, mais *sans admettre aucun partage du pouvoir avec eux.* Car la dictature du prolétariat signifie que *seuls* les ouvriers de la ville peuvent diriger le peuple. C'est tout à fait naturel, car, quelques lignes avant (p. 44), il est déclaré que :

La dictature du prolétariat *continue* la lutte de classes dans de nouvelles conditions. C'est une lutte tenace, sanglante et sans effusion de sang, violente et pacifique, militaire et économique etc.,

contre l'ancienne société, contre les capitalistes extérieurs, contre les débris des anciennes classes à l'intérieur et contre les poussées d'*une bourgeoisie nouvelle* naissant de la production marchande pas encore éliminée (p. 44). C'est-à-dire, en langage clair, quand le paysan moyen — « l'allié! » — commence à vendre au marché ses produits un peu plus qu'avant, devient un « bourgeois rural » qui doit être impitoyablement combattu.

Tout en promettant d'adopter maintes mesures bénignes (interdiction de la vente et de l'achat des terres, afin de conserver la terre aux paysans; lutte contre l'usure; électrification, tracteurs, etc.), tout en s'interdisant toute contrainte trop brusque, le programme de la IIIe Internationale déclare :

« Les avantages techniques et économiques de la grande industrie socialisée, la *centralisation* par l'État soviétique de *tous les leviers de commande*, la gestion *selon le plan* conduisent à l'*élimination constante et systématique* des vestiges du capital privé (paysans riches, koulaks) » (p. 42).

En langage clair, cela signifie que ceux des paysans qui seront proclamés « koulaks » par des communistes locaux seront spoliés, chassés ou emprisonnés ou déportés, comme cela a eu lieu dans des *centaines de milliers* de cas en Russie. D'autre part :

« La masse principale des exploitations paysannes (c'est-à-dire les petites et les moyennes exploitations) sont *systématiquement incorporées* par la coopération et l'*extension des formes collectives de l'agriculture au système général du socialisme en voie de développement* » (p. 42).

Les voilà, les kolkhoses! (kolkhose = mise en commun, par les paysans, sous l'impulsion de l'État, de leurs terres en vue de l'exploitation collective). Remarquez bien : *ils n'apparaissent qu'au moment où « l'État prolétarien » a concentré dans ses mains tous les « leviers de commande »* (c'est-à-dire, la police, la gendarmerie « rouge », la politique des impôts, etc.).

Mais plus loin il y a des déclarations encore plus intéressantes :

Au cas probable d'une intervention militaire des capitalistes la direction économique (de l'État soviétique) devra s'inspirer, avant tout, des intérêts de la défense de la dictature du prolétariat; la nécessité peut s'imposer d'une politique communiste de guerre (*communisme de guerre*) qui n'est autre que l'organisation rationnelle

de la consommation accompagnée d'une *pression accrue* sur les éléments capitalistes (confiscation, réquisition, etc.) et d'une abrogation plus ou moins complète de la liberté de commerce (p. 43).

On ne saurait trop admirer ce passage! Quelle subtilité, quelle prudence, quelle diplomatie et quel joli travesti quand on sait ce qu'était en Russie le « communisme de guerre ». Il est, en effet, assez « probable » que ce « communisme » va s'établir. Car cette « intervention militaire » c'est le parti communiste qui va la provoquer en attaquant la démocratie « bourgeoise », en « intervenant violemment dans le régime de propriété » (voir plus haut). On poursuivra d'abord « la destruction de l'appareil d'État bourgeois », de l'armée, des transports, etc., on tuera et l'on emprisonnera un grand nombre de commerçants et d'industriels. Cette guerre civile que les communistes commenceront, *eux* — car ils la veulent — détraquera tout de suite le ravitaillement des villes. Et alors on verra, comme on l'a vu en Russie en 1918-1919, ce que c'est que cette « organisation rationnelle de consommation ». C'est l'organisation des dizaines de « détachements de ravitaillements » (des « prodotriady » comme on les appelait en Russie). Ces détachements, composés de jeunes ouvriers, d'aventuriers et de voyous de tous genres, avaient été lancés à travers le pays. Ils ont raflé chez les paysans tout ce qu'ils ont pu, en exterminant les habitants des villages qui résistaient. Ils ont fait de tels ravages qu'ils sont devenus la cause principale de l'effrayante famine russe de 1920 et 1921, famine si affreuse que la Russie n'en avait pas vu de pareille depuis « les Temps Troubles » du début du XVIIe siècle.

La collectivisation forcée des campagnes qui a commencé en 1929-1930 a fait par surcroît des millions de victimes : ce sont les paysans qui sont morts dans les grands camps de concentration du nord de la Russie.

Il y a un témoignage terrible et irréfutable du destin de ces centaines de milliers de paysans russes qui résistaient à la collectivisation et qui étaient déportés sans vêtements chauds, en trains de marchandises dans le nord de la Russie et de la Sibérie. Ce témoignage, c'est celui des paysans mennonites allemands qui ont été déportés, eux aussi, dans ces camps, mais qui ont

réussi soit à se sauver, soit à expédier des lettres en Angleterre où elles ont été publiées, il y a trois ans[1].

Tel est ce « communisme de guerre ».

Il serait grandement souhaitable que les paysans français en soient informés.

COMMENT UTILISER LES RÉFORMES. PRÉPARATION DE L'INSURRECTION. TRAVAIL DANS L'ARMÉE

Donc, les communistes ont l'intention ferme, quand le « danger fasciste » aura disparu — d'attaquer le régime existant et de le renverser. Politique qui provoquera fatalement la guerre civile et interrompra, non moins fatalement, le ravitaillement des villes.

A ce moment, le « communisme de guerre » — de guerre des bandes communistes bien armées, et pleines de mépris pour les « culs terreux » — se manifestera dans les campagnes, où l'on dépouillera les paysans de tous les produits alimentaires qu'ils détiennent. Mais, nous demandera-t-on, quel rôle jouera dans tout cela l'armée? Car, sans doute, elle ne restera pas inactive. Bien entendu. Et c'est prévu.

En juin 1920, Cachin et Frossard sont allés en Russie. A ce moment le IIe Congrès Mondial de l'I. C. se tenait à Moscou. Ce Congrès avait formulé les célèbres « 21 conditions » d'admission à la IIIe Internationale. Cachin et Frossard les ont apportées en France. Et le parti socialiste français les a acceptées, au Congrès de Tours, le 30 décembre 1920, devenant ainsi parti communiste, section française de l'I. C. Or, parmi ces conditions, il y a le § *3* qui ordonne de :

Créer, parallèlement à l'organisation *légale* du parti, une organisation *clandestine* capable de remplir au moment décisif son devoir révolutionnaire.

Et l'un des buts principaux de cette organisation secrète illégale est formulé dans le § *4* qui proclame :

La nécessité absolue de mener une propagande et une agitation systématique et persévérante parmi les troupes... S'y refuser serait une

1. Hugh Walpole, *Out of the Deep. Letters from Soviet timber Camps.* Londres, 1934.

trahison et cela serait incompatible avec l'affiliation à la IIIe Internationale[1].

Ces deux points n'ont jamais été abolis et le parti socialiste français est toujours affilié à la IIIe I. C.

Mais il existe du reste des documents officiels plus récents. Nous allons citer un passage très important de la brochure I. Tous ceux qui désirent voir clair dans les manœuvres communistes doivent se le bien graver dans l'esprit.

Quand la poussée révolutionnaire fait défaut, les partis communistes, s'inspirant des besoins quotidiens des travailleurs, doivent formuler des mots d'ordre et des revendications *partielles* en les rattachant aux buts fondamentaux de l'I. C.

La tactique du *front unique*, moyen le plus efficace de lutte contre le capital et de mobilisation des masses *dans un esprit de classe*, moyen de démasquer et d'isoler les chefs réformistes, est un des éléments de la tactique pendant toute la période prérévolutionnaire (p. 76).

La situation en France est sans doute « prérévolutionnaire » d'après eux. C'est pour cela qu'ils préconisent et réalisent le « front unique » et le front populaire. Mais continuons :

Lançant des mots d'ordre transitoires au début d'une situation révolutionnaire et formulant des revendications partielles — le parti doit les subordonner à son but révolutionnaire qui est la prise du pouvoir et le renversement de la Société capitaliste bourgeoise... La mission du Parti est de prendre les besoins quotidiens des travailleurs *comme point de départ* (souligné dans le texte) et de conduire la classe ouvrière à la bataille révolutionnaire pour le pouvoir.

Lorsqu'une *poussée révolutionnaire a lieu*, lorsque les classes dirigeantes sont désorganisées et les masses en état d'effervescence révolutionnaire, les couches sociales intermédiaires disposées dans leurs hésitations à se joindre au prolétariat, lorsque les masses sont prêtes au combat et aux sacrifices, le Parti a pour but de les mener directement à l'assaut de l'État bourgeois. Il le fait par la propagande *de mots d'ordre transitoires de plus en plus accentués* (Soviets, contrôle ouvrier, comités paysans pour l'expropriation de la grande propriété foncière, désarmement de la bourgeoisie, armement du prolétariat, c'est-à-dire les milices ouvrières, etc.) (p. 74, 75).

Interrompons la citation pour un instant. Donc, il est bien entendu — et il faut que les ouvriers *s'enfoncent bien cette idée dans la tête* — que les réformes sociales qu'exige le parti com-

1. A. Ferrat, *Histoire du parti com. français*, p. 83, 84.

muniste n'ont *pour lui aucune importance* en elles-mêmes. Elles n'ont de l'importance que *comme point de départ* pour les revendications de plus en plus accentuées qui mèneront jusqu'à « l'assaut final ».

Il le fait aussi par l'organisation *d'action de masses*, auxquelles doivent être subordonnées toutes les formes de l'agitation et de la propagande du parti y compris l'agitation parlementaire. A ces actions de masses se rapportent : les grèves et les manifestations combinées; les grèves combinées avec les manifestations armées, enfin la grève générale liée à l'insurrection armée contre le pouvoir d'État de la bourgeoisie. Cette dernière forme supérieure de la lutte est soumise aux règles de l'art militaire, elle suppose un plan stratégique, *des opérations offensives*, de l'abnégation.

Les actions de cette sorte sont conditionnées par l'organisation des grandes masses en *formations de combat* et de soviets des députés ouvriers, soviets de soldats et *par un renforcement du travail révolutionnaire dans l'armée et dans la flotte* (p. 75).

Ces « formations de combat », cette propagande révolutionnaire dans l'armée n'empêchent pas les communistes d'exiger et d'obtenir la dissolution des Ligues des « factieux ». C'est l'éternelle histoire du voleur qui crie « au voleur »...

Parmi les mots d'ordre de l'I. C. l'un des plus importants est la « lutte contre les dangers de guerre ». Comment « faut-il mener cette lutte? » Voici :

Démasquer impitoyablement le social-chauvinisme, le social-impérialisme, les phrases pacifistes qui dissimulent les desseins impérialistes; répandre les mots d'ordre essentiels de l'I. C.; poursuivre chaque jour un travail d'organisation dans ce sens et en *combiner obligatoirement les formes légales et illégales*; poursuivre un travail organisé dans l'armée et la flotte. Les mots d'ordre fondamentaux de l'I. C. doivent être les suivants : *transformation de la guerre impérialiste en guerre civile*; *défaite de son propre gouvernement impérialiste, défense par tous les moyens de l'U. R. S. S.* et des colonies en cas de guerre contre elles (p. 78, 79).

Tout ceci, répétons-le, est « la loi » édictée par le VIe Congrès des Komintern et, comme nous le verrons non abolie par le VIIe Congrès récent.

Voici maintenant notre brochure III, presque aussi précieuse que la I. Seule, sa seconde partie nous importe ici, car elle relate les *instructions* que la XIe assemblée du Comité Exécutif (1931) a formulées en vue de réaliser les ordres du VIe Congrès.

Voici les instructions pour les « cellules » sur leur « travail »[1].

Les cellules d'usine doivent être constituées *en tenant compte de toutes les règles de l'action illégale* et être considérées comme des *organisations du Parti strictement clandestines.*

Quel que soit le régime politique, aussi longtemps que le système capitaliste existera, les cellules d'usine resteront des organisations illégales (p. 70).

On ne pourra résister efficacement à la réaction, construire un *mouvement révolutionnaire clandestin* vigoureux, lié aux masses, si l'on ne possède pas de cellules d'usines illégales (p. 97) « ... les partis communistes légaux et semi-légaux doivent entreprendre immédiatement la création d'un appareil illégal fonctionnant à côté de l'appareil légal... Bref, il faut constituer cet appareil là où il n'existe pas et perfectionner ce mécanisme partout où il existe » (p. 92, 96).

POUR L'ÉDIFICATION DES OUVRIERS

Quand on lit certaines brochures communistes, on éprouve une véritable stupeur. Leurs auteurs croient-ils que jamais aucun de leurs adversaires ne les lira? Ou se moquent-ils d'une façon absolue, illimitée du monde entier, y compris du monde ouvrier? Car voici ce que nous trouvons dans notre III : un chapitre, intitulé : *Règles clandestines pour la cellule d'usine.* Les voici :

Les Comités du Parti doivent aider à l'organisation des cellules d'usine; ils doivent enseigner aux organisateurs de cellules nouvelles *les règles clandestines* sans la connaissance desquelles il est impossible de mener une action communiste efficace. Parmi ces règles, il convient d'accorder une attention spéciale aux suivantes :

1° On évitera de se désigner les uns les autres par son nom et on fera usage de pseudonymes;

2° Veiller strictement à ne pas parler des questions du Parti en présence d'étrangers ou quand la conversation peut être entendue par d'autres;

3° Quand on causera avec des ouvriers sans parti qui n'ont pas fait leurs preuves, on évitera de se dévoiler (en expliquant le programme du Parti).

Au cas, ou un membre du Parti doit intervenir ouvertement, il est préférable que ce soit un membre qui ne soit pas connu dans l'usine;

1. Rappelons que, selon les statuts de l'I. C. cités plus haut, ce sont les cellules « qui doivent constituer *la Base* » du parti communiste.

4° La cellule doit chercher à mettre à la tête des mouvements de masse, à la tête des délégations ouvrières, des comités d'usine et de grève, etc., des militants révolutionnaires fermes, autant que possible membres de la cellule. *Mais on aura soin de les faire élire par les assemblées ouvrières non pas à titre de communistes, mais en tant que défenseurs connus, fermes et conséquents des intérêts des masses.*

5° La division du travail à l'intérieur de la cellule. Parmi les branches de l'action du parti à l'usine, il faut prévoir les suivantes :

a) Liaison avec le comité du Parti le bureau de la cellule des J. C. et les cellules d'ateliers.

b) *Direction de l'action syndicale à l'usine.*

c) Diffusion du journal du Parti et, en général, de publications révolutionnaires; direction du travail *d'auto-défense à l'usine*;

d) Direction du journal d'usine clandestin qui est un moyen très efficace de liaison avec les masses.

Le bureau de la cellule *doit veiller à la stricte application des directives émanant des organismes supérieurs du Parti...*; les conférences des cellules doivent vérifier l'exécution de ces directives (y compris celle de l'I. C.) et examiner les mesures *pour obtenir la centralisation la plus complète et la plus efficace de la direction*, parallèlement à la décentralisation des fonctions et au renforcement de la discipline du Parti.

Les ouvriers, tous les ouvriers, communistes ou sans parti, mais surtout les syndiqués affiliés à la C. G. T. seraient bien inspirés de réfléchir à ce texte. Ils devraient comprendre que partout où le parti communiste est fort, il les fait marcher comme un troupeau *sous la direction d'une organisation occulte*, secrète, inconnue, qui a ses buts à elle. Voici, par exemple, un camarade qui s'époumonne pour défendre leurs intérêts.

Défend-il leurs intérêts? Non, il obéit à une directive émanant d'une organisation clandestine qui, à son tour obéit au Comité local du Parti, qui, à son tour, obéit à l'Exécutif de Moscou, qui — enfin — obéit « à notre chef à tous », à Staline et son état-major...

Voici les patrons qui acceptent les revendications ouvrières. Est-ce fini? Non. Pourquoi? Parce que le Parti se moque complètement de ces revendications et, en général, des *réformes* sociales (c'est pour cela que les réformistes sont proclamés « valets du Capital »). Les réformes ne sont pas du tout réclamées dans l'intérêt des ouvriers. Elles sont réclamées — d'après le Parti — pour provoquer de l'excitation chez les ouvriers et les inciter à formuler immédiatement d'autres demandes.

Le Parti agite devant les ouvriers le drapeau rouge exactement comme les matadors espagnols l'agitent devant les taureaux — pour les exaspérer, pour les faire combattre. Il y a, évidemment une différence : les taureaux sont mis à mort, tandis que le parti communiste ne veut pas tuer le taureau prolétarien. Il veut seulement s'installer dessus. Car, comme nous l'avons montré plus haut, la dictature du prolétariat c'est la dictature de son « avant-garde », le parti communiste.

La place, nous manque, par malheur, pour citer les passages de cette brochure relatifs aux cellules de la rue, aux chômeurs, à la presse du Parti, au noyautage des syndicats. Mais nous ne pouvons pas passer sous silence les instructions concernant le travail dans l'armée, que nous empruntons toujours de la brochure III.

PRÉPARATION DE L'ARMÉE A LA RÉVOLUTION

On constate sur ce terrain une certaine amélioration, mais il faut dire cependant que cette branche d'activité de nos Partis continue à retarder fortement.

Les tâches de l'action antimilitariste se ramènent essentiellement à ceci :

1° Création de bonnes cellules dans l'armée et dans la marine;

2° Création de bonnes cellules dans les entreprises travaillant pour la guerre et dans les centres ferroviaires, dans les transports maritimes, automobiles et aériens.

3° Adjoindre aux cellules des établissements de guerre, des journaux d'usine ainsi que toutes sortes d'organisations légales et semi-légales : syndicats, cercles d'études, groupes sportifs, etc.

4° Renforcer l'organisation spéciale créée pour l'action dans l'armée, *afin d'obtenir le plus grand développement possible des cellules de soldats et de matelots* et éditer une *littérature spéciale et illégale à l'intention de l'armée et de la marine.*

5° Créer des organisations spéciales, souples, semi-légales pour les conscrits et les soldats en congé.

6° Intensifier l'action dans les organisations sportives et dans les organisations de masse fascistes et social-fascistes militaires et semi-militaires (p. 90).

Les journaux clandestins (par exemple *la Caserne* et le *Conscrit*) existent, de même que la « littérature ». En 1929, le *Burau d'édition* fit paraître une brochure de E. Yaroslavski :

le travail des bolcheviks dans l'armée avant la révolution d'octobre où l'auteur dit, entre autres :

Notre travail dans l'armée a été un chaînon, un levier indispensable dans notre travail révolutionnaire général. Sans lui, nous n'aurions pas pu assurer la victoire de la révolution prolétarienne et, sans lui, aucun parti communiste de pays capitaliste ne pourra non plus l'assurer (p. 39).

LE DERNIER CONGRÈS DE L'I. C. ET LES DISCOURS DE CACHIN, THOREZ, ETC.

Des gens qui sont peu au courant de la politique communiste, de l'unité d'action de l'I. C., de l'enseignement de Lénine sur la nécessité des « manœuvres » et des « louvoiements », sont disposés à ajouter foi aux affirmations des tacticiens communistes quand ceux-ci disent que « tout a changé » et que les communistes, maintenant, ne songent qu'à sauver la république de ses ennemis intérieurs et extérieurs. Citons donc certaines résolutions du *dernier* Congrès (VIIe) du « Komintern », qui a eu lieu en août 1935 et certains discours de ses chefs et des chefs du communisme français.

Voici la brochure IV, *Résolution du VIIe Congrès contre la guerre et le fascisme*; *l'unité* (1935).

Le VIIe Congrès fait remarquer que *c'est seulement de la force des partis communistes*, de l'énergie et de l'esprit d'abnégation des communistes qu'il dépend de pouvoir transformer la crise politique mûrissante en révolution prolétarienne victorieuse. A l'heure de la crise... la tâche *décisive* des communistes consiste *à ne pas se contenter des succès obtenus*, mais à *marcher de l'avant* vers de nouveaux succès et à créer de cette manière les conditions pour la victoire de la révolution prolatérienne (p. 6).

Voici un passage fort clair que nous dédions spécialement à ceux des radicaux qui sympathisent avec le bolchévisme.

Dans les conditions d'une crise politique, lorsque les classes gouvernantes ne peuvent plus avoir raison du puissant essor du mouvement de masse, les communistes doivent *mettre en avant des mots d'ordre révolutionnaires fondamentaux* (contrôle des Banques, de la production, licenciement de la police, milice ouvrière armée, etc.) tendant à ébranler encore davantage le pouvoir économique et politique de la bourgeoisie et à augmenter les forces de la classe ouvrière, *à*

isoler les partis conciliateurs (c'est nous qui soulignons) — des mots d'ordre rapprochant de près les masses ouvrières de la prise révolutionnaire du pouvoir.

Eh bien! Y a-t-il un changement? Non. Mais il y a manœuvre.

Si au moment d'une telle poussée du mouvement de masses, il apparaît possible et nécessaire, dans *l'intérêt du prolétariat*, de créer un *gouvernement de front populaire antifasciste*, qui ne sera pas encore un gouvernement de la dictature du prolétariat, mais qui s'engagera à prendre des mesures énergiques contre le fascisme, le parti communiste doit tendre à la création d'un tel gouvernement... Pour autant que le gouvernement prendra effectivement des mesures énergiques contre les magnats contre-révolutionnaires et leurs agents fascistes *et ne gênera en aucune manière l'activité du parti communiste* et la lutte de la classe ouvrière, le Parti soutiendra *par tous les moyens* ce gouvernement (p. 15, 16).

Interrompons ici nos citations de la brochure IV pour donner place à une citation d'une autre brochure V : *le parti communiste, sa doctrine et son action.* C'est des plus récentes, et l'une de celles où l'hypocrisie communiste s'affirme le plus nettement.

Le gouvernement du Front populaire est :

1° Un gouvernement s'appuyant sur l'activité des masses *en dehors du Parlement*, en particulier sur les organisations ouvrières et les Comités du Front populaire dont le réseau couvrirait tout le pays.

2° Un gouvernement donnant à la classe ouvrière et *à son parti communiste* toutes possibilités d'agitation et d'organisation;

3° ... qui en finisse réellement avec les bandes armées du fascisme, qui procédera à l'épuration de l'armée, de la police et de la magistrature;

4° ... qui fera payer les riches. Il est clair qu'un tel gouvernement ne peut se constituer que dans une situation où la bourgeoisie ne peut plus empêcher les masses populaires de lutter pour la conquête de leurs revendications et de leurs libertés, c'est-à-dire dans une situation révolutionnaire (p. 50).

Ce gouvernement s'est formé. Les communistes autorisés par l'I. C. n'y prennent part pour des raisons d'opportunité. Mais ils le soutiennent parce qu'il a accepté ses conditions.

Lénine, dans des cas semblables disait : « Nous le soutenons, comme la corde soutient le pendu » (voir sa brochure : *la*

Maladie infantile du Communisme, p. 76, que tous les radicaux devraient lire[1]).

Retournons à notre brochure.

« La tactique du front unique impose au Parti le devoir « de mener une lutte intransigeante contre toute tendance à estomper la différence de principe entre le communisme et le réformisme, contre l'illusion que le socialisme peut être réalisé par la voie pacifique et légale » (p. 21).

La condition essentielle de l'unité du mouvement ouvrier, c'est « la reconnaissance de la nécessité de renverser par la révolution la domination de la bourgeoisie et d'instaurer la dictature du prolétariat sous forme de Soviets » (p. 22). Les résolutions parlent aussi de la nécessité de transformer une guerre extérieure *en guerre civile* (p. 31). La brochure V parle aussi du « défaitisme révolutionnaire » (p. 57).

Encore une fois, y a-t-il un changement?

Voici la brochure de Manouilski, l'un des principaux dirigeants de la IIIe Internationale, *le VIIe Congrès est le Congrès de l'Unité.*

Il explique ce qu'est le gouvernement du front unique ou le gouvernement antifasciste. Quel est son rôle? Celui de « déblayer la voie à la victoire de la classe ouvrière » (p. 57) c'est-à-dire à la dictature communiste, rôle attribué en Russie au malheureux Kérensky.

Des changements de tactique sont toujours possibles, dit Manouilsky, « mais la ligne générale de l'I. C., son orientation vers la résolution sur la base du rassemblement des forces ouvrières demeurent inébranlables et immuables » (p. 58).

A ce même congrès, M. Cachin déclarait :

L'Internationale Communiste reste notre guide, notre étoile; nous avons en elle une confiance absolue, et, « plus loin, » rien, rien n'est capable de faire renoncer les communistes à leurs objectifs, à notre but, mais pour faire reculer le fascisme et la guerre, nous sommes

1. Dans cette brochure il affirme la nécessité absolue pour le parti communiste de « louvoyer » et explique « comment par une tactique » habile, des accords, les bolcheviks russes ont pu « utiliser » les libéraux et décomposer ou noyauter les Menchéviks. Ce petit livre devrait être un livre de chevet pour tous ceux qui désirent comprendre les « louvoiements » communistes.

prêts, comme le disait Lénine, à nous allier avec le diable. (*Du Front unique au Front populaire.* Deux discours, M. Cachin, M. Thorez p. 5, 12).

Le « diable », en l'espèce, c'est le « social-chauvinisme » ou le « social-fascisme », les S. F. I. O. et les radicaux... Et voici du Thorez :

La classe ouvrière de France a conscience de ces indications de Staline — d'utiliser les libertés démocratiques contre l'ennemi capitaliste — de Staline, qui est le chef du prolétariat international (p. 34).

Et encore :

Nous nous présentons aux masses populaires *comme les champions de la liberté...* C'est une telle politique qui a permis au Parti communiste de provoquer, stimuler et influencer efficacement un mouvement de masse d'une ampleur considérable. Des couches importantes de la petite bourgeoisie ont été entraînées à la lutte contre le fascisme (p. 38).

Et comment ces champions de la liberté comprennent-ils leur rôle?

Nous communistes, nous luttons pour le pouvoir des Soviets, pour la dictature du prolétariat. Mais nous savons, pour l'instant, que nous sommes une minorité. C'est pourquoi le pouvoir des Soviets ne peut pas être notre but immédiat. *Mais, tout en étant minorité, nous pouvons et nous devons diriger la majorité du pays* qui ne veut pas de dictature fasciste (p. 42).

Dans d'autres déclarations cette prétention de diriger le Front populaire est exprimée sous une forme un peu plus voilée. Elle est d'ailleurs naturelle, cette prétention : dans chaque coalition politique, c'est le parti le *plus extrême* qui guide ses alliés (lesquels parfois, résistent, parfois essaient vainement de le rattraper sur la voie de la démagogie).

Le front unique a renforcé notre parti communiste, dit Thorez, (p. 51) car, malgré la résistance de la C. G. T. (les « dirigeants réformistes ») 700 syndicats uniques (c'est-à-dire contrôlés par le P. C.) ont été créés (p. 47).

Voici ce que dit Thorez sur le Front populaire dans la brochure *les Communistes et le Front populaire* (VI). C'est son discours au Comité central du 2 novembre 1934.

Nous ne voulons pas atténuer et nous voulons même renforcer notre agitation en faveur du programme fondamental de notre Parti, *en*

faveur de la préparation à l'insurrection armée et de l'instauration de la dictature du prolétariat... Nous voulons orienter toute notre action vers ce but. Et précisément nous croyons ne pas nous éloigner du but, *mais au contraire nous en rapprocher, en tendant tous nos efforts contre la menace du fascisme,* c'est-à-dire *en créant le Front populaire.*

Et enfin, pour finir, voici quelques lignes, les plus suggestives et les plus farouches entre toutes celles qu'on peut lire sur le gouvernement du Front populaire (*le parti communiste, ses luttes* et discours à la salle Wagram le 26 décembre 1935).

Pour nous... le gouvernement du Front populaire ce sera un gouvernement donnant toutes possibilités à l'agitation et à la propagande, permettant la préparation à la prise totale du pouvoir par la classe ouvrière, bref un gouvernement qui soit la préface à l'insurrection armée pour la dictature du prolétariat (p. 10).

Est-ce assez clair?

Pour masquer les contradictions trop criantes entre leurs discours adressés aux ouvriers et leurs déclarations destinées à la démocratie « bourgeoise » les communistes ont recours au procédé « diplomatique » connu : ils déclarent « inexacts » ou « tendancieux » les comptes rendus de ces discours que publient la presse « bourgeoise » et même socialiste. (C'est ce que fit le *Populaire* à propos du discours de Thorez du début d'août 1936.)

CONCLUSION : LE FRONT DIT « POPULAIRE » N'EST QU'UN CAMOUFLAGE DU PARTI COMMUNISTE, PARTI DU FASCISME ROUGE

Donc, il résulte des publications *officielles* du parti communiste que c'est un parti *occulte* ou *secret* par *toute sa base,* (ses cellules d'entreprises et d'armée[1]). Il comporte une vaste organisation *illégale* à côté de son organisation légale. Il est strictement centralisé et fortement discipliné — et il obéit scrupuleusement à un Centre *étranger.* Du point de vue formel, il obéit à l'Exécutif de l'I. C. et, en fait, il obéit à un

1. M. Gitton, secrétaire du parti communiste déclare, dans sa brochure : *le Parti des Travailleurs de France* (1936) : « La région Paris-Ville aligne 203 cellules d'entreprises, dont 106 dans les services *publics* et *les administrations.* La région Paris-Ouest 85, etc. (p. 13).

Dictateur étranger, Staline, *notre chef à tous*, comme dit Thorez, et à ses hommes de confiance.

Staline est un véritable « Führer », comme Hitler; on n'a pas le droit de critiquer, on ne peut pas lui désobéir.

Donc, ce n'est pas un parti *français*, bien qu'il parle maintenant du « front français », et ce n'est pas un parti *populaire*, bien qu'il exerce, malheureusement, une très grande influence sur le peuple ouvrier de France. Dans ces conditions, que vaut son patriotisme si récent? Il ne vaut pas grand'chose, car il est *ordonné* par le Führer Staline. Il ne date que de la fameuse entrevue Staline-Laval. Et pourquoi Staline l'a-t-il ordonné? Parce que, à Moscou, on craint, et non sans raison, l'attaque allemande. Staline veut donc que les communistes français soient patriotes « et pour la défense nationale », afin que la France puisse venir en aide à l'U. R. S. S. avec son armée[1].

Les communistes se proclament « défenseurs des Libertés démocratiques ». Ils affirment qu'ils tendent vers la « dictature du prolétariat » et vers le « pouvoir aux Soviets », afin de réaliser une *véritable* démocratie, qui se substituera à la démocratie « bourgeoise ». Et le bon peuple croit dur comme fer que ce sera lui qui sera au pouvoir quand il y aura « les Soviets partout ». Il est vraiment dommage qu'il ne lise pas le programme véritable, non travesti, de ce parti, la loi obligatoire : *le programme de l'I. C.* que nous avons cité. D'ailleurs, nombreux sont les politiciens de profession qui ne l'ont pas lu davantage.

Cette dictature du prolétariat, ces « Soviets » ce n'est que la dictature centralisée, c'est-à-dire bureaucratique, du *seul* parti communiste. Dictature *terroriste*, car ce parti veut s'emparer du pouvoir par la violence et, forcément, il s'y maintiendra, comme il l'avoue, par la violence, par la terreur[2]. Et

1. Ce n'est que pour cela qu'il a conclu le fameux pacte franco-soviétique.

2. Dans le *Léninisme théorique et pratique* de Staline — livre sacré! — le Führer rouge explique que le parti communiste, étant « l'avant-garde du prolétariat », doit être son chef politique, c'est-à-dire, organiser, diriger, contrôler toutes ses autres organisations, y *compris les soviets* (p. 73). C'est pour cela que, au début, en 1918-1920, quand ces Soviets jouaient un certain rôle, ceux d'entre eux qui n'étaient pas « dans la ligne du Parti » étaient impitoyablement dissous et leurs membres arrêtés.

cette terreur sera exercée non seulement aux dépens de la « bourgeoisie », mais aussi de tous ceux, ouvriers ou paysans, socialistes, syndicalistes ou démocrates ou sans parti, qui oseront ne pas être d'accord avec « la ligne générale » du Parti. Pour eux c'est la mitraillade ou le cachot ou le camp de concentration comme en Russie. Tous ceux qui ne pensent pas comme le Parti sont déclarés « bourgeois », « koulaks » ou « agents de la bourgeoisie », « valets » ou « vendus aux capitalistes ».

D'ailleurs, des ouvriers communistes hardis et sincères ont un bon moyen de vérifier dès maintenant l'exactitude de nos assertions. Qu'ils essaient, « pour voir », de discuter non pas un point secondaire mais la *tactique même* de leur « cellule » ou la position de « l'*Huma* » dans telle ou telle question *importante*, — qu'ils essaient de ne pas être d'accord avec la directive du Centre — et ils auront une idée de ce que seront leur dictature du prolétariat et leurs Soviets!

Le « démocratisme » des communistes n'est qu'un gigantesque camouflage, destiné à abuser les radicaux et le plus grand nombre possible de républicains. Pour lutter contre le prétendu danger fasciste, pour gagner des partisans qu'ils sont bien décidés à « liquider » après la victoire, les communistes ont choisi de se poser provisoirement en champions de la liberté. Il suffit de lire leurs propres brochures, si différentes pour le fond des huit millions de tracts par eux répandus à la veille des élections, pour se rendre compte que ce n'est là qu'une tactique. Il faut croire du reste qu'elle n'est pas mauvaise, puisque Gitton dans une brochure déjà citée déclare que, grâce à *cette tactique du front unique et du front populaire*, on a vu s'accroître considérablement le nombre des municipalités communistes — et il aurait pu ajouter : des députés. Toute la question est de savoir si le « parti » réussira longtemps à camoufler, vis-à-vis de la masse, ses projets véritables, et à conquérir des partisans par le mensonge.

★ ★ ★

SEIZE MAI

I

ORIGINE

C'est au commencement de 1876 que les Français mirent en mouvement, par deux opérations successives, la machinerie parlementaire que leur avaient donnée les lois de 1875. En janvier, élection d'un Sénat. En février, élection d'une Chambre. Au Sénat, majorité conservatrice, très faible : 105 contre 95. A la Chambre, majorité républicaine, très forte : 360 voix contre 200. L'événement, dans son ensemble, ne manquait pas de grandeur.

Cette foule d'élus arriva dans Versailles, restait à l'investir. L'investiture se fit avec beaucoup de dignité. Le duc d'Audiffret-Pasquier, président de l'Assemblée nationale, invita, dans ce Salon de Mars qui fut jadis une des antichambres de Louis XIV, les deux doyens et les plus jeunes membres des deux nouvelles assemblées. Le 21 février, à trois heures, accompagné de ses vice-présidents et de ses questeurs, il s'y rendit pour les attendre. Les journalistes lui firent demander s'ils pourraient être admis. « Ce que nous faisons est public, dit-il, la presse doit être présente. » Elle entra. Les deux délégations furent ensuite appelées. La sénatoriale était conduite par Gaultier de Rumilly, octogénaire solide, avocat des sergents de La Rochelle en 1825, né en 1792, républicain patriote des grandes années.

La délégation de la Chambre était conduite par Raspail, un des chefs de la révolution de 1848. Gaultier de Rumilly prononça quelques paroles, Raspail s'inclina sans mot dire.

Le duc prononça une allocution brève. « Comme nous, dit-il aux nouveaux venus, vous voudrez rendre le pays à vos successeurs, pacifié, prospère et libre. C'est donc avec confiance que j'ai l'honneur de vous remettre, au nom de l'Assemblée nationale, les pouvoirs souverains que la nation lui avait donnés. » Dufaure, garde des sceaux, prit acte de la passation. Les délégations se retirèrent, cette fois saluées par la troupe formant la haie au long de la galerie des glaces, du couloir des marbres, par les clairons et les tambours battant. La IIIe République allait commencer par elles.

Commencer par deux assemblées dès le premier instant discordantes, ennemies, ce n'était pas de bon augure. Mais on s'y attendait. Les membres de l'Assemblée nationale, lassés par quatre ans de querelles, avaient voté des lois organiques qui, dans leur esprit même, étaient moins une constitution qu'une trêve, un armistice conclu entre deux partis sensiblement égaux. Le centre droit avait admis, pour la Chambre populaire, le suffrage universel : d'où le triomphe républicain. Les républicains, d'autre part, avaient laissé aux deux centres, le droit et le gauche, la liberté de négocier entre eux le statut des électeurs sénatoriaux : d'où le succès des conservateurs. Le résultat ne devait pas étonner. La trêve était finie, le conflit allait éclater.

Il éclatera en effet, et ce sera la crise du Seize mai. Le point d'origine est ici. Pourtant quatorze mois nous en séparent, il y eut donc un assez long délai. Dans la France de ce temps là, convalescente de ses désastres, souffrante encore d'avoir été vaincue et persuadée du devoir d'être sage, il y avait de grandes ressources pour la temporisation. Il y eut quelques jours d'émoi, de rumeurs combatives, pas davantage. Le maréchal de Mac-Mahon, président de la République, craignit d'abord qu'on ne voulût lui imposer, comme ministre, Gambetta, auquel son premier devoir, pensait-il, était de barrer la route. Plutôt que de laisser faire, il dissoudrait la Chambre qui venait d'être élue. Choisissez, dirait-il aux Français, entre un maréchal de France et un déma-

gogue. Il fut très vite rassuré. Le vainqueur des élections, c'était assurément Gambetta, dont la chaude parole avait tout animé. Gambetta avait dominé les masses, mais il n'était pas le maître sur l'échiquier parlementaire. Les Grévy, les Ferry, provinciaux avisés; Jules Simon, d'une impatiente ambition, souhaitaient laisser un peu dans l'ombre leur trop jeune, trop éclatant collègue et, d'ailleurs, tenaient essentiellement à mettre en mouvement sans heurts les rouages compliqués du nouveau régime. Ils voulaient un début prudent, Gambetta n'était pas leur homme.

Ils craignaient le conflit. Ils sentaient leur force, l'adhésion toujours plus nombreuse des classes moyennes, commerçantes, des paysans même. Ils mesuraient aussi leur faiblesse, qui était de s'établir en nouveaux venus, presque en intrus, dans une société ancienne et solide, fortement organisée dans ses familles nobles et grandes bourgeoises, dans ses grands corps. Magistrature, administration, diplomatie, tout cela s'était reconstitué, au début du siècle, sur les bases mêmes des anciens corps royaux, maintenus intact à travers les révolutions. Le second Empire les avait reçus de la monarchie de Juillet, la République de Thiers et de Broglie les avait reçus du second Empire. Dans l'armée, l'aristocratie était en train de recouvrer la situation morale qui jadis avait été la sienne. Les chefs républicains ne se dissimulaient pas qu'entrer en maîtres dans une maison ainsi occupée était une opération délicate. Ils avaient foi en l'avenir, mais ils se méfiaient du présent. Chaque jour, pensaient-ils, travaillait pour eux, et la sagesse conseillait de lui laisser le temps de son travail.

Ils s'entremirent donc, et leur diplomatie eut ce résultat imprévu que le gouvernement fut à peine changé. Decazes garda les Affaires étrangères, le général Bertauld la Guerre, Léon Say les Finances. Grévy présida la Chambre et Gambetta obtint, pour toute récompense, la présidence de la commission du budget. Au lieu d'un conflit, un remaniement ministériel. A la présidence du Conseil, au lieu de Buffet, le chef vaincu, voici Dufaure, un autre Buffet, ancien ministre du roi Louis-Philippe, capable et rogue, bourgeois d'un autre âge, dont les hauts cols pointus, alors même, amusaient

comme un spectacle périmé. Dufaure était un républicain que le Maréchal aimait bien, c'est tout dire. Personne n'avait attendu des vainqueurs une telle modération.

Il allait être difficile de l'observer longtemps. Pensons toujours aux deux assemblées, car c'est entre elles, ennemies et voisines, toutes deux campées dans l'immense Versailles, que l'action reste engagée, jusqu'au bout restera engagée. Le beau théâtre de Louis XV, ou l'Assemblée nationale avait siégé, est maintenant laissé au Sénat, du côté des réservoirs, des grands ombrages. Une deuxième salle, très vaste, a été aménagée, du côté de l'Orangerie. Entre deux, 300 mètres, mais quel abîme moral! D'une part, les vaincus de l'Assemblée nationale, une élite noble et bourgeoise pénétrée de ses principes et de son importance. D'autre part, 360 républicains, dont 300 hommes nouveaux, vigoureusement démocrates, vigoureusement libres-penseurs, obéissant aux consignes données dans les loges. Une toute autre France, dont il fallait que l'une fût dominée par l'autre.

Dufaure s'était engagé auprès du Maréchal à prolonger la trêve. Il s'aperçut bientôt qu'il avait beaucoup promis. Les républicains se trouvaient mal récompensés, s'impatientaient, l'assaillaient de leurs plaintes. Et leur demande, ce n'était pas telle ou telle réforme, c'était des places. Ils pensaient à toutes, celles que détenaient les corps d'État, aux magistratures, au Conseil d'État, aux ambassades, Dufaure refusait d'écouter; au delà des préfets et sous-préfets, agents d'exécution, il ne voulait révoquer personne, il ne voulait pas que la victoire des siens dégénérât en un partage de dépouilles. Les préfets, les sous-préfets, juges de paix et quelques autres encore, cela faisait, à son gré, un suffisant remue-ménage, et il avait grand peine à ramener un peu de tranquillité dans les antichambres ministérielles pleines de solliciteurs.

Cette question des emplois se traitait à mi-voix, un peu dans l'ombre. Une autre, au contraire, était composée et débattue bien haut : c'était la question religieuse. Les économiques, les sociales, ne passionnaient pas ou étaient ignorées. La passion religieuse seule occupait les esprits, elle les occupera jusqu'aux dernières années du régime. C'est d'elle que naîtra le

seize mai; c'est d'elle que vinrent à Dufaure, dès le printemps, ses premiers tracas. Simples escarmouches d'abord, mais incessantes. La Chambre ayant réduit certaines allocations cultuelles, le Sénat les rétablit aussitôt. Léger conflit. En juillet, les républicains mirent en discussion le statut des universités catholiques : ils voulaient resteindre leurs droits. Sérieuse affaire. Le Sénat résista, maintint la loi. Dufaure allait de l'une à l'autre assemblée, devant chacune plaidant pour l'autre, et à tout coup battu par ces plaideurs irréconciliables. Ce métier le fatiguait.

Le Maréchal s'irritait aussi, mais pour de tout autres causes. Les événements se produisaient loin de lui, dans des assemblées où il n'avait pas accès, avec lesquelles il ne pouvait communiquer que par la procédure compliquée, inefficace, des messages. Lorsqu'il s'était laissé nommer Président de la République, il avait craint d'encourir des responsabilités auxquelles son métier de soldat ne l'avait pas préparé. Et voici qu'il encourait tout autre chose, l'humiliation d'une irresponsabilité qui ne convenait pas à son caractère. Un jour, vers la fin de juillet, il éclata en plein Conseil, déclarant que si la Chambre renversait le ministère, il n'hésiterait pas à la dissoudre. « Si on croit que j'irai plus loin que M. Dufaure, dit-il, on se trompe ». Cela s'ébruita, et fit impression. On sut que le Maréchal ne reculerait pas devant l'éventualité d'un conflit, qu'il y pensait.

Il était temps qu'on partît en vacances.

II

VACANCES TROUBLÉES

Les vacances mêmes furent troublées. Du premier jusqu'au dernier jour, l'été fut saison de malaises, les querelles proliférèrent comme l'ivraie.

Il y eut celle des enterrements civils. Nombreux alors, ils servaient de prétexte aux républicains pour former des cortèges, montrer leurs emblèmes, occuper la rue. La belle occasion pour eux, c'était que celui qu'on enterrait fût un dignitaire de la légion d'honneur. Car un détachement de l'armée,

d'après les règlements, devait assister, suivre. La mort de Félicien David, le musicien, survenu au mois d'août, apporta cette occasion. Un escadron, commandé de service, vint assister à la levée du corps. L'officier salua du sabre, puis faisant demi-tour, ramena ses hommes à leur quartier. Tel avait été l'ordre du ministre : si le corps ne va pas à l'Église, l'armée n'accompagne pas le cortège. Protestation républicaine : L'armée doit suivre, le règlement le dit. Réponse conservatrice : Les enterrements civils sont des manifestations politiques, l'armée n'y est pas à sa place. Recours au texte : Il est écrit que l'armée ira *à l'église et au cimetière*. C'est formel, disent les républicains. Non, expliquent les conservateurs; l'église est mentionnée d'abord; donc, s'il n'y a pas d'église, il n'y a pas de cimetière... La querelle devenait talmudique, sans terme.

Le Maréchal souhaitait vivement que quelques semaines lui fussent laissées pour le repos, la vie aisée parmi les siens. Cette détente lui fut très mesurée. En septembre, grandes manœuvres. C'était en Charolais, il y alla. Les châteaux lui firent fête, l'appelant, l'honorant, faisant grand accueil à ses officiers. Du Charolais, il gagna Besançon où le général Henri d'Orléans, duc d'Aumale, l'invitait, exprimant le désir de lui présenter le corps d'armée dont il était le chef. Sur le chemin du Charolais, il y avait Lyon, ville républicaine, très républicaine. Il n'eût pas été courtois d'y passer sans s'y arrêter, et le Maréchal était un homme très courtois. Il décida qu'il resterait à Lyon deux jours. Courtoisie perdue, les deux journées furent de bout en bout fâcheuses. Le président du Conseil municipal communiqua au préfet, selon l'usage, le texte du discours de bienvenue qu'il avait préparé pour la réception du Maréchal : cette bienvenue consistait à lui demander, au nom de la population lyonnaise, l'amnistie des communards. Le Maréchal ne voulait pas en entendre parler. Le Lyonnais s'obstina, le préfet tint bon, tant et si bien qu'il fut enfin décidé que les élus de Lyon ignoreraient complètement le passage du chef de l'État. La Chambre de Commerce, au contraire, l'invita dans ses salons, la Banque et les Soyeux le reçurent avec honneur. Le Maréchal remercia brièvement, parlant travail, affaires, et ne prononça pas le mot de République, toujours magique et guetté sur ses lèvres.

Le soir, réception à la préfecture. La foule, amassée sur la place, chanta des chants républicains, tricolores d'abord, puis rouges, de plus en plus rouges. Après *La Marseille*, l'*Hymne à Garibaldi*; enfin, sur le coup de minuit, des groupes entêtés entonnèrent le *Ça ira*.

Ce qui s'abaisse,
On l'élèvera.

Ce qui s'élève,
On l'abaissera.

Ça ira, ça ira, ça ira,
Les aristocrates à la lanterne.

Le lendemain, le Maréchal quittait Lyon et, descendu à Besançon, rencontra le duc d'Aumale qui le reçut avec sa grâce et sa magnificence coutumières.

La jeune République n'était pas harmonieuse.

III

GAMBETTA AU CARREFOUR

Dufaure allait tomber, c'était certain. Avec lui cesserait l'arbitrage, si commode, du centre gauche, et le problème, éludé en mars, allait revenir : Qui serait chef? Gambetta y pensait avec perplexité, souci. Il savait que les chefs du centre gauche, de la gauche républicaine, restaient décidés à lui barrer la route. Et ils avaient beau jeu, ayant le Maréchal avec eux. Ferme dans sa décision, disons même buté, jamais il n'avait invité Gambetta à l'Élysée, jamais ne lui avait adressé la parole. C'était absurde. Gambetta, président de la commission du budget, était un personnage considérable dans l'État, à tous points de vue considérable dans le pays, le Maréchal devait le connaître.

Gambetta mis en quarantaine, lui le plus parlant des êtres, quel imprévu, quelle surprise pour lui; quelle pénitence et quel ennui pour son âme cordiale! Un jour, raconte-t-on, au cours d'une promenade et quelques amis l'accompagnant, il était entré dans une église de village. Voyant la chaire vide

ouverte devant lui, il y monte tout droit, il improvise un religieux exorde. « Voyons, lui disent d'en bas ses amis inquiets de l'incartade, descends; si le curé entrait! — Si le curé entrait, réplique Gambetta, il m'écouterait! » Et il développe un sermon magnifique. Le Maréchal aussi, Gambetta n'en doutait pas, l'écouterait. Mais il fallait l'aborder, et le précautionneux soldat se tenait hors d'atteinte.

L'ambition de Gambetta ne doit pas être sous-estimée, elle était noble. Il avait l'instinct du service, le goût de la grandeur. Il n'était pas, comme tant d'autres que la politique attire, dominé par des impatiences personnelles. En ce mois de septembre où nous venons de voir le Maréchal parcourir le Charolais, le Lyonnais, la Franche-Comté, tenir en France son emploi de chef d'État, Gambetta, disparu pendant une quinzaine de jours, avait fait en Allemagne un voyage d'étude. Son génie était tout intuitif, les livres ne le contentaient pas. Rasé pour n'être pas reconnu, « plus laid encore que de coutume », écrivait-il à Juliette Adam son amie, il s'était mêlé aux foules, il avait participé à la vie commune des êtres. Prévenu que Bismarck assisterait à une parade militaire, il y alla, se tint au premier rang, et se laissa frôler par le cheval du chancelier. De ce qu'il aperçut ainsi chez l'ennemi, il demeura pensif : « Je suis très frappé, écrivit-il, très émerveillé de l'œuvre de M. de Bismarck. Il a fallu une grande âme pour entreprendre une reconstitution de l'empire d'Allemagne au XIXe siècle. » En face de Bismarck, il fallait une grande âme adverse. Laquelle, sinon la sienne? Nulle autre ne s'était montrée.

Pourquoi fallait-il qu'il rencontrât, dans cette France où pourtant il se sentait aimé, les difficultés qui lui venaient du renom de sa jeunesse débraillée, du persistant écho de quelques paroles véhémentes quelque jour échappées de ses lèvres, et qui maintenant couraient le monde, inarrêtables? La rigueur du Maréchal, si contrariante, n'avait pas d'autre source. Ludovic Halévy l'observe très bien en une de ses notes rapides : « Une petite comédienne me disait l'autre jour : *On reste toujours la femme de son premier amant.* Ce qui est gênant pour Gambetta, c'est que son premier amant, ç'a été Belleville. » Ce premier amant, comment en effacer

l'empreinte? Gambetta sentait chaque jour plus vivement l'urgence de rencontrer le Maréchal, de l'aborder franchement, de déjouer, en le persuadant, la manœuvre montée contre lui par les chefs républicains. « J'ai un discours tout prêt, confiait-il mélancoliquement à ses amis, pour le vieux militaire. » On voudrait entendre ce discours; on voudrait deviner par quelles expressions Gambetta se proposait de persuader le Maréchal qu'un gouvernement pouvait être à la fois ferme et populaire, démocratique et national. Il n'est pas douteux que dès lors existait en son esprit la politique qu'il essaiera plus tard, lorsqu'il appellera Miribel à la direction de l'état-major de l'armée. En 1882, un Gambetta déjà fatigué se heurtera aux résistances d'un parlementarisme déjà exercé, et il sera vaincu. Peut-être, en 1876, plus jeune dans une République plus jeune, aurait-il gagné la partie. Il souhaitait l'engager dès lors.

Il causa avec Waddington, ministre de l'Instruction publique, qui trouvait, comme lui, absurde, le refus de conversation où s'entêtait le Maréchal. Waddington trouva une occasion de rencontre : le Maréchal avait promis d'assister à l'inauguration des nouveaux bâtiments de la manufacture de Sèvres, en octobre. Il était naturel que Gambetta y vînt aussi. Waddington serait là, il se chargerait des présentations. Ainsi fut fait. Le mieux qu'on puisse dire, c'est que tout se passa le plus correctement du monde. Prudent et timide, le Maréchal se tint sur la réserve, et, la cérémonie achevée, tout finit par deux grands saluts. Gambetta venait de connaître un homme que sa parole n'avait pas charmé.

On raconte un autre essai de rencontre, plus malchanceux encore. Un négociateur heureux (sans doute Duclerc, parlementaire très ami de Gambetta, bien vu du Maréchal) avait enfin obtenu la promesse d'une rencontre. La chose était convenue, la date presque prise. Or, le Maréchal, peu de jours après qu'il se fut ainsi laissé convaincre, un matin qu'il se promenait à pied dans le bois de Boulogne, aperçut, dans la contre-allée, Gambetta, qui n'était pas seul. Très familièrement, il accompagnait une femme, en laquelle le Maréchal reconnut la comtesse de Beaumont, sa belle-sœur. La comtesse de Beaumont, très belle, très intelligente, très aimée,

se tenait assez libre des usages de son monde. Elle recevait, non selon l'étiquette, mais selon son goût. Gambetta était de ses amis. La Maréchale, sa sœur, la jugeait sévèrement, la tenait à l'écart. Elle était de ces mondaines qui aiment à connaître, à apprivoiser les fauves. Avec Gambetta, elle avait si brillamment réussi qu'il y avait eu, à ce sujet, des bavardages. La rencontre qu'il avait faite donna à penser au Maréchal que les bavardages pouvaient être fondés, et il reprit sa liberté.

Toutes choses tournaient contre Gambetta, même l'amitié d'une femme aimable et bien née.

IV

CRISE MINISTÉRIELLE

En octobre, élections municipales. Dans sept mille communes les droites perdirent leur majorité, qui passa aux gauches. L'événement était considérable, car les communes, une par une, formaient le corps des électeurs sénatoriaux et les républicains pouvaient dès lors être sûrs que le Sénat serait bientôt à eux, qu'ils domineraient dans les deux assemblées et gouverneraient sans partage.

Les gauches en furent d'autant plus animées, Dufaure d'autant plus affaibli. Aux problèmes du malencontreux été (enterrements civils, amnistie), d'autres querelles s'ajoutèrent. Quels étaient les droits du Sénat en matière financière? Les républicains en discutaient, l'humeur reprenait le dessus. La question précise alors soulevée est aujourd'hui réglée par l'usage, et tout à l'avantage du Sénat. Mais en ce temps là il n'y avait pas d'usage, la Constitution était neuve, on se heurtait aux textes nus. On lisait : « Le Sénat, concurremment avec la Chambre, a l'initiative et la confection des lois. Toutefois, les lois de finance doivent être, en premier lieu, présentées à la Chambre des députés et votées par elle. » Oracle obscur. Question : la Chambre refuse un crédit, inscrit par le ministère au budget; le Sénat a-t-il le droit de le rétablir? — Oui, opinaient les juristes conservateurs, puisque le Sénat a, concurremment avec la Chambre, l'initiative des lois. La Chambre, en matière

de finances, a un droit de préséance, sans plus. — Non, répliquaient les républicains, voter un crédit, c'est faire acte d'initiative, et le Sénat, en matière de finances, n'a pas l'initiative. Cela, que la pratique a si bien aplani, semblait inextricable, et Francis Magnard, homme de sens et de finesse, opinait qu'on n'en sortirait pas, qu'il faudrait récrire les textes, réunir le Congrès, réviser la loi constitutionnelle.

Cependant renaissait, très ardente, la querelle des enterrements civils. Elle avait passé des journaux à la table du conseil des ministres. L'armée doit les suivre, disait Marcère, ministre de l'Intérieur. Elle ne les suivra pas, déclarait le général Berthaud ministre de la Guerre. Dufaure était débordé, on ne l'écoutait plus, et il n'avait plus qu'un désir, qui était de rentrer chez lui. Le Maréchal souhaitait qu'il restât. Gambetta, qui n'attendait rien d'une crise, le souhaitait aussi, et, le plus longtemps qu'il put, s'abstint d'envenimer les choses. Pressé par les siens, il dut enfin parler, et alors le fit avec cet éclat qui caractérisait chacun de ses mots : « Il faut suivre la majorité, dit-il, ou la dissoudre ». Dufaure ne voulait être ni si docile, ni si combatif, et il porta sa démission à l'Élysée (2 décembre).

Qu'allait-on faire? Suivre, ou dissoudre? Le dilemme semblait posé en fait. Il y eut là-dessus, à l'Élysée, des conversations dont le secret n'a pas été livré. Mgr Dupanloup et le duc de Broglie y prirent part, la dissolution fut enfin écartée. Broglie la trouvait prématurée, et il avait beaucoup d'autorité pour se faire écouter, car, si la dissolution devait être tentée, c'était par lui. Il fit d'ailleurs valoir l'état des affaires d'Europe, fort sérieux : La guerre allait éclater entre la Russie et la Turquie, et l'on craignait que d'autres puissances n'y fussent entraînées. Le Maréchal fut attentif à cela, et se résigna à former un nouveau ministère[1].

1. Lire à ce sujet, dans *la Défense sociale et religieuse*, les articles rétrospectifs du 2 et du 7 mars 1877, assurément inspirés, sinon écrits, par Mgr Dupanloup. « Le maréchal, y lit-on, a été retenu par la gravité de la situation extérieure. » — « A tort ou à raison, les plus fidèles amis du maréchal ont reculé devant une aussi lourde responsabilité. Et M. le maréchal ne pouvait rien sans eux. » (2 mai). Ces derniers mots désignent évidemment le duc de Broglie, qui seul avait assez d'autorité pour présider un ministère de dissolution. L'ensemble du récit est empreint d'une réserve dont les raisons sont données dans l'article du 7 : « Les explications, peut-être pénibles, seraient certainement inutiles. » Elles n'ont, à notre connaissance, jamais été données.

Gambetta, sûr de n'être pas appelé, préoccupé de ce qui allait advenir, fit suggérer au Maréchal, par l'intermédiaire de Freycinet, le nom de Duclerc, qui avait sa confiance, et qui avait aussi celle du Maréchal. (Duclerc, en 1882, sera, pendant quelques mois, un président du Conseil très convenable.) C'était offrir la paix, l'offre fut mal prise. « M. Gambetta, gronda le Maréchal, se croit-il en situation de me dicter un ministère? » Dufaure, d'un autre côté, lui conseillait d'appeler Jules Simon, son collègue du centre gauche. Le Maréchal n'aimait pas Jules Simon, il le trouvait doucereux et faux. Il consulta ses amis, Broglie, Kerdrel, qui lui dirent d'accepter.

Peut-être y eut-il chez eux une arrière-pensée de jeu très subtile. Gambetta, tout le monde le savait, détestait Jules Simon. Il y avait entre les deux hommes, le normalien subtil et le sublime du café Procope, incompatibilité d'humeur, jalousie d'ambition et de talent. Car le talent oratoire de Jules Simon était très grand. Il y avait aussi de mauvais souvenirs. C'est Jules Simon que Thiers avait dépêché de Paris à Bordeaux, en janvier 1871, pour enlever à Gambetta les pouvoirs dictatoriaux dont il s'était emparé. Jules Simon les lui avait, non pas enlevés, mais arrachés. Gambetta en restait blessé. Broglie y pensait sans doute. Mettre Simon à la présidence du Conseil, c'était agir au mieux pour amener la brouille entre le centre gauche et les gauches. Gambetta, ne cache pas son mécontentement. « Ce ministère est fait contre moi, déclara-t-il, je ne l'oublierai pas. »

V

GAMBETTA CONTRE SIMON

Jules Simon monta à la tribune de la Chambre pour lire sa déclaration ministérielle : « Je suis, dit-il aux députés, *profondément républicain* et profondément conservateur. » Par la manière il avait accentué les premiers mots, il avait fait entendre que toute la chaleur de son âme était dans ses sentiments républicains. Passant de la Chambre au Sénat, il accuentua tout autrement la phrase : « Je suis, dit-il à ses collègues (car il était sénateur), profondément républicain

et *profondément conservateur* ». Son cœur avait changé de place. On en rit longtemps.

Toute la faiblesse de Jules Simon tient dans cet artifice de diction. Il manquait de force, et croyait trop aux petites ruses où il excellait. Pourtant il débuta bien. Il sut trancher la question des enterrements civils, résoudre d'une manière favorable au Sénat la controverse engagée sur ses droits. Sa lune de miel fut heureuse, mais ce n'était qu'une lune de miel, limitée à peu de semaines. Il n'était vraiment soutenu que par son groupe si peu nombreux, le centre gauche. Il n'avait pas d'amis. Le Maréchal écoutait Mgr Dupanloup, qui ne cessait de l'avertir, de l'inquiéter. L'évêque n'aimait pas le spiritualiste sans foi, l'homme trop aimable, trop souple, habile à contrefaire l'onction cléricale. « Vous verrez », avait-il dit un jour, et le mot avait été largement répété, « Jules Simon sera cardinal avant moi. » Les radicaux, d'autre part, le guettaient, et Gambetta conspirait avec eux. Il avait promis de ne pas oublier, et, en effet, n'oubliait pas. Très vite, la chute de Jules Simon parut prochaine et, au delà de sa chute, un lendemain difficile.

Le souhait intime et persistant de Gambetta, c'était toujours d'échapper aux luttes factieuses, d'atteindre le Maréchal, de faire sa conquête. En février, il montra une dernière fois sa bonne volonté. Une réception officielle étant donnée à l'Élysée, il décida d'y aller. Les intermédiaires n'ayant pas réussi, il paierait de sa personne. Les soirées du Maréchal, même les officielles, avaient gardé un caractère très particulier. Le monde — ce qu'on appelait alors « le monde » — s'y pressait, s'attachant ainsi au peu qui lui restait de cet antique État, jadis son bien, sa gloire, sa passion. Les républicains, protocolairement invités, n'étaient pas à l'aise dans ces salons, où ils se sentaient regardés d'un peu haut. Ils y passaient vite, beaucoup s'abstenaient. L'entrée de Gambetta produisit un effet de surprise. « Il a erré », lit-on dans *la Défense sociale et religieuse*, « au milieu d'une foule étonnée de le voir en pareil lieu. » Le Maréchal le laissa errer, ne fit pas un pas vers son hôte. Gambetta, au sortir de l'Élysée, savait ce qui lui restait à faire : on lui fermait la porte au nez, il la forcerait donc. La vigueur ne lui manquerait pas.

Jules Simon, qui ne se faisait pas d'illusion sur les difficultés qui l'attendaient, manœuvra en vue de la bataille. Il voulut reprendre à Gambetta la présidence de la commission du budget, et soutint contre lui la candidature d'Henri Germain, le financier lyonnais, une des vigoureuses têtes du centre gauche. Il aurait fallu réussir. Gambetta qui avait accepté de laisser à d'autres les ministères, à Grévy la présidence du Sénat, Gambetta qui avait fait la République en 1870, fait la Constitution en 1875, fait les élections en 1876, ne pouvait accepter d'être compté pour rien. Il s'allia aux bonapartistes, et, bousculant les ministériels, reprit possession du poste puissant.

Ce rapide combat prépare un avenir. La commission du budget avait été, aux temps de l'Assemblée nationale, un organe d'études techniques, uniquement attachée à contrôler les propositions des services. Les résultats avaient été merveilleux. Les dépenses de guerre étaient liquidées, les excédents apparaissaient : 70 millions en 1875, 100 en 1876. Maintenant c'est fini, la pénitence est terminée, l'honnête inexpérience des notables de l'Assemblée nationale n'existe plus. Daniel Wilson est entré dans la commission à la suite de Gambetta, et il va y porter ce démon d'intrigue et d'affaires qui aura tant de conséquences. Dès cette année 1877 on y verra commencer ces entreprises auxquelles nous sommes habitués.

« M. Gambetta possède de nouveau la clef de la bourse, lit-on dans *la Défense sociale et religieuse* (27 janvier), et réoccupe le poste d'embuscade grâce auquel il tient à merci le ministère. La politique *profondément conservatrice et profondément républicaine* est condamnée. »

VI

LA QUESTION ROMAINE

Jules Simon était à la merci d'un incident. L'incident vint de Rome. Le 12 mars, Pie IX, recevant des pèlerins, se plaignit vivement à eux des nouvelles lois anticléricales que la Chambre italienne venait de voter. Ces lois, dit-il, menacent l'indépendance spirituelle qui avait été promise.

Non encore votées par le Sénat italien, elles pouvaient encore être utilement combattues. Pie IX s'adressait à ses fidèles, leur demandait d'intervenir, de soutenir sa cause auprès de leurs gouvernements.

Là est l'origine de la crise du Seize mai. Origine qui, d'ailleurs, aura bientôt perdu sa raison d'être, car le Sénat italien rejettera ces lois dont le Pape s'indignait. L'incident initial sera ainsi tout effacé. Mais les ondes propagées ne se reprennent pas, et rien n'arrêtera l'événement.

Les chefs du catholicisme français mesurèrent la situation délicate où les mettait l'appel du Pape. Quelle que fût la raison précise qui le motivât, la question romaine n'en était pas moins soulevée, impliquée toute entière. L'opinion irait au plus simple, ne verrait qu'elle. Or, ces deux mots que nous venons d'écrire, *question romaine*, avaient en France un redoutable pouvoir sur les esprits. En 1849, les républicains s'étaient battus dans les rues de Paris pour empêcher que l'armée française allât reprendre Rome aux patriotes italiens pour la restituer au Pape. Depuis cette date, la question romaine était livrée aux partis, pour eux tous source abondante de récriminations, de regrets. Depuis 1871, elle s'était envenimée : les catholiques français s'entendaient dire, et sur quel ton, qu'ils avaient, par leur fidélité au Pape, au Pape-Roi, brouillé la France avec la jeune Italie, et fait d'une alliée naturelle une dangereuse ennemie. Aucun grief ne leur avait fait plus de mal. Les chefs du catholicisme ne voulaient pas rendre force à l'amer reproche. D'autre part, ils ne pouvaient ignorer l'appel qui venait de Rome. Pris entre deux devoirs, ils suivirent une ligne de conduite prudente et juste dans l'ensemble.

Mettons à part quelques phrases imprudentes, quelques fanfares guerrières qui seront imprimées dans *l'Émancipateur de Cambrai*, le *Journal du Mans*, le *Mémorial du Finistère*, et dont les républicains feront grand usage. Nous sommes vraiment en droit de dire que Cambrai, Le Mans, le Finistère, ne représentent pas la France, et que leur presse peut être négligée. *Le XIXe siècle* ayant prit l'offensive du côté républicain, *la Défense religieuse et sociale* répondit avec la plus sage dignité : « La France se résigne aux résultats des défaites du Saint-

Père. Elle veut sincèrement garder la foi de ses traités et retrouver dans la paix la gloire que lui a ravie la guerre. Mais, si elle ne se révolte pas contre la victoire, elle ne s'agenouille pas devant elle... Si un jour le malheur des temps nous obligeait d'attendre de l'Europe protection et secours, qu'on ne nous dise pas : Restez chez vous; vous savez bien que les plaintes des vaincus sont monotones et fastidieuses. »

En tous pays, les évêques publièrent des mandements, avertirent les fidèles des dangers nouveaux qui menaçaient l'Église. Le cardinal Manning, à Londres, annonça que l'Europe allait voir inévitablement renaître, à travers des catastrophes inouïes, la suprématie du Pape sur la Ville Éternelle. Il n'en résultera aucune difficulté. En France, des faits de même ordre produiront la tempête.

Le 31 mars, le Pape avisa les États, par une note diplomatique, des inquiétudes que lui causaient les lois nouvelles. Ainsi la question se précisait. Le 5 avril, les présidents des comités d'action catholique français rédigèrent le texte d'une pétition par laquelle il serait demandé aux pouvoirs publics « d'employer tous les moyens pour faire respecter l'indépendance du Saint-Siège ». *Tous les moyens*, l'expression était vive. Mais elle n'engageait enfin que les signataires.

Là-dessus, Mgr Ladoux, archevêque de Nevers, dévoué au comte de Chambord, prit feu. Encore un vieillard. A l'origine du Seize mai, on ne trouve que des vieillards. Pie IX, Mgr Dupanloup, Mgr Ladoux, ont dépassé quatre-vingts ans ou vont bientôt les atteindre, et leur désolation va toucher, entraîner un soldat septuagénaire : le Seize mai tout entier est une conspiration sénile. Non content de publier un mandement, Mgr Ladoux écrivit directement au Maréchal et envoya le texte de la pétition aux maires et juges de paix de son diocèse, leur demandant de la faire circuler et signer. Cette paperasserie, à distance, fait sourire. En 1877, elle indigna les républicains, qui réclamèrent à grands cris que l'archevêque, fonctionnaire factieux, fût blâmé. Mgr Ladoux, par surcroit, avait écrit une lettre personnelle au Maréchal. Jules Simon intervint aussitôt, blâma Mgr Ladoux, le fit gronder par le Maréchal, interdit le colportage de la pétition et prononça la dissolution du comité qui l'avait rédigé.

C'était assez, peut-être. Mais non, le thème était trop favorable, les républicains n'allaient pas s'en dessaisir si vite. Quoique fît Jules Simon, on était décidé à dire que c'était trop peu, à exiger davantage. Pâques avait mis le Parlement en vacance, il fallut donc attendre quelques semaines pour le sommer, le secouer à la tribune.

Deux élections radicales, à Bordeaux et à Avignon, achèveront d'enhardir les assaillants.

VII

RENTRÉE DES CHAMBRES

En mai, rentrée des Chambres. Il serait à propos de dire, dans une histoire générale, que les conditions européennes étaient alors fort sérieuses. La guerre entre la Russie et la Turquie, menaçante en décembre, était maintenant déclarée; l'Angleterre se réservait, laissant prévoir des complications graves; toutes les chancelleries étaient alertées. De cela nous ne parlerons pas, nous n'avons pas à parler. La vie politique de l'État français est ce qui nous occupe, et les partis qui s'y disputent, quelle que soit leur couleur, ont ceci de caractéristique qu'ils ignorent complètement, dès qu'elle ne présente pas un péril immédiat, la politique extérieure.

Le 3 mai, le républicain Leblond se leva et interrogea Jules Simon sur la campagne ultramontaine : qu'allait-il faire pour l'arrêter? Ainsi commença la première des grandes interpellations du régime. En aucun pays le pouvoir n'est si démuni, si exposé aux attaques des jeunes ambitions. En aucun pays le chef du gouvernement n'est obligé de fournir un tel effort quotidien de résistance et de réplique. En aucun pays de si brillants talents ne se rassemblent pour faire des débats parlementaires un jeu passionnant, cruel, quelquefois beau. Les journées du 3 et 4 mai 1877 composent une remarquable ouverture. Pensez-vous, dit Leblond à Jules Simon, que vos mesures modérées puissent suffir à réprimer l'agitation qui nous inquiète? Tel n'est pas notre avis. Et il se tut. Il n'était là que pour ouvrir le feu.

L'assemblée était fort en mouvement. Jules Simon, répon-

dant aussitôt, entreprit d'opposer à ces rumeurs un grand calme, une grande douceur de parole. Il assura qu'il saurait, le cas échéant, rappeler les évêques à l'ordre par tous les moyens que le Concordat mettait à sa disposition. Ce cas, affirma-t-il, ne s'était pas présenté; l'épiscopat, à peu d'exceptions près, aussitôt corrigées, s'était conduit avec prudence. Il disait vrai. Soyons sûrs que Gambetta, ministre à la place de Jules Simon, aurait parlé comme lui : l'accent seul aurait différé.

L'applaudissement, après que Jules Simon eut parlé, fut décent. Quelques voix demandèrent la clôture, et il put croire un instant qu'il avait gagné la partie.

Il n'en était rien. Gambetta éleva la voix : « La question est grave », dit-il; « il faudra continuer la discussion demain. » Chacun comprit : Demain, nous entendrons Gambetta, et l'attention, l'attente, furent d'autant plus excitées que depuis quatorze mois il avait été très ménager de sa parole.

Le lendemain, en effet, il parla. Est-ce parler qu'il faut dire? En vain lisons-nous les paroles imprimées, il n'y a pas de commune mesure entre ce qu'elles donnent et ce qui exista. Gambetta à la tribune, c'était une mimique, un jeu, un magnétisme. Le rédacteur du *XIX*e *Siècle*, bon narrateur, raconte la séance comme un soiriste raconterait la rentrée d'un acteur fameux. On doute s'il décrit un discours ou un chant, une danse. D'abord, quelques phrases calmes, analogues à ces accords tenus qui, dans les symphonies classiques, préparent l'éclosion des thèmes. Puis une phrase rapide, un premier bond, et aussitôt, dans l'assemblée, la réponse d'un premier frémissement. Ce n'est point par un exposé d'arguments que le rédacteur enthousiaste détaille l'étonnant discours, il nous le montre comme une suite de bonds. Deuxième, troisième bond. A chacun, l'assemblée est davantage remuée, bouleversée; à chacun répond une acclamation plus ardente. Et l'ennemi chaque fois atteint, frappé, c'est la France cléricale, la France obéissant à Rome, la France des « hommes noirs » que Béranger avait stigmatisés dans ses chansons. Il fonça sur l'adversaire : « Qu'un catholique soit patriote, dit-il, c'est chose rare... » Il osait parler ainsi, lui qui, six années auparavant, chef des armées de la Défense nationale, savait si bien préférer les contingents catholiques de

l'Ouest aux contingents rouges du Midi pour les envoyer au feu. Parmi les catholiques, courte stupeur, puis protestations, appels à Grévy, président de séance. Mais Gambetta ainsi lancé développait une fougue inouïe. Il eût fallu, pour l'arrêter, un autre Gambetta, supérieur à lui-même, ou le couperet d'un Clemenceau. Grévy n'était pas de force. Il hasarda quelques paroles, Gambetta s'esquiva par une feinte, bouscula la meute des interrupteurs, et Grévy, débordé par la force du flot verbal, par l'enthousiasme d'une assemblée complice, laissa passer l'insulte.

Le discours va finir, voici la strette, soutenue sans faiblir jusqu'au cri final qui va tout emporter, le cri qui vibra longtemps, qui vibre encore : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi! »[1] Toutes les gauches, debout, acclamaient l'étonnant tribun. Il regagna son banc, cent mains cherchaient les siennes.

Jules Simon avait reçu la charge en plein corps. Assis au banc ministériel, ses collègues l'entourant, il interrogeait, cherchait conseil. Les boxeurs abattus ont droit à soixante secondes de grâce pour reprendre souffle et de nouveau combattre. Les soixante secondes de Jules Simon durèrent soixante minutes. La suspension, d'abord décidée pour une demi-heure, fut, la demi-heure écoulée, renouvelée. Pendant une heure, cette tribune qui venait d'être redoutablement occupée resta vide. Gambetta trônait, maître de la journée. Ferry, Grévy, debout dans l'hémicycle, délibéraient. Henri Brisson, radical doctrinaire, réclamait d'eux, au nom de ses amis, l'exécution du Jules Simon. Ailleurs se concertaient les bonapartistes autour de Cassagnac. Ailleurs encore, les catholiques entouraient Albert de Mun, jeune dans l'assemblée, seul capable de répondre à Gambetta, et qui se préparait à cette lourde tâche.

Tous, au premier instant, avaient cru que c'en était fait de Jules Simon et de son ministère. Cependant la conspiration des chefs républicains tacitement ligués contre Gambetta

1. Une des curiosités de ce discours, c'est que la strette finale, prononcée avec un furieux entrain, est, à la bien lire, très modérée. Elle implique une admission du Concordat, que Gambetta n'avait jusqu'alors pas donnée et qui était contraire à la doctrine de l'extrême-gauche. Peut-être faut-il deviner là une très subtile habileté. Il se réservait la possibilité de dire un jour : « Dans celui de mes discours que l'extrême gauche a le plus applaudi, je me suis déclaré concordataire. » Ce qui est sûr, c'est que, ce jour-là, le ton fit la chanson.

renaissait à travers le long trouble et reprenait force. Si Jules Simon était renversé, il ne pouvait avoir qu'un successeur : Gambetta. Gambetta gouvernerait, ou bien, le Maréchal maintenant son refus, ce serait la dissolution, la crise dangereusement ouverte sur son nom. Le Maréchal dirait au pays : Entre Gambetta et moi, choisissez! Double éventualité que Grévy, Ferry, et maint autre, voulaient éviter. Il fallait donc sauver Jules Simon, et cela n'était possible que si on réussissait à trouver les termes d'un ordre du jour dont Gambetta fût satisfait. Jules Simon ne pouvait éviter d'être renversé qu'en acceptant d'être humilié. Il y paraissait disposé. Plusieurs formules furent essayées, les papiers passaient des mains de Gambetta aux siennes. Gambetta voulait qu'il s'engageât à « réprimer » les menées cléricales, Simon demandait un mot plus doux, mais Gambetta n'en voulait aucun autre. Jules Simon acceptait enfin. Gambetta avait négligé, contrairement à la tradition, d'exprimer la confiance de la Chambre dans le ministère. Jules Simon demanda le mot : Pouvait-il accepter un ordre du jour qui, dédaigneusement, lui permettait de vivre? Gambetta refusa. Simon insista pour la confiance, protesta, s'indigna même. Instances, protestations, tout cela fut porté au vainqueur, qui maintint son refus, et Jules Simon, pressé par les siens, accepta enfin la formule insolente.

Encore fallait-il que Simon parlât. Il était indispensable, après une heure de visible effondrement, qu'il montât à la tribune, qu'il se montrât capable de réplique.

La réplique fut cherchée, trouvée. La veille, Jules Simon avait été malmené dans *la Défense sociale et religieuse.* On lisait curieusement l'article sur les bancs de l'Assemblée; on y lisait que le Maréchal avait mis Jules Simon en demeure de protéger les catholiques et de réprimer la presse anticléricale. Et enfin : « Si, au dernier moment, M. Jules Simon hésite; s'il altère en quoi que ce soit la pensée du gouvernement qu'il représente, nous savons bien les moyens de l'obliger... Le gouvernement y viendra! » Ayant lu ces mots, chacun concluait : « Jules Simon s'est engagé, il n'est pas libre. » On le prévint, on lui montra la phrase. « Je ne connais pas cet article », dit-il. C'était bien improbable, *l'Univers* et *le XIX*e *siècle* l'ayant, ce jour même, repro-

duit. Mais Jules Simon avait trouvé le thème de sa réplique et, comme on dit au théâtre, son effet.

Il parut à la tribune, tenant à la main *la Défense sociale et religieuse.* Toute sa personne, l'allure, les traits, manifestaient une violente surprise. « Ces gens-là, déclara-t-il, ne savent ce que c'est que la vérité... » D'un grand geste, il déchira la feuille. « ... Ils ne savent ce que c'est qu'un honnête homme... » (deuxième geste, de nouveau la feuille déchirée). Ainsi de suite, protestant, s'indignant, déchirant toujours, couvrant de neige les sténographes penchés au pied de la tribune. Tout cela était fort bien fait, la majorité républicaine applaudit.

Ce fut au tour d'Albert de Mun de monter à la tribune. Soldat, il protesta contre l'insulte de Gambetta. A peine fut-il écouté. A vrai dire, cette insulte, dont le souvenir n'est pas resté, n'avait pas indigné. C'est un signe remarquable du discrédit dont les catholiques souffraient alors : Ils étaient calomniables à merci. Quelqu'un répondrait-il à Albert de Mun? On se tourna vers Gambetta, immobile sur son banc. « Ça n'en vaut franchement pas la peine! » opina-t-il avec un accent jovial que souligna le rire heureux des gauches victorieuses. Cela se lit à l'*Officiel.* Et trois cent soixante et une voix contre cent vingt votèrent l'ordre du jour convenu.

Jules Simon n'avait évité la bastonnade de l'évêque qu'en subissant celle du démagogue. Car, ce jour-là, Gambetta, apte à jouer tant de rôles, avait joué un rôle de démagogue.

VIII

A L'ÉLYSÉE

Tout, dans cette séance, indigna le Maréchal, tant les paroles de Gambetta que la lâcheté de Jules Simon. De cette lâcheté, il se sentait solidaire; il ne comprenait pas, comme la comprendront ses successeurs, l'irresponsabilité totale attachée à sa fonction. « Une âme de patriote dans une âme de catholique, avait dit Gambetta, c'est chose rare. » Et Grévy ne l'avait pas réprimandé, et Jules Simon n'avait rien répondu. Le Maréchal se sentait humilié autant qu'outragé. Depuis sa vingtième année, il se battait, s'exposait pour la France.

Soldat avant tout, il avait servi tous les régimes que les Français s'étaient donnés. Prisonnier en Allemagne après Sedan, il ne permettait pas que ses officiers parlassent légèrement devant lui de ce que certains appelaient alors « les armées de Gambetta ». Pour lui, il y avait l'armée française, il ne connaissait qu'elle. Son fils était à Saint-Cyr, presque tous les enfants des siens s'y trouvaient ou allaient y entrer. Le service du pays était une des religions des hommes de sa caste, tous bons ou respectueux catholiques. Pouvait-il accepter de garder un ministre dont le porte-parole tolérait de telles insultes? Certes non. On peut affirmer que, dès le soir du 4 mai, le Maréchal s'était décidé : Jules Simon serait renvoyé, la Chambre serait dissoute.

Restait à régler les détails de l'exécution. Le terrain sur lequel nous avançons ici est très mal éclairé. Nous savons que le Maréchal appela le duc de Broglie, et reçut de lui le conseil d'attendre. Il est certain que, d'une manière ou d'une autre, il communiqua avec Mgr Dupanloup; le conseil de l'évêque n'est pas connu. La seule chose assurée, c'est que l'Église tout entière se sentit atteinte, s'émut. Jules Simon avait dit à la tribune (dans son premier discours, en termes d'ailleurs bien modérés) que les plaintes du Pape étaient exagérées, que le Vatican n'était pas une prison. Pie IX s'en était offensé. « Quelqu'un, dit-il dans une allocution publique avec sa gracieuse et paternelle bonhomie, quelqu'un, qui dirige un grand État, a dit que le Pape avait menti. Je ne veux pas savoir qui l'a dit, mais cela a été dit. » Ainsi, du haut du Vatican jusqu'aux gentilhommières, aux sacristies villageoises de France, sévissaient l'indignation, l'émoi.

Mgr Guibert, archevêque de Paris, éleva une protestation. Il montra, par lettre publique, communiquée aux journaux, que la conduite des évêques avait été prudente, et repoussa l'accusation portée contre le patriotisme des catholiques. « Un vieil évêque français, dit-il, n'entend pas de pareilles paroles sans qu'un cri de douleur s'échappe de son cœur. » Ce n'est pas seulement la prudence des catholiques, c'est leur patriotisme que l'on a contesté. » Tous les évêques, visiblement, lui avaient donné mandat de parler pour eux; l'Église de France, par son organe, avait répondu. Était-ce suffisant,

et ne convenait-il pas que le Sénat, la Chambre haute des Français, relevât une accusation, un cri de guerre, qui avaient été prononcés à la tribune de la Chambre populaire? Quelques sénateurs le pensèrent. Ils voulurent intervenir, interpeller Jules Simon, lui demander compte de ses actes, de ses faiblesses. La majorité sénatoriale, sans aucun doute, les suivrait, blâmerait Jules Simon, l'obligeant ainsi à quitter le pouvoir. Et c'était le conflit, la crise, dissolution sans doute. Fallait-il en venir là? Une réunion, tenue entre quelques-uns, en discuta. Mgr Dupanloup — il était sénateur. — demanda qu'au Sénat personne ne parlât. La demande, venue de lui, étonna, suscita des répliques, une résistance. Nous devons parler, nous parlerons. Alors Mgr Dupanloup, changeant de langage, mit en avant l'autorité de l'épiscopat français : les évêques, presque unanimes (75 sur 84, d'après le *Journal des Débats*), demandaient qu'au Sénat on fît silence. Les sénateurs catholiques s'inclinèrent donc : ils se tairaient.

Il y avait donc eu consultation, correspondance. Tout ceci, très secret. Dans une certaine mesure, on comprend cela. Le Concordat, en effet, interdisait l'action concertée des évêques; chacun devait se tenir dans son diocèse comme chaque préfet dans son département. Tel était l'ordre et l'esprit napoléonien. La moindre infraction eût soulevé la colère des anticléricaux. Au seul écho des paroles de Mgr Dupanloup, *le XIX*e *Siècle* s'inquiète et proteste. Que signifie, demande le journal, ce conciliabule d'évêques? Selon le journal de Sarcey et d'About, les évêques n'avaient pas le droit de s'entr'écrire des lettres. Le secret, on le voit, avait ses fortes raisons d'être. On s'étonne pourtant de sa rigueur, de sa durée. Aujourd'hui, après soixante années, aucun document ne nous est parvenu. Les lettres avaient été écrites, qui sans doute avaient plus de quatre lignes. Pas une n'est venue à notre connaissance. Il semble qu'une consigne ait été donnée aux historiens ecclésiastiques[1].

1. Ouvrons la vie du cardinal de Bonnechose, par Mgr Besson. Nous y serons amplement renseignés sur l'activité politique du cardinal pendant les premiers mois de 1877 : il va à l'Élysée, parle au Maréchal; son conseil est cherché, il aime à le donner; le 15 mars, le Maréchal lui dit : « Je ne ferai plus de concession. » Là-dessus, le rideau tombe; sur l'événement du Seize mai, silence. Ouvrons la

Quelle est donc cette politique dont on ne nous dit rien? On peut le deviner : si Mgr Dupanloup demande le silence, c'est parce qu'il préfère l'action silencieuse. Il veut que Jules Simon soit chassé, que la Chambre soit dissoute, et il sait que ces deux choses vont être faites. Mais il veut aussi que l'Église paraisse le moins possible dans la crise imminente. Des élections faites sur la question religieuse, réduite à la question cléricale, elle-même réduite à la question romaine, seraient certainement désastreuses. Il fallait donc attendre, distraire l'opinion, laisser venir un prétexte. « Ce sont les drapeaux les plus sacrés qu'il faut le moins exposer », écrit le chroniqueur politique du *Correspondant*, par ces mots sans doute faisant écho aux conversations qu'il vient d'entendre, et content d'une phrase qui n'est enfin qu'une phrase, car la place des drapeaux est là où on se bat pour eux.

Différer la vengeance était, vaille que vaille, une politique. Encore fallait-il qu'on sût l'exécuter, et différer avec assez de patience. C'est ce qu'on ne fit pas. A distance, l'événement est clair, la marche à suivre n'est pas douteuse : Jules Simon avait perdu toute autorité sur l'opinion, sur la Chambre; il bénéficiait d'un sursis, rien de plus; notre expérience parlementaire, très supérieure à celle des politiques novices de 1877, nous assure que Jules Simon allait tomber, victime des gauches. Si faible pût-il être, disons même si lâche, il tomberait. La lâcheté même a ses limites. Quelle aubaine pour les droites : d'autres allaient faire leur travail, créer le désordre. La manœuvre prévue par quelques-uns, six mois auparavant, réussissait. « Si les républicains renversent Simon comme ils ont renversé Dufaure, avait écrit Francis Magnard, en décembre il sera démontré que la majorité dont ils se targuent

vie de Mgr Guibert, par Pagnelle de Follenay, lisons le récit de ses interventions politiques : une en octobre 1876, une autre en octobre 1877. Sur l'événement du Seize mai, silence. Le parti pris est ici évident, car pas une allusion n'est faite à la lettre, si importante, du 9 mai 1877. L'auteur évite ce qui l'approcherait d'un domaine interdit. Dans la vie de Mgr Dupanloup, par Mgr Lagrange, même réserve, même silence. De même dans la vie de Mgr Pic, qui, se trouvant à Rome au début de mai, a certes beaucoup dit et entendu. Le Père Lecanuet pense que Rome a participé aux décisions prises alors. Saint-Valry, attribue au désir exprimé par Rome la promptitude et la fidélité avec laquelle Veuillot soutient l'entreprise du Maréchal.

est une majorité de hasard, soudée par les circonstances, en réalité incapable de faire durer la République et de l'acclimater dans le pays. Le chef du pouvoir exécutif se trouvera donc autorisé à prendre une mesure de dissolution. » Et il concluait : « Cette mesure extrême offrirait beaucoup moins de danger et d'*aléas*, le jour où les événements se seraient chargés de la démonstration que nous venons d'indiquer. » Cette mesure extrême, ajouterons-nous, aurait eu l'autre avantage de faire apparaître ce fléau de l'instabilité ministérielle qui dès lors menace l'État. Si le Maréchal avait appelé le pays à voter là-dessus, il n'est pas sûr qu'il eût été compris. Du moins aurait-il eu une force, aujourd'hui encore on s'en souviendrait, on lui en saurait gré. Sa politique aurait eu un sens et une dignité raisonnable que malheureusement elle n'a pas.

IX

JULES SIMON PERD PIED

Harcelé de toutes parts, Jules Simon perdait pied. Le trouble s'étendait. A la Sorbonne, les étudiants conspuaient leur maître Saint-René Taillandier, coupable d'avoir sévèrement jugé Robespierre et Saint-Just. Au Cirque d'hiver, la foule allait entendre Hyacinthe Loyson, l'ancien Père Hyacinthe, l'illustre prédicateur des carêmes de Notre-Dame parlant à Paris pour la première fois depuis sa rupture avec l'Église et son mariage. Jules Simon l'avait autorisé à parler, sous réserve qu'il n'abordât pas les questions religieuses, d'où contre lui un blâme universel, blâme républicain pour son intolérance, blâme conservateur pour sa tolérance. A la Chambre, bonapartistes et radicaux le houspillaient, le malmenaient, comme des collégiens révoltés malmènent un maître faible. La loi sur la presse, la loi municipale, l'une et l'autre discutées en hâte, alimentèrent le tumulte. Au contact avec ces rudesses, la douceur subtile de Jules Simon devenait ridicule. Il protestait : « Avec ce système d'interpellations, il n'y a pas de gouvernement possible ! » Il insistait : « Ce n'est pas une discussion, messieurs, c'est un pugilat ! » Et on riait.

Contre lui, les députés décidèrent que les séances des Conseils municipaux seraient publiques. Chose très étonnante pour nous, cette décision parut importante. Elle effraya les conservateurs. Cette frayeur leur venait d'une tradition, d'un souvenir. « Voilà les clubs installés en permanence dans nos villages », disaient les châtelains ruraux. Les clubs : encore un de ces fantômes qu'un passé dramatique projetait sur les perspectives vides d'un avenir destiné à être sans drames. Les clubs de 1870 avaient préparé les incendies de la Commune; les clubs de 1848 avaient fomenté l'insurrection de juin; dans les clubs de 1792, la guillotine avait été réclamée. Les conservateurs en craignaient le moindre rappel. Les républicains, d'ailleurs, commettaient la même erreur : ils attachaient une grande importance à la publicité des conseils locaux, ils en attendaient une mise en mouvement de l'esprit public. Le peuple ira écouter les agitateurs, disaient les conservateurs. Le peuple ira faire son éducation civique, répondaient les républicains. Nous savons aujourd'hui que le peuple, tout simplement, n'y va pas. Le Maréchal avait exigé de Jules Simon qu'il résistât sur ce point-là. Jules Simon s'était dérobé, se réservant de discuter en deuxième lecture.

De même, pour la loi sur la presse : le Maréchal avait exigé que Jules Simon tînt ferme pour que la répression des insultes aux gouvernements étrangers fût réservée à la justice correctionnelle. Là encore, il s'était dérobé.

Ceci, le 15 mai. Depuis que Gambetta avait lancé son cri de guerre, dix jours avaient passé.

X

LA LETTRE DU MARÉCHAL

Transportons-nous à l'Élysée, le 16 mai, de bon matin : sept heures, six heures même. Les militaires sont lève-tôt. Le maréchal appelle un officier, le général Broye, compagnon ordinaire de ses promenades à cheval. Mais il ne s'agit pas, ce jour-ci, de promenade. Le maréchal fait asseoir l'officier et lui

dicte une lettre, une surprenante lettre. Jules Simon en était le destinataire.

Monsieur le Président du Conseil,

Je viens de lire dans le *Journal Officiel* le compte rendu de la séance d'hier.

J'ai vu avec surprise que ni vous, ni M. le Garde des sceaux n'aviez fait valoir à la tribune toutes les graves raisons qui auraient pu prévenir l'abrogation d'une loi sur la presse votée il y a moins de deux ans, sur la proposition de M. Dufaure, et dont, tout récemment, vous demandiez vous-même l'application aux tribunaux; et cependant, dans plusieurs délibérations du Conseil et dans celle d'hier matin même, il avait été décidé que le président du Conseil, ainsi que le Garde des sceaux, se chargeraient de la combattre.

Déjà on avait pu s'étonner que la Chambre des Députés, dans ses dernières séances, eût discuté toute une loi municipale, adopté même quelques dispositions dont, au Conseil des ministres, vous avez vous-même reconnu tout le danger, comme la publicité des conseils municipaux, sans que le ministre de l'Intérieur ait pris part à la discussion.

Cette attitude du chef de Cabinet fait demander s'il a conservé sur la Chambre l'influence nécessaire pour faire prévaloir ses vues.

Une explication à cet égard est indispensable, car si je ne suis pas responsable, comme vous, envers le Parlement, j'ai une responsabilité envers la France dont aujourd'hui plus que jamais je dois me préoccuper.

Agréez, Monsieur le président du Conseil, l'assurance de ma haute considération.

Le Président de la République :
MARÉCHAL DE MAC-MAHON

Le Maréchal ordonna que la lettre fût portée sans retard. Jules Simon, président du Conseil, était ministre de l'Intérieur. La place Beauvau est vite traversée, ce fut l'affaire d'un instant.

Cependant, les officiers de la maison militaire, le secrétaire général de l'Élysée, d'Harcourt, le secrétaire particulier, d'Abzac, s'installaient dans leurs services, et le général Broye les accueillait, les renseignait, leur communiquait sa stupeur. « Une nouvelle, une grosse nouvelle... » Il semble que personne ne fût préparé à l'entendre. Tous savaient que le Maréchal était irrité par le tour que prenait, malgré lui, la politique; que ses amis politiques, que les parlementaires royalistes, le harcelant par leurs visites, leurs avis, leurs objurgations, ac-

croissaient chaque jour son inquiétude, son irritabilité. Qu'il dût intervenir enfin, on le pensait; la plupart, autour de lui, le souhaitaient. Ce qui déconcertait, c'était la soudaineté, la vigueur de l'acte et la faiblesse du prétexte. La Chambre, la veille, avait été calme; à peine si les journaux du matin mentionnaient sa séance; *le Figaro*, toujours prompt à exprimer les alarmes conservatrices, la résumait en quinze lignes. La loi sur la presse n'avait été votée qu'en première lecture. Un tel vote était une formalité, et, sur cette formalité même, le ministre avait fait ses réserves. Dès lors, comment expliquer la lettre du Maréchal? Par une vive humeur, un mouvement impulsif? L'explication était trop rudimentaire, trop pitoyable aussi, pour qu'on s'en satisfît. On cherchait autre chose. Le duc de Broglie avait-il été appelé, consulté, dans la nuit? Certains le disaient et on le dit encore. A l'Élysée, personne ne le savait. D'ailleurs, le duc avait toujours été, pour le Maréchal, un modérateur. La lettre ne pouvait pas être son œuvre. Mgr Dupanloup avait-il aidé, conseillé, tenu la plume? On ne l'avait pas vu à l'Élysée. Une influence plus secrète, plus intime, était soupçonnée par plusieurs. A côté du Maréchal, il y avait la Maréchale, la marquise de Mac-Mahon, ambitieuse et hardie. Depuis que Gambetta avait parlé, elle vivait indignée, désolée, souvent en larmes, honteuse pour son nom. Avait-elle pleuré, supplié, obtenu? Entre l'évêque et le Maréchal avait-elle servi d'intermédiaire? Était-ce Mgr Dupanloup qui avait rédigé la lettre? Dès le premier matin, à l'Élysée, Abzac, Broye, Harcourt, agitèrent ces questions, et les agitèrent en vain. Laugel, le secrétaire particulier, l'ami du duc d'Aumale, écrivit dans son journal : « On cherche qui, dans l'entourage du Maréchal, a tenu la plume, on ne trouve rien. » Jules Simon s'appliqua longtemps à trouver le secret, et c'est la main de l'évêque qu'il soupçonna longtemps. Un démenti formel vint infirmer cette opinion. Il conclut, vers la fin de sa vie, par l'aveu de son ignorance : « J'ai toujours pensé, observa-t-il avec résignation, que l'histoire contemporaine était plus difficile à écrire et même à connaître que l'histoire ancienne. » De cette histoire pour lui contemporaine, un demi-siècle a fait une histoire presque ancienne; et l'énigme subsiste.

La rumeur à l'Élysée, l'émoi de ce premier instant, eurent assurément une très grande force; les représentations faites au Maréchal furent très vives. Il les écouta (cet homme honnête et déconcerté écoutait toujours), et il faut bien qu'on l'ait persuadé, soit de reprendre, soit de modifier son texte, car un officier fut envoyé pour la seconde fois, retraversa la place Beauvau, et demanda qu'on lui rendît l'enveloppe qui venait d'être remise.

Trop tard : Jules Simon, lui-même matinal, passant dans son bureau, avait aperçu la lettre insolite, l'avait ouverte, lue, était parti pour en conférer. L'officier revint les mains vides. Le coup était porté, il n'y avait plus qu'à en attendre les effets.

***

Que répondrait Jules Simon? S'inclinerait-il? Résisterait-il? Telle était la question qu'il fallut examiner d'abord. L'acte du Maréchal était d'une légalité discutable. La Constitution lui donnait le droit de choisir les ministres, il n'était pas sûr qu'elle lui donnât, par voie de conséquence, celui de les révoquer. Le premier soin de Jules Simon fut d'en conférer avec Thiers. Tous deux pensèrent qu'il ne convenait pas de résister. Le Maréchal s'était impatienté, son impatience était une faute. La bonne politique commandait d'en laisser peser sur lui tout le poids et de lui opposer un jeu calme et patient. Jules Simon se rendit donc à l'Élysée. Il y porta sa démission aussitôt acceptée. « Je suis un homme de droite, lui dit le Maréchal, nous ne pouvons plus marcher ensemble. J'aime mieux être renversé que de rester sous les ordres de M. Gambetta. »

L'entrevue avait été très courte. Il était dix, onze heures, et rien encore n'était su que dans trois cercles étroits, à l'Élysée, place Beauvau, chez Thiers. Or, on enterrait, ce matin-là, deux Parisiens notoires en leur temps : Ernest Picard, le député républicain, et Taxile Delort, l'écrivain. Jules Simon décida d'aller à l'une et à l'autre cérémonie, afin de rencontrer ceux de ses collègues qu'il n'avait pu atteindre, et de leur annoncer qu'ils n'étaient plus ministres. Il se montra, ébruita la nouvelle, dont l'effet fut immense.

Que fallait-il attendre, quelles suites? un ministère Broglie, une dissolution? Le duc de Broglie, la dissolution, le Maréchal! Ces mots avaient alors une puissance d'ébranlement que nous ne mesurons pas. Les vieillards présents dans la foule des funérailles avaient vu 1830, les Ordonnances de Polignac; les hommes mûrs, les quadragénaires, avaient lu sur les murs de leur ville, en décembre 1851, la proclamation du Prince-Président dont ils se rappelaient les sanglants lendemains. Le siècle révolutionnaire résonnait en eux comme un écho vivant. C'est un attentat monarchiste, disaient les uns, et la préface d'un coup d'État. Et les autres, se souvenant de 1849, de l'expédition de Rome : « C'est une entreprise ultramontaine, disaient-ils, la préface d'une folle croisade, d'une aventure guerrière, contre l'Italie, pour le pape. » On entourait Jules Simon, on le pressait d'agir : « Qu'il aille à la Chambre, qu'il jette aux pieds de la tribune ce portefeuille qu'on lui arrache! — Ce serait la révolution. — La révolution ce soir, demain le pouvoir en vos mains[1]. » Simon n'était pas tenté par ces violences. Pas davantage, n'en doutons pas, Gambetta, si intelligent des tactiques nouvelles. « En me retirant, écrira plus tard Jules Simon, je laissais le Maréchal en face de la Constitution qu'il avait juré de respecter. Je le laissais en face du Parlement, en face du pays. Et je dis, après dix-sept ans écoulés, que j'avais raison. » La foule s'animait, il s'éclipsa.

Paris s'émut lentement. A midi, conseil et démission collective des ministres; à trois heures, réunions des groupes républicains; on y décide, pour le soir même, une réunion plénière. Elle est tenue au Grand Hôtel; quelques attroupements sur les boulevards et quelques cris, peu de chose; de fortes patrouilles, les hommes sac au dos, portant la tente et les vivres, parcourent les grandes voies. En définitive, le calme.

C'est seulement le lendemain 17 que la France alertée par la presse matinale, sentit le choc. L'événement, non préparé, étonnait ceux mêmes qui devaient l'approuver. « Bien taillé, s'écrie le bonapartiste *Pays*; maintenant, il faut coudre! » Là-dessus, *les Débats* répondent, interrogent. « Le Président veut-il placer sa propre responsabilité en dehors ou

1. Cf. un bel article de considérations et de souvenirs, par Henry Fouquier, *Figaro*, 11 juin 1886.

au-dessus du Parlement? Est-ce là ce qu'il faut imaginer? Faut-il croire que les hommes qui ont renversé M. Thiers le 24 mai, sous prétexte qu'il ne tenait pas assez compte des règles parlementaires et qu'il gouvernait trop personnellement, que ces mêmes hommes vont répondre aujourd'hui aux expressions si claires et si souvent répétées de la volonté nationale par l'affirmation d'un pouvoir personnel, proclamé, affiché, imposé? Il est impossible de ne pas se faire ces questions à soi-même; il serait téméraire d'y répondre trop vite. Attendons, voyons ce qui va sortir de l'acte d'autorité qui nous a émus hier matin; mais qu'en peut-il sortir? « C'est bien coupé, répète un de nos confrères, mais il faut coudre. » Hélas! c'est mal coupé, et il sera bien difficile de coudre. »

L'après-midi, séance de la Chambre. Toute l'attention, tout Paris, se portent là, se tournent vers Versailles. Dès midi, la foule envahit la gare Saint-Lazare — l'étroite et vieille gare, aujourd'hui disparue, qui occupait le bas de la rue Amsterdam. Au passage des députés républicains, elle s'ouvre, pousse des acclamations, rapides, contenues. Pas un cri, pas un geste, ne donne prise à la répression. A Versailles même, groupes nombreux aux abords du palais. Aucun désordre.

En séance, Gambetta, mandaté par toutes les gauches, s'est levé, veut parler. La droite s'y oppose : une interpellation ne peut s'adresser qu'à un ministre; or les ministres ont donné leur démission, ils n'ont pas été remplacés, il ne peut y avoir d'interpellation. « La Constitution, répond Gambetta, n'admet pas d'interrègne. Le pays est ému; chacun de nous, députés, reçoit des dépêches qui l'attestent; l'émotion du pays soit s'exprimer. » Il parle, et l'assemblée entière l'écoute avec une attention singulière. Il modère son éloquence; sa voix même, observe *le Figaro*, semble voilée; d'une habileté toujours suprême dans le maniement de la parole, il traduit par tous les moyens de son art la surprise qui depuis la veille tenait les esprits en suspens. « Que veut le Maréchal? Derrière sa personne, que nous respectons, quels hommes, quels desseins se cachent? Quels conseils *dépravent* son action? »[1] Sur ce mot,

1. Ce mot est donné par le narrateur du *Journal des Débats*. Le texte officiel, atténué, donne au lieu de *dépravent*, *dénaturent*. La version du *Journal des Débats* porte la marque de Gambetta, et n'aurait pu être inventée.

sensation profonde : c'est Mgr Dupanloup que Gambetta visait ainsi. Son discours est une longue interrogation, mais il réussit, politique toujours habile, à glisser parmi les questions un trait de perfide démagogie : « Craignez que le pays ne dise : *La dissolution, c'est la guerre!* » Dernier mot, trait final, où Gambetta sut enclore le venin de la question romaine. L'expédition de Rome, souvenir détesté, va-t-elle être recommencée? C'était évoquer un fantôme. Mais le fantôme avait grande force pour émouvoir le peuple. Et ceux-là qui l'évoquaient, habiles gens, le savaient bien. Deux discours et deux cris, voici donc l'apport de Gambetta. Premier cri : « Le cléricalisme, voilà l'ennemi! » Et la crise avait éclaté. Deuxième cri : « La dissolution, c'est la guerre! » Et voilà, pour demain, le cri électoral. Sans retard, ce cri va agir, courir les marchés et les foires, couvrir la France de craintes et de rumeurs; Gambetta se tut, personne ne lui répondit.

DANIEL HALÉVY

(A suivre.)

CIEL BOUCHÉ

Elle dit :

— Ma peau, c'est comme du satin.

Elle regardait son bras nu hors du lit. Sa main pendante jouait avec la pantoufle de raphia.

Elle ajouta :

— Bien entendu, je parle de l'envers de l'étoffe.

Puis elle alluma une cigarette.

Presque aussitôt elle se leva d'un saut brusque, et jeta la cigarette à peine entamée : sur la petite lampe à alcool, le lait de Popsky bouillait.

Gaston Esschen pensa :

« Vraiment pas le moment de faire bouillir du lait! »

Mais il demanda simplement :

— C'est ici qu'on t'a prêté ce réchaud à alcool?

Elle répondit :

— Elle est gentille, la grosse femme, la patronne. Elle ressemble à madame Eugénie. Oh! peut-être seulement à cause de ses joues rouges ou de ses cheveux de filasse. Tu te rappelles madame Eugénie, la concierge de l'Académie Delacroix?

— Naturellement! C'est presque grâce à elle que je t'ai connue. Je me vois encore dans le couloir sombre où Parmentier m'avait donné rendez-vous. J'étais arrivé à Paris l'avant-veille... Tu sais, Helga, je ne fais jamais le malin : je peux bien t'avouer que cela m'intéressait de voir poser une femme nue.

— L'aubergiste d'ici est plus propre que madame Eugénie,

— dit Helga en essuyant avec une serviette éponge des gouttes de lait tombées sur la commode.

— Ta madame Eugénie m'avait vu poirotêr dans le couloir. Elle me dit : « Entrez ou sortez. » J'entrai. Tu posais pour le portrait. Tu étais toute habillée. Je n'ai pas été déçu. Je n'ai pas cherché Parmentier parmi tous les autres. Je suis resté presque au seuil de la porte, aussi immobile que toi sans doute. Tu étais tournée vers le gros poêle de fonte. Tu avais ton regard vague; on pense : « Elle ne voit rien » et, au même moment, tu dis un truc cocasse sur les gens ou sur les choses... Le même regard que tu as maintenant. Qu'est-ce que tu regardes?

— Je ne regarde pas. J'écoute le bruit du tramway. Il fait toujours autant de boucan, ce tramway avec ce drôle de timbre?

— Il t'a réveillée de bonne heure ce matin? — reprit Gaston Esschen. — Ah! si j'avais pu te loger à Gand, j'aurais été le premier content. Cela me fait quelque chose de te voir ici dans ce petit hôtel de faubourg. Pour toi j'aurais voulu le « Lion d'Or » dans la rue du Gouvernement.

— On entend le carillon de ton « Lion d'Or »? — demanda Helga.

— Après tout, le carillon aussi t'aurait réveillée... Et tu comprends, t'installer à Gand ç'eût été difficile; la Belgique est un petit pays; Gand est une grande ville où je suis bien connu. Ma famille...

On frappa à la porte de la chambre.

Gaston Esschen se leva précipitamment. Il étala l'édredon sur les draps en désordre, couvrit les épaules nues de la jeune femme avec le kimono orange.

— Les gens du Nord sont prévoyants! — dit Helga.

Son rire avait des sonorités successives.

Pourtant son accent était las, quand elle demanda près de la porte!

— Qu'est-ce qu'il y a?

La réponse ne s'adressa pas à elle :

— C'est pour savoir si la jeune dame veut vraiment le garder dans la chambre. Parce qu'alors il faudrait aussi prendre soin des ordures.

— Naturellement! — s'exclama Helga. — Puisque je l'ai dit!

Elle ouvrit la porte et Popsky, d'un bond, fut sur le divan.

L'aubergiste redescendit.

Gaston Esschen et Popsky se regardèrent. Tous deux avaient les yeux bleus. Ceux du chien étaient plus grands, avec des paupières tremblotantes bordées d'un léger suintement. « De la conjonctivite, bien sûr! » pensa l'homme, puis il se retourna vers Helga :

— Tu le trouves beau? — demanda-t-il. — Il me rappelle une image que j'avais dans ma chambre d'enfant. La légende portait : *A thoroughbred mongrel.* Un bâtard pur-sang.

— Je te remercie pour la traduction, — dit Helga. — Mais tu prononces mal.

— Tu sais l'anglais?

Elle avait jeté sur une chaise le kimono orange et, nue, elle lavait minutieusement la cuvette. Elle versa dans celle-ci le lait chaud, y trempa son doigt.

— Ça va! — dit-elle. — Viens boire, Popsky.

Et parlant surtout pour elle-même :

— Esther m'a dit, une fois, que son cabot, s'il avait gagné la maladie, c'était, sans doute, à cause du lait.

Un haussement d'épaules lui répondit d'abord, puis :

— Si tu te mets dans la tête de faire tous ces trucs pour un chien hirsute que tu ne connaissais pas hier, qu'est-ce que ce sera, si, un jour, tu attrapes un gosse! — dit Esschen.

— Tu crois vraiment que je turbinerais pour un enfant? Tu me fais rigoler! Élever un gosse qui plus tard se servirait de sa cervelle et pourrait raconter à son tour des boniments!

L'homme sur le divan prit la place du chien. Il s'étendit, les mains derrrière la tête, et demanda de nouveau :

— Tu sais l'anglais?

— Ce serait malheureux de ne pas le savoir, après trois ans passés en Angleterre.

— Non?

— Quoi non? Tu ne me crois pas?

— Comment as-tu été en Angleterre?

— En avion pour l'aller, en troisième classe pour le retour. S'il y avait eu des quatrièmes...

— Je veux dire avec qui?

— Avec un type pardi! Et si tu veux connaître le détail de la chose : un type dont j'étais la secrétaire, du moins quand il avait des lettres à dicter. Mais, tu sais, un type qui dicte ses lettres et qui voyage en avion n'a pas, pendant trois ans, la même secrétaire. Probable que moi-même je n'aurais pas continué, pendant trois ans, le même boulot.

— Tu ne m'avais pas raconté tout cela? Qu'est-ce que tu as encore fait en Angleterre?

— M. Gaston, M. Gaston Esschen aime les confidences!... Puisque tu veux savoir : en Angleterre, je lisais le *Daily Mirror*; il y avait dedans une histoire de pingouins et de chien; le chien s'appelait *Popsky*... Ne fais pas cette gueule!... Ai-je eu le temps de te raconter toute ma vie? Toi et moi, on s'est à peine parlé à Paris. Un dîner, une soirée au théâtre, le même matelas jusqu'au lendemain. Je me rappelle que les billets du théâtre, un copain te les avait repassés à prix réduit.

— Comme si j'étais avare ou comme si je ne t'avais pas remarquée plus spécialement que je remarque les autres femmes! Pourquoi t'aurais-je proposé de venir ici durant huit ou dix jours? Mais toi, pourquoi as-tu accepté mon invitation sans presque me connaître, en somme?

— Parce qu'Esther m'avait dit que, dans le beffroi de Gand, il y avait un carillon.

— Ne blague pas.

— Les hommes, quand on leur dit la vérité... Et pourtant ils la réclament sans cesse.

Elle s'habilla, c'est-à-dire que soudain son visage émergea d'une chemise sans dentelles, puis aussitôt d'une robe brune tout unie qui aurait pu être, comme la chemise, un sac avec des trous mais taillé à la mesure de son corps.

« Ce ne sont pas ses vêtements qui la rendent partout si voyante, pensa Gaston Esschen. Pourquoi la regarde-t-on? Sa façon de marcher est celle de tout le monde. Elle ne rit pas fort dans la rue. Je suis sûr que dans les magasins elle ne doit jamais réclamer. Au restaurant elle se tient aussi bien que Berthe. »

Il dit :

— Hier, j'ai vu ma cousine Berthe. Tu vas comprendre pourquoi je te raconte cela. Nous avions un grand déjeuner de famille. Pour moi, c'était une corvée. Mais je pensais à toi. Vers cette heure-là, ton train devait quitter Paris. A table, à ma droite, se trouvait ma cousine Berthe Bauwens. Tu vois, je te dis le nom de mes parents. Je n'ai pas de secret avec toi... Le mari de Berthe est dans les bois. Quand on remonte l'Escaut vers Audenarde, on traverse ses chantiers. Bauwens reçoit des bois de toute la Scandinavie.

Popsky éternua.

Il avait fini son lait.

Helga qui l'avait regardé lécher les dernières gouttes, se mit à rincer la cuvette.

— Si je te parle de Berthe Bauwens, c'est parce que j'ai remarqué sa robe, — continua Gaston Esschen. — Ma cousine est une belle femme. Pas ton genre. Je n'ai pas le même goût que Bauwens. Mais Berthe sait porter la toilette. Je lui ai demandé l'adresse de son faiseur. Les femmes n'aiment pas à donner leurs adresses. Mais elle m'a dit qu'elle s'habillait chez Wiesbroek, dans la rue de Flandre. J'ai déjà regardé la devanture. Il y a une robe verte...

— Tu es bien gentil, — dit Helga.

Et parce qu'elle avait fini d'essuyer la cuvette, elle s'assit sur le divan.

Gaston prit sa main dans les siennes, joua avec les doigts qu'elle lui abandonnait :

— Tu n'avais pas cette grosse bague à Paris, — dit-il. — « H », cela veut dire Helga. Mais l'autre lettre à côté : c'est un J. Quel nom?

— Joséphine.

— Tu t'appelles aussi Joséphine?

— Le curé qui m'a baptisée m'a choisi ce nom-là... Pourquoi m'appelle-t-on Helga, d'ailleurs? Je ne sais pas. Pour tout le monde je suis Helga, voilà tout. Mais il paraît que ce n'est pas un nom du calendrier.

— Tu as été baptisée?

— Pourquoi ne l'aurais-je pas été comme les autres? Seulement l'histoire m'est arrivée à onze ans. On a dit qu'un baptême, c'était nécessaire pour faire ma première communion.

— Qu'est-ce qui t'a donné la bague?

— Un qui m'aimait beaucoup. Il était Finlandais. Il ne savait pas le français et, par chance, il ne parlait point l'anglais non plus.

— Et toi? tu l'aimais?

Elle dégagea sa main des siennes, recula d'un brusque mouvement à l'autre extrémité du divan. Son corps ondula comme pour une biguine, puis s'immobilisa soudain, tandis qu'elle scandait chaque mot :

— Des fois, je me demande si tu es cinglé. Un type costaud comme toi qui mange et qui dort tous les jours devrait raisonner normalement.

Puis elle entreprit d'expliquer avec patience :

— Un bonhomme *dit* qu'il m'aime : ça va. Je lui réponds : « Moi c'est pareil » : encore une parole ordinaire. Mais tu viens me demander si *j'aime* celui-ci ou celui-là!

Gaston donna un peu de jeu à ses bretelles. Il attira vers lui une chaise sur le dossier de laquelle pendait son veston. Il chercha son étui à cigarettes.

— Tu n'est pas encourageante! — murmura-t-il.

— Pourquoi est-ce qu'il te faut du courage? — reprit Helga.

Elle soupira.

— Qu'est-ce que tu as? — demanda Esschen en lui reprenant la main.

— Ma ceinture me serre trop.

Le porte-serviettes en bois ripoliné s'affaissa sur le parquet. Popsky l'avait fait tomber.

Il gémit en essayant de se dégager. Les serviettes humides collaient à son poil long. Helga s'approcha pour l'aider.

— Tu ne devras pas être dégoûtée pour t'essuyer ensuite la figure, — dit Gaston. — Ce qu'il est crasseux ton chien jaune. Est-ce qu'il est jaune ou bistre ou blanc?

— Je le laverai quand il y aura du soleil.

Soudain Gaston tenta de se lever, mais son mouvement avait été si rapide qu'il perdit l'équilibre. Il glissa sur le linoléum bien ciré, retomba sur le divan.

— Regarde ce qu'il fait encore ce cochon de cabot! — cria-t-il.

Helga poussa Popsky mollement de la pointe du pied.

— Et puis après? — dit-elle d'une voix traînante. — Puisque tu es architecte, pourquoi n'as-tu pas encore inventé des waters pour les cabots?

Il se fâcha :

— Nous avons un chien chez mon père...

Mais il s'interrompit parce que devant lui, une femme, aux muscles tendus, l'observait fixement. Helga, des deux mains, agrippait la ceinture de cuir qui entourait sa taille étroite. Elle plissait les paupières. Ses cils noirs ne battaient pas, mais ses narines un peu larges se gonflaient.

— Chez ton père?... Chez ton père? — répéta-t-elle lentement.

Puis, avec ce ton rapide qui suivait parfois les questions qu'elle paraissait se poser à elle-même :

— Mon vieux, essaye donc de dire des choses que je puisse comprendre!... Tu me parles d'un père! Pourquoi pas de la Chine ou du Japon? Naturellement, je sais ce que c'est que la Chine ou le Japon; j'ai vu des images : des montagnes avec un trou au bout, mais pour moi, ça reste sur un mur avec une punaise à chaque coin.

Gaston Esschen, un coude sur l'oreiller continuait à regarder cette femme droite et menue au milieu de la pièce dont elle n'avait encore pu réussir à bousculer l'ordre solide.

Helga retira les mains de sa ceinture. Ses bras pendirent le long de ses cuisses que dessinait sa robe. Elle alla jusqu'à la fenêtre et, le front collé aux rideaux de guipure :

— Ce n'est point que je méprise ceux qui ont de la famille, — murmura-t-elle. — Une tante, des cousins, des gens autour de soi, le dimanche, c'est comme le pain sur la table. Pas exactement du pain frais. Mais on a besoin de bouffer, pas vrai? même du pain rassis.

Gaston s'était approché d'elle. Il enlaça ses épaules, puis il tâta, par jeu inconscient, ses omoplates un peu saillantes.

— Chérie, — dit-il doucement, — le soir il faut que je reste en famille ou parfois avec des copains. Autrement cela ferait des histoires. Tu te coucheras tôt, n'est-ce pas? Il te faut bien dormir, bien manger tout le temps que tu passeras ici. Autant de pris sur l'ennemi!

— Quand tu seras parti tout à l'heure, après le dîner, j'irai voir le beffroi de Gand, — dit Helga.

— Mais Gand n'est pas aussi éclairé que Paris! Tu ne verras pas grand'chose.

— Où est-ce que je devrai descendre du tramway à Gand pour arriver près du beffroi?

Gaston expliqua le parcours du tramway en faisant un plan sur son bloc-notes.

Popsky avait retrouvé sa place sur le divan.

Du rez-de-chaussée montait le bruit de rires un peu gras.

— Ce sont tous des braves gens dans cette auberge, — dit Gaston. — Ils prendront bien soin de toi. Je suis tranquille.

***

Helga monta dans le tramway de Gand sans même avoir attendu son dessert. Elle avait enfermé Popsky dans sa chambre en compagnie d'une assiette de riz à la crème.

La gare de Gand dépassée, les rues étaient assez sombres comme l'avait prédit Gaston.

Helga trouva déserte et étroite la place Saint-Bavon. Elle fit plusieurs fois le tour du beffroi en attendant la sonnerie du carillon.

Comme elle n'avait pas de montre, elle décida d'entrer dans un dancing aménagé dans la salle du rez-de-chaussée; elle ne voulait pas danser mais se renseigner au sujet des cloches. Des guirlandes de papiers multicolores reliaient les colonnes de pierre. La fumée des pipes et des cigares montait jusqu'à la voûte. La musique d'un jazz ne couvrait pas les voix. A chaque table buvaient des soldats. Helga s'approcha d'une fille qui, dans un coin, remettait sa jarretière. La jarretière était verte et la cuisse épaisse. La fille rit quand il fut question du carillon. Un homme expliqua qu'un moteur électrique faisait sonner le bourdon; au troisième étage se trouvaient 52 cloches, mais depuis qu'il y avait « des nouveaux » à l'Hôtel de Ville, le carillon était interrompu à partir de dix heures du soir.

Helga eut peur de manquer le dernier tramway.

A l'auberge Léonidas, la patronne, qui ressemblait à

madame Eugénie, l'attendait en compagnie de sa belle-fille : Popsky n'avait pas cessé de hurler.

— Je ne sortirai plus le soir, — dit Helga.

Le lendemain matin, elle se réveilla sur le parquet. Popsky avait tiré l'édredon grenat à la tête du divan. Il ne dormait plus, mais il resta étalé jusqu'à ce qu'Helga eût fini sa toilette.

Le ciel était gris mais il ne pleuvait pas.

Gaston ne devait venir qu'après le déjeuner.

Helga sortit devant l'auberge. Popsky courait autour d'elle en mettant son museau partout.

— Prenez garde, — dit l'aubergiste à Helga. — Vous allez le perdre comme d'autres l'ont perdu hier. Mais personne ne l'adoptera plus. Ce n'est pas un très joli chien. On le jettera dans le canal avec une pierre au cou.

Helga mit Popsky sous son bras. Elle marcha sur le trottoir aux pavés saillants, le long des petites maisons qui se ressemblent toutes. Popsky n'était pas un gros chien.

« Il est quand même assez lourd, pensa Helga, pour qu'il y ait toujours un côté, — le devant ou l'arrière, — qui soit prêt à fiche le camp. »

Un camion passa, chargé de barres de fer. Une des barres tomba sur la chaussée. Des hommes crièrent. Le timbre du tramway qui arrivait vibra indéfiniment. Helga s'arrêta pour voir. Un chien roux voulut sauter sur Popsky. Helga monta dans le tramway.

Elle s'assit en face d'un ouvrier qui devait être un zingueur. La plaque de zinc, à chaque secousse semblait prête à se dérouler, et quand un voyageur entrait, l'ouvrier la mettait sur ses genoux comme Helga avait mis Popsky sur les siens. Popsky remuait sans cesse. La plaque, qui oscillait, menaçait les voisins.

— On n'est pas rien encombrés, nous deux ! — dit l'homme, avec un accent bruxellois.

Et, en parlant, il jugeait que cette femme n'était pas du pays de Gand. Il se demanda longuement pourquoi elle avait pris le tramway. Il la rangea dans la catégorie des gens qui se promènent. Mais il ne se sentait pas hostile. Leurs regards, une fois, se croisèrent, et il pensa qu'elle allait entretenir la conversation.

Quand il s'agit de payer le prix du parcours, Helga ne sut dire où elle allait. Le tramway desservait les faubourgs les plus éloignés; il traversait l'Escaut et s'arrêtait près de l'écluse. Le receveur proposa un billet jusqu'aux entrepôts Van Herne, avant l'arrivée au pont du Rabot. Il fallait payer pour Popsky : Helga fut interloquée. Elle pensa :

« Le sale cabot! »

Puis : « Il y a des gens qui savent faire de l'argent avec tout. »

Son esprit se livra, ensuite, à des calculs difficiles au sujet de la monnaie belge qui lui avait été rendue. Elle se demanda si la promenade valait les sous qu'elle avait dépensés. Comme elle réfléchissait, elle vit entre ses doigts les deux tickets qu'on lui avait remis. L'un était rose. C'était celui de Popsky.

Helga regarda le ticket rose puis Popsky.

« Les premiers ronds dont je me déleste pour quelqu'un! » pensait-elle.

Elle avait souvent donné beaucoup plus à Esther, à d'autres copines et aussi à des copains. Mais tous prenaient la galette, allaient bouffer ou allaient boire, achetaient des cigarettes ou essayaient de payer le terme de leurs chambres. Ils avaient leur vie. Elle avait la sienne. Si elle n'avait pas casqué pour les uns et pour les autres, qu'est-ce qui serait arrivé, en somme? Ils auraient trouvé l'argent ailleurs et s'ils ne l'avaient pas trouvé, personne n'eût dit : « C'est la faute d'Helga! »

Pour la première fois, la jeune femme caressa le chien.

Elle continuait à penser : « Sale cabot! », mais elle glissait les doigts à travers les longs poils, un peu comme elle eût fait dans ses propres cheveux.

Helga sépara le ticket rose du ticket vert qui était le sien. Elle mouilla le ticket rose avec sa langue et le colla sur le front de Popsky. Popsky jappa. Sa longue queue, qui avait la forme incertaine d'une plume d'autruche défraîchie, battit l'air à trois ou quatre reprises. Le zingueur rit. Une femme avec un panier marmonna. Une vieille dame avec un chapeau pensa : « Ces créatures! »

Dès qu'Helga, avant le pont qui traverse l'Escaut, mit Popsky par terre, le chien s'enfuit.

La course fut effrénée sur la berge, à travers les ornières et

la boue, parmi les débris de charbon, les amas de ferraille ou les chargements des péniches. Elle prit fin près d'un tas de sable dans lequel Popsky fit un trou.

Quand deux heures plus tard Gaston Esschen fut mis au courant de l'aventure :

— La belle affaire, — s'écria-t-il, — si tu avais perdu ce cabot!

Helga ne répondit pas.

« A Paris, pensa-t-elle, il m'est bien arrivé de chercher pendant un quart d'heure, dans ma chambre, un peigne qui n'était même pas en corne! »

Les matins suivants elle ne sortit plus.

Elle faisait sa chambre elle-même et la patronne et sa belle-fille commençaient à la trouver bien tranquille. Elle lavait ses mouchoirs et ses bas dans la cuvette. Elle regardait passer le tramway et calculait le nombre de coups de timbre qu'elle pouvait entendre. Popsky dormait ou déchirait les pantoufles de raphia. Tandis qu'il s'amusait, Helga, sans le déranger, tuait ses puces.

Parfois l'après-midi, Gaston et Helga ne demeuraient pas à l'auberge. Popsky les accompagnait toujours dans leurs promenades. Ils n'allaient jamais vers Gand, à cause de la famille Esschen, mais, souvent, le long de l'Escaut. Helga aimait le bord de la rive près des entrepôts Van Herne. Gaston trouvait l'endroit sinistre et eût préféré un petit bois qu'on eût facilement rejoint en traversant le pont du Rabot. Un jour, il l'interrogea sur la raison de son choix étrange.

— Il y a des péniches... — répondit-elle.

— Je ne te croyais pas l'âme d'un marin d'eau douce, — répliqua-t-il en essayant de rire.

— Il y a des péniches qui débarquent du sable, — reprit-elle. — Popsky aime les tas de sable.

Gaston se demanda s'il s'était trompé sur le compte de cette femme. Il commença à craindre qu'elle se moquât de lui. Mais il raisonnait et ne voyait pas les avantages qu'elle eût pu tirer de ce jeu. Un voyage en Belgique, un séjour dans un hôtel modeste mais dont la nourriture était abondante et saine : voilà qui devait satisfaire « un modèle à 25 francs » comme Helga disait d'elle-même. Gaston n'avait d'ailleurs pas caché

qu'il remplirait le sac du modèle de quelques gros billets au moment du départ. En attendant, il lui apportait souvent des cadeaux dont elle le remerciait, chaque fois, avec une gentillesse qu'il aimait. L'aventure ne prenait pourtant pas la tournure joyeuse qu'il avait prévue. Il finit par se dire que cette Parisienne, peut-être, s'ennuyait.

Aussi un après-midi, dès son entrée dans la chambre, annonça-t-il qu'ils « sortiraient » le soir même. Il avait parlé d'Helga à des amis, après le whist, au café du Pélican. Quelques-uns se doutaient bien qu'il payait un séjour aux environs à une femme rencontrée lors de sa dernière fugue à Paris. D'eux-mêmes ils avaient dit : « Pourquoi ne pas organiser quelque chose? » Westmerbeek avait ajouté : « Quelle nouba! » Georges Rombouts, qui était célibataire et sans famille, avait offert sa maison pour la fête. Aux propos de Gaston, Helga répondit simplement :

— Et le boucan de Popsky, si je le laisse ici toute la nuit?

Gaston avait oublié Popsky. Pourquoi ne pas l'emmener, après tout?

— Il fera des saletés dans la maison de ton camarade, — dit Helga.

La maison de Rombouts était fort bien tenue, mais Gaston songea surtout que ce chien le rendrait ridicule. Il haussa le ton. On n'allait pas renoncer à tout pour le cabot : pourquoi Helga ne voulait-elle pas s'amuser à Gand comme elle le faisait à Paris?

— J'aime mieux reprendre le train ce soir même, — dit Helga.

Gaston partit plus tôt que les autres jours, afin de décommander ses amis.

Le lendemain, sans même s'asseoir sur le divan, il proposa lui-même une promenade.

Ils s'arrêtèrent, de nouveau, non loin des entrepôts Van Herne.

Une péniche avait débarqué du sable. Il avait plu. Les tas de sable étaient encore humides. Gaston roula Popsky dans le sable et Helga s'amusa d'abord des jappements du chien. Mais le jeu fini, le poil était gluant, la bête paraissait encore plus hideuse. Gaston Esschen rit très fort. Deux mariniers passèrent. L'un dit simplement :

— Regarde le cabot!

L'autre :

— Elle n'a pas l'air commode, la petite dame!

Helga n'entendit pas mais elle s'était approchée de Gaston :

— Rentrons, — murmura-t-elle.

Dans le tramway Gaston resta sur la plate-forme.

A l'intérieur Helga, pendant tout le trajet, démêla avec ses ongles les poils remplis de sable. Elle avait payé elle-même le ticket rose et l'avait collé sur le front du chien.

Ils descendirent un peu avant l'hôtel Léonidas, parce qu'Helga voulut acheter dans une boulangerie du chocolat pour Popsky.

— Au fond, — proclama Gaston en sortant de la boutique, — je sais maintenant ce qui t'attache à cette bête. Tu ne l'aimes pas. Elle est trop laide. Mais tu as le sentiment de tout lui donner, comme si tu étais Dieu pour elle. Seulement ça, c'est de l'égoïsme ou de l'orgueil!

A ce moment, Popsky reconnut la belle-fille de l'aubergiste. Il s'élança à travers la chaussée. Pour éviter un camion, il roula sous un tramway.

— Nom de nom! — s'écria Gaston.

Helga courut.

Popsky, sans même hurler, était mort.

Des gens s'attroupèrent et la belle-fille de l'aubergiste fut gênée de voir Helga remonter dans sa chambre sans s'occuper du corps de son chien. Ce fut elle qui alla chercher un panier pour débarrasser la rue.

— Ne sois pas triste, — dit Gaston dès qu'il eut refermé la porte.

Mais il n'osa pas s'approcher de la jeune femme et s'assit sur le divan.

Helga, appuyée contre l'armoire à glace, pleurait silencieusement, avec un regard dur.

La fenêtre était restée ouverte tout l'après-midi. Ni l'un ni l'autre ne la fermèrent, et bientôt la chambre fut remplie par les résonances du timbre du tramway, — le premier tramway qui passait après celui qui avait écrasé Popsky. Gaston avait dit, un jour : « Les trams se suivent toutes les dix minutes. C'est commode. » Une seconde fois le timbre

vibra, puis une troisième. Dans l'esprit d'Helga défilèrent les images d'autres tramways se succédant jusqu'au soir. Les tramways du lendemain s'y dessinèrent ensuite, ceux des jours suivants, ceux des jours où Helga, de nouveau, serait à Paris. Le même timbre métallique vibrerait, à intervalles réguliers, tandis qu'elle se lèverait chaque matin, boirait « un noir » au zinc du bistrot, écouterait les confidences des femmes ou les boniments des hommes, poserait dans les académies et dans les ateliers, irait danser, parler, remplir sa vie.

Helga cessa de pleurer.

Elle se retourna vers Gaston.

— Alors tu vas encore... te coucher cet après-midi? — demanda-t-elle d'une voix indifférente.

Il la regarda et hocha la tête :

— Tu pourrais au moins dire « nous »!

— On va se coucher cet après-midi? — reprit docilement Helga.

PIERRE DE LESCURE

LE RÉTABLISSEMENT AMÉRICAIN

ET

LA LUTTE POUR LE POUVOIR

Pour les États-Unis comme pour la France, l'année 1936 est dédiée à la politique.

C'est par une pure coïncidence que le rythme de la vie publique amène les électeurs des deux grandes démocraties à se prononcer en même temps, tous les quatre ans, sur les destinées de leurs pays respectifs. Par le passé ce synchronisme n'avait pas par lui-même de signification particulière. L'évolution américaine se poursuivait à une grande distance de l'Europe et n'en subissait guère l'influence.

A l'heure actuelle et malgré les efforts que font les Américains pour se barricader chez eux et se protéger contre les forces du dehors, l'interdépendance des pays et des continents se manifeste chaque jour davantage. Elle est devenue un des facteurs les plus importants de l'évolution américaine elle-même. Ceux qui la nient la confirment par l'ardeur même qu'ils mettent à la combattre.

Mais cette interdépendance de fait ne repose pas comme autrefois sur un consentement unanime. Les principes qui unissaient, malgré leurs discordes et leur éloignement, les nations dites civilisées, sont détruits ou fortement ébranlés. Le monde ne reconnaît plus qu'une seule loi, celle de l'orgueil et de l'égoïsme national. La civilisation a perdu son sens universel. Ce n'est plus qu'une opinion personnelle ou une doctrine imposée par la nécessité immédiate et l'opportu-

nisme des maîtres de l'heure. La paix, considérée comme un état désirable en soi, parce qu'elle était la condition même du progrès humain, n'est plus qu'une des phases du malaise universel, une trêve incertaine maintenue à grand'peine entre des malades obligés de vivre ensemble, matés par leurs chimères ou par la peur. Il ne s'agit plus de s'unir pour un idéal qui dépasse les égoïsmes particuliers, mais de subordonner tout idéal à n'importe quel égoïsme. Ce ne sont plus les mêmes rêves qui rapprochent les hommes, mais les mêmes cauchemars.

C'est pourquoi les États-Unis et la France se trouvent aujourd'hui en proie aux mêmes doutes et aux mêmes inquiétudes. Certains mots y ont pris les mêmes valeurs de mythe ou d'épouvantail. Des deux côtés de l'Atlantique ces monstres protéiformes qu'on appelle Fascisme ou Communisme, sèment la panique. On les combat par d'autres mots et d'autres sortilèges — Liberté, Libéralisme, Démocratie — qui finissent à leur tour par devenir des Molochs dévorant leurs fidèles et se dévorant eux-mêmes.

En présence du chaos général, les Américains et les Français ne se sentent pas liés par des intérêts communs. L'orgueil national veut que chacun cherche pour soi-même la solution de tous les problèmes. Mais les deux grandes Républiques sont unies malgré tout par la même conscience confuse du rôle capital qu'elles jouent dans la préparation d'un monde nouveau dont le visage, jusqu'à présent, demeure obstinément voilé.

Le nationalisme exacerbé auquel les peuples inquiets et hostiles ont recours comme à une drogue toujours efficace empêche d'y voir clair. On ferme les frontières, on paralyse le commerce. Les douaniers peuvent tout arrêter sauf ces grandes invasions d'anges ou de démons, ces vols d'idées, qui d'un seul coup d'aile traversent les océans portant l'espoir ou la discorde aux quatre coins du monde.

Les historiens de l'avenir sauront sans doute raconter l'histoire de ce temps. Pour nous, notre tâche se borne à essayer de noter comment l'Amérique, pays de jeunesse, de santé et de force inépuisée, absorbe ou repousse les courants d'idées qui lui viennent d'Europe et ceux qui jaillissent d'eux-mêmes de son sol généreux.

***

Pour voir passer les anges et les démons qui sillonnent en tous sens le ciel de la politique américaine, il n'y avait pas de meilleur poste d'observation, au mois de juin dernier, que le banc de la presse aux conventions républicaines et démocrates qui se réunirent à Cleveland et à Philadelphie.

L'atmosphère de ces congrès est difficile à décrire. Cela tient à la fois de la kermesse, de la grande réunion sportive et de la célébration d'un culte religieux. Qu'on imagine, si l'on peut, une fusion entre un congrès eucharistique et la finale des Six Jours au Vélodrome d'Hiver, ou bien encore l'une de ces énormes manifestations patriotiques, dont Hitler et Mussolini connaissent la recette, se télescopant tout à coup avec le Carnaval de Nice...

Dans les immenses auditoriums de Cleveland et de Philadelphie, 15 à 20 000 personnes trouvèrent aisément à se caser, grâce à une organisation hors de pair. Les 1 000 ou 1 100 délégués choisis par les 48 États occupaient le parterre, chaque État étant désigné par une pancarte pareille à celles qui, dans un jardin botanique, servent à indiquer les différentes variétés de plantes. Au milieu de la salle se trouvait une vaste estrade occupée par les officiels. Tout autour, des gradins s'élevaient jusqu'aux combles : ce sont les places réservées aux spectateurs privilégiés qui de tous les points des États-Unis sont venus assister à ces États généraux des deux grands partis politiques. Un orchestre de cuivre est installé au fond de la salle, face à l'estrade. Cet orchestre, à Philadelphie, était doublé d'un orgue. En outre plusieurs délégations avaient amené avec elles leurs orphéons particuliers qui joignaient leurs efforts à ceux des musiciens officiels.

On concevra aisément que 20 000 personnes sont, par elles-mêmes, capables de faire beaucoup de bruit, surtout lorsque chacune d'elles s'est munie d'une crécelle, d'une trompette, d'un klaxon ou d'une cloche de vache. Mais il faut ajouter à cela l'effet des amplificateurs sonores qui multiplient 10, 20 ou 100 fois, le vacarme existant.

L'éclairage est d'une violence terrible. Des lampes à arc d'une puissance égale à celle des projecteurs contre avions

sont braqués sur l'estrade. Ceux qui se trouvent dans leur rayon — et c'était le cas des journalistes — sont obligés de porter des lunettes noires, des visières improvisées ou de garder leur chapeau sur la tête.

La combinaison de la lumière et du bruit portés à une telle intensité produit à la longue une curieuse hypnose. Ce n'est plus par les yeux qu'on voit, ni par les oreilles qu'on entend, mais par tous les pores de la peau. Les tympans deviennent douloureux, les yeux brûlent, la gorge se dessèche, le cerveau n'est plus qu'une éponge saturée de vibrations, d'impressions brutales et d'images incohérentes. On se dit que si l'on était sage on ferait mieux de s'en aller, car après tout les journaux et la T. S. F. sont là pour vous renseigner dans des conditions plus favorables, mais on reste prisonnier d'on ne sait quelle fascination, médusé par le spectacle et le fracas de cette bacchanale qui pendant cinq jours s'enivre de sa propre frénésie.

Du reste tout cela est fort gai. Cette foule délire, mais avec bonne humeur. La politique en Amérique n'est pas une affaire tragique, tout au moins telle qu'elle se manifeste dans ces conventions. En réalité on finit par comprendre que, si tous ces gens paraissent si joyeux, c'est parce que ces assemblées répondent moins à une nécessité politique qu'au besoin inné chez le peuple américain de se livrer à tout bout de champ à son exubérance naturelle. Tout se passe sans violence, sans grossièreté, dans un sentiment d'euphorie patriotique et religieuse qui noie l'amertume et les rancœurs individuelles.

Cette foule passe d'une émotion à l'autre avec une facilité déconcertante. L'orchestre enchaîne les airs de jazz et les cantiques, sans transition. L'assistance, docile, suit le mouvement. Les chants patriotiques succèdent aux chants d'église. Vingt mille personnes hurlent en chœur et avec la même conviction le *Onward Christian soldiers* et *Dixie*.

Lorsque l'enthousiasme ne réussit plus à s'exprimer par le seul secours de la voix et du bruit, il se dépasse lui-même. Les délégations arrachent leurs pancartes, organisent des monômes. L'une après l'autre elles défilent devant l'estrade en dansant ou en sautant sur place. Beaucoup ont adopté des déguisements : les gars du Texas ont revêtu le costume

traditionnel des cow-boys. Ceux de Rhode-Island portent des casaques rouges et des casquettes de jockey. La délégation de l'Idaho est armée d'épis de maïs... Ces manifestations d'enthousiasme ou, pour mieux dire, ces éruptions volcaniques durent parfois une heure... Un instrument curieux, une sorte de baromètre lumineux qui enregistre électriquement le volume du bruit produit dans la salle permet à chacun de se rendre compte de la température sonore produite par la ferveur patriotique... Qu'on ne croie pas que seuls les plus obscurs représentants des États participent à ce carnaval. J'ai vu M. Earle, gouverneur de Pennsylvanie, soufflant dans un mirliton, comme un gosse de dix ans, et un des plus vieux sénateurs d'un État montagnard danser une espèce de bourrée sioux, coiffé d'un chapeau en papier jaune... J'ai vu à Cleveland un des membres les plus influents du Parti républicain, un homme fort riche et très en vue, occupé pendant une heure à souffler dans un petit sifflet que, de temps à autre, il passait à sa femme, pour qu'elle ait sa part.

Il faut faire un sérieux effort d'imagination pour se rappeler que ce dont il s'agit dans ces singulières réunions c'est de déterminer pour quatre ans la politique compliquée de la plus grande nation moderne.

***

Cette année, il est vrai, certaines difficultés habituelles ne se présentèrent pas. Les deux candidats présidentiels furent nommés sans bataille. Pour les démocrates, le problème ne se posait même pas. Quant aux républicains, s'il désignèrent le gouverneur Landon par acclamations, ce fut à la suite de conciliabules et de manœuvres dont le gros des délégués n'eut que de vagues échos. Tout se passa à huis clos, dans des chambres d'hôtel où se réunissaient les stratèges chargés de trouver la solution la plus satisfaisante et de la faire accepter avec le minimum de résistance par leurs troupes.

On connaît la position des républicains. Le problème qu'ils avaient à résoudre était — et est encore — hérissé de difficultés. Sans programme ni chef et ne pouvant compter

en réalité que sur un revirement d'opinion dont ils ne sont pas responsables et qui a des causes qui les dépassent, ils avaient le choix entre deux voies différentes mais conduisant au même but : canaliser le courant anti-rooseveltien. Ils pouvaient, soit chercher un homme doué d'un prestige personnel suffisant pour lutter à armes égales avec Roosevelt — c'était difficile mais pas impossible —; soit déterminer par avance le type de candidat capable de concilier les exigences contradictoires des groupes d'intérêts disparates, qui pour des raisons diverses, sont contre Roosevelt; puis de chercher l'homme qui se rapprocherait le plus de cette maquette idéale.

Ils adoptèrent la seconde alternative. Les Diogène républicains se mirent à la recherche du candidat synthétique.

Ils le trouvèrent en la personne de Alfred Mossman Landon, gouverneur du Kansas.

Alfred Landon se décrit lui-même comme « un Américain de tous les jours ». Il représente le *business man* moyen, tel qu'on en rencontre par centaines de mille dans tous les États-Unis. D'origine modeste, il n'a jamais prétendu avoir d'autres connaissances que celles qui lui furent nécessaires pour amasser une belle fortune dans les affaires de pétrole et pour occuper une situation honorable parmi les notables de Topeka, capitale du Kansas.

Le Kansas occupe le centre géographique des États-Unis. C'est un État que peu d'Américains connaissent. Ils le traversent et s'amusent des restrictions prohibitionnistes qui y règnent encore. Il n'y a pas bien longtemps, il était défendu de fumer dans le Kansas et aujourd'hui encore les habitants de ce *typical prairie state* sont plus réputés pour leur honnête frugalité que pour leur audace intellectuelle.

Devenu gouverneur de cet État, Alfred Landon eut la chance d'être le seul gouverneur républicain qui ait résisté à la vague démocratique de 1934. Sa gestion n'eut rien de remarquable, quoi qu'on en dise à présent. Il est vrai qu'il équilibra le budget pendant toute la dépression, mais il lui était impossible de faire autrement, puisque la constitution du Kansas rend tout déficit budgétaire illégal. Pour remédier à la crise qui frappa son

État comme tous les autres, le gouverneur Landon réduisit les salaires d'une façon draconienne. Quant aux secours, il les demanda à Washington. Le Kansas vient en première ligne des États qui ne survécurent que grâce aux énormes subsides fédéraux. Le gouverneur Landon, en ce temps-là, était un partisan convaincu du *New Deal*, sans l'aide duquel sa réputation de gérant économe n'aurait certes pas pu s'établir.

Trop à son aise pour avoir des idées subversives, pas assez riche pour pouvoir être assimilé à ceux que Roosevelt appelle les « royalistes économiques », le contraire d'un intellectuel et d'un homme du monde, Landon se présenta aux yeux perspicaces des leaders républicains comme l'anti-Roosevelt fait homme.

L'obscurité même qui environnait le champion inconnu offrait maints avantages. Elle permit d'élaborer une légende que Landon aura beaucoup de mal à dissiper, si par hasard l'envie lui en prend.

Landon n'apparut pas à la convention de Cleveland, mais ses partisans organisèrent dans l'hôtel Hollenden, quartier général de leur délégation, un étonnant musée biographique. Des photos géantes montraient le candidat dans sa vie intime. On le voyait pêchant à la ligne — passe-temps présidentiel par excellence — franchissant à cheval une haie rustique, conduisant un char à bœufs, embrassant sa femme, sa fille, son vieux père, mordant à belles dents dans un sandwich au saucisson; ou bien encore, assis à son bureau de travail, l'air à la fois *efficient* et serein... Dans cette salle, toute décorée de tournesols en flanelle, la fleur symbolique du Kansas, et dans laquelle un orphéon bruyant ne cessait de jouer indéfiniment l'hymne landonien. « Oh, Suzannah!... », on éprouvait l'impression déroutante d'être entré par hasard dans une grange villageoise au moment de la fête des moissons... On croyait sentir parfois la bonne odeur du foin se mêlant à celle des cigares à cinq cents. On se sentait fort loin de l'ambiance des temples marmoréens de Wall Street, dont les grands prêtres cependant ne sont pas moins ardents que les terriens du Kansas à voir en ce candidat louis-philippard le champion de leur cause commune.

Et pourtant c'est dans cette fusion en apparence paradoxale que résident la force et les chances du Parti républicain.

Il faut y ajouter toutefois quelques autres éléments et en premier lieu les gens du monde, toute cette aristocratie américaine qui voit en Roosevelt un traître à sa classe et qui, par un penchant naturel, trouve plus de réconfort à se rapprocher des braves gens — fermiers, petits commerçants, toute la romantique cohorte des honnêtes Babbit — qu'à suivre l'inspiration d'un transfuge qui avec une inconscience souriante n'a pas craint de faire alliance avec le radicalisme des professeurs marxistes et des intellectuels sans expérience.

Ce rapprochement spontané entre le château et la ferme, entre les élégants messieurs de Wall Street et les belles dames de Park Avenue et les rudes enfants de la prairie, se manifesta à Cleveland d'une façon lumineuse, tout au moins aux yeux d'un observateur européen. Entre l'hôtel Hollenden et l'hôtel Cleveland, dont l'atmosphère était celle du Ritz et qu'encombrait une foule brillante, la communication s'établit sans effort aucun. L'odeur du foin et les parfums de Chanel ou de Guerlain se mêlèrent aisément.

Ils ne se mélangèrent point cependant avec les lourdes fumées d'usine qui planaient sur cette grande ville industrielle qu'est la capitale de l'Ohio. Tout l'esprit de cette Convention tendait à exclure les odieux problèmes de la civilisation industrielle moderne. Je ne veux pas dire qu'on oublia complètement les conflits sociaux et le prolétariat, mais on y pensa le moins possible.

On parla au contraire avec beaucoup de ferveur des vertus ancestrales, d'un retour nécessaire à l'américanisme traditionnel. On évoqua l'âge héroïque des pionniers et l'on décida que, contrairement à ce que disait Roosevelt, le salut de la nation dépendait de la possibilité de ramener l'Amérique dans une voie dont, dans un moment de panique et d'égarement, elle avait eu l'imprudence de s'écarter.

Tous les discours prononcés à Cleveland se ressemblèrent — de même du reste que ceux prononcés plus tard à Philadelphie. On y dépeignit Roosevelt comme une sorte de Cagliostro perdu d'orgueil, qui, dans sa rage de faire des expériences,

aurait inventé une machine infernale appelée *New Deal.*

Bien que la Convention républicaine se montrât incapable de formuler aucune idée nouvelle et que du point de vue purement pratique les recommandations adoptées par elle ne soient qu'un démarquage du *New Deal*, il se dégagea de ces réunions une impression d'union qui réchauffa le cœur de tous les républicains convaincus. Le sentiment le plus fort dont les hommes soient capables, la haine, scella cette union.

Cette haine fut le soutien et le réconfort de tous ceux qui, malgré tout, n'avaient pas accepté sans rechigner la nomination d'un candidat aussi terne que le gouverneur Landon. Elle aida les ultra-conservateurs de la nuance Hoover, ceux qu'on appelle la Vieille Garde, à s'effacer devant les jeunes leaders du Middle-West, qui en poussant leur champion en avant enlevèrent, pour la première fois depuis bien des années, aux puissances financières et industrielles de l'est — tout au moins en apparence — la direction du grand parti. Elle incita le vieux sénateur Borah, « le lion de l'Idaho », à s'incliner — avec beaucoup de mauvaise humeur du reste — devant les exigences de la discipline partisane et à se contenter de voir inscrites dans la *plateforme* deux ou trois de ses marottes les plus chères. Elle permit à Hoover lui-même de recevoir une ovation délirante lorsqu'il apparut à la tribune pour prononcer le seul discours un peu émouvant de sa carrière... Émouvant, certes, car nous eûmes l'impression que cette foule infidèle et sans mémoire, grisée par son propre repentir et son besoin de vengeance, aurait souhaité que son ancien berger, qu'elle accusa naguère de la mener à l'abattoir, la guidât une fois de plus vers les beaux pâturages de la prospérité sans douleur.

Elle brûla dans l'auditorium de Cleveland, cette haine de Roosevelt, comme un flambeau sacré, et lorsque, en fin de compte, on offrit à M. Landon de s'en emparer pour en porter la lumière et la chaleur aux quatre coins de l'Amérique, on eut l'impression qu'on venait d'accomplir un grand geste purificateur. Sans doute l'archange désigné paraissait un peu balourd, mais on pensait que la grandeur de sa mission soutiendrait son vol.

***

La convention de Philadelphie eut un tout autre caractère. Elle ne fut ni moins bruyante ni moins pittoresque que celle de Cleveland. Bien au contraire. Dans l'art du chahut organisé, les démocrates sont très supérieurs à leurs adversaires. Ils sont traditionnellement moins *refoulés* (si tant est qu'on puisse employer ce mot en parlant de manifestations pareilles), sans doute à cause du fort contingent de délégués méridionaux dont l'exubérance ne connaît pas de limites.

La différence se révéla surtout dans l'esprit de cette convention; et si nous insistons sur les impondérables en parlant de l'un et l'autre des deux grands congrès politiques, c'est qu'au point où en sont les choses actuellement c'est cela qui compte, bien plus que les divergences de vues sur des questions concrètes.

En réalité les deux programmes se ressemblent tellement qu'on pourrait presque les interchanger. Ils font les mêmes promesses, visent les mêmes buts et ne se différencient guère que par certaines nuances et un certain accent.

Cette tendance à la confusion des *plateformes* n'est pas nouvelle dans la politique américaine. Elle tient au fait que les deux grands partis, pour la raison qu'ils ne sont que deux, sont contraints de s'adresser à la même clientèle. Dans un pays où les affiliations politiques sont presque toujours héréditaires (la plupart des Américains naissent sous le signe de l'Ane ou sous celui de l'Éléphant comme on naît catholique ou protestant), la balance entre les deux camps se maintient avec une régularité remarquable. Les républicains sont normalement un peu plus nombreux et un peu plus forts, mais pas assez pour jamais s'assurer un avantage définitif.

Il résulte de cette situation que, quel que soit l'écart de doctrine qui sépare le parti au pouvoir et l'opposition pendant les quatre années d'une législature, il diminue toujours au moment où il s'agit de récolter des voix. Ni l'un ni l'autre n'est le champion attitré d'une classe particulière de la population et si les républicains sont d'une façon très générale le parti des *beati possidentes* et les démocrates celui des débiteurs, tous deux en pratique s'adressent à tous. D'où un même effort de

part et d'autre pour éluder les questions vraiment graves, vraiment politiques, au sens où nous entendons ce mot en Europe. En réalité les deux grands partis ne font de la politique que par la bande, si l'on peut dire. Ce sont les fluctuations de l'opinion publique qui les guident et qu'ils essaient d'accaparer, mais comme il n'y a que deux concurrents en présence ayant des chances réelles, c'est celui qui possède la girouette la plus sensible et la mieux huilée qui gagne.

Il se peut toutefois que nous assistions, précisément en ce moment, à un changement gros de conséquences pour l'avenir dans le mécanisme traditionnel et c'est pour cela que les deux conventions politiques et la campagne actuellement en cours présentent un intérêt inaccoutumé.

A Philadelphie en effet et contrairement à Cleveland, on eut l'impression nette que l'accent portait sur l'opposition naturelle entre certaines classes et que la philosophie du *New Deal*, c'est-à-dire celle de Roosevelt, impliquait la reconnaissance d'inégalités sociales susceptibles d'être corrigées. Cela pour un Européen ne paraîtra pas une bien grande innovation, mais c'est en Amérique une idée presque révolutionnaire comme le prouve la violence avec laquelle les adversaires du Président lui reprochent d'inaugurer la lutte des classes dans un pays qui reste fermement attaché au principe fondamental de la chance égale pour chacun, c'est-à-dire de la concurrence libre et du catch-as-catch-can darwinien.

Tous les discours prononcés à Philadelphie ne furent pas écrits par Roosevelt, mais tous portaient son visa. La *plate-forme* même révèle par son style que c'est le Président lui-même qui en inspira la rédaction. Une unité présida aux travaux de la convention. On eut l'impression constante d'une affaire soigneusement réglée à l'avance, dont chaque acte devait conduire par un crescendo continu à l'apothéose finale : l'apparition du Président prononçant son discours d'acceptation devant 110 000 personnes réunies le dernier soir dans l'immense Stade de Franklin Field aux portes de la ville.

Ce discours très attendu confirma entièrement ce qu'on pouvait deviner dès l'ouverture de la convention, c'est-à-dire l'intention formelle de lier les destinées du Parti démocrate tout entier à celles du *New Deal*. Tous les orateurs et Roose-

velt lui-même annoncèrent que le Parti démocrate avait désormais pour objectif unique et suffisant de faire triompher la doctrine politique et la philosophie dont son chef est l'inventeur et l'apôtre.

Pour comprendre la portée de cette évolution, il ne faut pas oublier que, lorsque Roosevelt fut élu en 1932, le *New Deal* n'était encore qu'un slogan couvrant d'une façon très vague l'œuvre de reconstruction et de réforme que se proposait d'entreprendre le nouveau Président. Dans l'esprit même de Roosevelt il est évident que le *New Deal* ne fut pendant longtemps qu'une marque d'origine, une sorte de contre-signature. Mais à mesure que l'opposition se cristallisait, les convictions personnelles du Président se précisaient aussi jusqu'à prendre au cours des mois récents un caractère vaguement messianique. Ceux qui ne voient en Franklin Roosevelt qu'un politicien ambitieux et dans le *New Deal* un simple expédient destiné à assurer le pouvoir à son auteur sont, à notre avis, dans l'erreur. Roosevelt croit sincèrement que les idées qui ont pris une forme de plus en plus précise dans sa tête doivent, pour le bien de son pays, prendre racine dans l'esprit du plus grand nombre de ses concitoyens. Le *New Deal* n'est pas précisément un système, mais un faisceau de tendances parfaitement identifiables et qui s'apparentent avec ce qu'on appelle en France la mystique de gauche.

A la convention de Philadelphie nous assistâmes à la greffe de cette mystique sur le parti de Jefferson et de Wilson.

Cela ne se passa pas sans douleur. Loin de là; et si le système bipartite n'était aussi solidement établi, une scission se serait probablement produite parmi les démocrates. Du reste les républicains font de leur mieux pour exploiter cette situation et provoquer des désertions (la plus notoire est celle de Al Smith, ancien gouverneur de New-York et ancien ami de Roosevelt), mais les chefs démocrates savent que leur parti ne peut triompher qu'avec Roosevelt, quelles que soient les hésitations ou les répugnances de ceux que le radicalisme du *New Deal* effraient.

A Philadelphie, dès le premier jour, bon nombre de délégués furent quelque peu abasourdis par le ton des discours. Beaucoup d'entre eux étaient venus à cette convention dans

l'espoir d'entendre réfuter énergiquement les calomnies républicaines. Ils s'attendaient à ce que les porte-parole de l'administration les rassurassent. Ils furent déçus : leurs chefs n'essayèrent pas de répondre aux attaques des républicains par des réfutations. Ils s'ingénièrent au contraire à accentuer le caractère agressif et trépidant du *New Deal.*

Roosevelt lui-même alla plus loin qu'aucun de ses disciples. Il porta la question sur un plan révolutionnaire. Il rapprocha deux dates : 1776, année de la guerre de libération de l'oppression des puissances monarchiques étrangères, et 1936, An I du New Dealisme militant, point de départ de la croisade contre l'oppression des « royautés économiques » et autres tyrannies modernes.

Avec un courage frisant la témérité et un luxe d'images inépuisable, le Président attaqua deux ou trois des concepts les plus fortement ancrés dans le cœur de ses compatriotes. Au moment où le retour de la prospérité redonne à chacun le goût de l'aventure, il dénigra l'individualisme traditionnel sans contrôle qui engendre l'irresponsabilité sociale; il fustigea une fois de plus les marchands qui s'obstinent à ne pas évacuer les marches du Temple; au rêve de la puissance par l'argent, il opposa le nouvel idéal de l'entr'aide sociale, de la charite, de la foi et de l'espérance humanitaires et laïques. Il annonça à ses compatriotes que la prospérite en soi était un leurre et que la Terre Promise vers laquelle il se propose de les conduire ne ressemble en rien au Paradis Perdu de 1929.

Tout cela du reste aurait pu être pris pour un simple élan oratoire de la part d'un homme naturellement éloquent et enclin à croire que le prestige de la vertu est suffisamment grand pour triompher de la mesquinerie et de l'égoïsme. Le *New Deal* en tant qu'idéal en vaut bien d'autres. Mais le président Roosevelt ne se borna pas à prêcher une renaissance spirituelle à base de prudence. Il expliqua clairement que cette renaissance ne pourrait s'accomplir que si l'on reconnaissait formellement que le rôle du Gouvernement dans un État moderne n'est pas celui d'un rouage annexe, fâcheux quoique nécessaire, mais celui de tuteur et de directeur de a vie nationale.

Pour vaincre la superbe des « royautés économiques » et protéger la masse des honnêtes gens contre la voracité des loups déguisés en bergers, Roosevelt estime que l'État doit intervenir chaque fois qu'il est utile et sans attendre qu'on l'y invite ou que quelque calamité, telle la crise récente, ne rende cette intervention manifestement nécessaire.

Pour un Français, le parallélisme entre certains aspects de la philosophie du Front Populaire et cette accentuation de la doctrine rooseveltienne dans le sens de l'État protecteur, assureur, moraliste et bonne d'enfants, était frappant.

Il y a toutefois entre les deux « révolutions » des différences manifestes. Le mouvement qui a abouti en France au triomphe des idées de gauche est le résultat d'un long mûrissement. Les leaders français n'auraient évidemment pas accédé au pouvoir s'ils n'avaient pu s'appuyer sur les noyaux solidement formés que constituent depuis longtemps leurs partis respectifs. Le Front Populaire correspond à un courant d'opinion déjà ancien, très évolué et parti de la masse. Rien de tel dans la croisade prêchée à Philadelphie. Il s'agit d'une doctrine qui émane d'en haut et qui est offerte aux électeurs américains non pas comme la réponse naturelle à des aspirations manifestées par eux, mais comme la solution que Roosevelt personnellement croit devoir leur recommander.

La question de savoir si les masses américaines — dont l'évolution sociale et idéologique correspond à peu près à celles des masses européennes en 1904 — sont mûres pour franchir si vite une si longue étape — cette question reste ouverte. Au milieu des querelles embrouillées auxquelles donne lieu la campagne électorale en cours, elle est néanmoins la seule qui ait une importance réelle.

***

On a dit que l'accentuation de la politique de gauche du *New Deal*, telle qu'elle s'est manifestée à Philadelphie et dans le discours combattif du Président, était motivée par la constitution d'un tiers parti, le *Parti de l'union*, créant une menace de surenchère radicale. En jetant en pâture aux masses les « royautés économiques » et les « Princes des

privilèges », formules qui valent bien, on le concédera « les Deux Cents Familles », Roosevelt aurait voulu anéantir l'espoir, ouvertement manifesté par les républicains, de le voir déserté à la fois par les conservateurs et les extrémistes de gauche.

Nous ne pensons pas que Roosevelt agisse uniquement pour des raisons tactiques. Ses attaques de plus en plus véhémentes contre les féodalités économiques sont motivées par une antipathie congénitale et qui s'explique aisément. De naissance et de tradition, Roosevelt est un gentilhomme campagnard. Comme tel il est enclin à tenir en peu d'estime les hommes d'argent et les brasseurs d'affaires. D'autre part son intellectualisme le pousse à s'intéresser aux idées de réformes sociales les plus modernes, celles précisément que les hommes d'affaires pratiques considèrent comme dangereuses... Il y avait en France, à la fin du XVIIIe siècle, maints types semblables dans l'aristocratie...

Quoi qu'il en soit, Roosevelt, qu'aucune Nuit du Quatre Août ne tente ou ne menace encore, a su jusqu'à présent allier avec une grande habileté ses convictions personnelles aux nécessités de l'opportunisme politique et il paraîtrait que, si son coup de barre à gauche avait pour but d'enrayer le développement d'un tiers parti dangereux, il a réussi.

Ce tiers parti, dont le candidat présidentiel est le congressman William Lemke du North Dakota, a pour tactique de coaliser les forces assez disparates mises en branle par les démagogues de toutes espèces qui, au cours des dernières années, se sont agitées en marge du *New Deal*. A cause du retour des temps meilleurs, les chefs de ces mouvements troubles ont perdu beaucoup de leur prestige. Toutefois trois d'entre eux surnagent encore. Ce sont le Père Coughlin, le Prêtre-Radio organisateur de la Ligue pour la Justice sociale, le Révérend Gerald L. K. Smith, héritier spirituel de Huey Long qui voulait que chacun fût roi, et le docteur Townsend, inventeur du plan de retraite qui porte son nom et dont l'objet est, comme on sait, d'assurer à chacun à partir de soixante ans une rente viagère de 200 dollars par mois.

Le programme du candidat Lemke a été conçu de façon à recueillir l'adhésion de ceux que n'embarrassent pas les objec-

tions logiques et que séduisent les promesses du bonheur sous sa forme la plus simple. Le Parti de l'Union est un pigeonnier pour chimères. Coughlin, Townsend et Gerald Smith ont trouvé à s'y abriter et en sont sans contredit les plus beaux ornements. D'autres oiseaux miraculeux ne manqueront pas d'ici novembre d'y chercher refuge... On perdrait son temps à analyser le programme du congressman Lemke. Il est d'inspiration purement démagogique. Aucune personnalité sérieuse ne le soutient. Les socialistes comme les communistes le renient. Toutefois il est intéressant de noter qu'un certain nombre de commentateurs américains ont reconnu dans la convention des partisans de Townsend qui se réunit à Cleveland également, les symptômes classiques d'un mouvement fasciste à l'état larvaire. Mais ce jugement est inspiré davantage par la mode que par les faits. Tout ce qui n'est pas fascisme est communisme et vice versa, sans parler de tout ce qui est à la fois l'un et l'autre.

En réalité la coalition Lemke-Coughlin-Townsend-Smith n'est que la manifestation la plus récente de cette tendance curieuse de certains éléments arriérés de la population américaine qui produit tantôt une nouvelle secte religieuse, tantôt une croisade obscurantiste comme le Ku Klux Klan, tantôt un culte mystico-économique comme celui des Utopiens. A moins d'imprévu, il ne semble pas que le Parti de l'Union soit appelé à jouer un rôle important aux élections de novembre.

***

Beaucoup plus intéressante est l'importance qu'assume depuis quelque temps l'organisation des unions ouvrières et la personnalité du nouveau leader syndicaliste, John L. Lewis, chef du puissant syndicat des mines de charbon.

John Lewis est probablement l'homme le plus important en Amérique à l'heure actuelle, après Roosevelt. Extrêmement énergique, intelligent et audacieux, son but est d'inciter les masses ouvrières à prendre conscience d'elles-mêmes, en tant que classe et de leur faire jouer un rôle nettement politique. Il ambitionne de fonder un parti qui correspondra au Labour Party anglais. Pour le moment ses efforts se portent contre la *American Federation of Labour* même, dont le Président,

William Green, reste fermement attaché au principe de la neutralité politique et qui, selon la tradition du mouvement ouvrier américain, laisse à chaque travailleur toute liberté de voter pour les républicains ou pour les démocrates. John Lewis a ouvertement promis à Roosevelt que les masses ouvrières qui sont de sa dépendance voteront pour lui et contre Landon aux élections de novembre.

Cette promesse, étant donné le conflit dans lequel John Lewis est engagé en ce moment, représente un facteur capital dans les calculs des New Dealistes. John Lewis se propose en effet d'embrigader dans des unions syndicales fortement centralisées tous les ouvriers qui à l'heure actuelle sont répartis dans les unions locales organisées avec l'approbation et sous l'égide du patronat. Il vise principalement les industries du charbon et celles de l'acier dont il veut opérer la fusion. S'il réussit, il aura en mains près de 3 millions d'hommes et comme on compte que chaque ouvrier apporte avec lui deux ou trois voix, c'est 7 millions de suffrages que John Lewis peut donner à Roosevelt.

Le danger de cette alliance entre Roosevelt et le leader travailliste est apparu suffisamment grand aux yeux des républicains et des chefs d'industrie pour que le gouverneur Landon ait essayé dans son discours d'acceptation de Topeka, de promettre aux ouvriers les mêmes libertés syndicales que les démocrates. De leurs côtés, les puissantes industries de l'acier ont déjà accordé des augmentations de salaire et des vacances payées, dans l'espoir de désarmer John Lewis. Mais soit que le gouverneur Landon n'inspire pas confiance aux masses ouvrières, soit que John Lewis ait pris un parti irrévocable, il paraît probable que la grande majorité des voix ouvrières iront à Roosevelt.

En fait, il semble que la seule classe de la population qui soit entraînée à voter en bloc pour les démocrates soit la classe ouvrière. Toutes les autres se scinderont selon les exigences du régionalisme et des intérêts individuels.

***

Pour la plus grande masse des électeurs américains le choix bu'ils auront à faire en novembre sera quelque peu malaisé.

Il ne leur servira à rien de lire les programmes des deux partis, ni d'écouter leurs discours. Démocrates et républicains sont d'accord pour conserver les principales réformes accomplies au cours des dernières années. Les républicains désapprouvent les méthodes des *New Dealistes* et promettent d'administrer le pays d'une façon plus économique. Ils continueront à essayer de résoudre le problème du chômage. Les subsides aux agriculteurs ne seront pas suspendus. Les lois d'assurances sociales seront réformées mais maintenues. La principale différence est que cela ne devra rien coûter aux contribuables et que l'équilibre budgétaire sera rétabli rapidement. Comment ce miracle s'opérera, les républicains ne le disent pas, mais ils demandent qu'on leur fasse confiance sur ce point comme sur d'autres.

Du point de vue pratique donc, il n'importe guère que Roosevelt continue à assumer le pouvoir ou que Landon lui succède. Si Roosevelt est réélu, il aura à tenir compte d'une opposition désormais bien établie qui l'empêchera probablement d'expérimenter aussi librement qu'il a pu le faire jusqu'à présent. Si Landon triomphe, il aura contre lui un Congrès dominé par une majorité démocrate solide. En outre il ne pourra refuser l'héritage de son prédécesseur, ni négliger les immenses responsabilités qui en découlent.

De toutes manières le prochain Président des États-Unis devra subordonner son action aux nécessités économiques, car l'Américain moyen s'intéresse bien plus à ses affaires, surtout lorsqu'elles vont bien, qu'aux réformes sociales et aux vues politiques.

Il y aura sept ans dans quelques semaines que la grande pénitence américaine commençait par le retentissant effondrement du marché de Wall Street. Pendant ces sept années les États-Unis ont vécu des heures angoissantes et souvent tragiques. Aujourd'hui toutefois on est d'accord pour reconnaître que la tourmente est passée. Tous les indices sont favorables. L'année 1936 rejoindra probablement le niveau de 1929 quant au volume des affaires et de la production. L'année 1937, sauf accident imprévisible, marquera un nouveau record dans le progrès économique de ce prodigieux pays. La situation bancaire est beaucoup plus saine qu'au cours des années de la

Grande Prospérité. Les dépôts des épargnants ne cessent de croître. Les réserves sont reconstituées. Le crédit de l'État est intact.

Les deux seuls points noirs sont la persistance du chômage et le poids de la dette publique. En ce qui concerne le premier il est absolument impossible de se rendre compte d'une façon précise des progrès accomplis. Il n'existe pas de statistiques sûres. Les républicains affirment que les efforts de Roosevelt ont complètement échoué dans cette direction, mais les chiffres qu'ils citent sont aussi fantaisistes que ceux par lesquels les démocrates essaient de leur répondre. On doit donc se borner à une appréciation de la situation telle qu'on la voit lorsqu'on vit en Amérique et en comparant les années passées avec le présent. Or de ce point de vue il est évident que l'amélioration est indiscutable et l'on arrive à la conclusion que les chiffres qu'on cite aujourd'hui et qui oscillent entre 9 et 11 millions de chômeurs sont très exagérés ou bien que les estimations faites au plus fort de la crise étaient très au-dessous de la vérité. Il ne faut pas oublier qu'il y avait toujours, même en pleine prospérité, un nombre de chômeurs considérable, mais on ne s'intéressait pas à ce problème. L'effroyable misère des années de crise l'a mis en pleine lumière. La question de savoir si l'armée des chômeurs est une armée permanente ou si elle peut être résorbée entièrement reste ouverte. Nous tenons à dire toutefois que ce que nous avons pu voir personnellement des résultats obtenus par l'Administration des Grands Travaux (W. P. A.) dans différentes parties des États-Unis est non seulement encourageant, mais proprement admirable. L'Amérique sort de la crise avec des routes, des ponts, des canaux, des travaux d'art de toutes sortes, dont la grandeur et la simple beauté dépassent de loin tout ce qui existe dans le reste du monde.

En ce qui concerne le déficit budgétaire et le poids de la dette publique nous avons expliqué ici même (1er mars 1934) comment nous estimions alors que le Président Roosevelt avait établi ses calculs. Il s'engagea à fond dans une politique d'expansion de crédits et d'endettement, comptant que le pays une fois remis sur pied pourrait sans trop d'efforts payer la note des frais de rétablissement. Pour que l'opération réussît,

il était évidemment nécessaire que la reprise des affaires se produisît au moment prévu. Au début de 1934, le président Roosevelt laissa entendre que la dette publique atteindrait 32 milliards de dollars en juillet 1935 et qu'à partir de cette époque on pouvait espérer tout d'abord une période de plafonnement, puis une période de réduction. A la fin du dernier exercice financier (1er juillet 1936), la dette approcha de 34 milliards de dollars, mais il faut comprendre dans ce chiffre le trou imprévu de près de 2 milliards de dollars causé par le paiement du bonus des vétérans.

En résumé, comme on peut le voir, les prédictions faites il y a plus de deux ans se sont, dans l'ensemble, réalisées. Cela n'empêche pas les républicains et la plupart des démocrates de critiquer véhémentement la politique dépensière de l'administration; mais si l'on essaie de juger la situation dans son ensemble et surtout en tenant compte du soulagement indéniable qu'apporte l'amélioration constante de l'économie privée, il ne paraît pas que le poids de la dette soit suffisant pour briser l'essor général que l'on constate en ce moment.

Les adversaires de Roosevelt affirment que la politique du Président n'est pour rien dans ce rétablissement et qu'au contraire la situation serait encore bien meilleure s'il n'avait freiné la reprise par ces folles idées de réforme et par les craintes qu'il perpétue. Ni les partisans ni les adversaires du *New Deal* ne sont en mesure de prouver le bien-fondé ou la fausseté de cette affirmation gratuite.

Le fait essentiel est que l'immense majorité des Américains sont maintenant convaincus que les mauvais jours sont passés. Ceux qui sont de bonne foi reconnaissent que Roosevelt lui-même ne peut pas renverser le mouvement ascensionnel des courbes économiques. Landon pourrait lever quelques restrictions, ce qui transformerait la reprise régulière en un *boom* brusque — espoir qui fait frémir d'impatience ceux qui ont conservé la nostalgie des années précédant la crise — mais, du point de vue pratique, on ne voit pas en quoi le cours probable des événements serait modifié.

Le problème des élections est donc d'ordre moral et politique. Les électeurs devront dégager les éléments essentiels de vérité que contiennent les accusations passionnées qu'on se

lance à la tête de part et d'autre. Ce ne sera pas commode, précisément à cause du caractère insaisissable et invérifiable de la plupart de ces accusations.

Roosevelt est-il, oui ou non, l'Ennemi Public N° I des vertus fondamentales et des traditions dont dépendent pour tous les temps la grandeur et la force de son pays?

Les réformes qu'il préconise sont-elles nécessaires? L'Amérique est-elle entraînée fatalement dans la même évolution que les autres pays civilisés ou ne se doit-elle pas de la retarder le plus longtemps possible et même de démontrer par son exemple que cette évolution n'est pas la seule possible?

Roosevelt est-il sincèrement convaincu de l'excellence intrinsèque des institutions de son pays ou rêve-t-il d'étendre son pouvoir personnel aux dépens de la liberté de chacun?

Telles sont quelques-unes des questions qu'auront à résoudre les électeurs américains.

Elles sont par elles-mêmes d'ordre essentiellement spéculatif, mais l'atmosphère enfiévrée de la campagne électorale et le déchaînement des passions personnelles les rend plus confuses encore.

Le gouverneur Landon ne suscite ni enthousiasme, ni animosité. L'obscurité le protège et sert à donner plus de relief encore aux querelles dont est l'objet la personne de son rival. Les partis pris contre Roosevelt s'expriment avec une violence qui, pour un observateur indépendant, frise le ridicule. J'ai entendu des gens parfaitement raisonnables par ailleurs souhaiter ouvertement la mort du Président. Dans le *Harper's Magazine* du mois d'août, une revue qui comme tenue correspond sensiblement à la *Revue de Paris*, on trouve sous la signature d'un collaborateur des phrases comme celles-ci : « Je hais Roosevelt. D'une façon définitive, articulée, vociférée, je hais Roosevelt. »

Ceci n'est qu'un échantillon entre mille.

Il faut reconnaître d'ailleurs que ceux qui prennent tant à cœur le conflit politique qu'ils vont avoir à trancher sont une minorité. La masse des électeurs ne nous paraît pas profondément émue par les calamités qu'on lui annonce dans le cas où l'un ou l'autre candidat triomphera de son rival.

L'Amérique est un heureux pays. Ce qui préoccupe vrai-

ment ses habitants c'est le retour plus ou moins rapide de la Prospérité. Les masses sentent instinctivement qu'il importe assez peu en somme que M. Landon s'installe à la Maison Blanche au mois de mars prochain ou que M. Roosevelt y renouvelle un bail de quatre ans. « Politique d'abord » est une formule qui ferait hausser les épaules à tout Américain sain d'esprit.

Certains dirigeants de la pensée américaine se plaignent de cette insouciance des masses vis-à-vis des problèmes politiques. Ils ont peut-être tort. Les Américains subordonnent la politique à la vie parce que leur vie n'est que très faiblement affectée par la politique.

A un ami qui m'expliquait les conséquences effroyables de la politique de Roosevelt sur les générations futures, je ne pus m'empêcher de répondre que pour nous Européens c'était le lendemain et parfois le jour même que nous ressentions les effets de nos actes politiques et que si l'Europe vivait dans un tel sentiment d'angoisse c'était parce que chacun savait qu'il suffisait d'un vote ou d'une bagarre de rue pour précipiter n'importe quelle catastrophe.

— C'est bien possible, me dit-il, mais vous ne voudriez pas que nous en arrivions jamais là où vous êtes...

Les Américains ne sont pas d'accord entre eux sur les avantages ou les inconvénients qu'ils auraient à changer le personnel de ce service d'importance secondaire qu'est leur gouvernement, mais ils sont unis — sans aucune exception — dans leur volonté bien arrêtée de ne pas suivre l'exemple de l'Europe.

... Les anges et les démons peuvent continuer à traverser l'Atlantique. Ils peuvent se poser ici ou là pour fournir au bon moment une belle péroraison à un orateur politique dénonçant ses adversaires comme les suppôts du fascisme, du communisme ou autres monstres inventés par le Vieux Monde. Ils peuvent inspirer les prophéties d'un chroniqueur. Ils peuvent donner des cauchemars aux *business men* nerveux ou des illusions aux idéalistes et aux réformateurs. Ils useront leurs ailes contre cette forteresse intacte de la démocratie capitaliste et bourgeoise que représentent les États-Unis vainqueurs de la crise.

R. DE ROUSSY DE SALES

LETTRES A L'ÉTRANGÈRE[1]

Mardi 27 [juillet].

Hier, chère, je n'ai pas pu écrire. Deux ouvriers de Fabre sont venus et ont employé toute la journée à monter la bibliothèque que vous savez dans la pièce qui mène à la galerie, et ils ont tapé, cogné et empuanti l'appartement. J'ai lu pendant tout ce temps. Voilà la journée, et il n'y en a plus que quelques-unes comme celle-là à passer. D'ici à la fin de mois tout sera fini, j'espère. Je n'ai pas cessé de penser à nous, avec une force de souvenirs qui m'a rendu mon isolement insupportable. Au lieu de s'affaiblir, la nostalgie augmente et je ne sais que devenir. Les larmes, par moments, me gagnent; sans raison, je me sens le cœur gonflé; j'ai des palpitations étranges, et je souffre physiquement de quelque chose dans l'âme, qui se dilate. Je ne suis plus le maître de ma pensée, et je n'ai plus de pensée à vrai dire. Je n'ai qu'un cœur et j'en souffre. Voilà l'histoire de ma journée d'hier, et j'attends avec impatience l'effet de l'air natal. A la lettre, je ne vis pas; le principe de ma vie n'est pas en moi. Le temps que le cher petit loup regrette ou paraît regretter de m'avoir donné, me rend la vie actuelle insupportable; enfin, vous ne me croirez sans doute pas, car cette croyance contrariera vos projets actuels, mais la vue de cette maison, faite pour une vie rêvée, est comme un poison mortel, et je vais chez M. Margone pour savoir si je respirerai sans ce poison dans le cœur. Voir sous mes yeux, à toute heure, tant de choses qui me disent la

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 août et 1er septembre.

vie que je souhaite et qui est si loin de moi, m'assassine. Si je vais mieux qu'ici à Saché, je prendrai, au retour, une mansarde à deux cents francs par an, dans le faubourg du Roule, à deux pas de la maison, et je verrai si j'y puis travailler. Si j'y travaille, je suis sauvé. Cela paraîtra bien original. Mais à qui faire croire qu'à quarante-huit ans on est atteint comme *le Jeune Malade* de Chénier. Je me demande à moi-même si c'est un effet de mon excessive imagination. Mais en me tâtant le pouls, je sens bien la maladie. Elle est bien réelle. J'aime comme une femme et avec l'énergie d'un homme. Dans notre intérêt commun, il faut que je reste ici, que je travaille, que j'accomplisse ma tâche. La raison me le dit; les chiffres que je pose sur le papier me le répètent. Mais que faire contre un marasme de corps et d'esprit? Voici un kilogramme de café bu sans que mes facultés se réveillent. Et si vous saviez avec quelle ferveur je voudrais travailler! Comme je voudrais vous prouver que je suis capable de ne rien dépenser, de payer tout ce que je dois, et de conserver le trésor louploup intact! Mais pas de loup, pas de minou, pas de lettres ou quelques lettres rares, et huit cents lieues à faire pour revoir la troupe, des obligations à jour fixe! Tenez, c'est le supplice de la roue; je suis roulé à tout moment. Je ne peux parler à personne; je me consume; je ne vois et ne veux voir personne. Mais je devrais avoir la force de vous cacher tout cela, car je vous fais de la peine, à moins que vous ne disiez en lisant ceci : « Copie, copie, *mon cher Monsieur* ». Croyez-le, si vous voulez. Je n'ai pas la force de me fâcher; je suis hébété de douleur. Je dévore avec une amertume de pénitence, les reproches terribles que vous m'avez faits dans un instant où vous n'aviez plus votre tête, et je me dis que je les mérite, que je devais veiller sur mon trésor mieux que cela. Je n'accuse pas cet infernal hasard. Je suis dévoré par le chagrin; je ne me pardonne rien. Tout, chez moi, grandit par le souvenir et par le temps. Je suis l'opposé des autres natures. Tous mes torts sont involontaires. C'est l'effet de mes malheurs, du hasard. Mais ils ont produit des souffrances, des maux réels, et ils ont causé de la douleur à celle pour qui je voudrais être tout joie, que j'aime comme on n'a jamais aimé, qui devrait être fière de moi, et qui m'a couvert de mépris, dont l'âme

pure et pieuse est troublée. Allez, je ne me cache rien; je me déchire moi-même plus cruellement qu'elle ne peut le faire; je passe mes jours à cela; je ne me crois pas destiné à être heureux; j'enfante des montagnes de chagrins. Oh, comme je voudrais être lancé dans le travail! Et le travail, qui m'a sauvé tant de fois de mille désespoirs, est impuissant contre celui-ci, qui dure depuis trois mois, car j'ai bien souffert à Francfort, et, dans ce voyage, je vous ai bien caché la plaie dans laquelle vous fouilliez!

Allons, il faut s'arrêter. Si je vous disais tout, j'écrirais des volumes, et ces volumes-là vous attristeraient. Sur ce ton-là je dois interrompre et reprendre demain, si je puis avoir le courage de penser à autre chose.

Adieu pour aujourd'hui; mille tendresses et à demain. Vous m'avez souvent écrit vos tristesses; voilà les miennes. Que Dieu vous donne la santé, vous maintienne belle et jeune!

Mercredi 28 [juillet].

Voici la fête de ma mère, celle de madame Gavault. C'est une dépense de cent francs tous les ans[1].

Les actions du Nord baissent toujours, et les recettes augmentent. Elles sont à trois cent vingt mille francs par semaine. Elles seront à six cent mille francs, l'an prochain, quand on transportera les charbons, et que les habitudes seront prises. Mais il faut aller jusque-là, en versant toujours, et il y aura un versement de douze mille francs en 1848, dans les trois premiers mois. Oh! comme je voudrais pouvoir gagner beaucoup d'argent et pouvoir acheter deux cent soixante-quinze actions pendant cette baisse! Tout serait réparé. Je pourrais tout vendre à la première hausse. Voici bien près de cent mille francs que j'ai mis dans cette maison, cent cinquante mille francs, quand j'aurai remboursé Gossart et Rostchild, car tout ce que vous m'avez remis aura fait les versements. Voici trente mille francs de versés, et quatre-vingt-seize mille francs d'acquisition; c'est cent trente-cinq mille francs, que cela représente. Or, pour trouver cent trente-cinq mille francs, qui donnent cette somme et les intérêts, il faut que les actions soient à huit cent cinquante

1. La Sainte Anne tombe le 26 juillet. Balzac se trompe donc de nouveau.

francs, et elles sont à cinq cent soixante-cinq. En achetant en ce moment deux cent soixante-quinze actions, qui coûteraient quatre-vingt-sept mille francs, on aurait cinq cents actions, pour deux cent treize mille francs (cent vingt-six et quatre-vingt-sept), ce qui permettrait de vendre à sept cents francs, et, à sept cents francs, on aurait deux cent vingt-cinq mille francs, c'est-à-dire douze mille francs de bénéfice, et vingt-quatre mille, à sept cent cinquante. Voilà comme les riches ne peuvent rien perdre, tandis qu'en ce moment, il y a des gens qui sont, à la lettre, ruinés. Ils vendent à deux cents francs de perte. Aussi regrettai-je bien la maison de la rue *infortunée*. Je vous déclare que si mon cher loup pouvait quoi que ce soit, j'achèterais des actions, et je travaillerais comme un lion, pour payer mes dettes.

Savez-vous que le grrrrand auteur de la grrrrande *Comédie Humaine* compte tous les jours avec sa cuisinière, et qu'il ne dépense en moyenne, que un franc cinquante centimes par jour, par tête, et qu'il se prive de tout avec joie, comme vous, de votre côté? Allez, il veut être et il sera digne de son cher loup.

Mercredi 28 [juillet].

Hier a été une journée perdue. Il a fallu souhaiter la fête à deux Anne, madame Gavault et ma mère. Or, madame Gavault est toujours à la campagne, il s'agit de trouver une jolie bêtise acceptable. J'y mets ordinairement vingt francs. J'ai trouvé deux vases en porcelaine, hauts de cinq pouces tout au plus, de la fabrique qui adossait deux C ainsi, ƆC mais délicieux et à rendre une femme folle, tant ils sont mignons. Cela surpasse les plus grandes délicatesses du vieux Saxe, et d'un bleu à ravir. C'est deux turquoises creusées. Cela m'a coûté quinze francs. On mettra deux fleurs pour le jour de l'arrivée de madame Gavault. Puis, j'ai remis quarante francs à ma mère, en la priant de s'acheter ce qui lui fera le plus de plaisir. J'ai dîné chez ma sœur, avec madame Caraud, qui est à Paris, et qui déjeunera avec moi samedi. J'ai eu pour onze francs de voitures. J'ai vu deux bien délicieuses choses, un groupe en Saxe, chez Chapsal, qui ne valait que trente à quarante francs, et qui est un chef-d'œuvre. Je n'ai rien acheté. C'est la dernière fois que j'entre chez les mar-

chands, avant d'y pouvoir aller avec mon loup. Telle est ma résolution.

Enfin, l'inspiration est venue; j'ai *vu* mon sujet pour *le Théâtre comme il est*. Je suis allé annoncer à Bertin qu'il aurait un bel ouvrage et un succès, et il m'a dit ne pouvoir le publier qu'en septembre. Il y a quelque chose d'obligé, la relation de la captivité d'Escoffier[1]. Ça m'a vivement contrarié. Maintenant, il me faut des renseignements sur la vie des acteurs en province, un modèle de leurs engagements, etc. Je vais faire, alors, deux *nouvelles*, pour payer la *Presse*. Comme j'ai dîné hier chez ma sœur, je ne suis rentré qu'à neuf heures et demie. Ce matin, je ne me suis levé qu'à cinq heures et demie et il est sept heures. Il faut vous dire adieu pour aujourd'hui.

Il y a deux ans, Zéphirine, Atala et Bilboquet roulaient vers Bourges, à cette heure, quittant Orléans, et riaient de passer un grigou, qui ne voulait pas leur donner la priorité!

Allons, à demain, et mille caressantes choses, en souvenir du Bœuf et de la Boule d'or, où vous avez fait connaissance avec le vin de Vouvray, et où Zéphirine faisait la petite bouche sur l'article Zorzi! et ne voulait pas admettre qu'elle l'aimerait mieux que sa *ch'man*! Je lui vois encore les larmes aux yeux, chère petite. Priez madame Zorzi de regarder ce soir où vous lirez cette page, son livre de gravures, et d'y regarder les édifices d'Orléans. Je vous apporterai les villes[2]; on les a merveilleusement faites. On a fait Valence! Non le cœur m'a battu en me souvenant des aventures thérapeutiques, et de la promenade, le matin, au bord du Rhône.

Allons, il faut faire taire dame Mémoire; elle est, sur tous ces sujets, excessivement babillarde. Adieu donc.

Jeudi 29 [juillet].

Hier encore, rien fait. J'ai eu Ballard toute la matinée, pour affaires importantes, et il m'a tenu jusqu'à deux heures à me raconter mille choses sur la fondation du journal que vont

1. Le trompette Escoffier, du 2e chasseurs, avait été fait prisonnier par les Arabes, le 21 septembre 1843, au combat de Sidi-Yussef. Le récit de sa captivité par Ernest Alby, parut en feuilleton dans les *Débats* du 29 juillet au 29 août 1847.

2. C'est-à-dire les villes qui rappelaient à Balzac et à madame Hanska des souvenirs d'amour. Balzac en comptait vingt-quatre dont il avait fait exécuter des images symboliques. Cf. *Lettres à l'Étrangère*, III, 150.

faire les conservateurs. C'est excessivement curieux. Mais il y a pour moi possibilité d'y placer *les Paysans*, et vous comprenez que j'avais bien besoin de faire en sorte que ce fût un accident de la conversation. Le jeune Ballard n'y va pas de main morte. Il dit que la petite maison de la rue Fortunée vaut, telle qu'elle est, beaucoup plus d'un million. Ah, si quelqu'un voulait le donner, comme il serait pris avec reconnaissance! Je prendrais même cinq cent mille francs, n'est-ce pas? D'ailleurs M. Ramée, architecte du gouvernement, prétend que ce sera facile à trouver. Oh, comme je payerais les cent cinquante-sept mille francs de dettes, comme je placerais le reste, et comme j'irais me faire intendant, à Pawufka, de madame la Comtesse Ève, en secouant la poussière de ma patrie, au dernier relai! Si vous avez horreur de Pantin, il faudra bien en venir là. C'est pour cela que je voudrais payer tout ce qui est dû sur la maison, et qui va à la somme de cent mille francs, tout rond.

On vient d'apporter la table du salon; on a été trois mois à la dorer. Mais c'est une crâne chose et digne d'un palais de souverain. Elle pourra décider l'acquisition de votre hôtel, s'il vous déplaît, chère belle souveraine. Je ne sais pas si M. Paillard va m'envoyer le candélabre de mon cabinet.

J'ai tous les jours un peu de fièvre, et je ne puis pas croire qu'avec un caractère énergique comme le mien, le chagrin puisse me miner à ce point. Il est vrai que pour des âmes comme la mienne, le plus cruel de tous les supplices, c'est d'avoir fait de la peine à celle qu'on aime, et quand je pense à tout ce que mon petit Évelin chéri a souffert et à ce qu'il m'a dit, je sens que ce souvenir, tous les jours plus violent, attaque les sources de la vie.

Adieu pour aujourd'hui; cette lettre partira demain. Je vais dîner, avec madame Caraud, chez ma sœur, ce soir. Ah, Wolf m'a écrit une lettre qui contient une lettre de change de huit cents francs, payable au 1er mars 1848. Est-ce bien huit cents francs que nous lui redevons, et dois-je le solder à Paris? Il a l'air de ne rien envoyer tant il est, dit-il, chagrin de ce qui est arrivé. Je vais lui retourner un billet de huit cents francs, pour solde de tout compte jusqu'à ce jour.

Mille tendresses.

Vendredi 30 [juillet].

Adieu, je vous envoie aujourd'hui le *journal* fidèle de la décade peu philosophique[1] de votre pauvre serviteur. Vous recevrez le *journal* du 10, de Saché, car j'y resterai jusqu'à ce jour-là au moins. Je pars le 1er août à sept heures du matin. Si je vais dix jours à Saché, c'est pour tenter un suprême et dernier effort contre la langueur qui me tue. Si j'y reprends le courage, la force et la santé, je suis décidé à quitter la rue Fortunée, à prendre une petite mansarde à côté. J'y viendrai tous les jours soigner l'habitation. Mais il me sera prouvé que je ne peux pas vivre là où tout me parle d'un bonheur, que je vois ou crois en question. Et si rien ne guérit ce noir chagrin, que je n'ai jamais éprouvé de ma vie, je vous demanderai de me permettre d'aller à Wierzchownia, malgré les inconvénients que vous y voyez, car, alors, il s'agira de vivre!

Hier, j'ai essayé de me distraire, et suis allé à l'Hippodrome, où je me suis ennuyé impérialement. J'ai même souffert d'être là. Puis, je suis allé dîner chez ma sœur. On a fait un petit lansquenet à deux sous, et j'ai constamment perdu. J'ai perdu quarante francs. C'est trop pour moi; mais j'ai imaginé que ce guignon serait l'indice d'un bonheur ailleurs, et je n'ose croire à du bonheur. Je suis comme engourdi, comme un homme qui se réveille et ne sait où il est. Ma vie est un rêve pénible et j'ai un cauchemar, tout éveillé. Je n'ai qu'un moment de bon dans cette journée si lourde, si pesante, si sombre; c'est celui pendant lequel je vous écris, car mes souvenirs sont tous trempés de l'amertume du moment. Je me suis supprimé toutes mes distractions, car je n'entre même plus chez les marchands de curiosités. Qu'y ferais-je? Tout ce qu'il faut de mobilier est, à quinze ou vingt objets près, complet, et vous croyez que j'ai eu ce goût-là, que c'est un plaisir personnel! Vous me l'avez fait tomber par un mot, et je n'ai ni un regret, ni un souci, excepté de payer les trois mille francs que je dois. Il en est de ce *goût*, comme de la petite boîte de Francfort que je n'aurai jamais, car ce serait une répulsion perpétuelle, un coup de canif éternel. Maintenant, je pleure comme un enfant, tous les matins; j'ai la

1. Par allusion à la revue intitulée *la Décade philosophique*.

douleur de la bête abandonnée; elle est très muette, elle doit se concentrer. A qui la dire? Où prendre des consolations? Si j'avais la certitude de revoir mon loup, tout cesserait peut-être; mais, peut-il me promettre cela? Cette vie est indispensable à ma vie, et telle indispensable, que je ne sais pas si je puis aller jusqu'au payement de mes obligations. J'ai l'âme encore assez forte; mais le physique est atteint; il y a nostalgie complète. L'air m'est mortel; la nourriture ne me nourrit pas; rien ne me distrait; je ne sais pas ce que j'ai. Je suis déplanté ou dans la mauvaise terre. Je vais donc, après demain, à Tours, voir si je reprendrai. Dieu le veuille. Même en me lisant, historien de mon propre mal, vous ne pouvez pas en soupçonner l'étendue. Je n'ose pas vous le dire, car vous ririez peut-être de la plus sainte douleur, du désespoir le plus profond que j'ai eu dans la vie, et qui me font souhaiter une maladie mortelle. Ma tête est constamment vide; je la sens sur moi comme quelque chose de creux, de gênant. Je regrette votre sœur et, à mon retour, j'irai voir Lirette. Elle ne se doute pas, Lirette, que les ouvriers ne m'ont pas laissé un jour de libre, et que j'ai encore les peintres et les tapissiers.

Allons, adieu, chère et trop aimée comtesse. Laissez-moi mon soleil bien brillant; qu'il m'envoie ses plus chauds rayons! Dites-moi bien tout ce qui vous regarde et tout ce qui concerne les chers Gringalets aimés, chéris, ces heureux enfants, si doux, si spirituels, si dignes d'être adorés, purs, nobles et sans fautes dans leur vie, et à qui l'on sacrifie tout avec bonheur. Soyez prolixe, ne m'envoyez plus de petite lettre, écrite au moment; soyez bien douce pour l'absent; daignez le connaître mieux que vous ne le connaissez. Aimez-le toujours, car vous êtes tout pour lui, tout! les plaisirs infinis, particuliers aux deux loups peuvent être bien souhaités; mais ce n'est pas là la cause de la nostalgie. C'est la communication immédiate, le rayonnement de l'âme sur l'âme, toutes ces mystérieuses choses qui s'étendent par la privation, qu'on s'explique alors et qu'on souhaite avec une ardeur fiévreuse! « Copie, copie, mon *cher Monsieur* », dit le loup moqueur, de sa chère petite voix. Oui, copie signée : douleur et amer chagrin, deux collaborateurs qui détruisent la vie!

Je me suis dit ce matin : « Écrivons-lui gaiement, en lui

disant adieu », et voilà ce qui est venu sur ma plume! Allons, mille caressantes choses; bien des tendresses au minou, et soignez bien votre beauté, votre santé, toutes ces belles choses privilégiées qui vous font vous. « Elle est si douce », dit madame Alibert! Je n'ai besoin de vous dire ce que je dis aux enfants. Que Dieu vous donne à tous le bonheur, la paix, et à moi seul les fautes, les chagrins!

Avec quelle précipitation vous m'avez dit de faire la candidature Ballanche! Je ne m'en occuperai pas.

A Madame la Comtesse Georges Mniszech
à Wierzchownia, par Berditcheff.

[Paris, 25 juillet 1847.]

Ma chère gentille Zéphirine,

Quand notre bon et narquois Georges disait : « Que fait à cette heure, M. Aduci[1] ou le prince de Théano? », il proclamait en riant une grande vérité, c'est qu'un des tourments que nous cause une séparation, entre nous et les êtres aimés, c'est d'ignorer les menus détails de leur existence, et, quand nous voyagions, je savais tout de vous, de Zorzi et de votre divine maman. Voilà que je ne sais plus rien. Je sais que vous avez perdu votre oncle, que vous avez des embarras de plus et pas de capitaux, lesquels ont disparu miraculeusement, que Zorzi court les champs. Mais ce n'est pas assez; votre adorée maman ne me dit rien de ce que vous faites. Comment êtes-vous? Que faites-vous? Comment vivez-vous? De grâce, vous qui êtes en dehors de l'administration, à qui, je le suppose, on ôte à l'envi les épines de la vie, comme toujours, et qui pouvez avoir un brin de temps à vous, écrivez donc au pauvre Bilboche une longue lettre, où vous m'expliquerez tout, et comment vous a paru Wierzchownia, après vos voyages et si vous êtes bien heureuse. J'ai beau le supposer et le savoir, je voudrais toujours vous l'entendre dire. Cela me consolerait comme on console un enfant par un chant.

Je suis devenu pis qu'un enfant. Rien ne m'amuse, hors de

1. Aduci, naturaliste réputé (*Lettres à l'Étrangère*, III, 262).

penser à vous trois. Je ne travaille plus; je n'ai de goût à rien; j'ai toujours vos rires dans l'oreille, et les regards de votre chère maman dans le cœur, comme une lumière, et les plaisanteries de Georges, comme la broderie de l'étoffe. On me surprend disant : « *C'est un pâté de Baveno*[1] ! » et l'on me demande ce que cela veut dire.

Ma maison m'est odieuse, la littérature stupide, et je me croise les bras, tandis que je devrais travailler. Aussi, ai-je formé le projet de vendre la maison et tout le *bataclan* (souvenir de Schwab), et de venir m'établir professeur de français, de danse et de belles manières, en Ukrayne, à *un paysan*[2] par mois. Je vais aller à Saint-Pétersbourg, demander du service à Sa Majesté, fût-ce dans la police, en Ukrayne.

Votre chère maman m'écrit très peu, et me défend l'Ukrayne. Ces deux propositions me semblent contre nature. Vous avez donc bien peu de temps à vous, dans cette heure promise du blé, du froment, et autres céréales, que vous n'écrivez point? Du moment où Zorzi soigne les intérêts de sa chère femme, je l'absous; il ne doit pas écrire autre chose que des comptes, et surveiller l'administration, car dans cette surveillance agronomique et industrielle est votre tranquillité, votre bonheur, et j'ai appris cela avec bien du plaisir. D'abord, votre chère maman va pouvoir se décharger du fardeau qu'elle a porté pendant six ans bientôt[3]. Donc, si vous êtes toujours la bonne et gentille, svelte et généreuse Zéphirine qui, vous le savez, repasse, dans la pièce[4], les pantalons de la troupe, modèle de dévouement, vous m'écrirez un volume critique, laudatif, descriptif, physiologique et complet sur la capitale, embaumée de fleurs, de vos états. Surtout, sur madame la Reine-mère, et sur tous les individus qui composent la cour, y compris le

1. On se souvient que Balzac et ses trois amis avaient fait ensemble un voyage en Italie. C'est de Baveno, sur le lac Majeur, que l'on s'embarque pour la visite des îles Borromées.

2. On sait que la valeur des domaines en Russie était jadis évaluée en paysans, en âmes. Cette comptabilité forme le sujet d'un célèbre roman de Gogol, *Les âmes mortes*.

3. Depuis la mort de son mari, Wenceslas Hanski, survenue le 10 novembre 1841.

4. La fameuse pièce des *Saltimbanques*, parade de Dumersan et Varin. Cf. *Lettres à l'Étrangère*, III, 29 et 78.

Rotschild du pays, l'illustre Halpérine[1], le Dupuytren M. Knotté[2], les sœurs de Constance, qui est à Paris, car les Wylezynski[3] y sont venus et en sont partis.

Votre tante Aline baigne ses pieds et trempe ses deux filles dans l'Océan, à Granville, et çà a été une perte pour moi, car je causais de vous tous avec elle. Maintenant, pour pouvoir redire vos noms à d'autres oreilles que les miennes, je vais allez chercher Lirette[4] dans son couvent?

Je vais mettre le portrait de Wierzchownia dans mon escalier, en face de la porte d'entrée de *mes appartements*, en sorte qu'à tout moment je verrai le toit rouge[5], la pelouse, l'eau de l'étang, et ce pays où je vis en rêve, tandis que j'existe en réalité dans Paris, désert pour moi et tout à fait inhabitable. Quelle puissance que l'ennui! Quel poison! Voilà la première fois que je le connais dans la vie. On est moins malheureux par l'ignorance du bien, que par le regret de n'en plus jouir. Je me suis tant accoutumé à vous trois, que la vie m'est devenue insupportable, et rien ne peut me distraire. Me voilà comme un chien sans maître, et qui ne veut que celui qu'il a perdu. Comme les affamés qui n'ont pas trouvé à Orta[6] assez de tripe, je pique soigneusement les miettes du dîner et je les déguste; je me rappelle les incidents de nos voyages. Ah, si je pouvais les publier, quel beau livre je ferais! Quelle magnifique description que celle de notre visite aux îles Borromées, où jamais la troupe n'a eu plus l'air de ce qu'elle n'était pas.

Allons, adieu, chère gentille fleur du voyage, vous à qui tout le monde sourit, et qui souriez à tout. Soyez bien heureuse; pensez à ne pas laisser votre vieil ami bien sincère, bien dévoué, dont le dévouement ne sert à rien (c'est l'art

1. Le banquier de madame Hanska qui possédait des comptoirs à Berditcheff et à Brody. Cf. *Lettre sur Kiew* (*Les Cahiers Balzaciens*, n° 7).

2. Ou, plus exactement, Knothé, le médecin de Wierzchownia, que Balzac comparait, élogieusement, à son *Médecin de campagne* (*Corresp.*, II, 399).

3. Séverine et Denise Wylezynska, nièces de Wenceslas Hanski, qui vivaient à Wierzchownia.

4. C'est-à-dire Henriette Borel, ancienne gouvernante d'Anna, devenue visitandine (*Lettres à l'Étrangère*, III, 49, 51, 52).

5. On trouvera une description de Balzac arrivant à Wierzchownia dans la *Lettre sur Kiew* (*Les Cahiers Balzaciens*, n° 7).

6. Sur le lac du même nom, voisin du lac Majeur.

pour l'art!), à ne pas le laisser sans nouvelles de ceux qu'il aime. Mille tendres choses à votre aimé Zorzi, et dites-vous bien que vous êtes bien regrettés par moi. C'est ajouter à votre bonheur le bouquet du pauvre de la route, qui espère un sou, un regard, en échange de sa prière[1]!

A madame Hanska, à Wierzchownia, près Berditcheff.

[Paris, 31 juillet-10 août 1847.]
[Samedi] 31 juillet.

Aucun des effets qui devaient venir n'est venu. Il est huit heures du soir. Lefébure travaille encore à monter le lit blanc et or, et je suis accablé de sommeil. Je vais me coucher.

Je croyais partir demain dimanche pour Saché[2], et y dîner. J'ai reçu, au moment où je faisais mes paquets, une lettre de lui[3], qui me dit qu'il revient de Vichy et qu'il est obligé pour ses affaires de venir à Paris.

Senlis a apporté l'étagère, et M. Santi est venu m'apporter des mémoires à terminer. Tout cela a pris ma journée. J'ai toujours un peu de fièvre, et un abattement à quitter la vie. J'espère beaucoup de l'air natal.

[Dimanche] 1er août.

Couché hier à huit heures et demie, je me lève à cinq heures et demie et j'ai la fièvre, une petite fièvre qui ressemble à ces pluies fines qui vont toujours. Mes yeux se remplissent de larmes sans cause ni raison. Si mes billets étaient venus hier, je serais parti pour Tours tout de même, et je me serais logé n'importe où, c'est-à-dire à la Boule d'Or, dans une certaine chambre où mon loup a tant souffert. Comme je me rappelle cela! Cette passion subie pour moi redouble mes chagrins et fait arriver mes sentiments à un degré qui ne peut se nommer

1. On lit à l'intérieur de l'enveloppe de cette lettre : « *La Marâtre*. Personnages : M. de Bordas. Madame de Bordas. Marie, fille de M. Bordas. Juste Verdier, premier commis. Amaury. Bonnin, commis voyageur. Jean, valet de chambre. Zéphirine, femme de chambre. » Le nom de Zéphirine, donné à la femme de chambre, est une amicale reminiscence du surnom familier d'Anna Mniszech.
2. La propriété de M. de Margonne, en Touraine, près d'Azay-le-Rideau.
3. C'est-à-dire de M. de Margonne.

que *souffrance*. Je n'aurai pas la force d'attendre à l'an prochain; tout est usé en moi. Le bonheur seul peut me rendre à la vie et à la force de créer. Quand mes chers amis étaient à quelque distance de moi, j'avais encore de la force; mais je suis comme le Lapon : je ne sens plus le soleil; je suis dans les glaces, et tout est comprimé en moi par le froid.

Comment, tant d'amour, tant de luttes, tant d'espoirs, tant de foi, tant de travaux, tant d'affection, de dévouement seraient inutiles! Je vous vois empêtrés d'affaires; je vous vois, vous, moins avancée qu'à Saint-Pétersbourg! Je suis comme le voyageur qui a épuisé ses forces en vue du port.

Je viens de prendre une monstrueuse tasse de café. Je vais essayer du travail, aujourd'hui même.

Adieu, chère comtesse aimée. Dans vingt jours je pourrais être en route, si vous le vouliez, et si nous pouvions envoyer, en février 1848, trente mille francs. Cette dernière chose est peut-être impossible, et alors je dois rester à travailler.

Mille bénédictions enveloppées dans des tendresses infinies. Aimée comme vous l'êtes, pourquoi ne seriez-vous pas heureuse? Je fais tout ce que vous ordonnez. Il n'y a plus de marchands de bric-à-brac pour moi. Je n'achèterai plus jamais rien. J'ai dépensé dans mon mois quatre cent quatre-vingt-dix francs, dont deux cent trente environ de choses qui ne regardent pas la cuisine. C'est un mois cher, car il y a eu cent vingt francs pour les fêtes de la sainte Anne[1]. Les gages, et la cuisine pour trois, vont à deux cent cinquante-sept francs. C'est trop cher. Je verrai ce que sera le mois d'août. Tout est écrit.

Le mémoire du peintre est soldé. Il va à quatre mille quatre cents francs. Il y a, en plus, quinze cents francs de dorures, et quinze cents francs de décor. Ainsi, c'est sept mille cinq cents francs pour la peinture, la dorure et le décor. La maçonnerie ira à sept mille cinq cents francs. La fumisterie est réglée; elle va à trois mille cinq cents francs. La menuiserie ira à quatre mille francs. Le couvreur en demande autant. La serrurerie ira à trois mille francs. Au total, je crois que je me tiendrai à

1. Balzac avait à souhaiter, le 26 juillet, la fête de Sainte Anne à trois personnes au moins : à sa mère, à la fille de madame Hanska, à madame Gavault, femme de son homme d'affaires.

quarante mille francs. C'est quatre-vingt-douze mille francs pour la maison, entièrement restaurée, y compris les glaces. Eh! bien, j'en trouverais fort aisément cent cinquante mille francs, et on la louerait plus de huit mille francs. C'est donc une excellente affaire, et c'est la baisse du Nord qui fait tous nos embarras. On ne peut pas garder les actions du Nord, avoir quarante mille francs encore de vieilles dettes, et faire une maison qui coûte, avec le mobilier, deux cent cinquante mille francs, sans être dans de grands embarras. Ah, si je savais que, vers le 15 février, j'irais chercher mon loup à Francfort, à Dresde, ou Breslau, j'aurais bien du courage et je payerais tout, car voilà le fin mot de ma situation. Le mari de la chère Ève peut tout; Noré, seul, ne peut rien. Je n'ai vécu les pieds dans l'encre, assis à une table seize heures par jour depuis 1833[1], que dans une espérance. Ôtez-la moi, je suis un homme mort.

Adieu, pour aujourd'hui.

Lundi 2 août.

Chère et bien-aimée comtesse, votre lettre du 5 au 17 juillet est arrivée hier en mon absence, car il faisait si chaud que je ne pouvais rester à travailler, à partir de midi, et je suis allé voir Montmorency par le chemin de fer du Nord, autant pour voir l'embarcadère du Nord[2] et ses dispositions à Paris. J'ai trouvé votre lettre à mon retour, à neuf heures et demie, et je l'ai lue au lit. La dévorante tristesse qui me mine, ne s'en est pas diminuée, au contraire. Que ne ferais-je pas pour vous guérir cette maladie de l'âme! J'ai vu avec quelle admirable entente nous vivons, quoiqu'à cette effrayante distance, en apprenant que vous aviez disposé des six mille francs, pendant que la lettre où je vous le dis et vous en prie courait la poste. Mais je vois que vous n'avez pas encore reçu celle où je vous ai fait, j'espère, comprendre que *je ne suis pas un collectionneur*, mais un homme qui s'est donné à résoudre le problème de

1. C'était l'année où Balzac rencontra madame Hanska pour la première fois.

2. On trouvera dans la *Lettre sur Kiew* (*Les Cahiers Balzaciens*, n° 7), une gravure tirée de l'*Illustration* représentant cet embarcadère en 1847. On y verra également un fac-simile du premier indicateur du chemin de fer du Nord et le détail des conditions de voyage.

meubler la maison de Sa Divinité avec de belles choses, au prix des meubles ordinaires, la lettre enfin où je vous dis que je n'achèterai plus rien, pas même ce qui serait le plus utile, l'indispensable, du moment où vous croyez que c'est *par goût* et non pour celle que j'aime que je me livre à ces achats. Vous ne trouverez pas une facture, pas une acquisition, pas une dépense à la date de cette lettre. Si vous le vouliez, si la rue Fortunée vous déplaisait, si vous n'en vouliez plus, elle serait vendue aussitôt et je reviendrais à la simplicité *quakerienne* : les murs tendus de perse, à un franc, et le strict nécessaire. Je vois que ce que les femmes savent le moins connaître, ce n'est pas si elles sont ou non aimées, mais le degré auquel elles le sont. Une fois que vous me dites que vous avez horreur de l'encre, que vous êtes malade (et pourquoi?), que c'est le plus grand effort de votre vie de m'écrire, envoyez-moi tous les dix jours cinq lignes, et je vous bénirai comme si c'était une longue lettre. Tant que je n'aurai que ces cinq lignes, je souffrirai moi-même de tous vos maux, je les comprendrai, je les devinerai, je vous les panserai à force de tendresse, de dévouement et d'abnégation. Pardonnez-moi donc ce que je vous ai écrit sur le peu que vous écrivez et sur la rareté de vos lettres; je voudrais vous écrire des excuses à genoux, tant je me trouve mauvais d'avoir grondé une angélique nature comme celle d'Atala[1], qui fait tout bien et qui doit avoir raison dans tout ce qu'elle fait.

Ainsi, chère petite fille, mettez dans votre belle et sublime tête que Bilboche n'a rien acheté depuis la lettre et le serment, et qu'il ne l'enfreindra pas, quand même il trouverait pour trois sous une chose de cent mille francs. Vous ne l'avez pas compris, et, pardonnez-moi de gronder une souffrante, vous ne le comprenez pas encore. Vous vous occupez beaucoup de petites taches de rousseur ou de signes, et vous ne voulez pas vous plonger dans l'infini de mon cœur, qui, sachez-le bien, est tout à vous et irréprochable, pur comme le bleu du ciel. Enfin, assez sur ce sujet. Vous le saurez un jour. Mais il ne convient pas à M. de Balzac de trop parler de *Bilboquet*. Après tout, je mérite tout de vous pour ma sottise. Mais j'en meurs de chagrin.

1. Surnom de madame Hanska, tiré de la parade des *Saltimbanques*.

Dès que j'aurai fait face à mes obligations, je serai en route pour Wierzchownia. Je ne peux pas vous savoir dans des dangers, et n'y pas être.

Maintenant, laissez-moi vous dire et vous écrire que si, marchant dans la rue, un gamin qui joue éclabousse votre robe, que si, à Toulon, un forçat vous l'avait salie, même en voulant vous insulter, vous ne devez pas plus être atteinte que si cela n'avait été. Ceux qui jettent de la poussière au soleil ne l'atteignent pas. Vous vous exagérez les œuvres et la portée d'une folle furieuse[1]. Vous devriez ne plus penser à cela.

Je prévois de si grands dangers pour vous, que je ne vis pas. Je me demande si vous et vos enfants aurez le temps de réaliser vos projets. Selon moi, l'incendie gagne. D'ici à peu de temps, souvenez-vous de ce que je vous dis, l'Italie aura commencé l'insurrection; mais ce sera terrible, car vous ne vous figurez pas le chemin que fait le communisme, doctrine qui consiste à tout bouleverser, à partager tout, même les denrées et les marchandises, entre tous les hommes, considérés comme frères. Vous savez quelles sont mes idées sur la répression; je ne trouve que la mort à infliger à de pareils apôtres, qui préparent une conflagration générale. Le communisme agite la Suisse; il agite l'Allemagne; il va soulever l'Italie, et nous verrons de belles choses! Enfin, nous ne pouvons que nous soumettre aux événements. Comme vous n'avez pas de journaux, vous ne savez pas ce qui se passe. Le Pape a institué la garde nationale à Rome et tend à donner le gouvernement aux laïques. C'est toute une révolution dans les États de l'Église. Pauvre homme! C'est comme le roi de Prusse qui avait le bonheur de gouverner un peuple sans constitution, et qui fait la bêtise de lui en donner un semblant, et qui trouve moyen de mécontenter son peuple et ses deux alliés! Il faut étudier la marche d'une constitution pour en avoir horreur. Si vous saviez à quels hommes l'élection est descendue en France, et par qui nous sommes, non pas *gouvernés*, mais *administrés*! C'est à dégoûter d'un pays. Enfin, l'Europe est folle de bourgeoisie. On ne peut pas se mettre en travers de son siècle.

1. Allusion aux menées de l'ex-gouvernante de Balzac, la voleuse de lettres.

Votre lettre, que je viens de relire (car, pour moi les caractères que vous avez tracés continssent-ils mon arrêt de mort, ont des *charmes* pour moi; je les regarde des heures entières; il en sort des torrents de choses bienfaisantes), cette lettre ne peut que m'attrister encore; il ne peut pas en être autrement. Mais je me suis accroché aux dernières lignes.

Hélas! maintenant la question financière m'empêche de voler en Ukrayne. Mais je vois que j'y peux venir, et je vais travailler de manière à y être en janvier. Il s'agit de gagner quarante à cinquante mille francs. C'est ce que je vais faire.

Récapitulons. Vous ne devez pas avoir le plus léger souci sur l'article des achats. J'espère que vous, qui mettez en doute certaines choses (sacrées, néanmoins, à l'article phâme) vous croirez à ma parole, en ceci. Mais il ne s'agit pas de vous, il s'agit de moi, d'une promesse que je me suis faite à moi-même et que je tiendrai jusqu'au jour où mon loup pourra veiller aux acquisitions nécessaires. Quant à l'autre chose, tout est fini; vous n'avez aucun souci à avoir. On ne peut pas empêcher un fou, et, à plus forte raison, une folle, de faire des folies. Aucun pouvoir humain ne peut empêcher un assassin de s'embusquer et de tirer un coup de pistolet à un passant. Mais tout est fini, et si j'ai des doutes sur la *remise intégrale* des lettres, j'aurai bientôt éclairci la chose, et la délivrance des fonds ne se fera qu'après ma certitude.

Pourquoi seriez-vous soumise donc à cette idée fixe? Je vous en conjure, oubliez tout cela; n'ajoutez pas à mon sérieux et immense chagrin, à mon effroyable nostalgie, à une solitude qui me tuera si elle dure. Maintenant je vais être soutenu, par l'idée que je travaille pour vous aller rejoindre. Dans six mois, ce sera sans danger. Tous mes payements nécessaires seront finis, et je serai, dans les premiers jours de mars, avec ma chère troupe.

Ne m'écrivez plus de niaiseries sur votre inutilité! Est-ce inutile que d'être *indispensable* à la vie, à la force, au bonheur d'un être? Vous parlez de *jeunesse*, de personnes belles et fraîches, *ma chère dame*; vous êtes à huit cents lieues, et vous vieillissez de ces huit cents lieues. Vous serez recherchée jusque-là, car vous n'êtes pas impunément *adorable et incomparable*, comme dit Annette. On vous aime absolument, et

vous seriez plus vieille de dix ans, ce serait de même. Laissez-moi ma constance, et gardez vos déclamations. Je vous prouverai que nous serons toujours au 23 septembre 1833. Je ne fais pas un pas dans cette maison sans vous trouver. En faisant ma toilette, je vois l'île Saint-Pierre, datée par cette chère enfant, et Saint-Pétersbourg : 1833 et 1843. Dans mon lit, il y a un charmant bénitier, et, au-dessous la miniature de Vienne[1]. Vous m'entourez de tous côtés, et maintenant je vais travailler avec un courage inouï, comme en juillet 1843[2]. Que Dieu bénisse mes travaux!

Allons, voici une longue causerie. J'attends mes effets à payer, et je ne les vois pas venir. Il est dix heures et demie. Je répondrai demain ou après, à la gentille et adorable Zéphirine.

Croiriez-vous qu'il faut encore cinq à six jours de tapissier? Rien ne finit. Mais je ne pousse rien aussi, faute d'argent.

Pour travailler, je vais m'installer dans la coupole, où il fait frais, pour dormir et pour écrire. Mille tendresses à mon Ève, et surtout à mon minou bien regretté; mais, soyez tranquille, le bengali n'existe pas; le chagrin est si intense que toute ma vie s'en va en tristesses. J'invoque le travail à grands cris. Ici, tout y est favorable, le silence est comme au désert. De tous côtés, des arbres, l'air est pur. C'est admirable, il y manque tout : mon Ève, et ma Line, et ma Linette et la petite fille, et tout ce qui fait la vie : les personnages aimés!

Allons, adieu.

Mardi [3 août].

Tout le papier que j'ai coupé et arrangé pour faire des manuscrits s'en va, chargé de correspondance et de tendresse, se déplier à Wierzchownia sous vos yeux, comme une fleur qui mettrait quinze jours à éclore, et qui verse ses parfums et ses couleurs à des yeux et à un petit nez choisis, ce qui est un destin supérieur à celui d'être déchiqueté et sali entre des

1. La miniature de madame Hanska, par Daffinger, faite à Vienne, en 1835, pendant le séjour de Balzac, et reproduite en frontispice au premier tome des *Lettres à l'Étrangère*.

2. Au moment où il se préparait à partir de Paris pour rejoindre madame Hanska à Saint-Pétersbourg.

mains de compositeurs. Je viens de me dire cela en prenant encore cette feuille au tas de papier destiné à la copie.

Hier, les billets sont venus assez tard. Le garçon de la Banque m'a fait la gentillesse de me dire que, voyant ma signature, et étant surchargé de besogne, il s'était dit : « que c'était aussi bon lundi que samedi ». Servais est venu et Gérard, le maçon, qui a un effet Chlendowski, qui n'a donné qu'un acompte. Enfin, toute ma journée a été perdue et le tapissier n'est pas venu. Lefebure est plus ennuyeux que tous les autres. Mais, quand on a le cœur gros, comme je l'ai, quand on a le spleen que j'ai, toutes les petites contrariétés ne signifient rien.

A quatre heures, je suis sorti pour aller voir le Château Rouge et je ne suis pas allé au Château Rouge. J'ai flané, j'ai dîné chez un restaurateur et suis allé voir ce que c'est que le Concert-Spectacle, où il y a un Italien qui imite à s'y tromper dit-on, Jenny Lind, ce grand puff allemand en jupons. Elle a refusé de venir à Paris. Je me suis couché à minuit, et me voilà, depuis huit jours bientôt, *desheuré*, car je m'étais arrangé pour prendre la vie de Saché. Voilà, chère Line, l'histoire de ma journée physique, car, le moral, vous le savez : c'est vous, et toujours.

Ah! le petit horloger de Passy est venu aussi pour placer deux consoles que je lui avais commandées avant mon serment, et qui doivent supporter et qui supporteront les deux figures chinoises; la Patience et le Produit. Tout cela était destiné à faire sourire un visage adoré. Mais maintenant comme je vous l'ai dit, ici tout m'attriste; je n'y souhaite plus rien; les belles choses qu'on y apporte me trouvent insensible; je ne presse plus personne et les marchands sont comme s'ils n'existaient pas. Jusqu'à ce que mon âme soit revenue, je n'entrerai pas dans une boutique, et votre dernière lettre sera cause que je n'achèterai plus jamais rien de ma vie. Mais les femmes sont ainsi faites que si (ce qui sera), je n'achète plus jamais rien, vous ferez honneur à cette sagesse de mon caractère, et vous direz que j'avais une manie et que je l'ai domptée. Si vous y voyez une preuve d'affection, cela m'est encore égal. Votre Majesté excepte-t-elle de l'interdiction un meuble en vulgaire acajou, pour mettre mes souliers et mes bottes, et un autre, pour mettre mon linge,

dans le cabinet de toilette? Si c'est une infraction, je continuerai à mettre les souliers dans les jardinières de l'escalier, car je me refuse des fleurs; c'est trop cher. Je n'écris pas, je ne gagne rien; je n'ai pas le droit de dépenser. Mais l'amour de Wierzchownia, le désir inouï que j'ai d'y passer l'hiver, vont me rendre la verve et l'inspiration.

Le Nord baisse toujours. Il est à cinq cent soixante. Il a vu cinq cent cinquante-huit.

Il est onze heures; je n'ai rien écrit et n'ai pas la moindre envie d'écrire. L'abattement est plus grand encore dans le cerveau que dans les nerfs et la personne.

Mercredi [4 août].

Il est trois heures et demie du matin; je me suis couché hier à six heures et demie et j'ai dormi. C'est le plus grand signe de lassitude chez moi. J'ai dormi, comme si j'avais travaillé comme à la rue de Berry!

J'ai passé ma journée à lire Voltaire : *l'Essai sur les mœurs*, et à penser à la troupe, et surtout à la divine Atala.

Je viens de mettre des bougies dans les flambeaux, de faire mon café, et je vais essayer de reprendre le travail de nuit. Il faut tant d'argent! Je ne puis partir qu'après avoir gagné soixante mille francs. Si vous me voyez arriver, vous pourrez vous dire que j'ai fait des miracles. Ce sera plus extraordinaire que le voyage de Saint-Pétersbourg. Mais aussi l'affection a grandi depuis.

Allons, adieu pour aujourd'hui. Je vais essayer de me mettre à l'ouvrage. Le café est pris, voici le jour; il va faire une affreuse chaleur, car il fait frais et le ciel est sans un nuage. Mille caressantes choses. Vous voyez comme je suis sage : je n'ai fait ni l'escalier, ni la pièce pour sécher le linge et mettre les malles. Mais celle d'en haut, la pièce de la *fumerie* se fera et sera très bien avec le tapis de mon cabinet de Passy, et toutes mes acquisitions de jeunesse. Mais que me fait tout cela! Vous ne savez pas, vous, ce que c'est qu'une maison vide. Vous avez votre chère Annette, et Georges auprès de vous. Moi, je n'ai rien, et j'ai, de plus, une cruelle ennemie : c'est une imagination qui agrandit tous les chagrins, comme elle m'agrandit les plaisirs. J'ai sur ma table la carte de l'Hôtel

de l'Écu, de Genève, et la gravure du pont d'Heidelberg. Je me promène sur ce pont vingt fois par jour; j'entends tout ce que vous m'y disiez; je vous vois, le soir, me disant adieu dans cette chambre de la Cour de Bade.

Non! je serai à Wierzchownia en janvier! Attendez-moi. Je ne peux plus regarder sans larmes une seule des grandes petites choses qui me rappellent ma chère Linette. Ah! ne dites pas, ne pensez pas, que j'ai une passion, une manie! Je n'ai qu'un amour dans l'âme et c'est ma vie!

Adieu.

Jeudi [5 août].

J'ai dormi tard; je ne me suis levé qu'à six heures et demie. Je commence à espérer que le travail viendra, voici pourquoi : depuis le mois de mai je n'ai pas su ce que c'était que l'appétit, et, hier, j'ai mangé pour la première fois avec plaisir. Est-ce un signe de retour à la santé de l'âme, est-ce la fin de cette profonde et dévorante nostalgie, ou n'est-ce qu'accidentel? Je n'en sais encore rien.

Ce matin, mon découragement est le même; je ne me sens pas de force morale. Remarquez que rien ne me distrait, car je ne dirai pas : m'amuse. Je n'ai pas même envie d'aller au théâtre; j'y vais en désespoir de cause, quand j'y vais. Je ne me sens plus d'âme. Je n'ai pas envie de flâner, et depuis que je me suis *interdit* d'entrer chez les marchands de curiosités, je me suis ôté la seule petite occupation qui ressemblait à de l'occupation. Si je veux penser à un sujet, les idées s'enfuient; je ne peux pas concentrer ma pensée. Hier, j'ai lu *l'Essai sur les mœurs*; je me suis endormi dessus. Je comprends que la mort volontaire soit le dénouement de cet état, quand il se prolonge. J'espérais beaucoup de la Touraine. Il n'y a qu'une seule chose qui me donne des heures quasi-heureuses, c'est de revivre, par la pensée, dans certains jours du passé, qui reviennent avec une fidélité d'impression, de netteté de mémoire surprenantes. En fermant les yeux, j'y suis. Et c'est souvent des choses en apparence puériles; c'est la position rêveuse où vous étiez, une attitude. J'ai des trésors dans ces souvenirs, mais je ne suis pas assez riche pour m'y livrer. Bientôt le besoin arrivera, car tous les vingt-deux mille francs de Rotschild seront épuisés le 15 de ce mois, et j'en dois

encore dix mille qu'il faut gagner. Je suis épouvanté, mais mon cerveau, la faculté de faire, s'en moque. Ce divorce de la raison et de l'imagination est quelque chose de curieux à observer.

Allons, mille tendresses et adieu pour aujourd'hui. A demain.

Vendredi [6 août].

Hier, je suis allé porter trois cent cinquante francs chez Rotschild, pour compléter le versement et reprendre mes actions. Mais les actions ne sont pas encore terminées, car on échange en ce moment les *promesses* d'actions, contre des actions définitives. Les actions sont au porteur et se transmettent de la main à la main, sans transfert, ce qui est plus commode. Ils m'ont envoyé mon compte. Ils me prennent cinq pour cent d'intérêt. Il faut donc nous délivrer promptement de ces cinquante mille francs empruntés sur les actions. J'ai fait des courses; j'ai remis deux mille cinq cents francs à la *Presse*, et je suis allé chez M. Margone, qui déjeune ce matin ici. Je lui ai offert naturellement à déjeuner. Le Nord baissera jusqu'au pair. Il est à cinq cent quarante-sept aujourd'hui.

Je souffre des douleurs intolérables du diaphragme, et c'est incessant. Autrefois, j'avais des trois attaques dans les vingt-quatre heures; maintenant je compte les moments pendant lesquels je ne souffre pas. C'est évidemment le chagrin. Je commence à souffrir d'étranges douleurs au cœur, à la pointe.

Adieu, l'on m'annonce M. Margone. Je me suis levé tard.

HONORÉ DE BALZAC

SI NAPOLÉON AVAIT LIVRÉ LA BATAILLE DE LA MARNE

ÉTUDE HISTORIQUE

Cela peut paraître un jeu de l'esprit bien vain et même puéril de chercher le plan de bataille que Napoléon aurait pu faire en 1914, dans le cas où il aurait commandé l'armée française après la bataille des frontières. Si l'on n'avait aucune donnée sur la pensée de l'Empereur, sur sa bataille-type, ou si les circonstances de 1914 étaient notoirement différentes de celles du siècle précédent, il serait impossible de se demander la solution qu'aurait prise Napoléon à la veille et pendant la bataille de la Marne.

Mais l'histoire militaire montre, au contraire, que Napoléon a eu un système de bataille qui avait ses préférences. Elle nous indique, d'autre part, que la bataille de la Marne a été préparée et livrée, du côté français, avec une partie de la méthode napoléonienne, avec une partie seulement. Nous pensons qu'il n'est peut-être pas sans intérêt de rappeler à nos lecteurs quelques souvenirs historiques des siècles passés et de rapprocher la bataille napoléonienne de la victoire qui a arrêté la marche des armées allemandes en 1914, mais qui n'a pas été une victoire décisive.

***

Le général Camon, l'érudit historien des guerres du premier Empire, qui, depuis plus de cinquante ans, a disséqué toutes

les campagnes, toutes les batailles de Napoléon, vient de faire paraître un volume qui résume ses observations sur la forme de la bataille napoléonienne. « Quand et comment Napoléon a conçu son système de bataille[1]. » Une partie de ce que nous allons dire ici ne sera qu'un mauvais et succinct résumé de ce remarquable ouvrage.

Napoléon a eu une bataille-type, qu'il a réalisée parfois complètement ou dont il s'est rapproché le plus possible. Où en a-t-il pris la première idée? C'est une question intéressante pour l'histoire militaire. On verra qu'elle a une importance toute spéciale dans le cas que nous étudions.

Le lieutenant d'artillerie Buonaparte était au régiment de la Fère, de 1785 à 1791, dans diverses garnisons. Les écrivains militaires étaient fort nombreux avant la Révolution. Les discussions se poursuivaient, ardentes, sur la stratégie, sur la tactique. Les partisans de l'ordre oblique s'opposaient à ceux de l'ordre perpendiculaire. On parlait beaucoup des guerres anciennes et encore plus des campagnes récentes. En particulier les manœuvres et les batailles du roi de Prusse, Frédéric II, qui ne dataient que de quelques années, attiraient forcément l'attention de tous ceux qui s'occupaient d'art militaire. Le lieutenant Buonaparte n'était pas étranger à ce mouvement intellectuel.

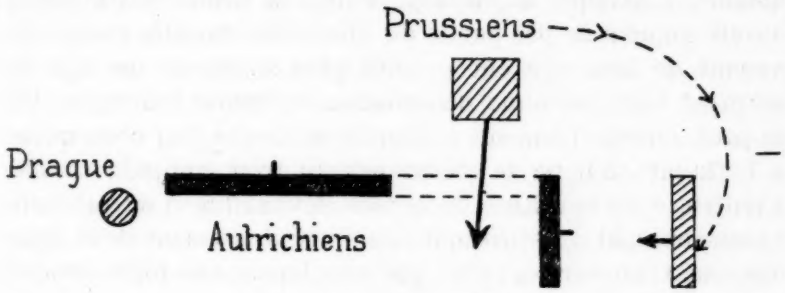
La bataille de Prague, gagnée par Frédéric II, en 1757, doit être considérée, par des juges impartiaux, comme l'aïeule de la bataille napoléonienne. Notre amour-propre français n'a pas à souffrir en constatant que Napoléon a pris une idée dans une action de guerre antérieure. Comme le fait remarquer le général Camon, « le génie emprunte, mais il imprime à ce qu'il emprunte une forme définitive et sa marque personnelle ».

Le 6 mai 1757, le roi de Prusse avait son armée rangée en bataille en face de l'armée autrichienne, commandée par le maréchal Brown, dont la gauche s'appuyait à la ville de Prague. Frédéric II résolut d'attaquer l'aile droite ennemie. Il fit en conséquence faire un mouvement par le flanc gauche à son armée et dirigea sa tête de colonne, commandée par Schéwrin, de façon à déborder la droite autrichienne et à l'attaquer sur son flanc droit. Le reste de l'armée prussienne

1. Éditions Berger-Levrault.

suivait le mouvement. C'était la manœuvre, chère à Frédéric II, que l'on a appelée l'ordre oblique, et qui consistait à aller attaquer une des ailes de l'adversaire.

Devant l'évidence de la manœuvre prussienne, qui se voyait sur le terrain, et qui se révélait menaçante pour son flanc droit, le maréchal autrichien porta toute sa droite en potence face à l'offensive qui allait se produire. Il laissa son centre et sa gauche immobiles. Frédéric II, qui était resté avec le gros des troupes prussiennes, vit, de ses yeux même, en face de



PRAGUE, 6 MAI 1757

La droite autrichienne fait face à droite pour parer l'attaque qui menace son flanc droit.

Le gros de l'armée prussienne entre dans la brèche et gagne une grande victoire.

lui, le vide, le trou, qui se formait dans la ligne de bataille ennemie. Il eut la présence d'esprit de comprendre le parti qu'il pouvait en tirer. Abandonnant son schéma d'ordre oblique, laissant Schwérin continuer seul le mouvement de flanc, Frédéric II lança son centre et sa droite dans le terrain dégarni de défenseurs. La droite autrichienne, attaquée par devant et par derrière, fut mise en complète déroute et toute l'armée du maréchal Brown dut battre en retraite en désordre.

On a beaucoup loué Frédéric II de cette manœuvre. On a dit qu'il avait eu un éclair de génie. Nous estimons que c'est fort exagéré; nous pensons que le roi de Prusse a eu seulement du bon sens, du coup d'œil. Voyant un trou dans la ligne ennemie, il s'est dit qu'il était bien facile d'y entrer et qu'il allait prendre la droite adverse entre deux feux. Frédéric II a su profiter d'une circonstance favorable qui se présentait à lui d'une façon inespérée.

Le lieutenant Buonaparte eut le mérite de voir ce qu'il y avait de bien dans la manœuvre de Prague et ce qui, au contraire, y était défectueux. L'ordre oblique de l'armée prussienne n'était pas une tactique à adopter. Mais l'attaque en force dans un vide de l'armée adverse était une idée parfaite.

Dans l'esprit de Bonaparte il se forma un corrigé, peut-on dire, de la bataille de Prague, une manœuvre améliorée, perfectionnée. La gauche autrichienne aurait dû être attaquée de sorte qu'elle fût sûrement immobilisée et inapte à se porter ailleurs. L'attaque débordante contre la droite autrichienne aurait gagné à ne pas partir du champ de bataille même. En venant de loin, elle eût produit plus sûrement un effet de surprise. Cette attaque débordante, et même tournante, s'il se peut, forcera l'ennemi à étendre sa droite, par conséquent à l'affaiblir. S'il ne se creuse pas un trou complet, comme Frédéric a eu la chance de le voir devant lui, il se produira nécessairement un étirement, un amoindrissement de la ligne adverse. C'est vers ce point que sera lancée une forte attaque préparée d'avance.

Dira-t-on que c'est œuvre d'imagination d'attribuer ainsi à Bonaparte des idées sur la bataille de Prague? Assurément nous ne possédons pas de texte écrit par Napoléon où il expose en détail ses pensées à ce sujet. Mais nous avons mieux. Nous avons la série de ses batailles, où il a employé cette méthode.

Le général Camon nous dit que Napoléon a appliqué ce système dans trente batailles, avec, bien entendu, des modifications résultant des circonstances. Nous ne pouvons pas aborder ce sujet en détail. Nous ne citerons que quelques-unes des batailles napoléoniennes les plus connues.

***

En 1796, Bonaparte est commandant en chef de l'armée d'Italie. Il a vingt-sept ans. Après sa brillante campagne en Piémont, il est au mois d'août en Milanais, avec 30 000 hommes, en présence de l'armée autrichienne de Wurmser. Le 5 août 1796, les Français font face à l'est, devant les hauteurs de Solférino et de Castiglione où sont postés les Autrichiens.

Bonaparte a appelé la division Sérurier, qui était au sud à Marcaria. Cette division marche la nuit, couverte par un régiment de cavalerie. Son arrivée dans la matinée en arrière de la gauche ennemie est une surprise pour l'adversaire. La gauche autrichienne doit alors faire faire face à Sérurier, s'éloignant ainsi du centre et laissant un vide dans la ligne de bataille. Dès que Bonaparte entend la fusillade de Sérurier, il fait attaquer le point faible du front ennemi par Kilmaine placé là à l'avance avec trois bataillons et dix-huit pièces. La ligne autrichienne rompue est bientôt obligée de se mettre tout entière en retraite.

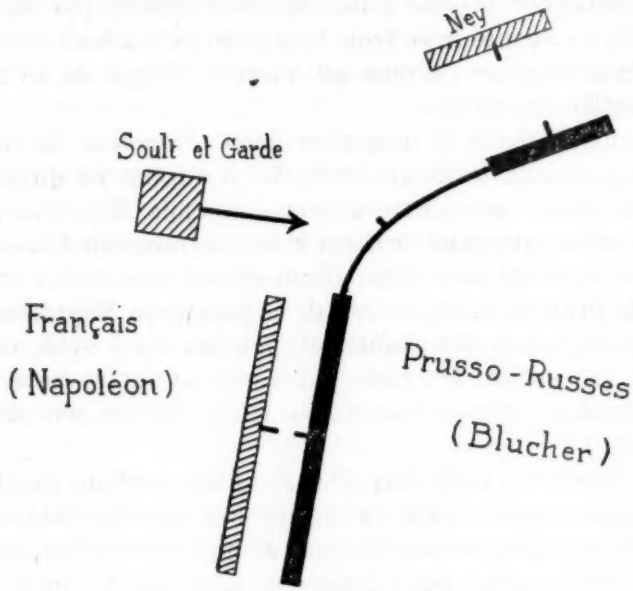
A Austerlitz, le 2 décembre 1805, Napoléon immobilise par sa gauche la droite austro-russe. Il n'a pas pu diriger une attaque débordante contre la gauche ennemie. Mais il parvient à attirer cette gauche en reculant la droite française. Les Austro-Russes étendent leur ligne, dégarnissent leur centre au plateau de Pratzen. C'est en face de ce point que Napoléon avait amené des forces importantes et qu'il lance son attaque principale. Le résultat est parfait. La gauche austro-russe, attaquée de deux côtés, est anéantie. Toute l'armée ennemie doit se retirer.

A Wagram, en 1809, Napoléon fait attaquer l'aile gauche des Autrichiens par Davout exécutant une marche débordante. Ce n'est que lorsque cette attaque a amené un flottement dans le dispositif ennemi que l'Empereur lance sur le centre autrichien sa masse principale sous les ordres de Masséna.

Bautzen, en 1813, est sans doute la bataille où la méthode napoléonienne est le mieux accusée. Elle se rapproche plus de la bataille actuelle, puisqu'elle dure deux jours et que l'Empereur commande à 200 000 hommes. Napoléon fait face à Blücher qui a établi l'armée prusso-russe sur la rive droite de la Sprée. L'Empereur a appelé de Berlin les trois corps d'armée que commande Ney et les a dirigés vers la droite des Alliés et plutôt en arrière de cette droite. Pour laisser à Ney le temps de se rapprocher, Napoléon n'engage son combat de front qu'à midi, le 20 mai. Le soir, il a enlevé les avant-postes ennemis et a massé ses réserves à sa gauche. Loin à gauche, Ney est signalé. Blücher le fait observer par une division.

Le 21 mai, le combat reprend sur tout le front. Mais la pres-

sion de Ney se fait sentir. Blücher, pour couvrir son flanc droit et sa ligne de retraite, fait comme Brown à Prague. Il replie sa droite en équerre et doit l'étirer fortement. C'est en face de la charnière affaiblie que l'Empereur lance son attaque principale avec Soult, la garde et le corps de cavalerie de la Tour Maubourg. Aux maréchaux qui combattent à droite et demandent des renforts, Napoléon fait dire de tenir seulement en



BAUTZEN, 21 MAI 1913

Menacé en arrière de son flanc droit par l'attaque de Ney, Blücher a porté sa droite en potence. Il n'y a pas brèche, mais il y a étirement, affaiblissement. L'Empereur attaque cette charnière avec une masse postée d'avance. Il gagne une grande victoire.

attendant la victoire qu'il annonce. Les Alliés rompus, menacés dans leur ligne de retraite, sont en effet obligés d'abandonner le champ de bataille.

La bataille-type de Napoléon, son « système de bataille », pour garder l'expression dont s'est servi l'Empereur lui-même, comprend donc trois actes successifs.

1° Combat de neutralisation, de fixation d'une aile et du centre de l'ennemi. Ce combat n'est livré qu'avec un minimum de troupes.

2° Attaque débordante ou tournante contre l'autre aile ennemie. Cette attaque se produit autant que possible par surprise. Elle attire sur elle une partie importante de l'aile adverse menacée.

3° L'attaque principale, faite avec des troupes réunies d'avance, se produit contre la partie affaiblie de l'ennemi, vers le point de soudure, vers la charnière du centre ennemi avec l'aile attaquée.

Le succès est commencé par l'effet moral de surprise, de dépression, produit chez l'ennemi par l'attaque de son flanc, la menace contre sa ligne de retraite. Ce succès est continué, achevé par l'effet matériel d'une attaque faite par des forces compactes contre un point affaibli, ou même très affaibli, de la ligne adverse.

Il est rare que l'ennemi commette la faute complète d'éloigner entièrement son aile attaquée et de créer un trou dans sa ligne de bataille. Mais on est certain qu'il y aura un point de moindre résistance chez lui, dans la zone où il aura dû prendre des troupes pour faire face à l'attaque de flanc.

Frédéric II a eu la chance, à Prague, d'avoir en face de lui un vide complet, un trou dans la ligne ennemie. Napoléon n'a jamais eu de circonstances aussi favorables. Il a eu à Castiglione, à Austerlitz, une ligne adverse très mince, très affaiblie, facile à briser. A Wagram, à Bautzen, il a fallu une attaque plus sérieuse pour rompre la charnière ennemie. La méthode a toujours réussi et donné la victoire.

C'est par une intuition de soldat, sur le champ de bataille, que Fédéric II a exécuté cette manœuvre qui n'était pas du tout dans sa méthode. C'est par réflexion, par calcul que Napoléon l'a perfectionnée et en a fait son « système de bataille ». A ceux qui voudraient prétendre qu'un génie, comme Napoléon, n'a pas de système, le général Camon a répondu d'avance. « Le système éclate au contraire dans l'œuvre des hommes de génie qui se sont illustrés dans les diverses branches de l'activité humaine. Beethoven, écrit-il comme Mozart, Franck comme Mozart, et Debussy comme Franck? Vélasquez peint-il comme Raphaël et Delacroix comme Raphaël et Puvis de Chavannes comme Delacroix? »

Nous estimons qu'il est prouvé historiquement que Napo-

léon a donné sa prédilection à une méthode, à une bataille-type, dont le germe était contenu dans la bataille de Prague et qu'il a su perfectionner. Il y a eu une bataille napoléonienne que l'Empereur a appliquée suivant les circonstances et qui a été plus parfaite quand il a pu la préparer d'avance.

***

La bataille de la Marne est trop connue dans ses grandes lignes pour qu'il y ait lieu de la décrire. Il est certain qu'elle a été voulue par le commandement français, préparée, livrée le jour où le G. Q. G. l'a désirée. L'armée française, battue sur tout son front dans la lutte des frontières, reculant partout, ne se laissait pas imposer une nouvelle bataille par le vainqueur. Le général français, dans sa retraite, amenait les poursuivants où il voulait et prenait l'initiative des opérations. Il s'est donné le temps de recevoir ses renforts et ses munitions. Il a livré bataille suivant un plan qu'il a eu le loisir de préparer

La bataille de la Marne a un air de famille avec la bataille napoléonienne. Elle a avec son aînée deux points de ressemblance. Mais le troisième lui manque.

De Melun à Mulhouse l'armée anglo-française fait face à l'armée allemande. En s'arrêtant dans sa retraite, en faisant demi-tour, elle sera apte à livrer partout un combat de front, une lutte de neutralisation.

Une attaque est préparée contre le flanc droit et même en arrière du flanc droit des armées allemandes. Le camp retranché de Paris laisse ignorer à l'ennemi la présence ou la force de l'armée Maunoury, qui aura ainsi le bénéfice de la surprise.

Deux actes de la bataille napoléonienne sont ainsi bien préparés et donneront de bons résultats.

Le troisième acte n'est pas prévu. Il n'y a aucune masse d'attaque réunie en face du point d'affaiblissement probable de l'armée allemande. Non seulement il n'y a pas de forces importantes, pas de réserves, dans cette région; mais c'est même un point très faible du front de bataille franco-anglais.

Le G. Q. G. français était très bien renseigné sur la situation de l'armée allemande. Il savait que tous les corps d'armée

étaient en ligne et que l'ennemi n'avait pas de réserves. On était donc certain, même en dehors de tout souvenir historique, que l'armée de droite allemande prendrait ses troupes les plus proches pour faire face à l'attaque de Maunoury. C'est presque un problème de mécanique qui se posait. Il était évident que, pour pouvoir intervenir, ces troupes seraient prises à une étape, deux étapes au plus, de l'extrême droite allemande. C'est au nord de Provins, c'est entre Meaux et Château-Thierry, entre Coulommiers et Montmirail, que devait se produire forcément un affaiblissement de la ligne allemande. C'est en face de ces points qu'il aurait fallu des réserves françaises, une armée française prête à attaquer un ou deux jours après l'offensive de Maunoury.

Mais, par une fatalité désolante, cette région était le point de soudure de l'armée anglaise et de la gauche des armées françaises. Un corps de cavalerie français était chargé d'établir la liaison entre nous et nos alliés. Il était impossible, dans ces conditions, de compter sur une offensive sérieuse contre le point de moindre résistance, qui allait forcément se créer dans la ligne allemande, au moment où l'attaque de Maunoury obligerait le commandement allemand à se défendre face à l'ouest.

***

Si le G. Q. G. français n'a pas réalisé le type de la bataille napoléonienne, s'il n'a pas préparé une armée de rupture en face de la brèche probable, s'il n'a pas concentré des forces au sud de Provins au moment où il engageait la bataille, il faut sans doute admettre que c'est parce qu'il n'a pas eu la possibilité de le faire.

La nécessité d'opposer partout une résistance suffisante à l'ennemi imposait certainement l'obligation de maintenir des effectifs assez forts à nos armées de droite et du centre, tout en n'affectant à ces théâtres d'opérations secondaires que les forces strictement nécessaires. Notre G. Q. G. savait bien que l'un des principes capitaux de la stratégie est qu'il n'est pas utile d'être vainqueur partout et qu'il suffit d'être nettement vainqueur en un point. Par le fait de l'attaque tournante venant de Paris, le théâtre principal était à la gauche alliée.

C'est contre la droite allemande qu'il fallait concentrer le maximum de forces. Si le G. Q. G. français n'a pas distrait quelques divisions de sa droite et de son centre pour les amener en face de Provins, c'est sans doute qu'il a jugé que ces mouvements étaient impossibles.

On peut penser aussi que ces rocades de troupes françaises de la droite vers la gauche, tellement désirables pour l'organisation de la bataille, ne pouvaient pas pratiquement être faites. Il faudrait une étude technique détaillée des possibilités de transport par voie ferrée pour savoir avec précision ce qui eût été réalisable dans les journées précédant la Marne. Les chemins de fer avaient déjà transporté de notre droite vers la région de Paris la majorité de l'armée Maunoury. Auraient-ils pu continuer les jours suivants? Aurait-on pu réunir une armée de rupture derrière notre gauche en continuant au besoin à reculer et en livrant la bataille offensive un jour ou deux jours plus tard?

Il est logique de croire que si le G. Q. G. français, qui livrait bataille à son heure, n'a pas préparé une attaque contre le point faible qui allait se produire chez l'ennemi, c'est qu'il ne l'a pas pu.

Une autre hypothèse peut être faite. Le G. Q. G. français n'avait pas du tout en vue une bataille du mode napoléonien. Il n'envisageait qu'une bataille frontale combinée avec l'attaque débordante de Maunoury. Il songeait à un Frœschwiller ou à un Saint-Privat, à grande échelle, forçant l'ennemi à reculer, sans envisager une forme de bataille pouvant mettre d'un seul coup l'adversaire hors de cause. Après les échecs de la bataille des frontières, le G. Q. G. bornait peut-être son ambition à arrêter l'ennemi, ce qui était déjà un très beau résultat.

On a prêté aussi à notre G. Q. G. le plan d'une double attaque partant de Paris et de Verdun et ayant le but ambitieux de couper les lignes de retraite des armées allemandes engagées au sud de la Marne, de Coulommiers à Révigny. Cette offensive par les deux ailes, cette bataille de Cannes, au coefficient cent, sortait des possiblités réalisables.

Quoi qu'il en soit de ces hypothèses, la bataille de la Marne s'engagea, le 5 septembre au soir, avec l'existence de deux des facteurs de la bataille napoléonienne, avec l'absence du

troisième. L'attaque de front se faisait sur les théâtres secondaires. L'offensive contre le flanc droit allemand sortait de Paris. Il n'y avait aucune armée de rupture réunie, ou en voie de réunion, sur le théâtre principal, capital, pour attaquer le point faible de la ligne allemande.

***

Chacun sait que l'armée de droite allemande, commandée par von Klück, avait laissé un corps d'armée, face à Paris, sur la rive droite de l'Ourcq, pour couvrir son flanc droit. Les quatre autres corps de cette armée marchaient vers le sud, sur la rive gauche de la Marne, et étaient le 5 septembre sur le Grand Morin, de Crécy-en-Brie à Esternay. C'est dans cette situation que se trouve Klück, quand il est attaqué, le 5 septembre au soir, sur l'Ourcq par Maunoury et, le 6 au matin, sur le Grand Morin par la gauche de Franchet d'Espérey, tandis que ses corps faisant face aux Anglais ne sont pas attaqués.

Klück fait venir sur l'Ourcq ses deux corps les plus proches. Il a le 7 septembre trois corps d'armée et tient tête à Maunoury, qui a environ les mêmes effectifs. Mais Klück veut avoir sa victoire sur l'Ourcq et, le 6 au soir, il rappelle les deux autres corps de son armée de la région de Montmirail. Dès le matin du 7 septembre, il n'y a plus aucune force d'infanterie allemande en face de l'armée anglaise, du corps de cavalerie français et du corps d'armée de gauche de notre 5e armée. Comme la droite autrichienne à Prague, et la droite prusso-russe à Bautzen, toute l'armée de droite allemande s'est mise en potence face à la menace adverse. Kluck, lui non plus, ne s'est pas souvenu de l'histoire militaire des siècles précédents.

L'initiative d'un commandant d'armée a ouvert ainsi une brèche de 50 kilomètres dans le front allemand entre la gauche de Klück à Lizy-sur-Ourcq et la droite de Bülow au nord de Montmirail. Ce vide est défendu par quatre divisions de cavalerie allemande qui sont vite épuisées et hors de cause, bien qu'elles soient peu attaquées. Dans la journée du 8 septembre, cette cavalerie recule sur la rive droite de la Marne,

sans en détruire les ponts. Elle surveille encore la partie ouest de la brèche, mais elle laisse le terrain absolument sans défenseurs dans une trouée de 30 kilomètres, de la Ferté-sous-Jouarre à Château-Thierry, dans laquelle douze ponts de la Marne demeurent intacts!

Le concept napoléonien s'est donc réalisé au maximum à la bataille de la Marne. Il n'y a pas eu seulement étirement, amoindrissement de la ligne allemande aux environs de l'aile attaquée. Il y a eu une brèche complète. L'attaque de Maunoury en arrière du flanc droit allemand a attiré sur elle toute une armée. L'imprudent von Klück a abandonné la liaison avec son voisin de gauche. Le terrain est libre pour une armée franco-anglaise laquelle n'a qu'à entrer dans la brèche qui sépare les deux armées allemandes.

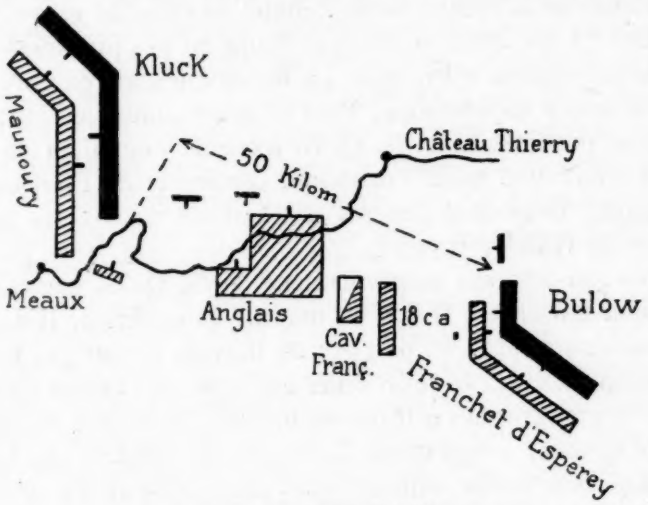
Napoléon n'a jamais eu un champ de bataille où sa méthode ait pu être employée aussi facilement. A Castiglione, à Bautzen, comme à Austerlitz ou à Wagram, sa masse de rupture a eu à combattre. Il a rencontré dans ses batailles une ligne ennemie amoindrie, mais jamais un vide complet. Il n'y a pas dans l'histoire d'autres exemples que Prague en 1757 et la Marne en 1914, où il y ait eu une brèche complète dans une ligne de bataille. Malheureusement à la Marne, il n'y a pas eu de masse d'attaque pour profiter de l'occasion, entrer dans la brèche et prendre entre deux feux l'aile ennemie séparée du gros de son armée.

On ne refait pas l'histoire. Mais on ne peut pourtant pas s'empêcher de songer à ce qu'aurait été la bataille de la Marne si une armée, ne fût-ce que de deux corps d'armée, avait été réunie dans la région de Provins. Il faut d'ailleurs noter qu'il aurait suffi que cette armée fût prête le 7 septembre. En marchant le 8 vers le nord, elle n'aurait rencontré aucune résistance. Elle aurait trouvé les douze ponts de la Marne intacts et non défendus entre la Ferté-sous-Jouarre et Château-Thierry. Elle eût été le 9 septembre dans le dos de von Klück, attaqué de front par Maunoury.

Cette manœuvre, de la part des Franco-Anglais était si normale, si indiquée, tellement à prévoir, que les Allemands se sont mis en retraite pour éviter la catastrophe qu'ils redoutaient et qui paraissait imminente. Bülow, dans la matinée

du 9 septembre, écrivait : « Le plan évident du commandement français est l'enveloppement de l'aile droite de l'armée allemande après séparation et anéantissement de la 1re armée. »

Les armées allemandes de Bülow et de Klück se sont mises en retraite, le 9 septembre à midi, devant la menace de l'irruption des Anglo-Français dans la brèche. C'était la logique pure. A la même heure, l'armée anglaise et le corps de cavalerie



LA MARNE, 9 SEPTEMBRE 1914, MIDI

Les Allemands, attaqués depuis le 5 septembre soir, en arrière de leur flanc droit, ont porté toute une armée face à cette attaque. Une brèche de 50 kilomètres existe entre Klück et Bülow.

Les Anglo-Français *s'arrêtent* le 9 septembre à midi, à l'entrée de cette brèche et laissent échapper l'occasion d'une victoire décisive.

français s'arrêtaient à l'entrée de cette brèche non défendue. Cet arrêt était contraire à toute logique et était une faute impardonnable.

C'est entendu, on ne refait pas l'histoire. Il est inutile de rêver ce qu'aurait pu devenir la bataille de la Marne préparée et livrée d'après le type de la bataille napoléonienne. Mais il est permis de pleurer sur ce manque à gagner, sur le résultat incomplet de la victoire française. Si la doctrine napoléonienne avait été mieux connue, mieux comprise, si les études stratégiques avaient été plus en honneur dans notre armée, on peut penser vraiment que l'impossible aurait été fait pour suivre la méthode

de l'Empereur. La récompense aurait été une victoire décisive et peut-être la fin de la guerre, le 10 ou le 15 septembre 1914.

***

Une question vient naturellement à la pensée. Si l'on prend les situations telles qu'elles ont été effectivement pendant la bataille de la Marne, le G. Q. G. français pouvait-il profiter de l'existence de la brèche de 50 kilomètres existant entre Klück et Bülow? On n'avait pas su, pas voulu ou pas pu amener une armée de rupture à Provins. La bataille n'était pas préparée dans le mode napoléonien. Mais la brèche dans le front allemand se produisait. Le G. Q. G. français pouvait-il en tirer parti? Pouvait-il saisir l'occasion, comme le fit Frédédric II à Prague? Pouvait-il pousser des troupes dans cette brèche et prendre Klück à revers?

Dans son lointain cantonnement, le G. Q. G. français est fort bien renseigné. Il suit sa bataille et la dirige. Il a, pour le tenir au courant, les officiers de liaison, l'aviation, le téléphone, la T. S. F., la tour Eiffel qui capte les radios ennemis et des cryptographes qui les déchiffrent. Il envoie ses ordres par téléphone, télégraphe, T. S. F. et officiers de liaison utilisant des autos rapides. Le commandant en chef de 1914 n'est pas du tout isolé de ses troupes. Il peut intervenir dans la direction des opérations aussi bien que le général du XVIIIe siècle.

La bataille de Frédéric ne dure que quelques heures. Celle de Napoléon ne dépasse pas la journée, sauf Bautzen et Leipzig. Les batailles de 1870 ne durent aussi qu'un jour. La Marne n'aboutit à un résultat qu'au bout de quatre jours. Les décisions sont prises, sur le terrain même, par Frédéric, ou Napoléon, en voyant le mouvement des troupes ou en entendant le canon. Elles s'exécutent sur-le-champ. Le G. Q. G. de 1914 marque sur sa carte la position de ses corps, et celles de son adversaire. Il prend ses décisions à tête reposée. Malgré son éloignement, ses ordres peuvent être exécutés au bout de quelques heures, au plus tard après une demi-journée. L'action du commandement, dans une bataille de plusieurs jours, peut se faire sentir sur le champ de bataille aussi bien maintenant qu'il y a cent ou deux cents ans.

C'est bien ainsi que le comprenait le G. Q. G. français de 1914. Dès le second jour de la bataille, il était mis en présence d'un fait capital, le recul de la droite allemande, qui refluait vers le nord sans attendre le combat. Que le G. Q. G. ait prévu cet événement ou qu'il n'y ait pas songé d'avance, le fait était là. Les corps de droite de Klück placés en face de l'armée anglaise remontaient en hâte vers la Marne le 6 septembre. Les corps de gauche de cette armée en faisaient autant dans la nuit du 6 au 7 septembre devant le corps de cavalerie français et le corps d'armée de gauche de la 5e armée française. L'attaque de Maunoury aspirait sur l'Ourcq toute une armée allemande. La gauche alliée se trouvait en face du vide. Quelques divisions de cavalerie allemande essayaient de boucher cette trouée. Admirablement renseigné, le G. Q. G. français savait tout cela.

Aussi n'hésitait-il pas à intervenir pour profiter de cette chance inespérée, de cette grave faute de Klück. Le G. Q. G. envoyait des avis pressants à l'armée anglaise pour la faire pénétrer dans la brèche. Le 7 septembre, à 18 heures, il signalait l'existence dans la ligne allemande « d'un trou entre les fractions engagées contre la 5e et celles engagées contre la 6e armée, trou bouché par des forces importantes de cavalerie, probablement quatre divisions ».

Le 8 septembre, à midi, le G. Q. G. télégraphiait à l'armée anglaise : « Il semble que, sur votre front, il y ait seulement une partie du IVe corps d'armée et un corps de cavalerie de 3 à 4 divisions. » A 15 h. 30, nouveau télégramme, de forme plus impérative, du G. Q. G. à l'armée anglaise : « Il est indispensable que les forces britanniques attaquent la Ferté-sous-Jouarre et débouchent au nord de la Marne dès ce soir. » Le même jour, 8 septembre, à 19 heures, un nouvel ordre du G. Q. G. prescrit à l'armée anglaise de « franchir la Marne entre la Ferté-sous-Jouarre et Nogent-l'Artaud pour être sur les derrières de l'armée qui se trouve sur l'Ourcq ». On ne pouvait pas être plus catégorique.

Nos alliés anglais, qui avaient à ce moment cinq divisions d'infanterie et une et demie de cavalerie, n'étaient pas sous les ordres du général Joffre. Il était difficile de les diriger. Il aurait fallu les convaincre. Le résultat ne fut pas atteint

à cette heure si capitale. Les Anglais ne marchèrent que très lentement dans les journées du 6, 7 et 8 septembre, malgré l'absence de résistance ennemie. Ils ne passèrent pas la Marne dans la journée du 8 septembre, bien que fût grande l'insistance des télégrammes du G. Q. G. français. Le 9 septembre, ils traversèrent la Marne non défendue, mais ne s'élevèrent que de quelques kilomètres sur la rive droite et s'arrêtèrent avant midi, sans faire aucune action offensive contre la gauche et les arrières de l'armée allemande de Kluck. Cette inaction, cette carence de l'armée anglaise, à une heure aussi capitale, doit être jugée comme une faute inexcusable.

***

Quand on constate ainsi que le G. Q. G. a vu clairement la situation et a tant insisté auprès de l'armée anglaise pour que celle-ci entrât dans la brèche du front allemand, on ne peut pas comprendre pourquoi ce même G. Q. G. n'a pas donné des ordres dans le même sens aux troupes françaises qui étaient également en face de cette brèche. Il y a là un point d'histoire qui reste aujourd'hui incompréhensible et qui ne sera peut-être jamais expliqué.

Si le rappel vers le nord des deux corps de droite de Klück avait laissé le terrain libre en face de l'armée anglaise dès le 6 septembre, la marche en retraite des deux corps de gauche de Klück à partir de la nuit du 6 au 7 septembre faisait le vide devant le corps de cavalerie français et le corps d'armée de gauche de notre 5e armée, qui était le 18e corps commandé par le général de Maud'huy. Ce n'est que notre 3e corps d'armée placé plus à droite qui était en face de la droite de Bülow. Le 18e corps d'armée français n'a pas combattu le 7 septembre, car il n'y avait plus d'Allemands en face de lui.

Si le G. Q. G. français, très bien renseigné, connaissant l'existence de la brèche, avait poussé en avant le 18e corps d'armée et le corps de cavalerie, l'armée anglaise aurait été entraînée par l'exemple et aurait sans doute avancé. Cet ensemble eût été assurément peu homogène et n'aurait pas eu la valeur d'une armée bien en main. Mais le G. Q. G. savait qu'il n'y

avait là que quatre divisions de cavalerie allemande. Un succès foudroyant n'était pas douteux.

Le 18e corps d'armée, qui n'avait pas eu d'ennemi en face de lui le 7 septembre, aurait pu atteindre facilement, le 8 septembre, les ponts de la Marne dont il n'était séparé que par une étape moyenne dans une région que la cavalerie allemande abandonnait. Son remarquable chef, le général de Maud'huy, grand entraîneur d'hommes, aurait certainement avancé vigoureusement et aurait galvanisé et le corps de cavalerie et peut-être les Anglais. Une masse française, et peut-être franco-anglaise, pouvait normalement intervenir, le 9 septembre, et attaquer par derrière l'armée Klück accrochée sur l'Ourcq par Maunoury. Quelle fatalité que l'on n'ait pas utilisé cette force vive, qui se trouvait disponible au moment et au point voulu! La 5e armée n'avait pas besoin du 18e corps. Ce n'est pas Montmirail qui était le point capital de la bataille, C'est sur la rive droite de la Marne, vers les arrières de Klück, qu'il fallait aller cueillir la victoire.

Le fait que le G. Q. G. français n'ait pas ordonné, au moins au corps de cavalerie français, de pénétrer dans la brèche, de poursuivre la cavalerie allemande en retraite, d'intervenir sur les arrières de l'armée Klück, demeure encore plus inexplicable. Cependant on est obligé de ne pas en douter. Les textes sont là. Le corps de cavalerie a constamment été chargé, y compris par l'ordre du 8 au soir pour la journée du 9, « d'assurer d'une façon effective, la liaison entre les Anglais et la 5e armée ». On doit certainement reprocher à ce corps de cavalerie d'avoir manqué de mordant, de n'avoir pas poursuivi l'ennemi qui se dérobait, d'avoir perdu le contact. Son inertie, son inaction, sont une grave faute. La seule excuse est dans les ordres reçus. Il a cherché le moindre effort. Il a exécuté la lettre de l'ordre. Il a assuré la liaison. Il n'a pas fait un pas pour aller plus loin, pour faire mieux. Et l'armée anglaise peut invoquer comme excuse, de son côté, qu'elle était à hauteur et même un peu en avant de la cavalerie française.

On est obligé de constater qu'il a manqué, les 7, 8 et 9 septembre, un animateur, un chef, pour orienter cette cavalerie française vers l'offensive. Il n'était pas besoin d'un homme de génie, ni d'un savant. Il aurait suffi, comme à Prague, d'un

homme de bon sens, qui voyant l'ennemi en retraite, eût la volonté de le suivre et de le poursuivre, qui, voyant la brèche béante, commandât : « En avant. » Le corps de cavalerie français était fatigué, sans doute, peu porté à se dépenser, ayant oublié son « esprit cavalier » du temps de paix. Mais, si un ordre des G. Q. G. lui avait défini sa mission offensive, et montré l'importance de sa tâche, si un officier du G. Q. G. était venu parler à ces cavaliers, et leur avait apporté un ordre ferme, ils auraient obéi. La responsabilité reste toujours à l'autorité supérieure. On ne fit rien. On resta inerte en face du trou béant. La cavalerie française continua à assurer passivement la liaison, au lieu de jouer son rôle normal, au lieu de poursuivre, au lieu de reconnaître, au lieu d'intervenir dans la bataille.

C'est ainsi que la brèche existant entre Klück et Bülow ne causa pas la perte de l'armée allemande. C'est ainsi que les Alliés perdirent, par leur faute, l'occasion d'une victoire décisive. La fortune leur souriait par la manœuvre maladroite de Klück. Ils n'en profitèrent pas. La guerre, qui aurait pu être terminée par un coup de tonnerre, allait durer plus de quatre ans.

***

Le G. Q. G. français ne s'est sans doute souvenu ni de la bataille de Prague, ni de la bataille napoléonienne. S'il y a songé, on peut admettre, tout en le regrettant, qu'il n'a pas pu amener une réserve vers Provins pour intervenir au point faible de la ligne allemande. On peut aussi croire qu'il ne jugeait pas vraisemblable que Klück pût commettre une faute aussi grave que celle qui a mis l'armée allemande à deux doigts d'un retentissant désastre.

Mais les événements donnaient au G. Q. G. une occasion unique de reprendre l'avantage. Comme devant Frédéric II, qui ne l'avait pas prévu, le vide, le trou, apparaissait dans la ligne ennemie. Il n'y avait qu'à exploiter cette chance inespérée.

A cette modeste contribution à l'histoire militaire nous avons donné un titre dubitatif ou plutôt une phrase inachevée. Nos lecteurs la termineront.

GÉNÉRAL DE CUGNAC

LE
PROBLÈME DU SAINT-SUAIRE

FAITS ÉTABLIS. DONNÉES NOUVELLES

La question du Saint-Suaire n'a pas cessé d'évoluer depuis le jour où le commandeur Pia prit, en 1898, la célèbre photographie sur laquelle nous avons travaillé peu après à la Sorbonne. On avait d'abord discuté âprement, pour savoir si les effigies modelées en négatif que l'on voit sur l'étoffe pouvaient être ou non l'œuvre d'un peintre. Mais les photographies de 1931 ayant établi de façon manifeste que le Suaire a enveloppé un cadavre, on se demande maintenant, à bon droit, si le mort était le Christ. Et de nouvelles questions surgissent : le Suaire semble avoir inspiré une part importante de l'iconographie chrétienne, cela dès le VIe siècle — ce qui le daterait au moins de cette époque. — Le fait est-il certain? se dira-t-on. Et dans l'affirmative, pourrait-on trouver au Linge une ancienneté plus grande encore?

Telles sont les données actuelles du problème.

Faut-il rappeler ce qu'est le Suaire?

Dans l'axe d'un drap large de 1 m. 10, long de 4 m. 36 et qui a été plus long, apparaît la double trace due à un mort pardessus la tête duquel le drap se repliait. Deux silhouettes, l'une dorsale, l'autre antérieure, sont indiquées ainsi par une série de marques rousses, assez floues, dont les bords vont se perdant sur l'étoffe, aujourd'hui brunâtre, du linceul. Elles s'op-

posent par les têtes, que la mentonnière employée jadis dans les sépultures juives aura isolées l'une de l'autre en empêchant le drap de toucher le haut du crâne : d'où l'intervalle qui sépare les têtes sur la toile.

Pour autant que les plis ou détours de l'étoffe et le flou des images permettent d'en juger, la taille du mort était de 1 m. 75 à 1 m. 80.

Il y a trente ou quarante ans les historiens ne voyaient dans ce drap qu'un objet peint de façon très banale. Un inconnu aurait fait ce travail vers 1355 à Lirey, près de Troyes, et il l'aurait avoué. Malheureusement pour la solidité de la thèse, les aveux manquent. Les découvrirait-on que la valeur en serait nulle, puisque le Suaire porte, sans contestation possible, les traces d'un mort jadis enveloppé dans ce linge.

Depuis 1453, le Suaire est la propriété de la Maison royale de Savoie qui le garda d'abord à Chambéry, puis le transporta en 1578 à Turin. Il y est conservé dans une chapelle superbe en marbre noir, dont la fenêtre donne sur l'abside de la cathédrale. Un reliquaire magnifique, à l'intérieur duquel le linge est enroulé, le cache à tous les yeux.

Les expositions du Suaire sont très rares. En 1931 on le présenta au public pendant trois semaines. Les visiteurs étaient maintenus à quelques mètres de distance par une barrière. Mais les savants purent s'approcher pendant des heures jusqu'à toucher l'étoffe, désencadrée pour eux. Bien que la lumière électrique changeât un peu les tons, le chevalier Enrie réussit à prendre les photographies remarquables dont nous avons fait hommage ensemble à la Bibliothèque de l'Institut.

En 1933, pour l'Année sainte, nouvelle exposition non moins longue. Au cours de la cérémonie de clôture, le Suaire fut placé pendant dix minutes sur le perron de la cathédrale, au grand jour, et l'on prit une photographie qui dispense de tout procès-verbal. Revoyant ainsi le Drap de près à la lumière naturelle on jugea cette fois des teintes : au brun roux des traces laissées par le cadavre s'ajoute, pour le sang, un carmin passé qui étonne, le sang qui tache des objets antiques étant devenu d'une couleur brune. Nous n'expliquons pas cette couleur, mais l'essentiel est que d'après l'examen que les photographies

permettent de faire des marques carminées du Linceul, leur nature sanguine ne peut être mise en doute.

Retournons à Lirey. Le Suaire y fit vers 1355 une entrée très discrète. Mais les pèlerins affluèrent, dès que Geoffroy Ier de Charny l'eut déposé dans une collégiale qu'il avait fondée depuis peu.

Il est parlé de Geoffroy Ier dans Froissart. Ce seigneur avait suivi le dauphin Humbert II à la croisade de 1346. A la bataille de Poitiers, en 1356, il devait être tué aux côtés du roi Jean II dont il portait l'oriflamme. Il y a, dans cette vie « passée toute à guerroyer contre les ennemis de la France et de l'Église », une noblesse qui, à elle seule, nous défendrait de suivre le chanoine Ulysse Chevalier dans ses insinuations et critiques : en 1900, dans un essai consacré à la question du Suaire, l'érudit écrivain crut pouvoir en effet déclarer que la relique n'était qu'un faux grossier, fabriqué, du vivant même de Geoffroy Ier, à Lirey ou dans les environs. Il est fâcheux d'ailleurs que Geoffroy n'ait pas dit comment l'étoffe était venue en sa possession. D'après son fils elle lui aurait été donnée en cadeau; d'après Marguerite de Charny, sa petite-fille (qui finit par offrir le Suaire au duc de Savoie Louis Ier) le Drap aurait été pour Geoffroy Ier une récompense. Mais de qui avait-il reçu ce linge en récompense ou en cadeau? on l'ignore. Ce que l'on sait en revanche de science certaine, c'est que la prétendue toile peinte est un linceul, *qui n'est que trop réel.*

Qu'y voit-on, quand on en fait l'étude?

Un curieux masque, d'abord, que cette face sur laquelle alternent les bruns, les blancs[1]. Les parties saillantes du visage, que le drap touchait bien, ont fait des marques fortes : ainsi le nez, très brun parce que c'était là surtout que le linge appuyait, ainsi les pommettes, diverses parties du front, le bord de la moustache, ainsi le menton couvert de barbe. Les parties de la figure et du corps qui touchaient moins franchement le linceul ont laissé des traces moyennement sombres. Le contact cessant, le brunissement s'atténuait, sans disparaître encore. Un éloignement croissant supprimait peu à peu

1. Voir le hors-texte.

toute image... Bref, il y a sur le Suaire un « modelé » : mais inverse de celui que les peintres s'efforcent d'obtenir, puisque les creux y sont clairs et les saillies foncées.

Au premier examen, des singularités nous frappent : le Suaire n'enveloppait pas les côtés du visage, deux mèches encadraient cette face réduite à la partie antérieure, on ne voit pas trace du cou, ni (par devant) des épaules. Ces étrangetés s'expliquent sans peine. Supposons en effet que des paquets de linges ou bandes fussent placés autour de la tête pour qu'elle restât bien droite dans la tombe : le drap d'avant ne pouvait toucher les épaules, que les linges couvraient en même temps qu'ils maintenaient la tête et soutenaient les mèches au niveau de la face, et comme le Suaire allait du menton à la poitrine soulevée en un spasme d'agonie, il restait loin du cou... Or il se trouve que sur les Saintes-Faces byzantino-slaves, peintes, précisément, avant que le linge eût, en 1204, quitté Constantinople, le cou, les épaules manquent aussi, et que deux mèches encadrantes sont toujours figurées : un tel rapprochement suffirait à montrer que ces images dérivent du Suaire, dont l'origine orientale nous est révélée par cela même.

Les *epitaphioi*, broderies liturgiques, orientales comme les Saintes-Faces, et dont les plus anciennes remontent au XIVe siècle bien que la vraie source en soit à chercher sensiblement plus tôt, donnent une représentation du Christ qui, pour le corps cette fois, fait penser non moins immédiatement au linge de Turin. M. Gabriel Millet a signalé cette parenté, sans aller jusqu'à penser que ces broderies eussent emprunté au Suaire l'effigie qu'elles figurent[1]. L'imitation est pourtant manifeste, car on ne peut croire que le mort ait eu la complaisance de prendre exactement la pose que les *epitaphioi* donnent au Christ.

Les Saintes-Faces — et, nous le dirons, d'autres œuvres exécutées en peinture ou en mosaïque — reproduisaient donc, à mon avis, le masque imprimé sur le drap. Mais les artistes avaient interprété faussement les blancs et les bruns du linceul. Par exemple, ils avaient cru voir sur l'étoffe une lèvre supérieure ombrée et ils l'avaient, de plus ou moins près, imitée : il s'agissait en réalité du bord très marqué, très foncé, de la moustache,

1. *Recherches sur l'Iconographie de l'Évangile*, Paris, 1916, p. 499, fig. 536.

comme la photographie 2 reproduite ici en hors-texte le fait comprendre. Le linge allait ensuite de cette moustache à la lèvre d'en bas, dont il prenait l'empreinte sans toucher celle d'en haut : on avait cru alors que cet espace blanc correspondait à une lèvre inférieure, recevant la lumière. Quant à la lèvre d'en bas, que le Suaire marque en brun, on la prenait pour l'ombre qui apparaît sous une bouche, lorsqu'un visage est éclairé par en haut... Poursuivons. Sous la lèvre inférieure brune du linceul, il y a un espace clair, du fait que le drap gagnait directement le menton : ce « clair » passait pour correspondre au sommet d'un menton qui n'eût porté de la barbe que plus bas.

On avait commis pour le front une erreur d'interprétation du même ordre : les « clairs » qui, sur le drap, attestent l'absence de contact avec la peau dans des creux, étaient pris pour des reliefs. Les artistes construisaient ainsi un pseudo-front, décalé par rapport au vrai comme étaient décalés le menton et la bouche qu'ils dessinaient.

Considérons les moitiés droite et gauche de cette barre d'un T majuscule brun dont le nez représente la tige. Les artistes les prenaient pour des sourcils : ce sont en réalité les arcades frontales du mort. Où sont alors les sourcils? Ils paraissent manquer, car le haut de ceux-ci se confond avec l'arcade frontale, tandis que le bas s'engage dans le creux non marqué de l'orbite. Tendu devant cette orbite, le drap gagnait la pommette et l'attache latérale du nez en frôlant au passage le globe de l'œil... L'œil qui sur l'empreinte est à notre gauche — l'œil gauche du mort — laisse voir la ligne de jonction des paupières. Des « accidents » brouillaient l'image de l'autre œil que l'on a souvent cru, à tort, être crevé.

Il y a en effet beaucoup d' « accidents », sur le Suaire. Ainsi, à notre gauche, une bande pâle due à un manque de sensibilité du linge coupe soudain la face en long. Ailleurs c'était l'inverse, des fils brunissaient trop : et c'est à un phénomène de ce genre qu'il faut attribuer l'existence du carré (ouvert du haut) qui se trouve placé au-dessus du nez et bien dans l'axe. Des œuvres d'art inspirées directement ou non par le Suaire ont vu, dans ce carré, un froncement de sourcils : les côtés verticaux du carré devenant les rides que tout le monde connaît,

tandis que la partie inférieure simule une barre unissant les sourcils — barre que le Suaire fournit d'ailleurs un prétexte à ombrer par-dessous. — Mais, avec une ingénuité touchante, d'autres œuvres reproduisent le carré tel quel : c'est là ce qu'on observe au mieux sur le Christ du cimetière de Saint-Pontien à Rome, et il faut avouer que le fait est révélateur.

Des fils trop bruns marquent l'arête du nez, sur le masque : le saint Paul de Meliore Toscano, dont nous reparlerons, les copie. Pour les œuvres dérivées du Suaire, ces fils deviennent, sous le nez, un sillon naso-labial. Au menton ils seront une fossette, que souvent d'ailleurs on omettra.

Sur le masque, il y a bien entendu aussi des taches. J'attire l'attention sur la tache ou ecchymose qui fonce, à droite du nez et de ce côté-là seulement, le trait gonflé d'une face qui a souffert. Ce brunissement insolite est reproduit avec précision par plusieurs copistes : il serait, sur les images en question, vraiment inexplicable, si l'on ne pouvait le rattacher à cette particularité du Linceul[1].

Sur le Suaire encore on est frappé par la forme des moustaches brusquement interrompues à droite et à gauche. C'est la façon même dont le Suaire était posé qui explique cette forme, et il s'y ajoute, à droite, une coupure verticale franche due à un défaut de l'étoffe. Mais le fait est qu'on retrouve les brusques interruptions, la coupure même de la moustache, sur des œuvres anciennes diverses et jusque sur l'étendard d'Ivan le Terrible qui est au Musée des Armes à Moscou[2]. Cette bannière du XVIe siècle persiste également à copier, avec la convexité qu'il faut, le brun qui soudain fonce le menton du Linceul. Belle fidélité à un canon dont nous verrons qu'il datait alors de dix siècles!

Tel est ce masque. Avec ses bizarreries, ses hasards, ses taches, que le cliché d'un photographe y renverse la gamme des tons, et les blancs fonçant tandis que les bruns s'éclaircissent, un « portrait » sort de l'ombre (c'est ce dont témoigne la figure 2 du hors-texte, pages 384-385.

1. Voir notamment, dans un rouleau de l'*Exultet* conservé à la Bibliothèque *Casanatense* à Rome, deux miniatures, entre autres, qui sont à cet égard des plus curieuses.

2. André Grabar, *la Sainte Face de Laon, le Mandylion dans l'Art orthodoxe*, Prague, 1931, Ed. russe, p. 30, éd. française, p. 33, figure.

CHRIST DE SAINT-PONTIEN

Voyons maintenant ce linge d'un œil plus scientifique. S'il comporte des demi-teintes, et se modèle — à rebours — c'est parce que sur une substance apte à brunir, qui imprégnait le drap, des vapeurs émanées du corps, agissaient : *agissaient d'autant mieux que la distance était moindre.* D'où le fort brunissement aux points où il y avait contact et plus encore pression.

Des vapeurs ammoniacales, dues à la fermentation de l'urée d'une sueur fébrile de supplicié, agissaient — disions-nous il y a trente-cinq ans, le colonel Colson et moi — sur une mixture aloétique huileuse dans quoi le drap avait été trempé. Mais j'estime aujourd'hui qu'il n'y avait pas d'huile. C'est en effet si bien une poudre que la toile retenait entre ses fibres, qu'un flux de sérum (au pied droit), que des suintements (aux omoplates) ont repoussé visiblement cette poudre devant eux. A l'omoplate droite, en particulier, des suintements en forme de pétales étoilés avaient réparti curieusement la poudre : une portion de celle-ci étant attirée par un phénomène de capillarité vers les bords.

De l'ammoniaque, il en fallait aussi pour que du sang qui déjà était sec se fût redissous plus ou moins, en fixant sur le drap des « images » décalquées de caillots. Tel le sang qui avait serpenté sur le front, l'homme étant debout, tel encore celui que la main droite laissait fuir.

Au surplus, du sang avait si bien été redissous, dans la tombe, qu'un ruisselet avait coulé de l'avant-bras droit sur le linge : on y voit en effet un flux étroit, une flaque, un saut, encore un flux et un amas.

Si anormale qu'en doive sembler la teinte, c'est donc bien du sang qui tache le Suaire. — En voici une preuve encore : des plis minces s'étaient formés sur l'avant-bras droit, au sépulcre, des plis que l'on reconnaît à ce que les fonds en avaient seuls bruni : eh bien, un caillot n'a son image ici que dans les fonds, les soulèvements des plis de jadis ayant coupé le décalque, de même qu'ils interrompaient le brunissement.

Il y a plus : un autre sang avait coulé de certaines plaies, au tombeau, dans les conditions que voici. Des plaies, d'abord, avaient été débridées, sous les pieds, du fait de

FIG. 1. — LE MASQUE DU CHRIST (SAINT-SUAIRE).

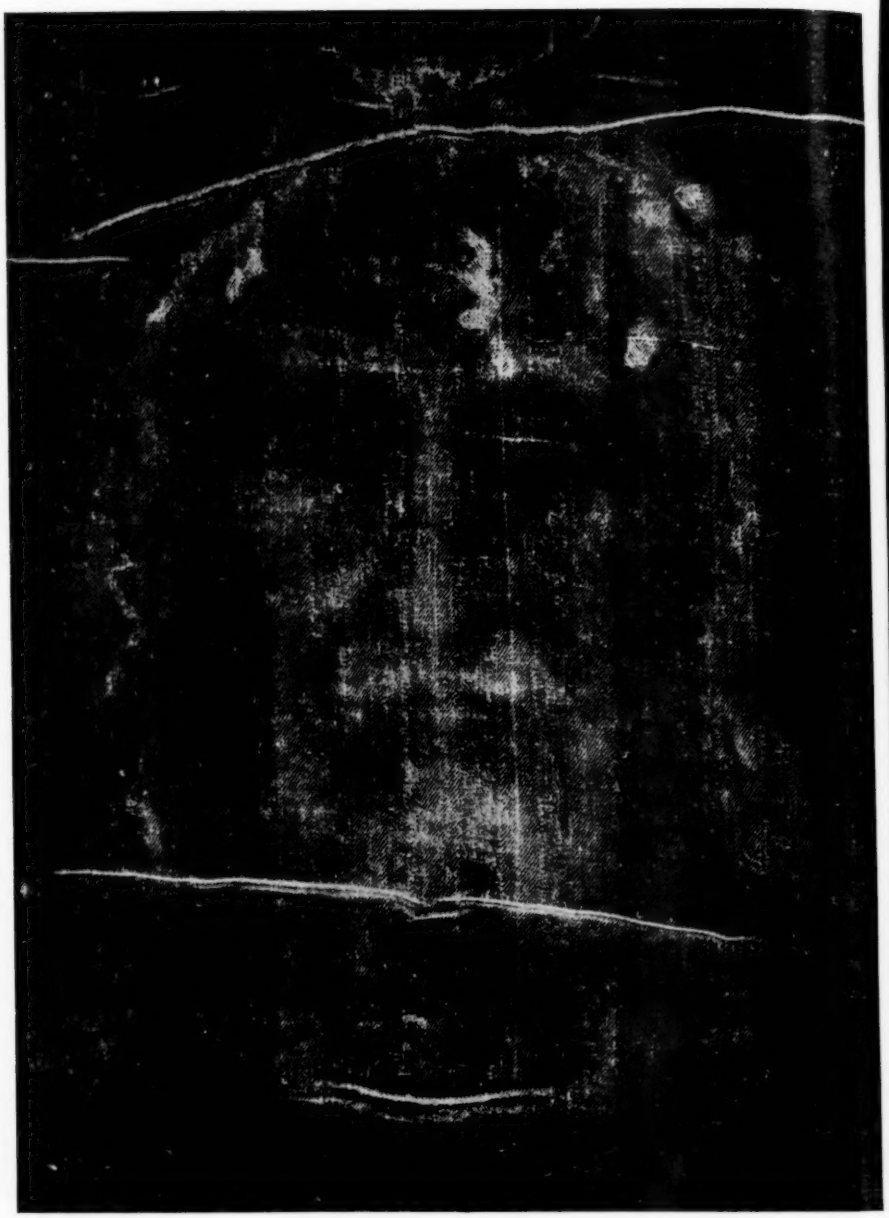


FIG. 2. — LE MASQUE DU CHRIST (SAINT-SUAIRE).
Ici la gamme des tons est renversée et la photographie se présente comme un négatif.

l'arrachement d'un clou. Ces plaies avaient laissé fuir un sang demi-coagulé, qui coulait, caillot fluide encore et sérum séparés. Nous passons maintenant au cœur. Comme le docteur Barbet l'explique[1], l'oreillette droite avait été percée quand l'homme était debout : et de ce fait un flux s'était produit, dont nous avons le décalque. Puis on avait transporté le mort et on l'avait couché : par la même oreillette droite, nouvel écoulement alors d'un sang issu, cette fois, de la veine cave inférieure. Ce nouveau sang glissait par le travers de la poitrine, il arrivait sous les reins creusés en voûte pour y suivre des plis légers de l'étoffe et se coaguler sur le drap avec des épaisseurs diverses, en formant, çà et là, des grumeaux.

Le cœur percé, comment la mort eût-elle été douteuse? Et des suintements la prouvent de reste : ceux du front, ceux de l'occiput encore mieux. Des gouttes, en effet, se pressaient en ces deux points : survenant tard, quand déjà s'étaient décalqués les caillots, elles les échancraient, les perçaient, les rongeaient. La mort faisait ainsi son œuvre. Elle aurait dissous jusqu'aux empreintes, si l'homme avait séjourné dans ce drap plus longtemps.

Un flux d'une autre nature attestait aussi la mort...

L'homme était mort sur une croix. Le sens du flux échappé de la plaie de cette main gauche, qui couvre l'autre main, le démontre. La plaie le montre également. Ronde et fine, elle était faite par une tige mince : par un clou. Une pointe avait, sans les rompre, écarté les os du carpe : des expériences avec radiographies faites par le docteur Barbet sur des mains amputées permettent de s'en rendre compte. Les pieds aussi avaient été percés, par un seul clou. L'opération était facile : le docteur Barbet s'en est assuré sur un cadavre encore souple.

Ayant été croisés pendant le supplice, les pieds demeuraient contractés et continuèrent à se croiser lorsque le cadavre fut porté au sépulcre. Le pied droit étant sous l'autre pied, le drap postérieur en pouvait toucher la plante. Sous ce pied droit on distingue alors, au centre, la plaie du clou, puis, cou-

1. *Les cinq plaies du Christ, Etude anatomique et expérimentale*, Paris, Dillen, 1935.

lant, giclant vers les orteils, et bientôt dispersé en une série de gouttes, un flux dont nous avons le décalque. Il s'était échappé au moment où l'homme était encore en vie et debout. Un autre flux, enfin, issu de la même plaie, n'avait coulé qu'une fois le mort étendu dans la tombe. Ce dernier flux était composé d'un sang à demi coagulé seulement. Allant vers le talon, il s'échappait par côté sur le linge, entrait dans un grand pli de l'étoffe et en mouillait les deux faces. Quant au pied gauche, comme il était placé sur l'autre, le drap de dessous n'en touchait pas la plante. On n'y voit donc pas de décalque de la plaie, mais seulement une tache ovale plus obscure en son centre, faite du sérum que la plaie laissait tomber sur le linge. Un sang demi-coagulé, fuyant le pied, s'engageait pareillement ici dans un pli. Ces plis montrent que l'on avait bourré le drap de droite et de gauche, pour empêcher les talons, qui divergeaient, de s'écarter plus encore.

Et sur la partie antérieure des pieds? — On ne voit rien, qu'une ample tache faite d'un sérum sanguinolent. Aucune image des pieds mêmes. Quelque chose empêchait donc le linge de les toucher. Quelque chose : le drap d'arrière, sans doute, dont on avait rabattu le bout sur les pieds[1]. Le sérum, lui, traversait par capillarité la partie rabattue, pour monter au linge d'avant. Mais cette partie rabattue manque aujourd'hui. On en aura, me disait Jean Ebersolt, distribué les morceaux à Byzance, au temps où les empereurs étaient devenus prodigues. On aura distribué aussi des fragments d'une bande coupée sur toute la longueur du linge, et recousue ensuite. Mais impossible de découvrir aucune de ces reliques, en Europe, dans les lieux où les textes en ont signalé la présence autrefois. En 1915 la guerre a détruit ceux des fragments qui se trouvaient à Corbie.

L'homme dont l'empreinte apparaît sur le Suaire avait été couronné d'épines dont on voit au sommet du front les piqûres. Sur le drap même, j'ai montré l'une d'elles à Son Éminence le Cardinal Fossati, archevêque de Turin : du sang, et une marge faite d'un sérum bordé de brun. Elle est à gauche et en haut,

1. Il en était si bien ainsi que j'aperçois maintenant sur les photographies le terme supérieur de la partie rabattue.

figure 1. A l'occiput on ne peut voir, dans les cheveux, que ces caillots dont nous disions plus haut que des gouttes les avaient échancrés ou percés.

L'homme avait été flagellé : sur le haut de la poitrine et sur tout l'arrière du corps. Dix-huit coups insultaient à sa nudité complète. — Les traces des coups affectent la forme de petits haltères : pourquoi? — J'ai reconstitué le fouet : il était composé d'un manche et de plusieurs lanières portant chacune deux boules de métal. Une seule boule, et c'eût été un fouet gréco-romain, d'un type courant. A titre d'expérience, j'ai frappé avec un fouet ainsi reconstitué un carton ondulé sur la surface duquel un papier avait été collé. Tandis que les lanières ne faisaient aucune marque, les boules, au contraire, s'imprimaient dans le papier, en laissant exactement ces traces de petits haltères qui apparaissent sur le Suaire. Il en allait autrement des coups qui avaient enveloppé, coupé le mollet gauche : pas d' « haltères » cette fois, mais des plaies séreuses obliques. Dans la plus large on voit la coupure même.

On a pu faire bien d'autres observations sur le Suaire. Mais nous devons abréger ici. Ce qui importe c'est que ce linge a incontestablement enveloppé le cadavre d'un supplicié mort dans les mêmes conditions que le Christ. Mais était-ce le Christ lui-même?

***

En ce qui concerne l'étoffe en tout cas (une serge avec chevrons) il n'y a aucune objection à faire contre cette hypothèse. Les anciens tissaient des serges. On en trouve à Pompéi, à Palmyre, dans les Gaules. Il est vrai que les serges trouvées dans les Gaules sont souvent composées de losanges. Mais ces losanges sont faits de chevrons s'opposant les uns aux autres.

Le supplicié, nous l'avons dit, est mort exactement comme le Christ, et il a été enseveli comme lui, c'est-à-dire, à notre gré, sans avoir été lavé, ni oint, ni entouré de bandelettes. Mais, nous l'avons dit, le Suaire avait été frotté d'une poudre, poudre que des vapeurs ammoniacales ont brunie : il s'agit très vraisemblablement d'aromates, mélange d'aloès et de myrrhe, que selon Saint Jean, Nicodème aurait apportés.

Resterait à expliquer, du point de vue historique, comment

le Linceul aurait pu parvenir vers 1355 à la collégiale de Lirey. Si nous remontons le cours du temps, il faut supposer que ce linge arrivait directement de Byzance, où en effet Robert de Clari affirme que l'on conservait en 1204, le Suaire, le Sindon de Jésus-Christ. A cette époque, les Croisés pillent la ville et, selon Robert de Clari encore, le Sindon disparaît. Il était en ce temps-là conservé à Sainte-Marie des Blachernes, où, d'après le même chroniqueur, on l'exposait « tout droit chaque vendredi, pour que l'on y vît bien la figure du Seigneur ». Notons ce mot « figure », qui n'avait jamais été employé dans les récits, jusque-là.

Continuant notre « remontée » dans le temps, nous arrivons à juin 1201. A ce moment, l'empereur n'a pas encore transporté sa résidence aux Blachernes et les linges sépulcraux du Christ se trouvent dans la chapelle impériale de Sainte-Marie du Phare, que son trésorier, le noble byzantin Nicolas Mesaritis, doit défendre contre les entreprises séditieuses de Jean Comnène. « Ils sentent encore la myrrhe, selon Mesaritis, et bravent la destruction pour avoir enveloppé dans la tombe le corps, nu, de l'ineffable mort. » — Eh quoi! pas un mot de la figure que l'an d'après peut-être on allait exposer aux Blachernes? Serait-ce qu'il n'y avait à ce moment, sur le Sindon, rien à voir? L'objection serait grave, si l'iconographie plus ancienne que je crois avoir mise au jour n'était venue, d'avance, y répondre en prouvant que, *dès le VIe siècle*, le masque d'aujourd'hui existait sur le linge. Si l'on admet cette preuve, j'expliquerai comme suit l'ignorance où Mesaritis était à l'égard des empreintes : je le vois, dirai-je, soulever un couvercle, sentir l'odeur ancienne, et refermer, sans avoir déployé un drap que jamais on ne montrait avant la courte période des Blachernes.

Au Grand Palais, le linge est en 1171 dans l'appartement impérial même. D'inestimables richesses y sont gardées, cachées là depuis les temps de « Constantin, Théodose, Justinien », écrit Guillaume de Tyr, qui accompagne le roi de Jérusalem Amaury 1er dans la visite que celui-ci fait à Manuel Comnène. Et le Suaire est parmi ces trésors interdits aux profanes... Les nobles voyageurs, dont chaque jour on prévient les désirs, reçoivent l'autorisation de franchir les portes saintes. Mais pas plus que Mesaritis, Guillaume de Tyr ne parle d'une figure.

On peut croire d'ailleurs qu'il n'a pas vu non plus le linge déployé. Lisons en effet les études byzantines d'Alfred Rambaud : le Suaire n'est même pas nommé dans les pages qui ont trait à l'ardente vie religieuse des empereurs.

Je crois que l'on peut sans hardiesse expliquer ainsi cette omission. On ne montre pas à ce moment-là le Suaire, parce que cette relique choquait une sorte de pudeur religieuse. Longtemps en effet le supplice de la Croix n'avait dû faire l'objet d'aucune représentation. C'est ce qui explique qu'une relique aussi importante ait semblé à maintes reprises égarée. Pourtant son existence même nous est attestée au VIIIe siècle par saint Jean Damascène qui cite un linceul parmi les reliques de la passion vénérées à l'époque.

Dans la première moitié du VIIe siècle, saint Braulion, l'évêque de Saragosse, juge impossible que le suaire du Christ n'ait pas été conservé. Les termes qu'il emploie donnent même à penser que de son temps chacun savait fort bien où se trouvait cette relique, mais il ne fait aucune allusion à des traces que le corps du Christ aurait laissées sur le Linceul.

Pourtant, grâce à l'obligeance de M. l'abbé Henri Martin, directeur au Grand Séminaire du Puy, j'ai entre les mains l'*Illatio* ou préface mozarabe pour le samedi d'après Pâques, où je lis cette phrase : « Pierre, courant au Sépulcre avec Jean, vit les traces fraîchement mises par le corps du Ressuscité sur les linges ». Ce texte, M. l'abbé Martin l'a trouvé dans la patrologie de Migne. Il peut surprendre, car ni Pierre, ni Jean n'ont rien écrit de semblable. Mais le fait est que cette phrase de l'*Illatio* figure dans le manuscrit 35.3 de Tolède, du IXe siècle : où sont recueillis des textes plus anciens de beaucoup, écrivait en 1912 Dom Férotin, qui publiait ce manuscrit sous le titre de « Sacramentaire mozarabe[1] ». Par ailleurs, le complet silence des liturgies occidentales touchant un récit de ce genre, donne à croire que la phrase arrivait d'Orient, comme en seront venues bien d'autres[2]. Et l'on peut croire que saint Julien de Tolède, mort en 690, l'avait comprise

1. *Monumenta Ecclesiæ liturgica*, t. VI, 1912, p. 291, col. 1.

2. *Dictionnaire d'Archéologie chrétienne et de Liturgie*. Article *Mozarabe* (*Liturgie*), par Dom Cabrol, 1934. Pour le fait des apports orientaux, voir colonnes 393 et 464.

dans la révision qu'il faisait de la primitive liturgie espagnole (si Dom Férotin a raison de voir dans ce manuscrit 35.3, où est la mention qui nous intéresse, une copie de cette révision même). Bref, l'arrivée du texte en Espagne semble dater de la seconde moitié du VIIe siècle, et le passage nous instruit d'une opinion qui devait avoir cours à Byzance en ce temps-là. On croyait savoir qu'il y avait sur le drap du Christ certaines traces, et l'on attribuait intrépidemment à saint Pierre l'origine de cette croyance. Sur quoi pouvait-elle être fondée?

Eh bien, c'est ici qu'une nouvelle théorie iconographique entre en scène. Transportons-nous au VIe siècle. A partir de cette époque, à laquelle appartient ce Christ de saint Pontien que nous reproduisons, nous voyons s'affirmer au cours des âges une particularité tout à fait curieuse. Sur maintes fresques, mosaïques, miniatures, on constate en effet que le Christ est représenté avec certains caractères qui ne peuvent provenir que du Suaire de Turin lui-même. N'est-ce pas là une preuve évidente que dès le VIe siècle le Linceul existait?... Pourtant, comme on ne devait évidemment le montrer que très peu, nous sommes portés à croire que ce n'est pas de lui directement que la plupart des artistes se sont inspirés, mais d'une œuvre qui était l'image dérivée de ce linge : à savoir l'Image d'Edesse. Cette célèbre œuvre d'art est signalée dès le début du Ve siècle dans la version de la légende d'Abgar connue sous le nom de « Doctrine d'Addaï, l'Apôtre[1] ». Au Xe siècle on devait la retrouver à Byzance où on l'appelait le Mandylion. D'après le comte Riant, cette Image aurait fait partie des reliques cédées à saint Louis par Beaudouin II[2]. Elle était encore à la Sainte Chapelle en 1790[3], et a disparu depuis lors.

Que cette Image d'Edesse eût inspiré les Saintes-Faces byzantino-slaves, c'est là une opinion classique. Mais ce qui

1. Tixeront, *Les Origines de l'Église d'Édesse et la Légende d'Abgar*, Paris, 1888.

2. Riant, *Exuviæ*, t. I, p. LXXIX, CCIX; II, pp. 212, 217, 223, 231.

3. Morand, *Histoire de la Sainte Chapelle royale du Palais*, 1790, p. 7, et, face à la page 40, planche n° 18.

nous semble essentiel, c'est d'observer qu'elle était elle-même une copie du Linceul.

Quant au Suaire, il n'est guère douteux qu'on le montrât vraiment en 1203 et 1204 aux Blachernes. C'est probablement à cette époque que fut peinte d'après lui la précieuse icone de Laon, que j'ai étudiée sur place. Il semblera d'abord aussi que le Christ et le saint Paul du primitif florentin Meliore Toscano, présentés l'an dernier à l'exposition d'Art italien, soient des dérivés immédiats du Linceul. Mais l'œuvre datant de 1270, époque à laquelle le Suaire avait disparu de Byzance, on croira bien plutôt qu'une copie faite aux Blachernes était parvenue en Toscane.

Ce qu'il y a de certain, c'est que tous les artistes qui directement ou indirectement se sont inspirés du Linceul, ont pris, à l'endroit de la face que reproduisent les photographies ci-jointes, des initiatives de même ordre. Ils ont représenté ouverts les yeux que le Suaire montre fermés, ils ont modelé le nez en clair : cela, pour tirer de ce masque d'un mort un portrait vivant du Christ. Ils complétaient, à cet égard, leur œuvre en ajoutant des oreilles, en redessinant les mèches qui encadrent le visage, en effaçant les plaies dues à la couronne d'épines : ce qui ne les a pas empêchés de reproduire, sur le front, les joues, le menton des figures, assez de particularités ou de marques, tirées manifestement du Linceul, pour que l'on soit tenu de voir dans le Suaire de Turin le modèle premier d'une série d'œuvres antérieures à l'arrivée de ce linge en Champagne.

Quant à la façon dont le Suaire était parvenu jadis au palais des Empereurs grecs, c'est un point sur lequel on en est réduit aux conjectures. On peut croire cependant que d'abord la relique s'est transmise de chrétien à chrétien, puis de couvent à couvent. Et c'est dans un couvent qu'aura été peinte l'Image d'Edesse. Les Empereurs de Byzance auraient, à l'époque, réclamé le Suaire, qu'ils auraient enfermé. Des bruits concernant le linge extraordinaire n'en auraient pas moins couru : si bien qu'un voyageur espagnol aurait rapporté à Tolède la phrase citée plus haut.

Un fait certain, c'est que, vers le VIe siècle le type iconographique du Christ se modifie : on abandonne la figuration hel-

lénistique. Or le changement passe pour avoir eu des origines orientales. On dit même « mésopotamiennes, cappadociennes ». Et comme Edesse était une ville de Mésopotamie, le fait est en faveur de notre thèse. A la même époque surgissent d'ailleurs à Kamuliana en Cappadoce, non loin de la ville principale du pays, Cæsarea Mazaca, et à Césarée même, comme aussi à Diobulion, bourg du diocèse d'Amasia dans le Pont, d'autres Saintes-Faces présumées miraculeuses : elles copiaient sans doute l'Image d'Edesse.

Comment alors ne pas penser aux affirmations de Bayet et de Strzygowski, d'après qui l'iconographie chrétienne aurait été profondément influencée par les images dites miraculeuses, selon le premier, et pour le second, par une tradition mésopotamienne, cappadocienne dont il cherche l'origine dans les couvents?

Enfin, l'Image d'Edesse passait pour être *achiropite*, ce qui signifiait « non faite par les mains ». Et l'on voulait ainsi faire entendre que l'Image n'était pas l'œuvre d'un peintre : mais en réalité c'était au Suaire, et à lui seul, que convenait un pareil adjectif, dont on s'expliquera cependant qu'il ait pu être transporté à l'image tirée du masque imprimé sur le Drap.

***

Il est donc hors de doute que le Suaire a enveloppé un cadavre. Mais lequel?

Va-t-on penser que, par une fraude barbare, quelqu'un ait songé à faire mourir un homme exactement dans les mêmes conditions que le Christ, uniquement pour obtenir des empreintes sur un linge mortuaire et fabriquer ainsi une fausse relique? Poser une telle question, c'est je crois, la résoudre : l'hypothèse est invraisemblable. Et comment s'y fût-on pris? Faute de connaissances scientifiques, personne n'aurait pu même prévoir qu'un mort laisserait sur un drap de pareilles traces.

Soit, dira-t-on : mais on peut supposer qu'un homme est mort jadis dans les mêmes conditions que le Christ, et que nous sommes devant son linceul même. Mais l'objection n'est guère valable. Si la croix et le fouet étaient des supplices trop

fréquents, connaît-on un autre exemple d'une couronne d'épines placée sur la tête d'un supplicié, uniquement pour faire injure à sa « royauté » prétendue? D'autre part on ne sache pas que les Juifs aient achevé jamais les crucifiés en les perçant d'un coup de lance. Quant aux Romains, si, dans des cas très rares ils ont agi de la sorte[1], l'usage était chez eux de laisser la mort venir d'elle-même.

Enfin l'on reconnaîtra que cet emploi singulier des aromates, que la brièveté du séjour au sépulcre (condition nécessaire de la conservation de l'empreinte) eussent achevé de représenter des coïncidences par trop singulières et multiples, si le supplicié n'avait pas été le Christ même.

En tout cas, et quoi que l'on en puisse penser, deux faits sont pour nous certains : un homme est mort, puis il a été enveloppé dans le Suaire, le tout exactement dans les mêmes conditions que le Christ; le masque imprimé sur le Linge a servi de modèle à de nombreux artistes, à partir du VIe siècle. Ces deux faits ne pouvant être mis en doute, la suprême question subsiste : le Suaire avait-il enveloppé le corps de Jésus-Christ? Personnellement, après avoir longuement médité sur tous les détails, sur tous les caractères de cette prodigieuse relique, nous le croyons.

PAUL VIGNON

1. *Supplice de Marcellin et de Marc.* Martyrologe romain, 18 juin.

RICHARD KURT[1]

Richard alla s'asseoir, à l'avant du canot, auprès de Virginia. Elle s'était habillée en blanc; il était rare à présent qu'elle portât quoi que ce fût sur la tête. Elle ne bougea pas à son approche.

— J'ai reçu une lettre de mon père ce matin. Je crains que la fin ne soit proche.

Elle tourna la tête immédiatement.

— Non? Je suis désolée.

— Il voudrait me voir. Il me donne rendez-vous à Milan.

Elle l'assaillit de questions. Depuis combien de temps M. Kurt était-il malade? Quelle était sa maladie? Quel âge avait-il? Était-il seul? Pauvre homme, elle voudrait bien pouvoir le soigner. Pourquoi Richard n'allait-il pas le voir immédiatement?

Il essaya de lui expliquer la situation en peu de mots. Il lui avait suffisamment parlé du passé auparavant pour qu'elle pût saisir les traits saillants de sa vie et sût que ses relations avec son père n'étaient pas des plus tendres. C'est pourquoi lorsqu'elle commença de lui donner des conseils sur la conduite qu'il devait tenir vis-à-vis de son père, il éprouva quelque difficulté à réprimer un sentiment d'agacement.

— Vous ne comprenez pas, Virginia. Ce n'est pas un homme qu'on puisse traiter comme cela. Imaginez que je vous dise d'embrasser votre mère et de lui promettre d'être sage?

1. Voir la *Revue de Paris* des 15 juillet, 1er et 15 août et 1er septembre.

— J'ai tant de chagrin en pensant à ce pauvre vieillard. Pourquoi n'allez-vous pas le voir maintenant? C'est ce que je ferais à votre place.

— Cela ne lui ferait pas plaisir. Il a fait ses plans.

— Mais vous pourriez passer un jour auprès de lui et revenir le lendemain.

— Cela n'aurait aucun intérêt. Ce serait simplement un voyage fatigant pour rien.

— Cela ne vous ennuie pas de voyager, n'est-ce pas? Moi, j'adore ça.

— Est-ce que vous adorez rester assise dans un train toute la journée?

— Oui, j'adore ça. J'adore regarder les champs et les rivières et les arbres passer en coup de vent.

Sa conversation puérile n'avait aucun charme pour lui en cet instant. Il n'y prêta plus attention et essaya de se concentrer pendant qu'elle poursuivait son babillage.

— Et l'on suit la côte tout le long, pendant des kilomètres et des kilomètres. J'ai été d'un bout à l'autre de la Ligurie.

— J'aimerais bien que vous vissiez mon père quand il viendra à Milan. Vous comprendriez alors.

— Je serais ravie de le voir. Je suis sûre que je l'aimerais beaucoup. Mais je crois que vous feriez mieux d'aller le voir tout de suite.

Richard la regarda. Le sang lui monta à la tête.

— Et si j'y allais, est-ce que vous viendriez aussi?

Elle répondit sans hésiter une seconde, mais d'une manière significative :

— Je suis sûre que mère ne serait pas fâchée que j'aille voir votre père.

Richard se maîtrisa.

— Il se pourrait que nous ne trouvions pas de correspondance et que nous soyons obligés de nous arrêter une nuit en cours de route, vous savez. — Il la surveillait tout en parlant.

— Cela ne ferait rien. J'ai confiance en vous, — répondit-elle.

Lorsqu'ils atteignirent la villa Carlotta, Richard lui montra un panier.

— Voilà votre déjeuner, il y a là des œufs, du lait, du fromage, des cerises. Je l'ai préparé moi-même. Il y a des sand-

wiches pour Pietro. Je ne serai guère plus d'une heure, — dit-il, et, en lui faisant un signe d'adieu, il se dirigea vers la maison.

Il se retourna une fois et vit qu'elle disposait les coussins dans le fond du bateau et se préparait à son inévitable somme. Il ne put s'empêcher de faire la réflexion que c'était aussi bien que Pietro fût quelqu'un de particulièrement peu émotif, un père de famille et un homme rangé. L'expérience lui avait fait perdre toute confiance en elle. Dès qu'elle fut hors de vue, son imagination se mit en mouvement et lui peignit Virginia en train de mettre en œuvre, avec un ami de rencontre, la méthode qui lui était était familière. Ce pouvait être Uberto Devoli un jour, et lui le lendemain. Cependant, avant son entrée en scène, Virginia, d'après tous les témoignages — et il avait fait ce qu'il avait pu pour en recueillir — n'avait jamais eu d'homme parmi ses amis. Brigita le lui avait dit ainsi que sa mère. Baltazzo lui avait raconté qu'elle était connue pour cela. Et c'était la même fille qui, résolument, s'était proposé de faire naître en lui des émotions telles qu'il n'en avait jamais connu encore, et d'une violence dont il ne pouvait se rendre maître. Par quelles antennes avait-elle découvert son pouvoir?

Trois personnes venaient à sa rencontre, dont le prince qui s'avança et lui tendit la main. Richard le prit à part pour lui expliquer qu'il lui faudrait partir tout de suite après le déjeuner, parce que sa femme avait besoin du canot automobile.

— Cela ne fait aucune difficulté. Vous viendrez dans le mien. Nous allons tous à Scapa.

C'était un dilemme. Avouer à son hôte que Virginia l'avait accompagné serait non seulement embarrassant mais déloyal vis-à-vis de la jeune fille. Que faire? Arguer d'un autre engagement serait un prétexte trop visible au moment où il venait d'exprimer avec quelque exagération son regret d'être forcé de partir. Pendant ce temps, le prince, prenant son acceptation pour acquise, l'invita à se diriger vers la maison afin qu'il pût dépêcher immédiatement un message au batelier de son invité.

Il n'y avait rien d'autre à faire qu'à se résigner à laisser les choses suivre leur cours. Cependant il était irrité intérieurement au point d'avoir presque perdu le contrôle de ses actes. Virginia allait se trouver libre, et naturellement la première chose qu'elle ferait serait d'aller à la villa Devoli. Son impuis-

sance le rendait fou. Il ne pourrait la rattraper avant des heures et pendant ce temps-là, que ferait-elle? Comme il avait été stupide de venir! Il lui eût été bien égal d'avoir été impoli. Il eût emmené Virginia quelque part sur le lac, renvoyé le canot à Elinor, passé tout l'après-midi avec la jeune fille. Elinor n'aurait jamais rien su et cela lui eût été bien égal si elle avait su quelque chose. Il entendit le prince donner ses ordres, que faire? Comme le domestique tournait les talons, une idée jaillit dans son esprit.

— Pourrais-je envoyer un message à mon batelier?

Son hôte acquiesça d'un signe de tête, Richard suivit le domestique à l'interieur et lui demanda un crayon et du papier.

Chère V. (c'était griffonné hâtivement). *H. insiste pour me ramener dans son canot. Je compte bien que vous n'irez pas chez Devoli sans moi et que vous ramènerez le bateau tout droit à Aquafonti. Je vous retrouverai plus tard de toutes façons. Je téléphonerai à Casana avant dîner en tous cas.*

« R. »

En atteignant Scapa Richard refusa avec politesse mais fermeté de monter jusqu'à la maison et accepta l'offre que lui faisait le prince, de lui donner son bateau pour rentrer.

Doublant la villa Devoli à toute vitesse, il remarqua que le cotre n'était plus à l'ancre. Il songea à s'arrêter, mais à la réflexion, il décida de n'en rien faire. Après tout, il n'avait pas le droit de supposer que Virginia était allée contre son désir exprès. Il ne croyait pas qu'elle l'eût fait, mais il n'avait aucune confiance en elle. Il pouvait s'imaginer qu'un autre homme serait assez content d'être un jouet entre ses mains. Uberto Devoli avait l'air d'un garçon convenable, mais il pouvait très bien l'avoir vue souvent sans que Richard l'eût su. Virginia était parfaitement capable de poursuivre une double intrigue...

Dès qu'il fut arrivé à Aquafonti, il « appela » Casana. D'abord personne ne répondit et quand, au bout d'un certain temps, il entendit la voix de la comtesse Peraldi dans le téléphone, il raccrocha promptement le récepteur. Pourquoi diable Virginia n'était-elle pas allée à Aquafonti avec le canot, comme il le lui avait demandé? Le pis était qu'il n'avait pas le droit

de protester. La situation était intenable. Il le lui déclarerait le jour même, il lui arracherait quelque aveu. Il errait sans but dans le jardin qui allait être bientôt dans toute sa beauté, lorsque les roses, dont les premières fleurs étaient écloses, seraient en pleine floraison. Il ne voulait plus voir les preuves charmantes du goût créateur d'Elinor. Ses sentiments à l'égard d'Aquafonti tournaient à quelque chose de très voisin de la haine.

***

Richard trouva Elinor et Robinson en train de prendre le thé dans le jardin d'hiver. Dès le premier coup d'œil il vit la mauvaise humeur de sa femme et comprit que le petit peintre en était prévenu à ses dépens. Le visage de celui-ci s'éclaira lorsque Richard s'assit et accepta la tasse de thé que lui tendait Elinor sans lever les yeux.

— Où est Jason? — demanda-t-il, plutôt pour couper court à la gêne que pour le savoir.

Robinson, voyant qu'Elinor ne donnait aucun signe de réplique, répondit :

— Il s'est arrêté à Scapa avec lady Daubeny et madame Prothero. Une belle propriété apparemment. A vrai dire, j'espérais que madame Kurt irait y faire une visite parce que j'aurais bien voulu voir le château de plus près.

Elinor le foudroya du regard, ses yeux lançaient des éclairs.

— Il n'a pas besoin d'être si doucereux. Je lui ai dit que la vieille Rafferty était un chameau rancunier, que je la détestais et que je ne voudrais pas aller la voir si elle m'en suppliait à genoux.

L'œil de Robinson disait : « Nous y voilà! »

Il y eut un temps où Richard eût été humilié par le manque de dignité de sa femme, mais il avait cessé de s'en soucier. Toutefois, il désirait fort apaiser les choses, la laisser se calmer.

— Vous ne devriez pas être aussi dure pour Jason. Madame Rafferty l'a invité l'autre matin lorsqu'elle était venue voir ses amies à lui. Je me suis laissé entraîner au déjeuner Hohenthal en même temps. Quelquefois on ne peut pas s'en tirer.

— On ne peut pas? Je peux quand je veux. D'ailleurs je

m'en fiche pas mal. Il peut bien rester chez madame Rafferty pour le reste de ses jours. Dieu merci, il part bientôt.

Là-dessus elle ramassa son sac en or et autres objets cliquetants, et s'éloigna.

— Je suis désolé que madame Kurt soit si contrariée, — commença Robinson. — Richard l'arrêta, il avait pu supporter la scène, mais la sympathie de ce parasite, c'en était trop.

— Je vais à Casana. Est-ce que cela vous dit de venir?

— Volontiers! — s'exclama l'autre. — Justement j'ai reçu une lettre de Mortimer J. Palk.

— Oui, qui est-ce? — Pietro! — Richard appelait le batelier en bas. Il était de nouveau follement impatient de voir Virginia.

— Vous n'avez jamais entendu parler de Palk, le grand *packer* de Chicago?

— Non. Pourquoi?

— Mais c'est l'homme le plus riche des États de l'Ouest. Il m'a dit de prendre Casana pour lui. Le prix du loyer lui est indifférent, il paiera.

— Très bien.

— J'ai séjourné chez lui à Chicago et lorsque je faisais le portrait de ses filles. L'une est la duchesse de... l'autre a épousé... Ils vont venir ici... épatant pour vous... rendre le lac brillant... rester avec eux... abattre madame Rafferty.

Les mots parvenaient indistincts et les phrases incomplètes aux oreilles de Richard qui tenait la barre. Une forte brise soufflait et il fallait se diriger au milieu des vagues avec quelque précaution.

— Vous feriez mieux d'aller à l'arrière si vous ne voulez pas vous faire doucher.

Robinson obéit avec empressement... Quelques minutes plus tard, le canot, ballotté par la houle, accostait la jetée de Casana.

Avec l'aide de Pietro, le peintre escalada.

— Je reviens tout de suite, — dit Richard et il prit le large dans la direction de Casabianca.

La brise fraîchit. Il l'avait derrière lui maintenant. Les vagues soulevaient le bateau léger et le portaient de sorte que l'hélice parfois sortait de l'eau et qu'il était difficile de main-

tenir la direction. Si le temps devenait plus mauvais, il lui faudrait chercher un refuge à Casabianca et revenir lui-même par la route. Pietro abandonna le moteur pour venir lui demander de passer à l'abri du promontoire de Bellabocca où ils trouveraient des eaux plus calmes. Comme Richard faisait virer le canot, le batelier poussa une exclamation et montra du doigt devant eux le petit bateau de course qui luttait contre le vent, bordé au bas ris, au point que le foc semblait réduit à la dimension d'un mouchoir de poche et la grand'voile à celle d'un napperon. Un instant, Richard hésita, puis, virant de nouveau, il mit le cap droit sur le cotre.

C'était une folie, car le canot n'était pas construit pour naviguer par gros temps, et si le moteur était inondé, ils seraient sans secours. Mais Richard n'y pensa même pas. Le vent et les vagues redoublaient de force, l'hélice était hors de l'eau aussi souvent que dedans. Le canot était ballotté en tous sens comme un bouchon. Pietro avait enlevé la natte de caoutchouc et construit avec celle-ci et les coussins une sorte d'ouvrage défensif autour du moteur. Ils approchaient du cotre rapidement. Richard se fatiguait la vue, c'était bien la silhouette blanche de Virginia, mais elle n'était pas seule. Il y avait quelqu'un auprès d'elle. Devoli... naturellement. Ils étaient pressés l'un contre l'autre. Le cotre donnait de la bande au point que l'extrémité de ses voiles semblait presque devoir toucher l'eau, mais la coque, Virginia le lui avait dit, était aussi sûre que celle d'un bateau de sauvetage. Ils étaient tout près maintenant — à moins de deux cents mètres — ce ne fut qu'à ce moment que Richard comprit avec rage l'inutilité de son entreprise. Même s'il laissait Pietro s'occuper seul du canot, comment aborder le cotre? Par le plus beau temps, Richard était inhabile à manœuvrer quoi que ce fût de plus grand qu'une barque. Par ce temps, il savait qu'il était absolument incapable d'aborder et que s'il essayait, il écraserait certainement le canot, le cotre aussi peut-être. Il continua avec l'espoir que Virginia serait à la hauteur de la situation. Elle lui dirait ce qu'il fallait faire. Comme il regardait en avant, il la vit se pencher sur la barre et virer de bord. Ce fut magnifiquement exécuté, juste au moment voulu et le frêle esquif se balança à nouveau dans

le vent avec à peine un frémissement dans ses voiles. Une seconde plus tard, la grand'voile tomba, le foc battit, l'embarcation flottait au gré des vagues. Il voyait bien Virginia maintenant. Elle mit ses mains en porte-voix et cria quelque chose, mais il ne put distinguer qu'un mot : « Terno ». Richard demanda en hurlant à Pietro ce que cela signifiait. Le batelier haussa les épaules et garda ses yeux sur son moteur; il pensait évidemment que tout cela n'était que témérité folle. Richard mit droit sur le cotre, en s'approchant aussi près qu'il le pouvait. Elle se pencha à l'arrière, à plat-ventre, une main à la bouche, l'autre à la barre, ses jambes nues pendant au-dessus du poste.

— Il y a un bon port à Terno. Suivez le rivage.

— Et vous? — cria-t-il.

— Nous suivrons.

Ils étaient presque bord à bord maintenant, séparés par quelques mètres à peine. Devoli debout, la main sur la grande vergue, prêt à haler sur un mot d'elle. Il s'aperçut enfin qu'il y avait une troisième personne dans le bateau. La tête échevelée de Baddingley apparut entre les jambes de Virginia.

Perplexe, et la rage au cœur, Richard mit le cap sur Terno. En se retournant en arrière, il vit que Virginia avait hissé un flambeau de grand'voile et suivait de près son sillage.

Richard laissa Pietro s'occuper du canot, sauta dans une petite barque, et rama jusqu'au voilier que Virginia amenait au port. Tandis que Devoli développait d'enthousiasme les mérites de son nouvel achat, Baddingley exprimait une gratitude extravagante à son capitaine.

— Je croyais ma dernière heure venue.

— Mais ce n'est rien. Un coup de vent, — répondit Virginia tout occupée à son amarrage.

Jusque-là Richard ne lui avait pas dit un mot, et elle évitait soigneusement son regard. Mais il ne décollait pas du cotre. Cela prit quelque temps pour l'amarrer solidement. Virginia insista pour remettre tout en ordre. Puis elle disparut dans le poste pour mettre ses bas et ses bottes, soigneusement enveloppés dans une toile cirée. Enfin ils passèrent dans le bateau de Richard. Virginia plaisantait Devoli sur sa mine. Ils

étaient tous trempés. Baddingley était le plus sec, par endroits, mais il s'était assis dans une flaque d'eau et paraissait abattu et mal à l'aise.

— Eh bien, je n'avais pas idée d'une pareille aventure, lorsque vous m'avez offert de me ramener, — dit-il à Virginia.

Ils se mirent en marche de front vers la villa Devoli qui était à quatre kilomètres de là sur la route de Côme. Virginia ne prêta pas la moindre attention à Richard et se lança avec volubilité dans une conversation en italien avec Devoli sur le cotre et la navigation à voile en général. Le jeune homme parlait bien anglais et l'irritation de Richard augmenta.

— Vous ne pourriez pas parler anglais? — interrompit-il grossièrement.

Elle eut son rire bref et semblable à un aboiement pour répondre :

— Oh oui, si vous voulez.

Il savait qu'elle faisait exprès de l'agacer. Devoli, qui était un jeune homme charmant et bien élevé, ne pouvait manquer de remarquer la mauvaise humeur de Richard. Ce dernier s'en rendait compte, mais son flirt avec Virginia était trop connu pour que le jeune homme l'ignorât. Richard n'était pas en humeur d'être conciliant le moins du monde, mais Virginia qui, en règle générale, n'avait rien à dire, était en verve.

— Vous n'avez pas eu mal au cœur? — demanda-t-elle à Baddingley.

— Pas précisément, mais j'étais rudement content de mettre pied à terre.

— Vous auriez dû revenir par la route, — fit Richard.

— Oui, mais il y avait cinq dames dans l'auto et mademoiselle Virginia m'a offert de me ramener en barque; et puis nous aperçûmes notre jeune ami avec son voilier et il nous a pris avec lui.

Lorsqu'ils atteignirent la loge en haut du jardin, Virginia annonça son intention d'emprunter un bateau à Devoli et de ramer jusqu'à Casana. Un instant, Richard fut abasourdi de son audace; puis il dit vivement :

— Vous n'en ferez rien. Vous avez fait assez de tours pour aujourd'hui, et je n'ai pas l'intention de vous laisser vous noyer. Allons, venez.

Elle essaya de discuter, mais Richard savait très bien que c'était pour le provoquer, et qu'elle n'avait pas le moindre désir de ramer à travers la tempête. Sans pouvoir se l'expliquer, il était sûr qu'elle était complètement indifférente à Uberto Devoli. C'était la moindre justice à rendre au jeune homme de reconnaître qu'il ne fit rien pour encourager Virginia. Elle céda comme une petite fille obéit à sa gouvernante, dit au revoir avec effusion et, tandis qu'ils poursuivaient leur route, elle se tint ostensiblement de l'autre côté de Baddingley. Aquafonti était encore à deux kilomètres et Virginia n'arrêta pas un instant de parler, s'adressant exclusivement au doux Jason, l'assaillant de questions de toutes sortes et manifestant un extraordinaire intérêt par ses réponses. Aussi paraissait-il très excité, et quand elle lui proposa de venir se baigner avec elle et Brigita le lendemain, il en fut ravi.

— Nous irons tous. Je vous emmènerai dans mon *batello*. Monsieur Robinson aussi. — Elle ne mentionna pas Richard. — Il fait toujours beau après la tramontane. Brigita emmènera Cesare. Ce sera charmant.

***

A la loge d'Aquafonti, elle refusa de s'arrêter. Elle voulait poursuivre jusqu'à Côme, disait-elle; sa bicyclette était en réparation, et elle désirait la reprendre de toutes façons. Richard chargea Baddingley d'un message :

— Dites-leur de ne pas m'attendre si je ne suis pas rentré à l'heure du dîner.

Virginia protesta, mais Richard tint bon; il était résolu à l'accompagner et à avoir une explication.

Durant les premiers cent mètres il ne dit rien. Elle accéléra le pas. Il y avait deux kilomètres à peine jusqu'à la ville; et un peu plus loin un raccourci menait directement aux faubourgs. Il serait bientôt difficile à Richard de parler librement. Il savait qu'elle voulait éviter la discussion et il était également résolu à ne pas se laisser jouer.

— Écoutez, Virginia, — commença-t-il tout à coup, — il faut que je vous parle. Je ne tiens pas à aller en ville. Là-haut

nous pourrions nous asseoir un moment. Il désignait le flanc de la montagne à leur gauche et lui prit le bras.

— Je n'aurai pas ma bicyclette et mère sera en colère.

— Flûte, — répliqua-t-il furieux. — Vous ne vous occupez pas de votre mère quand il s'agit de quelque chose qui vous plaît, d'ailleurs je vous ferai reconduire en voiture.

— De quoi voulez-vous me parler?

— Je vais vous le dire dans une minute.

Il la tenait toujours par le bras, elle se laissa mener à un sentier qui s'élevait rapidement à travers le taillis qui bordait la route. Un peu au-dessus il y avait un ancien chemin muletier depuis longtemps abandonné.

— Oïe! — cria-t-elle.

Il la tirait après lui quelque peu rudement, sans prendre garde aux épines ni aux ronces dont l'une, s'étant accrochée à sa robe de toile, y fit un large trou.

— Oh! pardon, je suis navré, — fit-il hors d'haleine.

Elle porta la main à sa déchirure, et en le faisant, l'agrandit. Il vit que, sous sa robe, sa culotte était trempée. Dans son impatience et sa rage, il avait oublié l'état de leurs vêtements.

— Vous êtes trempée. Je devrais vous ramener chez vous tout de suite, mais il faut d'abord que je vous dise quelque chose. Si vous ne prenez pas froid, vous n'aurez pas de mal.

— Je m'en fiche.

Ils étaient arrivés sur le chemin muletier. Quelques mètres plus loin s'élevait un de ces petits autels votifs, presque en ruines, qui, de loin en loin, marquaient la vieille route. Il retira son veston de flanelle, le lui jeta sur les épaules et la tira pour la faire asseoir à côté de lui sur la dalle brisée.

— Nan, je ne veux pas.

Elle essaya de rejeter le veston; mais il le maintint fermement d'une main sur sa poitrine, tandis que de l'autre il la prenait par la taille. Ils haletaient tous deux après cette ascension rapide.

— Restez tranquille, Virginia, et écoutez-moi.

Elle continua de lutter et il fut obligé d'employer la force pour la maintenir. Comme elle résistait, il fit un effort plus grand. Il la prit par les jambes et la terrassa, mais, comme en se tortillant, elle parvenait à se dégager, ils finirent par

dégringoler l'un sur l'autre. Sentir son corps chaud tout contre le sien, son souffle sur son visage, l'odeur de ses cheveux humides et de sa peau moite, le bouleversa soudain. Il fut envahi à nouveau par un désir impérieux, douloureux à force d'intensité, Elle retomba sur lui et lui saisissant la main avec les dents, mordit dans sa chair. Il retira sa main qui saignait. La douleur le rendit plus fou encore. Il broyait le corps de la jeune fille, son corps sous le sien, et la maintenait entre ses jambes et ses bras comme dans un étau. Il colla sa bouche à la sienne, mais elle détourna le visage et l'enfouit dans sa poitrine. Il dut relâcher son étreinte, à bout de forces, elle se dégagea et se redressa, les poings sur les hanches, les yeux baissés vers lui.

— Vous voyez que vous ne pouvez pas me faire... — fit-elle, haletante.

— Vous faire quoi?

— Mettre votre veston.

— Je vais vous accompagner à Côme.

Ils descendirent le sentier qui menait à la grand'route, qu'ils suivirent jusqu'au raccourci un peu plus loin. A cet endroit elle s'arrêta.

— Vous feriez mieux de rentrer maintenant. Je vais courir.

— Virginia! — Richard lui prit la main doucement cette fois, et l'obligea à le regarder en face. — Cela ne peut pas continuer comme cela. Est-ce que vous vous moquez de moi?

— Non, bien sûr.

— Alors, pourquoi faites-vous des choses qui, vous le savez, me rendent malheureux?

— Malheureux?

— Pourquoi n'êtes-vous pas rentrée directement comme je vous l'avais demandé? Pourquoi êtes-vous allée à Scapa?

— Parce que je l'avais promis.

— Promis à qui?

— A Brigita.

Il savait que c'était un subterfuge et ne poursuivit pas.

— Pourquoi ne voulez-vous pas être loyale avec moi?

— Mais je le suis.

— Non. Vous saviez que je ne voulais pas que vous voyiez Devoli sans moi.

— Vous ne m'avez jamais dit cela. Vous m'avez dit de ne pas y aller.

— Vous recommencez. Virginia, écoutez. Voulez-vous faire ce que je vous demanderai à l'avenir?

— Je le fais toujours. Odette a dit que j'étais très bonne.

— Pourquoi?

— Parce que cela m'était égal que vous me laissiez en plan pour aller déjeuner avec d'autres gens.

— Vous savez bien que j'aurais mieux aimé rester avec vous. Qu'est-ce qu'elle vous a dit encore?

Pendant un instant elle hésita, puis rit, de son rire bref.

— Elle a dit que... vous... que vous étiez amoureux de moi.

— Et qu'est-ce que vous avez répondu?

— Que ce n'était pas possible, parce que vous étiez marié.

— Alors qu'est-ce qu'elle a dit?

— Rien. Madame Rafferty s'est mise en colère.

— En colère? Pourquoi?

— Elle a dit à Odette qu'elle était amoureuse de vous aussi. Elle a dit que c'était assez d'une et Odette a dit que vous ne vouliez pas la regarder à cause de...

— Continuez.

— A cause de moi.

— C'est vrai. Voilà pourquoi je trouve que j'ai le droit d'attendre que vous fassiez ce que je vous demande.

— Mais je ne suis pas votre femme.

— Voudriez-vous l'être?

— Vous ne voulez pas m'épouser. Vous aimez trop Elinor. Vous n'êtes pas comme Munro. Vous êtes trop gentil. Vous ne l'abandonneriez jamais.

— Si je le faisais, est-ce que vous viendrez avec moi?

— Si vous divorciez?

— Je n'ai pas dit cela. Le divorce viendrait après.

— Je ne sais pas. Je ne comprends pas.

— Voulez-vous y réfléchir et me donner votre réponse?

— Quand?

— Demain, si possible.

— J'essaierai.

Il lui avait tenu la main tout le temps qu'ils avaient parlé. Il la porta gravement à ses lèvres, mais elle la retira.

— Elle n'est pas propre. Adieu.

Elle allait s'élancer sur le raccourci, il la saisit et l'arrêta.

— Il faut que je vous voie demain. A quelle heure? Où?

— Venez vous baigner avec les autres. On s'amusera tellement.

— Ma chère enfant, ne pourriez-vous renoncer à ce projet?

— Oui, si vous voulez, mais ce sera tellement amusant, on fera boire un bouillon à votre ami l'artiste. Venez donc, voulez-vous?

— Bon, rompez.

Elle se précipita sur le sentier en courant et il revint sur ses pas en méditant.

Quelle enfant c'était après tout! Si seulement il pouvait croire et mettre sa confiance en elle, serait-ce une grande erreur de l'épouser? Il se sentait attiré et repris par elle comme auparavant. Sa jeunesse le fascinait. Il avait perdu la sienne et c'est pour cela qu'il l'aimait tant chez les autres.

Lorsque Richard parvint à la villa, le maître d'hôtel l'informa que le comte Bernasconi était arrivé inopinément et qu'il était en train de s'habiller pour le dîner. Le fidèle Baltazzo était là, et les quatre hommes se tenaient debout autour du fauteuil d'Elinor au jardin d'hiver, dans des attitudes variées correspondant à leur plus ou moins profonde dévotion. Robinson bouillant s'approcha de Richard :

— Dites, mon vieux, vous avez complètement oublié ma pauvre petite personne. J'ai attendu jusqu'au dernier moment et à la fin j'ai été obligé de téléphoner pour commander une voiture.

— Vous voulez dire que la vieille madame Peraldi a téléphoné pour commander une voiture à deux chevaux qui vous a coûté vingt francs. Il en est malade.

Elinor n'était jamais longue à découvrir les travers des gens. Le peintre, comme elle l'avait dit à son mari, était « terriblement pingre ». Pendant le voyage il n'avait rien payé, la laissant même donner ses pourboires. Richard, en fait, avait complètement oublié qu'il avait laissé son invité à Casana.

— Oh, je suis tellement navré. Est-ce que Baddingley vous a raconté notre aventure?

— Donna Brigita est rentrée dans l'auto de madame Rafferty. Par Zeus! Quelle femme extraordinaire! J'aimerais bien faire son portrait.

— Pourquoi ne le lui avez-vous pas proposé? Je suis sûre que Jason pourrait arranger cela, il est du dernier bien avec elle.

La voix d'Elinor était chargée de sarcasme. Baddingley protesta doucement. Elle lui tourna le dos avec un rire moqueur et se mit à parler à Bernasconi à mi-voix, avec une vivacité exagérée.

Pendant le dîner, la conversation roula sur le monde. Elinor était assise entre Bernasconi et Baltazzo. Bernasconi était un petit bonhomme blond qui portait l'uniforme bleu des officiers de la cavalerie italienne. Son bec d'oiseau était malencontreusement décoré d'une moustache conquérante relevée à la prussienne.

Robinson engagea une discussion sur mademoiselle de Hurepoix.

A un moment donné, il y eut un silence, comme il arrive lorsqu'en société deux personnes veulent se dire un secret.

— Vous ne pourriez pas causer, vous autres? Ugo a quelque chose à me dire.

Elinor pencha la tête vers le Milanais.

— On dit qu'elle est une... — Ses yeux d'ivrogne, injectés de sang, s'animèrent au-dessus de la main qu'il avait sur la bouche, tandis qu'il murmurait le mot à voix basse.

« Tito » l'entendit, comme Elinor le désirait. Son ricanement de plaisir l'attesta. Mais Robinson ne l'entendit pas. Il regardait l'un et l'autre, d'un air interrogateur, désireux d'être dans le secret.

— A propos, madame, la jeune Française voudrait beaucoup vous connaître.

La remarque innocente fut saluée par un éclat de rire des trois complices. L'air embarrassé, Tito dit à Richard timidement :

— Elle le désire vraiment.

Le gros rire de Baltazzo, le petit rire étouffé de « Tito » et le ricanement terne d'Elinor fusèrent en chœur de plus belle.

***

La baignade eut lieu. Les deux sœurs firent « boire un bouillon » à Robinson qui s'amusa énormément. Baddingley se montra timide pour commencer; il nageait prudemment de son côté, mais Brigita le rattrapa et se mettant sur le dos, lui donna une douche avec ses pieds. Elle s'entendit si bien avec lui qu'au retour, ils commencèrent à discuter ce qu'ils pourraient faire ensemble l'après-midi. A la fin Richard fut prié de les emmener tous sur le lac dans le canot automobile. Lorsque Virginia manifesta de la joie à ce projet, il y consentit.

— Quelle bonne idée! Nous irons à Traverso boire de la crème à la *latteria*.

Comme ils approchaient doucement de l'escalier au pied d'Aquafonti, Elinor, dans un déshabillé d'un bleu-turquoise très délicat, parut au balcon flanquée de « Tito », au garde à vous, en uniforme. Elle contemplait la manœuvre d'un air froid et dédaigneux, mais les sœurs n'étaient nullement intimidées.

— Arrangez-vous pour venir nous chercher de bonne heure, — cria Virginia en prenant le large.

— Puis-je vous demander quels projets vous avez faits avec vos amies?

Elinor attendait Richard sur le pont et regardait de haut ses invités, comme ils entraient dans la maison, un peu ridicules dans leurs peignoirs de bains.

Richard lui expliqua leur projet et ajouta :

— Naturellement vous viendrez aussi, avec Bernasconi.

— Très aimable à vous. Alors il faudra que j'aie ces deux rustaudes sur le dos tout l'après-midi. — Elle tourna rageusement les talons et rentra dans la maison.

— Qu'est-ce que vous vouliez faire? — Il n'eut pas de réponse.

Richard était à peu près certain qu'elle n'avait pas de projet particulier. Elle en avait rarement. Il savait aussi qu'elle ne tenait pas particulièrement à rester seule avec « Tito ». Ce qu'elle aimait le mieux en réalité, c'était de se trouver entre deux adorateurs férocement jaloux l'un de l'autre. A défaut, elle préférait que Richard fît le troisième...

Pendant le déjeuner Robinson ne tarit pas d'éloges sur celles qu'il appelait « ces filles supérieures ». Les commentaires méprisants d'Elinor ne le réduisirent pas au silence, mais, lorsqu'elle alla jusqu'à parler « de leur conduite indécente », Baddingley protesta de sa manière douce et suppliante.

— Vraiment, chère madame, je vous assure que non. Elles jouaient comme des écolières.

— Vous êtes un naïf, Jason. Vous me rappelez Cyril Franchard, l'ami de Richard. Si une femme l'accostait dans Piccadilly, il inventerait une histoire pour expliquer qu'elle est vierge et innocente.

Au soulagement de Richard, Baltazzo arriva après le déjeuner dans son canot, avec sa nièce, la Principessa del Fazzo, une jolie femme, récemment mariée. « Tito » ne quittait pas Elinor. Où qu'elle portât ses pas, il était sur ses talons, la suivant comme un terrier. Richard savait qu'elle en aurait bientôt assez. Elle aimait faire marcher ses soupirants, mais rien ne l'ennuyait tant qu'un amoureux passionné.

Elinor et Bernasconi allèrent avec Baltazzo et sa nièce, et les autres avec Richard dont le canot automobile était beaucoup plus rapide. Il avait été chercher les sœurs Peraldi, et était parti sur le lac avant que le canot de Baltazzo eût quitté Aquafonti. Sans doute, Elinor essayait-elle divers chapeaux et voiles. Elle prenait toujours un soin particulier de ces choses lorsqu'une femme, qui avait une certaine prétention à l'élégance, était de la partie.

Le doux Jason était tout joyeux. On avait disposé encore de Cesare Sismondo; Brigita évidemment avait envie de se distraire et voulait tirer le plus grand profit de l'occasion. Elle se servait de ses grands yeux noirs et son sourire moqueur faisait grand effet. Richard avait les yeux fixés sur Virginia qui gouvernait. Sa chevelure épaisse et bronzée avait repoussé; rejetée en arrière, elle la faisait ressembler à un ange médiéval. Tant qu'il la voyait et savait qu'elle ne pouvait pas lui échapper, il pouvait rester patient. Il se demandait vainement jusqu'où Brigita irait avec Baddingley qui était du type sensible et confiant. Si elle voulait l'épouser, elle n'aurait pas beaucoup de mal et un Anglais, homme du monde et qui

avait un revenu suffisant, représentait pour elle un meilleur parti que ce scrofuleux de Sismondo, paresseux et répugnant. Soudain Virginia appela Richard. Il se leva pour aller auprès d'elle à l'avant.

— Si on passait chez les Laverno et si l'on emmenait Maria?

Maria di Laverno, une jeune fille de vingt ans environ, était très liée avec les deux sœurs. Richard l'avait souvent rencontrée à Casana.

La proposition de Virginia trouva un accueil encourageant. Richard l'invita à mettre le cap sur la villa Laverno...

Maria di Laverno accepta l'invitation avec empressement. Elle était justement assise sur la terrasse avec son petit frère qui pêchait. Elle voulait prendre un chapeau et une couverture, mais Virginia insista pour la faire descendre dans le canot comme elle était.

— Nous avons des tas de couvertures, et tu es très bien comme cela.

La jeune fille avait un visage large avec des taches de son et des cheveux roux, la bonne mine de ceux qui vivent beaucoup en plein air.

Brigita lui présenta Robinson.

— Il fait le portrait de toutes les beautés anglaises. Peut-être fera-t-il le tien?

Ils étaient repartis. En filant, Richard aperçut le canot de Baltazzo loin derrière eux.

— Enfin, — dit-il en s'asseyant près de Virginia.

— J'ai invité Maria exprès.

Le cœur de Richard battit. Allait-elle admettre elle-même franchement qu'elle le recherchait? Elle n'en avait jamais encore avoué autant.

— Bonne idée d'aller chercher votre amie. Je me demandais comment j'arriverais à être seul avec vous.

Elle tourna vers lui ses yeux verts.

— Vous savez, je voulais... — Elle hésita. — Vous savez ce que vous m'avez dit, vous m'avez demandé de réfléchir...

— Eh bien, chère Virginia! — Il y avait plus qu'une suggestion de tendresse dans cet encouragement.

Une rougeur teignit sa joue un instant et s'évanouit.

— Il y a quelque chose que je ne vous ai pas dit.

— Un nouveau mystère! Qu'est-ce que c'est?

— C'est que... n'en dites rien à personne, sauf à Brigita... je m'en vais en Australie.

— En Australie! Bon Dieu! Pourquoi?

— J'ai envie d'y aller. Ma vieille Fanny est là-bas.

— Qui est-ce?

— Notre ancienne institutrice; mais elle n'est pas très vieille. Elle a épousé un fermier en Australie occidentale.

— Mais c'est un endroit perdu, le désert le plus reculé du monde. Qu'est-ce qui vous a mis une chose pareille dans la tête?

— Nous en avons souvent parlé, Maria, Brigita et moi. Elle veut venir aussi. C'est ce que je voulais dire.

Il y avait quelque chose d'absolument désespérant dans cet aiguillage soudain sur un nouveau projet. Était-il possible que, pour conserver à ses yeux le masque de l'innocence, et pour se jouer ce rôle à elle-même, elle allât jusqu'à mêler une tierce personne, et une fille plus jeune qu'elle, dans l'intrigue?

La *latteria* était une ferme dans le style suisse, joliment située, au-dessus du lac, sur le flanc de la montagne dont les pentes supérieures s'élevaient derrière en pâturages.

Le groupe de Richard arriva de bonne heure. Virginia immédiatement se mit à la recherche du fermier qui, comme tous les fermiers, était un grand ami à elle. Elle l'envoya chercher des bols de crème, du *panetone* et des fraises, pendant qu'elle préparait les tables, refusant les offres polies de Baddingley pour l'aider. Richard la connaissait trop bien pour intervenir, il s'assit sous les arbres, surveillant ses préparatifs avec curiosité. Elle était excessivement consciencieuse pour ce genre de choses et s'enorgueillissait des qualités ménagères qu'elle possédait. Malgré sa déception, Richard n'en était pas moins repris par son charme.

Le temps que le bateau de Baltazzo arrivât, tout était prêt. L'arrivée d'Elinor fut majestueuse. Tito le premier mit pied à terre, et avec ostentation lui tendit la main. Madalena del Fazzo suivait d'un pied léger avec Bernasconi, et Baltazzo fermait le cortège.

Elinor daigna se montrer gracieuse, et Robinson, qui ne découvrit que la nièce de Baltazzo était princesse que lorsqu'il se trouva assis à table à côté d'elle, réjouit Brigita par ses effusions. Au beau milieu du goûter, Pini arriva dans une gondole, la seule du lac. Il vint saluer Elinor avec empressement et affectation, lui exprimant le désir qu'ensuite elle voulût bien aller chez lui avec ses amis. Il était seulement venu pour chercher de la crème, car il attendait quelques intimes. Elinor accepta avec dignité en le présentant à la *principessa*.

— Quel rasta! — murmura Baltazzo comme le *cavaliere* s'en allait.

Quand on vint à la question de savoir qui allait chez Pini, Maria protesta qu'elle n'était pas habillée pour cela et Brigita répliqua qu'elle ne l'était pas non plus, mais qu'elle irait tout de même, elle ajouta en aparté à l'abri de sa main, en italien, « pour voir Robinson se couvrir de ridicule » — et elle accepta en pouffant. Richard refusa, il voulait rester où il était.

— Avec Virginia, — suggéra Elinor.

— Oui, avec Virginia, — répéta-t-il, tandis que sa femme échangeait avec Ugo un regard significatif.

Virginia avait disparu après s'être assurée que tout le monde était servi. Richard l'avait remarqué sans en être surpris et quand les canots furent partis, il se mit à sa recherche. Il la trouva chez le fermier assise entre deux petits enfants. Elle portait un énorme bol de crème à ses lèvres. Les enfants étaient tout barbouillés de fraise.

— Ils sont tous partis.

— Ils sont rentrés?

— Non, ils sont allés chez Pini. Il est arrivé quand vous avez disparu.

— Maria est partie aussi?

— Oui, — fit-il.

— Quel dommage!

Les deux enfants les regardaient avec de grands yeux étonnés. Virginia sortit un mouchoir et leur essuya le visage, puis les renvoya à leur mère.

— Pourquoi, quel dommage? — demanda-t-il comme ils flânaient en montant à travers les bosquets.

— Je voulais lui demander pour l'Australie.

— Écoutez, Virginia, renoncez à ce projet absurde. Si vous parliez encore de la Colombie Britannique, mais l'Australie occidentale! Vous n'avez pas idée de quel affreux pays c'est; et il faut des mois pour y arriver.

— Je sais, il y a quatre jours de cheval pour atteindre la ferme.

— Vous n'y pensez pas sérieusement? Enfin vous n'êtes pas vraiment décidée?

— J'ai écrit à Fanny il y a quelque temps. Ce n'est pas nouveau, vous voyez. Demandez à Brigita; elle est au courant.

— Pourquoi voulez-vous y aller?

— Je ne veux pas rester ici, je veux vivre en plein air, avoir des chevaux et des chiens.

— Vous n'avez pas besoin d'aller en Australie pour cela. Vous n'avez pas besoin d'aller plus loin que l'Irlande. Je vous y emmènerai si vous voulez.

— Vous ne pouvez pas.

— Je le peux et je le veux. Cela ne dépend que de vous.

Ils étaient arrivés à l'extrémité du petit bois et débouchaient sur les pentes herbues. Elle s'arrêta et ils s'étendirent côte à côte sur l'herbe haute et parfumée. Il lui donna une cigarette, du feu, en alluma une, aspira une profonde bouffée et commença :

— Voici mon idée. Je n'ai jamais caché à Elinor qu'un jour je pourrais désirer ma liberté. Depuis des années je lui ai dit que si... si jamais je rencontrais une femme que je désirerais épouser, je lui demanderais de divorcer. Maintenant, je vous l'affirme, si vous dites oui, je la quitterai, mais...

— Elle pourrait vous en empêcher.

— Refuser, vous voulez dire? Elle ne peut pas.

— Vous ne le feriez pas. Elle pourrait en avoir du chagrin. Vous ne le souffririez pas, vous êtes si bon.

— Ce ne sera pas facile, mais je le ferai si vous dites oui. — Il la regarda avec ferveur. — Je pense ce que je dis.

Elle ne répondit pas. Elle contemplait le lac.

— Virginia, quelle est votre réponse? — insista-t-il.

— Je ne suis pas faite pour vous épouser. Je suis laide, je ne sais pas m'habiller, et...

— Cela me regarde. Je ne vous le demande pas. Vous aimez les enfants, n'est-ce pas? C'est plus important.

— Je les adore.

— Bien, aimeriez-vous avoir un enfant à vous? — Ils crutait son visage en le lui demandant. Elle ne bougea pas, mais un très léger sourire flotta sur sa bouche. Il remarqua au-dessus des commissures le duvet d'or sombre qui ombrait ses lèvres pleines et rouges.

— Pourquoi dites-vous cela?

— Parce que c'est une conséquence naturelle du mariage.

— Mais vous êtes déjà marié. Pourquoi n'avez-vous pas d'enfant?

— Parce qu'Elinor n'en voulait pas. Maintenant il est trop tard.

— Pourquoi?

— Parce que nous ne nous aimons pas. Vous savez cela; sinon je ne vous parlerais pas de la quitter. Virginia, donnez-moi votre réponse. La quitterai-je?

— Quand?

— Maintenant... demain, quand vous voudrez.

— Comment pourrais-je? Qu'est-ce que dirait mère? Tout le monde? Pour moi cela m'est égal.

— Si cela vous est égal, dites que vous viendrez. Dieu sait si je me fiche du qu'en-dira-t-on.

— Pourquoi n'attendez-vous pas que j'aille en Australie?

— Pour y aller avec vous?

— Avec moi et Maria. Ce sera magnifique en mer. Nous pourrions même aller sur un bateau à voiles. Brigita adorerait cela.

— Comment savez-vous que Maria viendrait? Sa mère s'y opposerait probablement.

— Nan, nan. Sa mère a dit que cela lui était égal.

— Quel intérêt y a-t-il à mêler Maria à tout cela? Renoncez à l'Australie et venez avec moi. Nous irons en Colombie Britannique. C'est un pays magnifique, avec des montagnes et des plaines et des forêts. Un climat idéal.

— Maria et moi nous pourrions partir d'abord. Puis vous pourriez venir ensuite.

— Et que ferais-je pendant ce temps-là? Attendre simple-

ment? Non, cela ne peut aller comme cela. J'irai n'importe où vous voudrez, même en Australie, si vous insistez, mais il faut que vous partiez avec moi. Voulez-vous?

— Je ne sais pas. Il faut que je réfléchisse. Voilà votre bateau.

Elle se releva et montra du doigt le lac. Le canot, avec sa tente blanche, glissait vers la *latteria* sur les rides brillantes, à plus de trois cents mètres au-dessous d'eux. Ils descendirent lentement et Richard ne dit pas un mot de plus.

IX

Elinor exprima son soulagement que deux de ses invités fussent partis, et dit qu'elle ne serait pas fâchée lorsque Tito les suivrait. Richard ne savait à quoi s'en tenir sur sa sincérité et s'en souciait peu, mais la veille du jour où son père devait arriver à Milan, il lui annonça qu'il partait pour le voir.

— Il se peut que je doive passer la nuit.

Elinor ne fit pas de commentaires, il ajouta :

— Je vous le dis pour le cas où vous préféreriez que Bernasconi partît auparavant.

— Pour sauver les apparences?

— Oui, ou peut-être pour vous.

— Bah! Cela ne fait pas de différence pour moi, d'une manière ou d'une autre. Je puis fermer ma porte à clé s'il devient menaçant.

Richard ne poursuivit pas. Il ne prenait plus la peine de déguiser son indifférence à l'égard de la conduite de sa femme ou de l'opinion que celle-ci avait de la sienne. Il se rendait fort bien compte que cet état de choses ne pouvait pas continuer, mais sans exactement se réjouir de la crise qu'il sentait imminente, il y était tellement préparé qu'elle ne le préoccupait nullement.

Le soir du 26, il sortit en bateau après le dîner. Dans ces cas-là, il prenait toujours la barque avec les hauts tolets, de sorte qu'il tournait le dos à Aquafonti en s'en allant, mais il savait qu'Elinor et Tito le regardaient et il imaginait qu'il

fournissait à son invité la meilleure excuse pour devenir pressant auprès de l'épouse négligée. Il y fit allusion en grimpant à l'échelle de corde dans le hangar à bateaux où Virginia l'attendait.

— Bernasconi doit trouver que je suis un mari très complaisant, — fit-il.

— Pourquoi? — demanda-t-elle innocemment.

— Je lui laisse le champ libre. Il peut faire la cour à Elinor autant qu'il veut.

La réponse de Virginia fut d'une sagacité insolite.

— Autant qu'elle veut.

— Je crois qu'il l'assomme. En tous cas, je m'en fiche. Tout cela va finir. Je crois que je vais en parler à mon père demain.

— Pauvre homme! Cela ne va pas lui faire de peine?

— De la peine! Ce sera la meilleure nouvelle qu'il ait apprise depuis longtemps.

— Je ne comprends pas.

— Je vous ai toujours dit que ma famille haïssait Elinor. C'est une des raisons pour lesquelles je suis resté attaché à elle aussi longtemps. Je ne pouvais pas la laisser à leur merci. C'est ce qui m'ennuie maintenant. Je ne suis pas tout à fait indépendant. Je ne puis pas lui constituer de capital et je dois encore beaucoup pour Aquafonti.

Ils étaient assis sur des paquets de voiles dans le réduit où Richard s'était changé après être tombé à l'eau. Elle avait suspendu au mur une lanterne qui jetait une lueur faible et vacillante.

— Raison de plus pour ne pas partir tout de suite, — dit-elle.

— Partir?

— Je veux dire pour partir avec vous. Comment pourriez-vous... comme cela?

Elle avait touché le point faible du vague projet que Richard avait formé. Il y avait toujours songé lorsqu'il se proposait de l'enlever et n'avait pas trouvé de solution. Il pouvait se décider à quitter Elinor, mais il ne la laisserait jamais les mains vides.

— C'est pourquoi je crois que je vais en parler à mon père.

Mais si je le fais et s'il m'aide, est-ce que vous viendrez avec moi quand le moment sera venu?

— Pourquoi ne pas venir me retrouver plus tard quand je serai chez Fanny?

— Alors, vous en êtes encore à cette sacrée idée d'aller en Australie?

— Ce ne sera que pour quelques mois. Ensuite nous pourrons aller ailleurs.

— Non. Cela n'a aucun intérêt pour moi. Il faut que vous restiez avec moi ou bien...

Il s'arrêta court parce qu'il n'avait pas le courage de menacer. Si elle acceptait l'alternative d'être abandonnée par lui, et il croyait qu'elle était assez sûre de son empire sur lui pour en être capable, il savait qu'il n'aurait pas le courage d'affronter le divorce.

— Puis-je vous accompagner demain? J'aimerais beaucoup voir votre père.

La suggestion fut bien venue. Richard était inquiet de la laisser. En outre, sa compagnie avant et après l'entrevue serait réconfortante. Mais s'il se voyait contraint de passer la nuit?... Il la regarda, le sang lui monta à la tête. Il répondit avec calme :

— Oui, si vous le désirez vraiment... Seulement, je ne peux pas savoir avant de l'avoir vu, s'il sera assez bien pour...

— Je viendrai et j'attendrai. Vous me téléphonerez.

Quand, après un brusque au revoir, Richard prit le chemin du retour, son esprit était tout occupé à trouver une solution nouvelle à sa perplexité.

Si son père voyait Virginia et se prenait d'affection pour elle, cela pourrait lui faciliter les choses. L'obstacle pécuniaire ne l'empêcherait pas de partir avec elle, mais s'il était écarté, il n'y aurait plus rien pour lui barrer la route, rien que Virginia même.

***

Richard trouva Virginia qui l'attendait à la gare de Côme. Elle était gentiment habillée d'un costume tailleur très net et bien coupé. Elle portait un chapeau de feutre, une chemise

et une cravate masculines. Il fut surpris de remarquer que, pour la première fois, elle n'avait pas de guêtres. Sa jupe courte toute simple, laissait paraître ses mollets bien moulés dans des bas de soie; ses pieds étaient chaussés de souliers vernis à talons plats.

— Comme vous êtes élégante!

— Mère m'a dit qu'il me fallait m'habiller pour voir votre père.

C'était bien d'elle, pensa-t-il, cette manière d'introduire sa mère dans la conversation, de lui faire couvrir son voyage avec lui, et endosser en même temps la responsabilité d'une remarque directement flatteuse.

Ce fut seulement en arrivant à Milan qu'il remarqua qu'elle avait pris une valise. C'était un objet assez encombrant, ainsi qu'il s'en aperçut en le descendant du filet.

— Je passerai la nuit chez Louise.

Richard n'avait jamais rencontré sa sœur mariée, dont le mari était officier de cavalerie, et par conséquent fréquemment absent avec son régiment. Il ne fit pas de commentaire et suivit le porteur. Arrivé à la sortie, il hésita.

— Je ne sais si je passerai la nuit ou non. Cela dépend de mon père. Qu'en pensez-vous? Faut-il laisser ma valise à la consigne?

Virginia pensait que non. On n'était pas en Angleterre; on pouvait la voler. Pourquoi ne pas la déposer à l'hôtel Suisse en face? Il pourrait toujours l'envoyer chercher ou venir la prendre.

Il se rangea à cet avis; le porteur remit les bagages sur ses épaules et ils traversèrent la place.

Pendant que Richard payait le porteur, Virginia donna des instructions au concierge qui disparut avec leurs valises.

— Je laisse la mienne aussi. J'ai plusieurs choses à faire et elle m'embarrasserait.

Le train de son père était attendu à midi; il n'était pas encore onze heures et il proposa à Virginia de l'accompagner chez sa sœur.

— J'aimerais faire sa connaissance.

Elle s'y opposa. Sa sœur était « drôle »; et puis elle ne serait pas préparée à recevoir un étranger sans être prévenue. Il

était préférable qu'il ne l'accompagnât pas; d'ailleurs, elle avait plusieurs commissions à faire pour sa mère.

Il la conduisit donc en voiture jusqu'à un grand magasin où elle le pria de congédier le fiacre et sortit de sa poche une longue liste.

— Bon Dieu! Cela va prendre toute la journée.

— Nan. Nan. Mais vous pouvez me laisser.

Richard y consentit; mais comment la joindre après avoir vu son père?

Elle était évidemment préparée à cette éventualité, car elle sortit un carnet de sa poche — elle était toujours très méthodique — et en tira un morceau de papier soigneusement plié.

— Voici le numéro. Le vieux Rizzo répondra, si je ne suis pas dans la pièce. Il est terriblement sourd. Dites seulement « Virginia », mais fort et il m'appellera. A quelle heure téléphonerez-vous?

— Disons après le déjeuner, entre deux et trois.

Il la laissa à ses emplettes.

Il errait sans but dans la galerie Umberto, lorsqu'il tomba sur Cesare Sismondo. Il avait l'intention de faire celui qui ne le voyait pas, mais le jeune homme le salua avec affabilité et lui tendit une main moite.

— Vous à Milan! Venez déjeuner chez Cova. Dora Scotti, l'actrice, déjeune avec moi.

Richard déclina l'invitation, mais l'autre le retint.

— Avez-vous vu Brigita dernièrement?

— Oui, — fit Richard, d'un air peu communicatif.

— Nous sommes brouillés.

Richard n'avait pas le désir d'en entendre davantage et passait son chemin, mais le jeune homme n'avait pas l'intention de le lâcher.

— Trop d'histoires, — poursuivit-il, — Louise aurait découvert le pot-aux-roses à son retour et il y aurait eu du grabuge.

Cela révoltait Richard de se servir de cette sale créature, mais il avait une question à lui poser.

— Où est Louise?

— En Piémont. Elle est absente depuis des mois. Le

régiment de son mari est aux grandes manœuvres maintenant. Ils ne seront pas de retour avant juillet. Brigita venait toujours chez moi.

Richard tenait son renseignement.

— Bonjour.

Et il s'éloigna sans plus de cérémonie.

Ainsi l'histoire de Virginia à propos de Louise était une pure invention, un nouvel exemple de sa duplicité sans fin. Si elle savait que Louise était absente, elle devait aussi être dans les secrets de Brigita, et les deux sœurs avaient dû s'entendre pour duper leur mère tout en poursuivant chacune leur intrigue. Car, qu'était-ce que son aventure avec Virginia, sinon une intrigue? Et cela n'avait même pas le parfum romanesque, ni l'excuse d'une passion partagée et avouée. Il allait présenter cette jeune fille, cette fausse innocente, à son père, afin de se procurer les moyens de répudier sa femme, de se rendre libre lui-même et d'enlever Virginia. Était-ce là un fondement solide pour une vie nouvelle?

***

Richard s'attendait à trouver mauvaise mine à son père, mais il n'était pas préparé au spectacle qui s'offrit à lui lorsqu'avançant sur le quai tout en regardant à l'intérieur des compartiments, il aperçut un petit groupe à la portière de l'un d'eux, juste devant lui.

M. Kurt, aidé par un domestique d'un âge mûr et d'aspect convenable, descendait lentement et avec une difficulté évidente. Sa barbe était devenue blanche comme neige; ses joues étaient creuses; son col bas paraissait beaucoup trop large pour lui.

— Comment vas-tu, Richard?

Au son de sa voix où subsistait quelque chose du timbre d'autrefois, à la vue de cette taille diminuée, au regard de ces yeux noirs qui évoquaient encore le souvenir de leur éclat passé, Richard reçut un coup douloureux. Il offrit son bras à son père et ils se dirigèrent lentement vers la sortie. A chaque instant, M. Kurt s'arrêtait pour tousser et,

prenant sa canne dans la main qu'il appuyait sur le bras de Richard, il se servait de l'autre pour porter à sa bouche un mouchoir où il faisait de terribles efforts pour cracher. Il essaya plusieurs fois de parler, mais en vain.

Une automobile les attendait et comme il le portait presque en l'aidant à monter en voiture, Richard remarqua avec angoisse combien son père était léger. Il avait toujours été mince, il était devenu une ombre. Une fois assis dans la voiture et après un moment de repos, la légèreté que son fils connaissait si bien reprit le dessus. Il fit une allusion enjouée à son état.

— Le pire, c'est que je ne peux pas fumer. A peine un petit cigare après le repas. Tu fumes combien de cigarettes par jour?

— Une vingtaine.

— Ce n'est pas mal, pas mal.

Richard se proposait de dire au chauffeur de les conduire tout de suite à l'hôtel, mais M. Kurt ne le laissa pas faire.

— Non, non. Pourquoi être si prodigue? Scott sera là dans une minute avec les bagages à main, attendons-le.

— J'espère qu'il est soigneux?

— C'est le meilleur domestique que j'aie jamais eu, mais il ne te conviendrait pas.

Son rire bref fut étouffé par une autre quinte de toux, à travers laquelle il réussit néanmoins à faire paraître un vague sourire. Lorsqu'il put reprendre haleine il ajouta :

— Il ne sait pas faire briller les souliers.

— Je ne suis pas aussi difficile que jadis.

— Vraiment?

M. Kurt avait les yeux fixés sur les pieds de Richard avec une expression équivoque lorsque Scott, suivi d'un porteur, parut.

Il ne voulut pas entendre parler de déjeuner à l'hôtel.

— Mauvais et cher. En Italie on peut manger convenablement dans n'importe quel petit restaurant.

— Cela ne va pas trop vous fatiguer?

— Pas plus qu'à l'hôtel. Je m'attends à tousser un peu.

Après avoir fait un brin de toilette, M. Kurt proposa de faire quelques pas, d'aller, selon son expression, en flânant

jusqu'à la *Galleria*. Il se souvenait d'un restaurant qu'il avait particulièrement aimé autrefois.

— Je me souviens, — dit-il en s'appuyant sur le bras de Richard comme ils suivaient lentement la Via Veneto, — d'un jour où ta pauvre mère et moi, nous avions déjeuné là. Il s'arrêta pour tousser. Il avait un pardessus léger sur le bras que, toujours indépendant, il s'était refusé à laisser porter par Richard. Maintenant, obligé de se servir d'un mouchoir, c'était trop pour lui, et son fils le débarrassa doucement.

— Je la vois encore, assise avec moi dehors à une petite table. C'était à gauche en venant de la Scala. Ah, j'aimerais bien retrouver l'endroit.

— Je crois que je le connais. — Richard évoquait le souvenir de sa mère telle qu'elle devait être à cette époque lointaine. Mais l'inquiétude que lui donnait son père effaçait le tableau.

Ils traversèrent plusieurs rues, suivirent des arcades.

— Voilà, c'est ici. Rien n'est changé. Je m'en souviens parfaitement.

M. Kurt, avec sa canne, désignait un restaurant situé à l'angle de deux rues. C'était un endroit très connu et très fréquenté, plein de monde à présent, comme Richard pouvait le constater, dedans et dehors. Personne ne s'occupait d'eux. Richard retira son chapeau et s'adressant à un homme d'un certain âge assis seul à une petite table, avec une chaise à côté de lui, sur laquelle un chien minuscule était couché en boule.

— Voulez-vous permettre à mon père de s'asseoir sur cette chaise le temps que je trouve une table? — demanda-t-il dans son meilleur italien.

L'homme lisait un journal appuyé devant lui sur la carafe. Sans répondre ni lever les yeux, il attrapa le petit animal et le mit sur ses genoux.

— Merci beaucoup. — Richard approcha la chaise et fit asseoir son père.

Le laissant un instant, il entra et glissa une pièce de cinq lire dans la main du gérant qui se mit à la recherche d'une table avec une politesse empressée. A l'extérieur, elles étaient toutes occupées, mais Richard savait que c'était là que son père désirait déjeuner et pressa l'homme de faire de la place.

Passant outre son « *Ma signore, e impossibile* » il fourra une autre pièce de cinq lire dans la paume de sa main, ce qui régla l'affaire. Il fallait faire de la place n'importe comment, on en fit. Malgré quelques murmures des clients dérangés, une table supplémentaire fut tirée de l'intérieur du restaurant et mise en bonne place à la terrasse.

M. Kurt s'inclina avec une politesse cérémonieuse devant le monsieur au chien qui, un peu embarrassé lorsque pour la première fois il releva la tête et vit que l'injure faite à son enfant gâté était relativement justifiée, rendit le salut avec une affectation de civilité.

— Étonnant comme ils sont polis dans les pays latins, — remarqua le vieillard en prenant possession de son nouveau siège. — Si complaisants aussi? Crois-tu qu'en Angleterre on aurait déplacé les gens comme ceci pour deux étrangers?

Jusqu'à quel point M. Kurt profita de son déjeuner, parce qu'il réveillait de vieux souvenirs et était cause d'une sorte de rajeunissement temporaire, Richard ne l'aurait su dire, mais, à sa grande satisfaction, son père mangea incontestablement de bon appétit et fut d'une gaieté remarquable. Lorsqu'on apporta le café, M. Kurt toucha le bras de son fils.

— Quelles cigarettes fumes-tu?

Richard lui tendit son étui.

— J'ai pris ces italiennes bon marché. Elles ne sont pas fameuses.

— Ah! je les connais. Macedonias. Je les aimais pour changer.

Il en prit une, gratta une allumette, offrit du feu à Richard et alluma la sienne. Mais la première bouffée qu'il aspira provoqua, comme son fils l'avait redouté, une violente quinte de toux qui dura plusieurs minutes.

— Je crains, — s'efforça-t-il de faire entendre, — que ce soit ma dernière cigarette. (Il la regarda tristement une seconde, puis sortit un cigare.) Je ne peux pas aspirer, c'est ce qu'il y a de plus ennuyeux, — poursuivit-il en coupant l'extrémité.

Il ne l'alluma pas tout de suite au soulagement de Richard, qui jeta sa cigarette.

— Non, non, fume, mon garçon, fume. Cela ne me fait pas mal. Cela ne m'a jamais gêné de voir les autres faire ce que je ne pouvais pas faire moi-même.

Le vieux monsieur fit signe au garçon d'apporter l'addition qu'il examina soigneusement.

— Très raisonnable. Tu as de la chance de vivre en Italie.

Richard réprima un sourire. Il n'était plus de cet avis, à présent.

M. Kurt prit le bras de son fils et ils avancèrent à pas lents.

— Il y avait un magasin à la sortie de la *galleria*, en face du Dôme, où l'on vendait des objets d'art en argent; ils faisaient de très jolies choses. J'aimerais bien y aller.

Ils trouvèrent l'endroit. C'était une boutique de bijouterie et d'orfèvrerie. Une statuette en argent représentant un cheval, parut frapper spécialement M. Kurt et l'attirer.

— Très bien fait, — dit-il, — très bien fait. Combien est-ce?

L'homme dit un chiffre que Richard trouva ridicule. Mais il n'essaya pas de déprécier l'objet lorsque M. Kurt lui demanda ce qu'il en pensait.

— C'est certainement un bon modèle de pur sang.

— Bien, tu dois le savoir. Tu étais amateur de chevaux. A propos, Dick — Richard ne se rappelait pas que son père se fût jamais servi de ce diminutif depuis son enfance — je n'ai jamais vu un seul de ces chevaux que tu élevais. Il eut encore un sourire bizarre, puis se tourna vers le vendeur : Emballez-le.

Le paquet fut remis à Richard. C'était très lourd et comme il avait à s'occuper de son père, il allait suggérer qu'on pourrait aussi bien l'envoyer à l'hôtel, lorsque M. Kurt lui dit :

— Tu garderas cela, ce sera un petit souvenir de notre rencontre.

Profondément touché, Richard caressa la main du vieillard posée sur son bras.

— Merci, merci beaucoup. Je le conserverai précieusement.

— Je crois que maintenant il faut que je prenne une voiture pour rentrer à l'hôtel. J'espère que tu trouveras quelque chose à faire pendant que je vais me reposer.

— Vous n'avez pas besoin de vous tracasser pour moi, père, je ne désire qu'une chose, c'est d'être avec vous.

IV

Ce fut seulement après qu'ils furent rendus à l'hôtel et que M. Kurt se fut retiré dans sa chambre, que Richard se souvint subitement qu'il avait promis à Virginia de lui téléphoner. Il regarda sa montre : il était quatre heures passées. Ils avaient dû rester longtemps à prendre le café. Tout en se demandant ce qu'elle pouvait penser, il alla téléphoner. Une faible voix répondit, et bien qu'il criât « Virginia » dans le récepteur, comme elle le lui avait recommandé, il ne put obtenir de réponse intelligible. Il sortit, héla un taxi et dit au chauffeur de le conduire au palazzo Peraldi. C'était une énorme bâtisse avec un portail assez large pour permettre aux véhicules de toutes dimensions d'entrer dans la cour carrée autour de laquelle elle était bâtie. Dans la loge du concierge il trouva un vieillard qui ne manifesta aucun intérêt lorsqu'il lui demanda Virginia.

— *Primo piano destra,* — fit-il machinalement quand il entendit le nom, sans lever les yeux.

Richard monta le grand escalier. La rampe était richement sculptée, il y avait de lourds lampadaires dorés à chaque tournant. Richard essaya une sonnette électrique sans résultat, mais, en réponse à ses coups répétés au marteau de bronze, un personnage vénérable qui portait des lunettes sur un immense nez crochu, lui ouvrit la porte, s'inclina bas et mit la main derrière son oreille pour saisir le nom du visiteur. Il parut comprendre à la fin et introduisit Richard dans un salon immense. Les murs étaient couverts de peintures, au centre de la pièce une masse irrégulière et informe, recouverte d'étoffes décolorées, donnait une impression macabre. Donna Virginia était sortie; le vieillard ne savait pas où elle était allée ni quand elle reviendrait. L'*egregio signor* voulait-il attendre? Peut-être serait-il plus à l'aise dans la *Cassa.* Richard hésitait lorsqu'une femme âgée à l'allure vive entra dans la pièce. Elle salua Richard avec un regard d'intelligence et cria dans l'oreille du vieillard quelques phrases inintelligibles. Puis, après avoir fait signe à Richard de la suivre, elle s'engagea dans

un grand corridor très haut de plafond, ouvrit une porte et pénétra dans une pièce pauvrement meublée qui avait l'air d'un salon dont on se serait servi comme chambre à coucher.

— *La signora verra fra poco,* — cria-t-elle, puis elle ajouta : *Il signore vuole caffe?*

Richard n'en voulait pas, mais il alluma une cigarette et s'assit; sur quoi elle lui fit un signe d'amitié et se retira.

Rien ne semblait appartenir à Virginia dans cette pièce. Contre le mur se dressait un grand lit à colonnes avec des rideaux poussiéreux en damas cramoisi. Sur une table en marqueterie et couverte d'un tapis en peluche, on avait posé un nécessaire de toilette. Il n'avait pas fini sa cigarette que Virginia se précipita dans la chambre, hors d'haleine.

— Pourquoi n'avez-vous pas téléphoné?

— J'ai complètement oublié. J'ai trouvé mon père si mal que tout m'est sorti de la tête. Après j'ai téléphoné, mais je n'ai pas pu comprendre un mot. Alors je suis venu ici.

— Où est votre père maintenant?

— Il se repose. Je vais aller le revoir, mais il ne compte pas que je passe la nuit. Je pourrais vous retrouver après dîner et vous ramener à Côme. Ce sera assez tard cependant.

— Oh! ne vous en faites pas pour moi. C'est pour votre père. Vous devriez rester avec lui jusqu'à son départ.

— Je crois qu'il n'y tient pas. Il est très indépendant, il le sera jusqu'à la fin. Il a un domestique très sérieux.

— Un domestique! Mais vous êtes son fils. C'est mieux qu'un domestique, un fils.

— Je vais y réfléchir. Peut-être resterai-je. Mais, et vous?

— Oh, moi, ça va très bien. Louise n'est pas là, alors je coucherai ici. Tout est préparé. Et Caterina revient au matin de bonne heure, elle me donnera à déjeuner. Nous nous retrouverons au train.

La manière toute naturelle dont elle prenait l'absence de sa sœur désarma Richard sur le moment. Il était préoccupé de son père.

— Pour ce qui est de voir mon père, — commença-t-il, — j'ai peur...

— Je sais, — interrompit-elle, — il est trop malade, mais faites-lui mes amitiés et dites-lui que je suis désolée.

— Je ne puis rien lui dire, à moins de lui parler de vous de le mettre tout à fait au courant. Il ne sait même pas que vous êtes ici. Il ne comprendrait pas.

— Tant pis, mais alors, il faut que vous restiez près de lui.

— Vous voulez dire, — Richard la regarda bien en face, — que je devrais rester avec lui, descendre à son hôtel, et tout cela?

— S'il le désire, naturellement, mais vous m'avez dit qu'il était... j'ai oublié le mot.

— Indépendant. Certainement, il est indépendant. Il n'a jamais été habitué à ce que je sois tout le temps aux petits soins après lui. Cela le crisperait.

— Oh, alors ne le faites pas. Mais il faut que vous l'accompagniez au train. Autrement ce ne serait pas gentil.

Richard prit son parti.

— Très bien. C'est entendu. Je descendrai à cet hôtel près de la gare. Mais que ferez-vous pour le dîner?

— Dîner? — Elle rit comme si c'était une idée absurde. — Caterina me fera du café et je prendrai un *panetone*.

— Mon père m'a dit qu'il dînerait légèrement de bonne heure. Je dois être à son hôtel à six heures et demie. Il ne veillera sûrement pas tard. Je pourrais vous retrouver à neuf heures et demie. Si je venais chez vous?

— Nan. Le concierge vous verrait entrer et il pourrait trouver cela drôle.

— Disons à l'hôtel Suisse, alors?

— Très bien.

Ils avaient atteint une boutique. Après avoir acheté le *panetone*, ils revinrent sur leurs pas, Richard avait remarqué une crémerie en chemin, où ils entrèrent pour acheter un quart de crème et des œufs frais. Un peu plus loin il prit un panier de fraises des bois.

— Ce sera comme à la *latteria*. Je voudrais bien avoir ces amours d'enfants pour manger tout ceci avec moi.

Ils se partagèrent les paquets pour les porter et Richard prit congé d'elle à la porte du palazzo Peraldi. Il observa que

le concierge, comme précédemment, ne prêtait pas la moindre attention à son passage.

***

Richard trouva que son père avait l'air épuisé lorsqu'il monta dans sa chambre le chercher pour dîner. Aussi lui proposa-t-il de prendre leur repas en haut, mais M. Kurt refusa résolument.

— Dîner dans ma chambre! Jamais, tant que je tiendrai sur mes jambes, — répondit-il.

Il luttait avec ses chaussures. Le domestique restait debout près de lui, gêné, car M. Kurt n'avait jamais permis à un domestique de le chausser ou de l'habiller. Richard insista pour l'aider, ce qui, en réalité, devenait nécessaire, car l'effort commençait à faire tousser son père violemment. M. Kurt s'était habillé pour le soir, comme il l'avait fait toute sa vie. L'ascenseur était à l'autre bout du corridor et Richard envoya Scott l'appeler. M. Kurt dut s'arrêter trois fois pour tousser. Le cœur de Richard se serra. Combien de temps un vieillard dans un tel état pouvait-il durer?

Leur dîner fut bref. Le restaurant était bel et bien plein de monde, Richard salua les Foligno qui étaient avec un groupe de gens à une table dans un coin. M. Kurt voulut savoir qui ils étaient et, pour lui éviter de parler, Richard lui fit le récit de la fête de madame Rafferty l'été précédent.

— Madame Rafferty? Voyons. — Monsieur Kurt essayait de situer le nom. — Ta mère la connaissait. Je crois qu'elle l'avait rencontrée à Nauheim.

Il était très intéressé par la description que son fils lui faisait de la fameuse soirée, mais Richard se garda de parler du rôle qu'Elinor y avait joué. Le nom de sa femme n'avait pas été prononcé, mais la réception de madame Rafferty remua des souvenirs dans l'esprit de M. Kurt.

— J'espère qu'Elinor n'a pas été contrariée que tu viennes me voir?

— Non. Elle a parfaitement compris.

— Est-elle heureuse là-bas?

— Aussi heureuse qu'elle peut l'être n'importe où.

M. Kurt n'insista pas, mais ensuite, lorsqu'ils eurent quitté la salle à manger et trouvé un coin dans le hall où ils prirent le café, il posa soudain à Richard une question embarrassante.

— Est-ce que tu as fini par trouver le bonheur?

Que dire? C'était une occasion s'il voulait en profiter. Quel intérêt y avait-il à lui raconter maintenant ce qui ne pouvait être en tous cas, qu'une faible partie de l'histoire? Il était trop tard. Son père était trop malade.

— Je ne crois pas que le bonheur soit jamais continu, père. Je suis heureux par moments... du moins, presque heureux.

— Tu es un drôle d'oiseau, Richard. Toujours énigmatique. Qu'est-ce que tu veux?

— Je ne crois pas que je puisse vous le dire. Je ne le sais pas exactement moi-même.

— Mais je croyais, d'après ce que tu m'écrivais, que vous étiez enchanté de votre vie sur le lac. Tu disais que la villa était parfaite et que vous aviez des amis charmants.

Il y avait dans la voix de M. Kurt quelque chose d'inquiet, de plaintif presque, et Richard se préoccupa de l'apaiser.

— Père, je vous en prie, ne vous méprenez pas. Je n'ai rien à vous demander de plus dans cet ordre d'idées. Je ne saurais vous remercier assez de tout ce que vous avez fait. Je crains au contraire d'avoir été trop dépensier.

Le visage de M. Kurt exprimait un certain soulagement.

— Je ne puis dire que ce fut exactement bon marché. Est-ce que tout est payé?

Pendant un instant, Richard hésita entre deux courants de pensée contradictoires. Il savait que M. Kurt lui donnerait l'argent dont il avait besoin s'il le lui demandait, ce qui changerait complètement sa situation présente, mais il lui paraissait déplaisant de laisser de telles considérations s'introduire dans leur entretien. C'était la seule fois de leur vie où père et fils eussent passé quelques heures seuls ensemble avec, Richard le sentait, une entière satisfaction pour tous deux. Il choisit et répondit fermement :

— Oui.

— En es-tu bien sûr, Richard? Il scruta le visage de Richard à nouveau.

— Aussi sûr que je puis l'être, père. Ne vous tourmentez pas, je vous en prie. Je suis parfaitement tranquille à ce sujet-là.

— Tu l'as toujours été, tu sais, pour un temps.

Richard était torturé. Pourquoi son père ne pouvait-il pas dire simplement que s'il devait quelque chose il n'avait qu'à s'adresser à son jeune associé qui avait toujours été son intermédiaire dans ces cas-là? Pourquoi se tracassait-il encore au sujet de ce qui, relativement, n'étaient que des bagatelles?

— Je peux m'arranger avec ce que j'ai reçu. Je vous en prie, n'y pensez plus.

— Très bien, mon garçon. Je t'en crois sur parole.

Ils ne dirent rien de plus sur ce sujet. Richard s'arrangea pour parler d'autre chose, et bientôt après son père dit qu'il allait se coucher.

Ils se séparèrent presque immédiatement après que Richard l'eut conduit à sa chambre. M. Kurt ne voulut pas entendre parler de laisser son fils l'accompagner le lendemain matin. Le train partait à huit heures, dit-il, et il n'y avait pas de raison pour que Richard se dérangeât.

— Alors, au revoir, père. J'ai été bien content de vous voir.

— Au revoir, mon garçon. Fais pour le mieux.

Richard s'attardait. Il retrouvait son ancienne timidité. Il voulait dire quelque chose, il ne savait quoi, un mot tendre, n'importe quoi. L'adieu était si insuffisant! Son père était assis sur une chaise et s'évertuait à retirer ses chaussures. Une fois encore Richard se mit à genoux et l'aida. En se relevant, il mit sa main sur l'épaule du vieillard et l'embrassa sur la joue. Puis il sortit doucement de la chambre.

***

Richard trouva Virginia qui l'attendait à l'hôtel Suisse. Elle était assise dans un coin du hall, en train de regarder un journal illustré, et comme il arrivait près d'elle, elle

attira son attention sur des photographies qui représentaient de merveilleux exercices d'équitation exécutés par la cavalerie italienne.

— Est-ce que vous pourriez faire cela? — demanda-t-elle comme une enfant.

Richard, qui venait de se séparer de son père, n'était pas en humeur de répondre, mais la photographie lui fit penser à un point qu'il voulait élucider.

— Je ne sais pas. C'est pour la galerie. Je voudrais boire quelque chose.

Il sonna le garçon et commanda un whisky, puis il se ravisa et le pria d'apporter la carte des vins.

— Comment allait ce pauvre monsieur Kurt?

— Mal, j'en ai peur. Je n'avais guère envie de le quitter, mais il ne veut pas que je l'accompagne à la gare demain matin. Que diriez-vous de prendre le dernier train?

— Nan. Il faut que je rentre via Grimaldi. Caterina serait effrayée, si elle ne me trouvait pas au matin, et j'ai promis au vieux Rizzo de rapporter des papiers à mère, et il doit me les donner demain.

— Et Louise? — demanda-t-il soudain.

— Elle est à Aspro, en Piémont, avec Giulio. Je n'avais pas pensé aux manœuvres.

— Il y a longtemps qu'elle est partie? — Il fit exprès de poser la question sur un ton indifférent.

— Je ne sais pas exactement.

Ils furent interrompus par l'arrivée du garçon avec la carte des vins. Richard commanda une bouteille de champagne. Il se sentait très déprimé; il avait besoin d'un stimulant; il était encore sous le coup de l'émotion que l'état de son père avait fait naître en lui.

Elle commença à le questionner sur ce qui s'était passé pendant la journée. Richard lui raconta l'histoire du cheval d'argent; il l'avait laissé au concierge en entrant. Comme elle le priait de le lui montrer, le garçon revenait avec le champagne.

— Oui. Mais laissez-moi boire un verre d'abord. Il faut que vous en preniez aussi.

Elle hocha la tête, mais il la persuada d'en prendre un

demi-verre auquel elle ajouta de l'eau. Il vida le sien et s'en versa un autre. Le vin le ranima.

— A propos, j'ai vu cet animal de Sismondo, aujourd'hui. Il m'a dit qu'il s'était querellé avec Brigita.

— Qu'est-ce qu'il voulait dire?

— Il m'a dit que Louise avait été longtemps absente, tout le printemps pratiquement. Cela semble assez drôle, n'est-ce pas?

— Pourquoi?

— Brigita et lui.

— Je ne sais rien. Brigita n'a jamais dit que Louise n'était pas là. Souvent elle s'en va et puis elle revient. Mère le croyait.

— Croyait quoi?

— Qu'elle était ici.

Richard n'avait aucune envie de pousser plus loin l'enquête. De toutes façons, il ne pourrait savoir la vérité.

— Cela ne me regarde pas, mais je trouvais que je devais vous rapporter ce que disait ce petit salaud.

— Cesare raconte des histoires quand il est fâché. Ce n'est peut-être pas vrai pour Louise. Je le saurai et vous le dirai.

Richard vida son verre et le remplit.

— Je m'en fiche. Brigita est assez grande pour s'occuper de ses affaires. Mais j'ai quelque chose à vous dire, Virginia. Voulez-vous vous décider, maintenant, ce soir?

— Me décider? — répéta-t-elle, comme si elle ne comprenait pas.

— Oui. Décider de partir maintenant... tout de suite. Nous sommes ici, nous avons une valise. Nous pouvons filer à Londres par le premier train.

— Qu'est-ce que votre pauvre vieux père en dirait?

— On le retrouverait à Londres. Je lui expliquerais tout. Il me tirerait d'affaire et nous serions libres.

— Lui avez-vous dit quelque chose?

— Je ne lui ai pas parlé de vous. A quoi bon, tant que vous n'êtes pas décidée?

— Mais vous disiez que vous auriez quelque chose à arranger pour votre femme?

— J'arrangerai cela après, à Londres.

— Je ne pourrais pas. Pas comme cela. J'aurais peur.

— Peur de quoi?

— De rendre votre père malheureux. Peut-être que cela le tuerait; alors, ce serait criminel.

— Vous n'avez pas besoin d'avoir de crainte de ce côté-là. Il pourrait désapprouver, c'est tout.

— Alors ce serait mal. Je croyais que vous disiez de partir parce que ce serait bien et que cela vous rendrait heureux.

— Ce ne serait pas bien au yeux du monde, naturellement, mais ce serait bien de mon point de vue. C'est-à-dire... si vous m'aimez assez pour faire ce sacrifice.

— Ce n'est pas cela. Cela me serait égal pour moi si cela devait vous rendre heureux. Mais je ne peux pas partir comme cela maintenant. Je dois réfléchir. Comment pourrais-je laisser mère... comme cela... et Boso? Elle le tuerait.

Richard engloutit d'un trait un autre verre de champagne.

— Bon. Je ne dirai plus rien. Je ne peux pas vous obliger à partir.

Elle mit sa main sur l'une des siennes, mais le geste était hésitant.

— Ne vous mettez pas en colère contre moi. Je ferai tout ce que vous voudrez d'autre.

Son cœur bondit.

— Vous voulez dire... n'importe quoi? — Il avait des palpitations.

— Oui. Je voudrais toujours vous faire plaisir.

— Je sais tout cela. Mais voulez-vous me montrer que vous m'aimez? Voulez-vous m'appartenir complètement? — Sa voix tremblait d'émotion.

— Je ne sais pas ce que vous voulez dire.

— Vous ne m'avez jamais dit que vous m'aimiez. Vous ne m'avez jamais embrassé. — Il lui prit la main qu'il pressa fortement et la regarda fixement dans les yeux. — Vous savez ce que je veux dire?

Elle promena son regard autour d'elle. Une ou deux personnes traversaient le hall pour gagner leurs chambres. A quelques pas, il y avait une femme âgée qui buvait un citron

pressé et ne les quittait pas des yeux. Virginia retira sa main et prit un air solennel.

— Comment le pourrais-je, quand vous êtes marié? Ce serait mal.

Il acheva son champagne — il n'y en avait plus dans la bouteille — et se leva.

— Bien, je n'insisterai pas davantage. Je vais vous reconduire.

Elle commença à fouiller dans ses poches, d'abord dans l'une, puis dans l'autre. Elle sortit divers objets, les posa sur la table et les remit dans ses poches : deux petits mouchoirs pliés, un anneau avec deux petites clés, son carnet, une bourse.

— Je l'ai perdue, — murmura-t-elle.

— Perdu quoi?

— Ma clef.

Richard ne comprit pas tout de suite ce que cela signifiait. Puis le jour se fit dans son esprit d'un seul coup.

— Vous n'avez qu'à passer la nuit ici, voilà tout. — Il essayait de se dominer et de parler tranquillement.

— Oui. J'espère qu'ils ont une chambre. Je vais voir.

Son ton était parfaitement naturel, elle traversa le hall pour aller s'enquérir au bureau, le laissant debout là, l'air ahuri.

Elle revint tout de suite.

— Il ne reste qu'un appartement, mais on me laissera la plus petite chambre. Je vais faire monter ma valise.

Il prit Virginia par le bras et l'accompagna jusqu'à l'ascenseur, où le porteur l'attendait avec la valise.

— Je monte avec vous.

L'homme leur montra la plus petite des deux chambres qui formaient l'appartement avec une salle de bains et une entrée.

— Prenez la plus grande, elle est beaucoup mieux. Celle-ci ira pour moi. — Il se tourna vers l'homme et lui donna un pourboire. — Montez-moi ma valise, voulez-vous? et dites à la réception que c'est arrangé comme cela.

Il était redevenu maître de lui et parlait délibérément. L'homme s'éloigna. Virginia prit possession de la chambre la

plus grande, sans faire plus de commentaires et se tourna vers lui.

— Maintenant vous allez me montrer le cheval.

Un quart d'heure plus tard, Richard descendit prendre un dernier verre. Avant de quitter Virginia, il lui avait montré le cheval d'argent qu'elle avait fort admiré. Elle ne fit pas la plus légère allusion à la décision qu'il avait prise de coucher là et parut trouver tout naturel qu'il occupât la chambre voisine de la sienne. Elle fit ses préparatifs pour la nuit avec ordre et méthode pendant qu'il était encore dans la chambre, et quand il lui eut souhaité une bonne nuit, il l'entendit fermer sa porte à clef.

Il commanda une autre bouteille de champagne qu'il but verre sur verre jusqu'au bout et dont le seul effet fut de faire battre son pouls avec plus de violence. Il informa l'employé de réception qu'il partirait le lendemain matin et demanda tranquillement les heures des trains au concierge. Il prit son temps pour aller jusqu'à l'ascenseur et regagner l'appartement. Il entra et ferma à clef la porte qui donnait sur le corridor. Son premier mouvement en arrivant dans sa chambre fut d'essayer d'ouvrir la porte qui donnait dans la chambre de Virginia. Elle était encore fermée à clef. Il alla dans le petit passage qui menait à la salle de bains de l'autre côté de la chambre de Virginia dont la porte, de ce côté-là, était légèrement entr'ouverte. De retour dans sa chambre, il se déshabilla et, sans un instant d'hésitation, sans prendre la peine de ne pas faire de bruit, il revint dans l'entrée, ouvrit la porte de Virginia hardiment et tourna le commutateur.

Elle était couchée et paraissait profondément endormie. Elle avait rejeté les draps et les couvertures, et elle était en pyjama. Sa tête reposait sur son bras et elle détourna le visage lorsqu'il se pencha sur elle pour écouter sa respiration régulière.

Il la quitta à l'aube. Elle n'avait pas ouvert les yeux pendant toute cette nuit délirante. Maintenant elle était étendue sans mouvement; sa chevelure de bronze emmêlée était comme enfouie dans l'oreiller qu'il lui avait mis sous la tête avant

de la quitter. Il se retourna juste une fois, puis entra dans sa chambre. Il avait besoin du sommeil qu'il lui restait à prendre. Ses yeux appesantis tombèrent sur un bout de papier épinglé sur son oreiller. Il lut ces mots, écrits de la main de Virginia : « Quand vous êtes descendu, j'ai trouvé la clef, alors je partirai de bonne heure, sinon Caterina serait effrayée. Je vous retrouverai à la gare, si vous téléphonez à quelle heure. » Il plia le billet et le mit dans son portefeuille.

A sept heures, il s'éveilla. Il se leva d'un bond et entra dans la chambre de Virginia. Elle était vide. Toutes les marques d'occupation de la chambre avaient été effacées. Les oreillers froissés avaient été battus, le lit fait, la toilette nettoyée, les serviettes dont on avait fait usage, pendues à leur place.

Dans un mouvement violent, il arracha du lit draps et couvertures et les éparpilla tant sur le lit qu'en dehors. Il envoya promener les oreillers et jeta les serviettes par terre. Le broc avait été rempli d'eau fraîche. Il en versa dans la cuvette en faisant de grandes éclaboussures sur la toilette et sur le tapis. Puis il revint dans sa chambre en rage.

Bientôt sa fureur s'apaisa. Un mortel sentiment de dégoût, de répugnance, de haine, lui succéda.

Il se rasa et s'habilla fiévreusement, puis en hâte, il jeta ses effets dans la valise.

Il n'avait plus qu'une idée dans la tête. Il ne retournerait jamais sur le lac. Jamais plus cette fille ne mettrait la main sur lui. Il lui avait donné toutes les chances et elle avait préféré cette simulation effrontée, ce maudit faux-semblant d'innocence. Après une nuit pareille, pourrait-il la revoir comme si rien ne s'était passé? Pourrait-il recommencer à la voir chaque jour avec cet abominable mensonge dans leurs cœurs, cette caution mutuelle de dégradation? Pourrait-il feindre jour après jour, et retomber dans les fers, dominé par un désir qui l'étranglait, par une simple impulsion physique qui n'avait même pas de nom? Pourrait-il continuer à se moquer, jour après jour, de la vérité dans une fausse atmosphère de camaraderie, à se lever et à se coucher dans le mensonge?

Non, n'importe quelle existence vaudrait mieux que cette

hideuse comédie! Il se moquait de ce qui pouvait arriver, il devait se libérer de cela. Il voulait abandonner le lac aujourd'hui et pour toujours.

Il descendit en courant, sa valise à la main. Il avait tout juste le temps d'avaler une tasse de café.

Lorsqu'il arriva sur le quai, on aidait son père à monter dans le train. Richard sauta dans le compartiment après lui.

STEPHEN HUDSON

(Traduit de l'anglais par EMMANUEL BOUDOT-LAMOTTE[1].)

FIN

1. Copyright by Librairie Gallimard.

SUR L'ART DU CONTE

Lorsqu'on parle en France de l'art du conte ou de la nouvelle, deux noms viennent aussitôt à toutes les bouches : ceux de Prosper Mérimée et de Guy de Maupassant. Là-dessus nous sommes d'accord avec les étrangers, surtout les Russes et les Scandinaves, qui mettent ces deux écrivains aux premiers rangs de notre histoire littéraire, et ceci avec un enthousiasme dont l'expression hyperbolique dépasse même notre assentiment. Il y a une dizaine d'années, lors d'un congrès des Pen Clubs à Paris, le romancier scandinave Johan Bojer produisit une vive impression par l'accent de véhémence avec lequel il salua en la France la patrie d'un écrivain extraordinaire, le plus étonnant génie qui ait jamais été, lequel, enfin, — au grand émoi des auditeurs qui en attendaient avec anxiété la révélation, — s'avéra n'être autre que Maupassant. Quant aux Russes, je m'assure que, même depuis la Révolution, ils n'ont pas varié dans leur admiration. Un récent numéro de la *Littérature internationale*, revue soviétique, contient deux pages extraites des écrits de Lounatcharski et intitulées : *Un génie de l'époque de stagnation*. Ce génie, dont l'œuvre manifeste « cette perfection originale, soutenue, méditée, à laquelle n'atteignirent que peu de maîtres du verbe humain », c'est Mérimée. Dans le même numéro, une nouvelle de Babel, d'ailleurs excellente, et pour la violente amertume de laquelle — dussé-je scandaliser son auteur même et tous ses compatriotes — je donnerais volontiers tout Maupassant, fait allusion à l'œuvre de celui-ci : « Vingt-neuf volumes, vingt-neuf

pétards bourrés de pitié, de génie, de passion... » J'avoue que ces opinions m'étonnent, surtout venant de nations qui ont produit et qui continuent de produire d'admirables conteurs. Prosper Mérimée m'apparaît sans doute comme un homme de bonne compagnie et le type même de ce qu'il faut, au meilleur sens du terme, appeler un petit-maître. Mais un génie! Quant à Maupassant, sa formule de conte me semble le comble de l'artifice avec son faux naturel, ses interjections, ses tournures, ses dialogues postiches, ses familiarités grossières, ses croisements de jambes, et ses tapes dans le dos, et ses bouffées de cigare, et cette absence de style derrière quoi il n'est guère possible de trouver un homme, mais bien un journaliste et un boulevardier, sans compter l'horreur de ce libertinage de sous-off de province, et les paysans, les affreux paysans qui semblent n'être là que pour permettre l'emploi de ces janoteries, de cet absurde langage à apostrophes : *not'vache qu'étions morte à la Pent'côte...* Sans doute éprouverai-je le besoin de me sentir plus juste pour les livres de la fin, ceux où la corpulence de Maupassant vacille sous l'effet d'une menace grandissante et où un tragique réel fait irruption. Ceux aussi, comme *Sur l'Eau*, où il confie le désespoir des hommes de son temps et cette sorte d'anarchisme pessimiste, virulent et dégoûté qui fut leur noblesse et communique encore à leurs œuvres une pathétique résonance sociale. Mais jamais je ne parviendrai à comprendre comment on a pu faire des nouvelles de Maupassant le modèle de l'art de conter.

Et d'abord Maupassant, pas plus d'ailleurs que Mérimée, ne me paraît convenir à l'image que je me fais de l'art du conte et que s'en font, si j'en crois leurs œuvres mêmes, les étrangers. Tel que l'ont pratiqué ceux-ci et tel que je le rêve, le conte n'occupe dans notre littérature qu'une place restreinte, surtout si on le compare à d'autres genres, la poésie, en particulier, qui est véritablement la grande invention française, la poésie, dont le génie français a fait une des plus extraordinaires spéculations de l'esprit humain et qu'il a portée à un degré de perfection, d'audace et de lucidité où, seule, la littérature anglaise nous a rejoints. Il est certain que nous n'avons aucun conteur qui vaille Racine ou Baudelaire, Hugo ou Mallarmé, Lamartine ou Rim-

baud, Laforgue ou Ronsard, Musset, ou Villon, et nommer auprès de ces géants Mérimée ou Maupassant, c'est plaisanter. Mais les poètes sont difficilement accessibles aux étrangers, surtout aux Scandinaves et aux Russes qui n'ont, en cet art, aucune tradition et n'y ont guère excellé. Aussi les qualités qu'ils reconnaissent au génie français, qualités d'intelligence, de grâce et de charme que peut-être ils trouveraient — avec quelque chose en plus, un je ne sais quoi d'ineffable et d'héroïque — chez nos poètes, il leur est plus aisé d'en décorer nos conteurs, c'est-à-dire ceux de nos écrivains qui ont cultivé cet art du récit et de l'observation qui leur est familier. Du moins est-ce ainsi que je veux m'expliquer les louanges dont ils couvrent Mérimée et Maupassant, tout en répétant que je vois un abîme entre la conception du conte que se font ces auteurs et celle ou celles que s'en font Selma Lagœrlof, Tchekhov, Gorki.

Si d'ailleurs à ces noms je joins d'autres noms de conteurs, empruntés à d'autres littératures, ceux d'Edgar Poë, Hawthorne, Kipling, Wells, Stevenson, Hoffmann, je pressens à l'art du conte un caractère fondamental qui est de laisser dans l'esprit une attente, une rêverie, un dépaysement, et cela même lorsque le conte a pris ses éléments dans la réalité la plus quotidienne, voire même dans ces faits divers dont nos contes de journal ont tiré un parti si artificiel et en même temps si plat. Mais laissons ceux-ci, laissons Maupassant, et prenons Mérimée qui, assurément, apporte dans sa narration un art authentique. Cet art est sans vibration et aussi peu musical que possible. Que Mérimée sache conduire un récit, cela est hors de doute; il y emploie une netteté, un sens du choix, une autorité incontestables. Mais on n'y perçoit pas ces prolongements qui, pour moi, font du conte un genre transcendantal, et proche de la poésie.

Mérimée et ses amis, eux-mêmes maîtres en l'art de narrer — et ceux-ci avec des intentions plus riches et qui, cette fois, leur méritent le titre de génies : — Stendhal et Gobineau, avaient tendance à penser que le but d'une histoire est de nous faire connaître la diversité des climats, des mœurs et de modes de l'humanité. C'étaient des disciples de Montaigne qui, dans ses *Essais*, collectionne les exemples de cette diversité, et de

ces philosophes du XVIIIe siècle qui trouvaient plaisante la relativité des coutumes et des croyances. C'est là un point de vue de moralistes et qui est d'une merveilleuse fécondité, mais il fait de leurs contes un genre assez voisin du conte philosophique et les héritiers des contes de Voltaire, lesquels m'émerveillent, certes, mais me paraissent différer du tout au tout des contes russes, anglais ou allemands. Aussi bien la *Guerre des Turcomanes* n'est-elle pas très loin de *Candide*, avec en plus le goût de l'observation pittoresque et ce sentiment cosmopolite que le groupe Stendhal-Gobineau-Mérimée introduisit auprès des bons esprits. Moins d'humour, et l'objectivité complète se substituant à l'observation morale, les faits, leur illustration, leur couleur organisant la note de voyage et remplaçant la maxime philosophique : et nous avons *Colomba* et *Mateo Falcone*. Une autre idée chère à ce groupe était qu'il faut choisir de préférence les pays et les époques où s'exercent des passions fortes. De là le bariolage historique et géographique qui est le seul procédé qu'un Mérimée ait trouvé pour nous surprendre, pour nous dépayser. C'est bien là un témoignage de cet aspect tout extérieur où l'on veut ordinairement confiner l'idée du Romantisme. Au contraire je voudrais faire du conte le genre romantique par excellence, mais d'un romantisme en profondeur.

Un côté, au moins, de Mérimée nous en approchera : le côté fantastique. Ce même goût de Mérimée pour les voyages et l'observation morale, sa curiosité scientifique, le chercheur, l'archéologue qu'il était, tout cela, en dépit de sa rigueur, ne laisse pas d'offrir des chances à l'aventure. On rencontre dans Mérimée un certain personnage de jeune savant, épris de philologie et de linguistique, et maniaque avant l'âge : c'est lui le témoin du drame de *Carmen*, c'est lui qui, présent dans toutes les Nouvelles, leur confère l'estampille de la vérité. Un rapporteur aussi froid et aussi érudit ne peut se tromper ni nous tromper. Mais l'affaire se complique, l'art du conte entre en mouvement, je ne sais quoi de trouble et qu'il faut bien appeler poétique s'y glisse lorsque l'histoire rapportée dans ces formes est invraisemblable! Eh bien! j'avouerais volontiers que, cette fois, Mérimée risque de me paraître proche du génie. Il a, en effet, inventé un des res-

sorts du conte fantastique : ce personnage de narrateur qui, par contraste, donne le ton du récit et rend compte de sa réalité, celui auprès de qui le lecteur, revenant de son effroi, aime à se réfugier fraternellement et à retrouver la mesure, l'échelle des sentiments et des faits humains normaux. Et en même temps, c'est grâce à ce personnage que le conte fantastique apparaît comme possible et vrai, et par conséquent profondément effrayant, au lieu de rester suspendu, hétérogène à notre réalité, donc niable, ainsi que le fera, à première vue, le genre du conte intégral auquel nous allons venir ou le conte proprement lyrique qui, comme chez Poë ou, parfois, Hoffmann, est le fruit délirant d'un génie spécialement constitué et apte à ne produire que des visions et des poèmes de cet ordre : une exception, une contingence, — ici encore quelque chose qui aurait pu ne pas être.

Ce personnage de témoin apparaît dans *Lokis* et dans la *Vénus d'Ille*, dont je ferais volontiers les œuvres maîtresses de Mérimée. Et ici éclate l'obstination du public français à ne pas reconnaître la formule du conte à quoi tendent les étrangers, cette formule autonome, voisine de la poésie, et à vouloir que le conte demeure une dépendance de l'observation psychologique et de la relation de voyage, sinon un succédané littéraire du fait-divers. En effet, nos manuels courants ne manquent jamais, à propos de ces deux contes, de rappeler que Prosper Mérimée était un *mystificateur*. Prosper Mérimée raconte des histoires fantastiques, des histoires qui ne sont pas possibles, qui ne sont que des histoires. Et pour donner plus de force à leur invraisemblance, à leur inconformité avec notre connaissance des choses, à une sorte de signification qu'elles auraient acquises en dehors des méthodes que nous employons pour tirer une signification des choses que nous observons, bref à leur indépendance vis-à-vis des lois scientifiques éprouvées, il feint de les faire rapporter par un homme de science, par un personnage digne de créance et qui lui ressemble. Or c'était un mystificateur. Donc ces histoires sont des mystifications. Ainsi devant ces deux contes les critiques réagissent-ils comme font les enfants qui ne veulent plus croire au père Noël. Certes je n'ignore pas, pour ma part, que Prosper Mérimée était un mystificateur et, d'accord

avec ses amis et avec ses traditions intellectuelles, cultivait un certain dédain ironique de la crédulité publique et de la superstition. Je n'ignore pas qu'il se plut, en diverses occasions, à voir en la littérature un jeu au second degré, un jeu qui se joue sous le masque d'une personnalité seconde. Ce n'est pas une raison pour lui dénier le droit de *raconter des histoires*. Car enfin, on peut, sans intention mystificatrice, raconter des histoires, comme font les Orientaux, — comme faisaient ces Orientaux que nous appelons les Grecs, dont nous avons constamment le nom à la bouche, et qui s'entendaient si bien à raconter et à écouter des histoires merveilleuses. Il faut donc que nous, Français, nous parvenions à concevoir un genre littéraire qui consisterait à raconter des histoires, lesquelles ne seraient pas la sèche relation d'un fait divers illustrant les mœurs curieuses des bandits corses, des Italiennes du XVIe siècle ou des paysans normands du XIXe. Mais, rapportant un fait réel ou seulement possible, ces histoires pourraient paraître fantastiques et, à ce titre, laisser dans l'esprit une vague anxiété; ou, rapportant un fait résolument invraisemblable et fantastique, elles s'imposeraient à l'imagination avec la force des histoires vraies. Ce genre singulier, ce genre presque *pur*, va peut-être nous sembler aussi scandaleux que nous le sembla la poésie pure lorsqu'on en parla : mais cette fois ce serait assez juste, car pour ce qui est de la poésie pure, nous aurions dû ne pas ignorer que notre littérature en avait depuis longtemps la tradition et la clef. Au contraire les littératures étrangères nous révéleront, au delà des « mystifications » de Mérimée, ce que c'est que l'art du conte et la formule à laquelle il peut tendre idéalement.

Cette formule idéale, ce sont les Romantiques Allemands qui, sous son aspect extrême, nous la fournissent avec leur théorie du *Märchen*. Qu'est-ce que le *Märchen*? C'est « le canon de la poésie », dit Novalis, qui voit en lui l'accomplissement de la liberté, « l'état naturel de la nature, le temps qui précéda le monde », en même temps qu'une réalité future, la plénitude où se résoudraient les antinomies : idée et vie, monde et pensée, imagination et nécessité. C'est le grand œuvre de l' « idéalisme magique ». L'auteur d'un conte « vrai » s'égalerait à Dieu. Cette conception, puisque nous évoquions

les Grecs conteurs d'histoires, n'est pas loin de celle du mythe, vaste explication de l'univers et qui rend compte d'un tel nombre et d'une telle diversité de phénomènes contradictoires que tout l'univers s'y retrouve vécu, éprouvé, absorbé. Novalis l'a illustrée par les mythes de *Heinrich von Oftondingen* et d'*Hyacinthe et Bouton de rose*, qui se déroulent avec une autonomie implacable, sans références apparentes au réel, et comme des rêves où le réel serait cependant contenu et dissous : étranges musiques closes ayant leurs raisons particulières et leur développement. Un Hugo von Hofmannthal, avec sa *Femme sans Ombre*, tentera de reproduire cette forme de récit somnambulique, — « automatique », diraient les surréalistes. Il y a de ce caractère automatique dans les contes d'Achim von Arnim, dans certains contes de Tieck, absurdes, lointains, nostalgiques, tels le *Blond Eckart*, ou enfin dans certaines fantaisies de Hoffmann desquelles il n'est pas plus possible de sortir que des méandres d'un cauchemar. J'évoquerai enfin le *Märchen* maçonnique de Gœthe, voire même sa classique *Nouvelle*, morceau véritablement pur puisqu'il tend au type, et qui, plus qu'aucun autre ouvrage sorti de la main artisane et ouvrière de l'homme, donne l'idée absolue de ce que peut être *l'art* et de ce que peut être l'*œuvre*. Car sous cette liberté opiniâtre du récit, l'univers apparaît, s'explique, se dénoue. La nature se réconcilie avec l'homme. Et celui-ci accomplit un acte opératoire. Il agit. Et c'est par l'allégorie que se réalisera cette action. C'est par l'allégorie que, dans le *Märchen*, se rencontreront l'homme et l'univers, microcosme et macrocosme. Le *Märchen*, mythe issu non plus des profondeurs du passé social, mais de l'inspiration d'un poète, emporte donc l'univers dans ses voiles : il cache une signification allégorique. Mais voici que la clef de cette allégorie, c'est le *Märchen* lui-même. Ainsi advient-il fatalement des techniques *pures* : elles sont réduites à se prendre elles-mêmes pour leur propre objet. Ce dont traitent les poésies de Valéry, c'est la poésie de Valéry. Le *Märchen* final de *Heinrich von Ofterdingen* raconte la destinée du *Märchen*. C'est dans la maison de la Fantaisie que nous introduit l'étudiant Anselme du fantastique *Vase d'or* de Hoffmann. Nous sommes ici au point le plus spécieux où puisse atteindre la démarche de

l'illusion créatrice. L'esprit, au bout de son déroulement, se retrouve lui-même comme dans un miroir. Il a stérilement bouclé la boucle. L'idéalisme est un labyrinthe au centre duquel se cache le dévorant Minotaure. Mais si l'on va plus outre et qu'on absorbe cette méditation où la Fantaisie ne dévoile autre chose que son propre abîme et où le secret apparaît contenu dans la question même, on se trouve brusquement renvoyé à sa propre réalité humaine. Ce qu'au bout du compte on a trouvé, c'est une figure du rapport où l'homme se trouve avec le monde, c'est un emblème de notre nature substantielle. La fin suprême de la magie n'est donc point de nous enseigner à dominer le réel par la magie, mais que le réel même, du seul fait de sa réalité, est magique.

Il y a dans le *Märchen* une sagesse immanente. C'est elle, sans doute, que poursuit ce personnage d'Andersen qui cherchait le Conte. Où le Conte s'était-il caché? Dans les livres? Dans les fleurs? Et cet homme solitaire médite et rêve, en proie à une terrible nostalgie jusqu'à ce que la Sorcière des Marais vienne lui révéler l'incroyable nouvelle, qu'il sera seul à connaître, mais que personne n'entendra : « Les feux follets sont dans la ville! » Le fantastique gît dans la réalité même. Il est présent. A l'homme qui sait, au poète, à l'initié de l'entretenir, grâce au commerce qui unit religieusement cet homme aux forces de la nature, sinon, tout simplement, aux humbles, puériles, innocentes choses quotidiennes. « Les feux follets sont dans la ville! » disait la Sorcière des Marais.

***

Ainsi par un singulier paradoxe, — qui est le paradoxe même de l'art, — l'idéalisme doit échapper à lui-même, à sa gratuité, à son automatisme et s'incarner dans le réel retrouvé. C'est là le secret de tout art viable, sinon de la vie même. On sait dans quelle impasse se sont souvent engagés les Romantiques Allemands, et aussi ces esthétiques *pures* de notre époque, et toutes ces formules qui cultivaient le rêve pour le rêve et faisaient défiler à nos yeux une suite d'incohérences mécaniques. Celles-ci, il leur faut un objet, cet objet fût-il elles-mêmes : et alors, dans ces reflets insensés,

quelque chose se dessine, — l'univers. La réalité reparaît, la vérité de l'homme et de la vie.

Les doctrines hautaines des Romantiques Allemands voulaient que cette réalisation s'accomplît par un miracle métaphysique et par la seule force magique de l'idée. Aussi ont-ils fait plutôt la théorie du Conte que des contes mêmes. Mais nous retrouverons plus directement le contact même de la réalité présente et vivante avec le naturisme gœthéen ou, plus simplement, avec les petites fables d'apparence plus bonhomme, mais non moins inépuisablement riches du divin Hans-Christian Andersen. Une longue familiarité avec ces solutions diversement nuancées nous amène donc à rêver d'un art selon les règles duquel le conte devrait se développer sur trois plans. Le conte, en premier lieu, serait poétique. Mais il ne pourrait, sans risque d'inanition et de suicide, s'en tenir là. En second lieu, par conséquent, il lui faudrait être symbolique. Et enfin il serait vrai.

Le conte serait un récit poétique, aux allures de songe et de musique et qui nous imposerait un dépaysement total. Mais loin de nous aider dans cette évasion dont on a tant parlé au cours de cette récente crise d'idéalisme éperdu et désespéré qu'a subie la conscience moderne, le conte, comme l'art en général, doit réintégrer la réalité. Ici donc, le fantastique ne se bornera pas à s'isoler dans sa complaisance et à raconter des événements invraisemblables : s'il nous enveloppe dans une atmosphère fascinante, ce ne sera qu'afin d'éveiller aussitôt en nous le sentiment qu'une vérité peut nous être révélée, qu'une initiation va se produire dans notre être, une métamorphose, un progrès. Et c'est ici qu'apparaît le caractère symbolique du conte. Un conte signifie quelque chose. Et en ceci, enfin, autant que dans le caractère de nécessité du récit, fût-il étrange, est impliquée la troisième qualité du conte : sa vérité.

Laisse-t-on de côté le domaine germanique ou scandinave, ce sont ces trois éléments conjugués qu'on discernera dans tels chefs-d'œuvre de l'imagination anglo-saxonne : la nouvelle de Rudyard Kipling appelée *Eux*, par exemple, ou le très effrayant et très insondable *Tour d'écrou* d'Henry James. Si singuliers que soient, dans ces ouvrages, les événements

rapportés, ils comportent une réalité irréfutable et qui tient à la part abyssale de vérité humaine qui s'y trouve signifiée. Ces contes sont chargés : ils pèsent sur nous. Tout à l'heure j'ai mis à part Edgar Poë : celui-ci, je n'en ferais pas, en effet, un pur conteur. C'est un poète lyrique, dont les imaginations personnelles, inaliénables, s'organisent en poèmes, et nous les acceptons comme nous acceptons les chimères qui composent un poème. Ce sont autant de figures, de voix ou d'ornements de son destin. Mais vraiment extraordinaire est le conteur qui, au lieu de chanter un poème, raconte *une histoire*. Et une histoire porteuse de révélations.

***

C'est afin de pousser à ses confins ma quête d'une théorie du conte que, parmi ces histoires porteuses de révélations, j'ai insisté sur celles qui se présentaient sous la figure de contes fantastiques. Il est évident que si celles-ci sont *vraies*, les histoires vraies ne le sont pas moins. Mais c'est encore à l'étranger, chez les Anglais ou les Russes, chez ces Russes inconsidérément épris de Maupassant, que nous trouverons des contes ne rapportant que des événements réels et ne décrivant que des choses réelles et qui se présentent à nous chargés de la plus large et de la plus grave signification humaine. Et non seulement ces contes répondent ainsi à l'exigence du symbolisme et à celle de la vérité, mais encore ils sont poétiques. Et étranges, singulièrement étranges, dans leur humble quotidienneté. Et eux aussi nous dépaysent et nous font rêver à l'égal des plus bizarres fantaisies. Quelles sonorités, quelles voix mystérieuses, quels échos dans le plus simple conte de Tchékhov, la plus modeste anecdote de Katherine Mansfield! Comment comparer ces mélodies avec la transcription d'un fait divers?

La littérature française qui, encore une fois, triomphe dans la poésie lyrique ou, assurément, dans le roman, ne possède pas les matériaux nécessaires à l'élaboration du genre du conte, tel que ce vagabondage à travers d'autres contrées vient de l'imaginer. Nous voici parvenus bien loin de Maupassant et de Mérimée! On pourrait néanmoins évoquer

quelques approximations, les *Miracles* d'Alain-Fournier, par exemple. Et puis, la *Sylvie* de Nerval et les autres *Filles du Feu*, ne sont-ce pas des contes? Mais dès qu'on touche à Nerval, on se demande si ce clair et pur enfant du Valois n'a pas été formé par les fées pour contredire toutes les opinions générales, moyennes, courantes et académiques que l'on peut établir du caractère français. Mais ce caractère, n'éclate-t-il pas surtout dans ce qui le contredit? Le génie français ne serait-il pas une rupture perpétuellement renouvelée? Ces questions nous entraîneraient plus loin que ne nous a entraînés la poursuite du Conte. Je voudrais, en finissant, rappeler un écrivan fort négligé et maltraité, et qui, sous le double nom d'Erckmann-Chatrian, ne fleurit plus guère que dans les bibliothèques populaires. Peut-être représente-t-il la plus grande injustice de notre histoire littéraire. Peut-être aussi le méprise-t-on parce qu'il y a un malentendu sur l'art du conte. Car c'est là un très grand conteur et le seul que, grâce, sans doute, à son origine rhénane, nous pouvons opposer à Hoffmann. Ses histoires fantastiques exhalent, pour qui sait les lire, une odeur réelle de mystère et cette sorte d'allégresse bachique, cette réelle et solennelle vitalité que procure la connaissance d'une nature animée, symphonique, paracelsienne, où tout vit et se pénètre, où tout porte avec soi son sens, où le signe se confond avec la chose signifiée. Le vin y chante dans les tonnes et les abeilles y parlent à la jeune fille aveugle qui les élève. Le magnétisme, qui fut l'une des découvertes du romantisme, y inspire les forces diverses et triomphe même du crime. Erckmann-Chatrian se situe à ces limites de notre littérature où commence la forêt de sapins. Il nous permet d'imaginer ce que pourrait devenir le genre du conte s'il s'acclimatait chez nous. Une littérature ne se définit pas seulement par ce qu'elle produit, mais par ce qu'elle ne produit pas et par des genres hypothétiques, par des formes utopiques, dont le pressentiment est délicieux et qui apparaissent, sur notre horizon mental, comme des merveilles que nous ne méritons pas encore.

JEAN CASSOU

MATIN ESPAGNOL

Le bref témoignage que nous publions ici se passe de tout commentaire. Nous pouvons garantir sa stricte véracité. Mais il nous est impossible de faire connaître le nom de l'auteur, qui vient d'arriver en France, mais a laissé plusieurs membres de sa famille en Espagne. Nous devons observer un silence semblable sur les circonstances qui lui ont permis d'assister à la scène dont on va lire la description. Nous connaissons avec précision ces circonstances, mais leur révélation serait propre à démasquer l'identité du témoin.

Je pénètre à neuf heures et demie du matin dans le parc de la *Casa de Campo*, qui se trouve à l'ouest de Madrid, à cinq cents mètres du Palais. Des miliciens et quelques promeneurs passent à ce moment sur la place, où le soleil, particulièrement ardent cette année, semble préparer une atmosphère de jour de fête. Je suis une allée du parc, où l'on ne rencontre que des gardes d'assaut, des miliciens et des miliciennes, chargés de recevoir ou de garder des prisonniers. Depuis le commencement de la révolution en effet, le parc est devenu un « parc de prisonniers ». Je parviens à une clairière, au centre de laquelle se trouve un bassin desséché d'une vingtaine de mètres de diamètre, entouré de fils de fer barbelés. Deux cent cinquante personnes se trouvent entassées dans cet étroit enclos. Autant que j'en puis juger, ces prisonniers appartiennent à la petite bourgeoisie. J'aperçois une jeune fille d'une quinzaine d'années, habillée de vert, dont la robe est toute lacérée, elle est cramponnée au cou de sa

mère; près d'eux un ménage d'une cinquantaine d'années se tient étroitement embrassé; la femme a posé la tête sur l'épaule de son mari. Un homme seul à genoux paraît prier. Il a cinquante ans, la figure ravagée. Une rumeur confuse sort de ce groupe, où j'aperçois encore quelques très jeunes filles. Une vieille dame tient par la main un jeune homme de vingt-cinq ans.

La profondeur du bassin est de deux mètres environ. Une quinzaine de miliciens et de miliciennes, le fusil à la main, sont rangés tout autour. Quelques-uns d'entre eux sont rassemblés sur un talus semi-circulaire qui surplombe le bassin.

Soudain les hommes de ce groupe découvrent deux mitrailleuses qui étaient dissimulées sous des toiles de bâche, à cinq ou six mètres des barbelés. Aussitôt un hurlement épouvantable s'élève parmi les prisonniers — hurlements de terreur bientôt mués en cris de douleur, en gémissements, car les deux mitrailleuses sont entrées en action. Le premier homme que j'ai vu tomber c'est celui qui se trouvait à genoux. Épouvanté je détourne un instant mes regards de l'affreux spectacle. La mitraillade se poursuit pendant cinq minutes environ, constamment ponctuée de cris de mort. J'entends à plusieurs reprises des prisonniers hurler avec angoisse : « Perdone! Por l'amor de Dios! »

Quand je reporte mes yeux sur le bassin, tous les prisonniers sont morts ou blessés. Le sang gicle partout. La jeune fille en vert, qui n'est pas encore morte, pousse des cris de douleur. Les miliciens et miliciennes regardent ce spectacle avec une parfaite indifférence.

La mitraillade s'interrompt. J'entends crier par plusieurs miliciens : « CAMPSA... CAMPSA... » Aussitôt un camion-citerne jaune et rouge s'approche du bassin. C'est un camion de pétrole, du monopole d'État. Le camion fait demi-tour afin de présenter l'arrière face au bassin. Trois miliciens s'emparent du conduit de caoutchouc qui sert à vider le contenu de la citerne et lancent un jet de pétrole sur les morts et les blessés. De nouveau une rafale de cris horribles s'élève au-dessus du tas de blessés. Un milicien s'approche avec un brandon de paille enflammé. Je ne puis plus supporter ce spectacle et je m'éloigne à une centaine de mètres. Des flammes de cinq à

six mètres de haut s'élèvent au-dessus du bassin. Des cris, des plaintes, une affreuse odeur parviennent encore jusqu'à moi. Couvert de sueur, sur le point de m'évanouir, je m'éloigne encore et regagne la ville, écrasé par le cauchemar vécu dont je viens d'être le témoin.

On m'affirme que ce genre de tuerie a lieu tous les jours à la même place[1], le nombre des prisonniers rassemblés dans le sinistre bassin variant seul.

Il paraît que plusieurs des jeunes filles que j'avais aperçues dans le groupe des prisonniers avaient été violées plusieurs fois au cours de la nuit. Ces divers prisonniers n'avaient été l'objet d'aucun jugement. Ils avaient été arrêtés arbitrairement par les miliciens, comme suspects. Les miliciens (dont beaucoup sont des prisonniers de droit commun que les communistes ont délivrés et armés) s'arrogent le droit de procéder à ces exécutions, qui ont toujours lieu dès le lendemain de l'arrestation. Inutile de dire que les victimes sont soigneusement dépouillées de tous les objets de valeur qu'elles portent sur elles; leur maison est l'objet d'un pillage systématique. Ces scènes affreuses ne sont pas ignorées du gouvernement, mais c'est bien en vain qu'il interdit les visites domiciliaires; il est incapable de contenir ses troupes.

★ ★ ★

1. Depuis que ces lignes ont été écrites (25 août), il paraît que le théâtre de ces massacres quotidiens a été transporté au *Parc de l'Ouest*.

CENTENAIRE DE LA MALIBRAN

« What's in a name? »

SHAKESPEARE. *Romeo and Juliet*, act II, sc. 2.

Minuit moins vingt. C'est l'heure où, tant de fois, elle a quitté la scène, sous un tonnerre d'acclamations : où, haletante encore et brisée de fatigue et de cette émotion dont elle répandait la frénétique ardeur, elle s'étendait un moment sur le divan de sa loge avant de recevoir les hommages de ses amis et de ce flot croissant d'inconnus transportés. Minuit moins vingt. Quelle est cette lumière qu'elle voit croître peu à peu, plus pâle et plus pure que l'éclat des lustres et des girandoles? Quelle est cette rumeur confuse? Est-ce le bruit prolongé des applaudissements qui retentit encore dans sa tête accablée? Elle se sent tout à coup si faible. Qui donc lui a pris la main et semble hésiter à la serrer? C'est le cher Dr Belluomini qu'elle connaît depuis son enfance. Est-elle donc malade? Très malade? Va-t-elle mourir? Elle a si souvent pensé à la mort; mais ce ne peut être l'instant. Tant de succès l'attendent : elle va pouvoir chanter et jouer mieux encore... Elle se sent lasse; mais pas plus que souvent au sortir de la scène : elle s'est si bien accoutumée à dédaigner la fatigue et à renaître de son épuisement. Mourir : pourquoi mourir? quand on a vingt-huit ans, qu'on est enfin unie à celui que l'on aime? Pourquoi? Non! cette ardeur soudaine qui monte de son cœur à ses lèvres... Un souffle : et c'est fini. La Malibran est morte. Dans ce très sombre hôtel de la plus triste ville d'Angleterre, au premier jour de l'automne, s'achève cette vie d'ardeur et de lumière.

Peu d'existences humaines font mieux paraître le contraste entre la profusion des dons, l'abondance des triomphes et la brièveté des bonheurs. Une grande voix d'orateur sacré en eût pu tirer aisément, et dès le lendemain, le thème d'un discours sur la misère des gloires du monde, sur le caractère périssable des biens de la fortune. « Le matin, elle fleurissait, le soir, nous la vîmes fanée. » Mais l'époque romantique ne disposait pas de ces grandes voix chrétiennes. Lamennais venait de rompre avec l'Église : Chateaubriand usait le reste de ses forces à polir son propre tombeau. Le rôle échut au moins grave, au plus facile des poètes, mais sur le front de qui passait par moment l'ombre des choses éternelles. On sait les vers que cette mort inspira à Musset : il y survit l'écho de « cette voix du cœur qui seule au cœur arrive », et le nom de la plus glorieuse des chanteuses prolonge son écho dans ces stances affligées. Si son bonheur fut de courte durée, si elle a passé sur la terre comme un astre appelé à d'autres cieux, si l'ardente flamme que fut sa vie est retombée en cendres à peine qu'elle brillait, Musset a salué sa déplorable mort, un noble quatrain de Lamartine sert d'inscription à sa tombe : la poésie, deux fois, s'est penchée sur ses restes, pour les préserver de l'oubli.

***

Il y avait près de quinze ans que Manuel Garcia faisait fureur en Espagne. Cet enfant de chœur de la cathédrale de Séville, devenu chanteur de *tonadillas* sur le théâtre de Cadix, puis compositeur à Madrid, faisait fredonner à toute l'Espagne son « Yo que soy contrabandista »; mais cette gloire péninsulaire ne comblait pas son ambition. Ne sachant guère le français et n'ayant presque pas chanté en italien, il se mit pourtant en devoir de conquérir Paris où il arrivait au début de 1807. Un an plus tard, il parvenait à se faire engager au Théâtre-Italien, où son succès fut immédiat. Sa fureur andalouse anima d'une ardeur inconnue une troupe assez compassée. Il parvint même à persuader les Français, un moment, de l'existence d'une musique espagnole. Quelques semaines après ses débuts parisiens lui naissait, à l'ombre des tours de

Saint-Sulpice, une fille à laquelle on donna les prénoms de Marie et de Félicité.

Elle n'avait pas trois ans que la montagne Sainte-Geneviève s'effaça devant le Vésuve. Naples fut, quatre années, le lieu de leur séjour, et, pour elle, son premier théâtre. On l'y vit, sur les planches, aux Fiorentini, tenir le rôle de l'enfant dans l'*Agnese* de Paer, quand elle avait cinq ans à peine. Ce fut un soir sans lendemain; pour le théâtre, mais non pas pour la musique. Toute la famille y baignait.

Une enfance entre Naples, Paris et Londres. Gazouillement dans toutes les langues : entre des pleurs; car le père, irritable à l'excès, est brutal. Il prétendait faire de sa fille une chanteuse incomparable : comptant plus sur les siens, que sur les coups du sort. Il y parvint, mais à quel prix!

La défaillance de la Ronzi, au King's Theater de Londres où Garcia est engagé, offre à Marie-Félicité l'occasion de la remplacer, au pied levé, dans la Rosine du *Barbier*. Elle avait l'âge de Rosine, son ingénuité composée, sa vivacité, sa malice, son regard piquant, sa démarche et sa race : et de surcroît, une voix étonnante à jeter le ravissement dans le cœur des mélomanes et l'inquiétude dans celui des chanteuses. Celles-ci, pourtant, jouirent d'un peu de répit, en Europe, Garcia s'étant promis de répandre à New-York les délices ignorées de l'opéra italien. La troupe y fit ses débuts, le 29 novembre 1825, au Théâtre du Parc, dans le *Barbier de Séville*. Les Américains se pressèrent à ce qu'on peut certes nommer « un spectacle de famille », Garcia tenant le rôle d'Almaviva, sa femme, celui de Berta, sa fille y jouant Rosine, et son fils Figaro. L'opéra fit fureur; mais sous la férule du père, une dizaine d'opéras, à deux représentations par semaine pendant près d'une année, donnèrent à Marie-Félicité une vive aversion pour le théâtre, et la famille. Elle prit le biais qui s'offrait, et d'entre ses admirateurs accepta un Français, qui s'était fait à la fois américain et banquier. Il avait vingt ans de plus qu'elle et passait pour riche. Rosine épousait Bartolo; mais ce fut la précaution inutile.

Le barbon opulent, moins de six mois après, se trouvait en faillite : il n'en fut pas surpris, s'étonnant seulement que la dot de sa femme n'eût pas pu durer plus longtemps. Marie-

Félicité, devenue Malibran, se trouvait sans aucunes ressources, en pays étranger. Elle ne le fut pas longtemps. La troupe était partie sans elle à la conquête du Mexique; cette *prima donna* de dix-huit ans forme une autre compagnie d'opéra, paie les dettes les plus criardes du mari, au prix de quoi elle s'embarque pour l'Europe, trouvant, après tout, que l'opéra vaut encore mieux que le mariage.

« Mademoiselle Garcia, fille du fameux ténor, vient de débarquer au Havre, arrivant de Philadelphie. » Le jeune homme sérieux qui consignait ceci dans le *Globe* ne savait pas ce qu'il faisait. Il venait de s'acquérir une grande réputation avec les *Barricades* et *les États de Blois*, dialogues historiques : il était grave et retenu : il aimait la musique et la connaissait même; ami de Mérimée, il combattait Stendhal, sur le chapitre de Rossini, dont il trouvait « les beautés encombrées de bizarreries ». Ce que Stendhal n'avait pu faire, la Malibran le fit en un tour de main, et de chant. Vitet se prit de goût pour Rossini et d'amour pour la Malibran.

Elle a fait ses débuts dans une représentation à bénéfice en y chantant *Sémiramis* : elle y a conquis tous les cœurs. Hormis toutefois celui d'un musicien qui n'attend, de ce spectacle, que les deux actes de *Romeo and Juliet* que l'on joue ensuite en anglais et auquel il ne comprend rien; mais Juliet, c'est Harriet Smithson dont depuis quatre mois il se sent « foudroyé », ne dormant plus, passant les nuits sur l'herbe des prairies, ou sur les tables des cafés; mais Berlioz avait moins de tenue que Vitet.

Sémiramis, Desdémone, Rosine, Cendrillon; à l'aide d'un art qui semblait se passer de l'art même, les incarnant à sa manière, Maria Malibran tenait ces rôles si divers comme si, chaque fois, elle les créait : elle tint celui de Roméo et même celui d'Othello. Il n'eût tenu qu'à elle, — et à François Malibran, — qu'elle remplît celui de madame Vitet. Le sage critique du *Globe* a, en effet, la tête toute tournée. Il en vient à se montrer injuste pour mademoiselle Sontag, douce rivale de Marie-Félicité.

Mérimée, qui a la tête plus solide, écrit : « L'Opéra d'Halévy est assez médiocre, quoi qu'on dise. Madame Malibran est gâtée par Vitet et le public, je lui donne encore deux ans pour

devenir affectée, de naturelle qu'elle était[1]. Et il n'y a pas longtemps que Stendhal écrivait à son ami Sutton Sharpe : « Madame Malibran Garcia, que vous connaissez, sera la première chanteuse du monde, si elle n'abuse pas de ses cordes hautes qu'elle usera. Son fort est dans le bas. » Madame Pasta, il est vrai, n'était que soprano.

Maria Malibran sut décevoir Vitet, Mérimée et Stendhal, en ne décevant pas le public. Vitet fut quelque temps au désespoir, puis se reprit. Une nature aussi impulsive que celle de la chanteuse eût jeté la tempête dans une vie née pour être sereine. Elle brûlait les planches sans se brûler elle-même. L'étendue extraordinaire de sa voix lui permettait de tenir tour à tour les emplois de contralto ou de soprano : et la diversité de son intelligence la mettait à même de remplir à son gré, successivement, divers rôles du même opéra. On n'avait pas connu, on ne reverra probablement pas de si tôt, un tel phénomène, à vingt ans.

Elle était impulsive, violente, mais généreuse : on le vit bien à Londres, quand public et critiques voulant l'opposer à mademoiselle Sontag, elle accepta de chanter avec elle *Sémiramis* et *Tancrède*, et, ne cherchant, chacune, qu'à se surpasser soi-même, elles unirent leurs voix à la perfection.

On ne manque pas de témoignages, et même des plus exaltés : on ne peut cependant l'imaginer qu'à peine. A comparer les gravures qui la représentent, on saisit aisément, à travers les formules du temps, qu'elle n'était guère jolie; mais qu'elle aurait pu dire, comme son amie Marie Dorval : « Je ne suis pas jolie, je suis pire. » On peut sentir que cette ardente vie qui l'animait sans cesse allait jusqu'à la rendre belle, selon le rôle et selon l'heure. La chaleur, la puissance, la douceur, le velouté, l'aisance de cette voix incroyablement étendue, ce ne sont pour nous aujourd'hui que des mots; mais ce qui ne peut faire aucun doute, c'est qu'elle était touchée de cette grâce des Dieux qui donne à tout, jusqu'à l'application même, l'accent de l'invention soudaine. Elle n'eût pu, sans ce génie, s'élever à ce point au-dessus d'une époque où la musique était encore un plaisir

1. Voir l'excellente introduction de M. Maurice Parturier aux *Lettres de Mérimée à Ludovic Vitet*. Plon, Paris, 1934.

assez rare pour qu'on pût l'écouter avec quelque exigence. Elle donnait à ceux qui l'entendaient le sentiment suprême de créer chaque fois l'œuvre à laquelle elle prêtait sa voix, et d'être la Pythie qui révèle son dieu.

Elle avait conquis New-York, Paris et Londres; mais à Bruxelles, elle est conquise. A l'un des concerts qu'elle y donne, elle retrouve Charles de Bériot, le violoniste, qu'elle avait connu à Paris. Il n'a que six ans de plus qu'elle, un talent rare, une grande célébrité, une belle prestance, des manières nobles et douces. Quelques jours plus tard, au château de Chimay, l'ayant entendu jouer un de ses concertos, on dit qu'elle s'approcha de lui et lui déclara brusquement : « Ne voyez-vous pas que je vous aime? » C'est assez bien dans la manière d'une femme qui, jouant l'opéra de Zingarelli, incarnait selon les jours Juliette, ou Roméo.

Son cœur est désormais fixé, et Bériot consent. Mais le passé revient, ce passé si récent, sous la forme d'un père et d'un mari. Garcia a laissé aux mains de voleurs de grands chemins tout l'argent qu'il avait gagné au Mexique. Ce n'est plus qu'un vieux lion édenté. Elle lui procure encore l'occasion de rugir une ou deux fois sur la scène à ses côtés. Il est dompté.

Le mari se laisse moins faire. Il s'était accommodé d'une Amérique où lui parvenait l'argent de sa femme : il le dépensait à sa guise, sans souci de ses créanciers. On l'avertit sans doute du règne de Bériot : et le prétendu banquier craignit pour sa banque. Sans crier gare, il s'embarqua. Il fut bien reçu, comme on pense. « Puisque vous avez l'intention de faire mon bonheur, partez de suite! » lui écrit-elle au débarqué : mais il s'obstine. Sur cet Américain tenace, Marie-Félicité lance le plus américain des Français dont elle se fait un tuteur bénévole. C'est le vieux général La Fayette, chargé de gloire et d'ans, qui reçut le mari. Cette nouvelle guerre de l'indépendance lui donna presque plus de mal que l'autre. Plongé dans l'étude des lois américaines dont il s'était jusqu'alors peu soucié, La Fayette mourut à la peine et il ne fallut pas moins de cinq années pour confondre le Malibran. Sans se soucier davantage d'un aussi fâcheux revenant, elle va décidément s'établir à Bruxelles en com-

pagnie de Bériot, et se repose enfin. Mais elle n'était pas faite pour le repos. Lablache vient les voir qui part pour l'Italie. Elle ne connait pas l'Italie, malgré tant d'airs italiens. Pourquoi n'iraient-ils pas à Rome? et sur-le-champ, ils partent. A peine y est-elle qu'on veut à tout prix l'entendre : à peine a-t-elle chanté que Naples la réclame : puis c'est Bologne et c'est Milan. Sa carrière italienne commence : plus triomphale encore que celles de Paris et de Londres.

Florimo, le plus cher ami de Bellini, écrit : « Marie Malibran a été la plus sublime interprète de la *Sonnambula* » en dépit de l'impression qu'avait faite dans ce même rôle madame Pasta, chère à Stendhal. Deux mois plus tard, à Londres, Bellini lui-même assiste, incognito, à l'exécution de son œuvre en anglais : cette langue ne lui plaît guère : il trouve la troupe médiocre, mais il est transporté par la Malibran qu'il ne connaissait pas, au point qu'oubliant tout à fait qu'il est l'auteur de l'opéra, il manifeste son enthousiasme avec tant d'ardeur qu'on finit par le reconnaître.

On rapporte que, lorsqu'elle chantait à Milan, elle attirait tant d'auditeurs des pays voisins que les aubergistes se voyaient obligés de céder leurs propres chambres aux voyageurs : des foules l'accompagnaient au sortir du théâtre, hurlaient d'enthousiasme, se bousculaient pour l'apercevoir et lui donnaient des sérénades. A une représentation de *Norma* l'enthousiasme fut tel que le maire menaça de faire évacuer la salle, ne pouvant plus se porter garant de la solidité du théâtre. Les enthousiasmes de nos contemporains pour les *film-stars* ne s'y peuvent pas comparer. Leur gloire n'est qu'une ombre à côté de celle qu'elle connut.

A Venise, le jour, la police devait lui frayer un passage : le soir on la reconduisait à la lueur des torches : des centaines de gondoles lui faisaient escorte sur le Grand Canal : de longs vivats montaient vers les fenêtres du palais Barberigo. Un jour, au début de mars 1835, le ciel se fit plus bleu pour elle au-dessus de Venise. Elle venait d'apprendre qu'un jugement, à Paris, avait déclaré « nul et de nul effet » son mariage avec Malibran. Il lui fallait attendre encore dix mois pour légitimer son union; mais elle pouvait attendre : cette chaîne tendue à

travers l'océan était enfin rompue : l'avenir lui appartenait, un long, splendide et doux avenir.

Vingt-sept ans. Son art a, peu à peu, pris des nuances plus graves : elle cherche dans la musique plus que de la grâce et du charme. Elle peut encore, à volonté, chanter à ravir le *Barbier* ou la *Cenerentola*; mais à Londres, cette année-là, elle aborde pour la première fois *Fidelio* : la puissance et la beauté de sa voix s'unissent à ses dons scéniques pour donner au rôle de Léonore une grandeur inconnue. Londres frémit encore de cette révélation, qu'elle est de nouveau à Milan. Elle y apprend la mort du très cher Bellini, à trente-trois ans, au lendemain d'un soir où elle vient de prêter à *Norma* des accents déchirants. Son cœur, à cette nouvelle, s'alourdit d'affreux pressentiments.

Pourquoi? L'avenir s'ouvre devant elle : elle est au début de sa vie. A Paris au plus tôt : c'est là qu'elle veut quitter à jamais le nom détesté. Dès le lendemain de sa dernière représentation, elle monte en chaise de poste pour la France. Un mois plus tard, au lendemain de son vingt-huitième anniversaire, elle est enfin madame de Bériot. Quelle gloire nouvelle elle va répandre sur ce nom que depuis cinq années elle attend : et elle peut, à la fin, trouver à ce prénom de Félicité toute la douceur qu'il suppose.

Un mois plus tard, au cours d'une promenade aux environs de Londres, au passage d'une barrière, son cheval prend peur : elle glisse, reste le pied accroché à l'étrier, est traînée sur le sol : on la relève blessée, le visage tuméfié. Le soir même, au prix d'une énergie farouche, elle paraît sur la scène et remplit jusqu'au bout les engagements de la saison. Va-t-elle enfin se reposer une fois chez elle, à Bruxelles? Non, au milieu de l'été, elle va chanter à Liége, puis à Aix-la-Chapelle, où le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume III, lui fait rendre par la garde les mêmes honneurs qu'aux membres de la famille royale.

Depuis sa chute, sa santé chancelle : elle cache pourtant ses souffrances; mais, malgré ses efforts, on la voit passer soudainement de cette gaieté mutine et débordante qui était la sienne à des accès prolongés de la plus sombre mélancolie. L'Ange de la Mort murmure à son oreille les mots auxquels on ne peut répliquer. Renoncer lui est impossible : s'arrêter,

elle ne le peut; elle court au-devant du destin, les yeux grands ouverts : il faut bien que son corps la suive; elle en triomphera. Elle rassemble ses forces, et le 12 septembre 1836, elle chante quatorze morceaux au premier concert du Festival de Manchester : le 13 on l'y entend, le matin à l'église et le soir au théâtre : le lendemain, devant une salle transportée d'enthousiasme, elle apparaît, pâle et presque défaillante, mais prête les accents puissants et doux de la voix la plus pure à des airs de Haendel, de Cimarosa et de Beethoven. Sur les instances déchaînées d'un public impitoyable, elle consent à répéter le duo de l'*Andronico* de Mercadante : sa voix n'a, semble-t-il, jamais été plus belle; mais tandis que le théâtre s'emplit d'un éclatant tumulte, à peine hors de la scène, elle tombe évanouie dans les bras de sa partenaire épouvantée.

On la porta sur un brancard jusqu'à la chambre du Mosley Arms Hotel. Neuf jours, tour à tour, un silence effroyable et les accès du plus violent délire. La paix revient enfin : une auguste sérénité. On croit tout danger écarté : Bériot donne à des amis cette heureuse assurance. Mais la malade étend le bras, se soulève, et retombe : à tout jamais.

Ce fut, d'un bout à l'autre de l'Europe, une horrible stupeur. L'Angleterre, qui avait été le lieu des débuts de Maria Garcia, de son accident, de sa mort, prétendit, sans raison, à conserver ses restes. Il fallut que, ravalant ses larmes, une mère, en personne, vînt jusqu'à Manchester les disputer à de trop zélés fanatiques et les confier à celui que, dans un élan de son cœur, Marie-Félicité avait choisi parmi les hommes. Sa tombe, au cimetière de Laeken, porte le nom d'un père et le nom d'un époux; mais non pas celui-là qu'elle portait dans sa gloire, et sous lequel elle survit.

Comme l'on fermait cette tombe, un homme grisonnant et lassé de la vie, ignorant la nouvelle, se décide à New-York à franchir l'océan et vient chercher à Paris les traces d'on ne sait quel songe. C'est François-Eugène Malibran. A peine est-il à Paris, il y meurt. Comme s'il voulait, jusque dans l'autre monde, suivre, ombre négligeable et tenace, celle qui lui a ravi son nom.

G. JEAN-AUBRY

VACANCES POLITIQUES

Le thermomètre a plus d'influence encore que le calendrier sur la politique et M. Léon Blum a dû bénir, à la fin de juillet et au début d'août, le mauvais temps : grâce à ces ondées quotidiennes qui venaient rafraîchir la verrière du Palais-Bourbon, grâce à la température qui donnait à Paris aux environs du 10 août l'aspect charmant d'une ville d'eaux, où il y aurait eu beaucoup de gens connus et un peu trop de pluie, le gouvernement du Front Populaire a pu garder en main les Chambres bien au delà de la date normale de clôture de leurs travaux et faire voter l'essentiel des projets qu'énumérait le programme électoral du Front Populaire.

Il serait prématuré de vouloir donner un bilan des réalisations du cabinet socialiste, pendant les premiers mois de son activité. En effet, toutes les lois qui ont été votées, et que M. Louis Marin appelait assez drôlement des lois de papier, ne feront sentir que dans plusieurs semaines toutes leurs incidences. Pourquoi discuter par exemple le récent communiqué officiel où le Gouvernement s'est efforcé de réunir en un faisceau démonstratif quelques données statistiques afin de démontrer que les affaires reprennent? Les indices des wagons chargés, les recettes des réseaux marquent une tendance favorable : on pourrait opposer à ces courbes celles de la rentrée des impôts ou du nombre des chômeurs, qui n'ont, elles, rien d'encourageant. A quoi bon? Pour reprendre nos considérations météorologiques, nous serions, le faisant, aussi

ridicules que ces touristes, qui, dans le hall de l'hôtel, tapent de leur index plié la glace du baromètre, mais n'interprètent les faibles ressauts de l'aiguille que dans le sens de leur optimisme ou de leur pessimisme! Attendre, juger l'expérience socialiste à ses résultats, une telle attitude apparaîtra seule logique aux lecteurs de cette Revue, où si souvent, on leur a montré qu'il existait, loin des tendances confuses et passionnées des masses, une conception scientifique de la politique.

Le vice congénital du ministère Blum, c'est que, malgré des efforts que je crois sincères, son chef responsable ne peut pas s'affranchir de la tutelle démagogique de ce qu'on a appelé le ministère des masses, et dont la caractéristique est précisément l'irresponsabilité. Les ministres d'aujourd'hui ne sont peut-être pas beaucoup plus sots que ceux d'hier, mais ils disent beaucoup plus de sottises, parce qu'ils parlent davantage, obligés comme ils le sont de se rendre tous les dimanches à des meetings du Front Populaire, où il faut crier fort pour être entendu. On connaît la suite, et ces démentis du lundi qui tentent sans succès de corriger l'effet lamentable des élucubrations dominicales. Jadis on usait de plus de retenue. La fameuse phrase de Combes, mettant sur le compte de la « chaleur communicative des banquets » de malencontreuses paroles de Pelletan, est restée célèbre : depuis 1902, nous voyons mieux, et c'est chaque semaine que M. Blum, s'il n'avait pas autre chose à faire, se verrait obligé d'expliquer, d'atténuer, de redresser les truculences où certains de ses collaborateurs sont passés maîtres. Qu'on ne nous reproche pas d'attribuer trop d'importance aux paroles; il ne serait pas difficile de montrer dans les actes gouvernementaux de plusieurs ministres le même mélange de prétention et d'inexpérience que dans leurs propos.

Faut-il conclure, de la difficulté des circonstances et de la médiocrité des hommes, à la prompte évidence de l'échec? Du fait que le gouvernement s'avère inégal à sa tâche, est-on en droit de dire que sa carrière sera bientôt interrompue? Le 1er juillet, j'écrivais à cette même place : « Avant même que le premier mois de l'expérience socialiste soit achevé, le

potentiel du nouveau gouvernement apparaît diminué et des divergences profondes sont faciles à déceler entre les fractions de sa majorité. » Ces indications n'ont fait que se préciser depuis deux mois; les failles serpentent maintenant à ciel ouvert entre les trois blocs de la majorité, elles ne feront que s'élargir au fur et à mesure que le ciment électoral s'écaillera.

Nous ne prendrons que trois exemples : tirés tous les trois de la politique étrangère : les événements d'Espagne qui ont fait apparaître le désaccord entre radicaux et socialistes — le procès de Moscou qui a rendu aux socialistes et aux communistes leur visage traditionnel de frères ennemis, enfin le voyage à Paris de M. Schacht.

La guerre civile espagnole a failli amener la dislocation du ministère, et peut-être même une crise politique plus grave. On sait avec quelle passion les partis socialiste et communiste, ainsi que la C. G. T. souhaitaient que la France soutînt contre les généraux insurgés le gouvernement légal. Au sein du cabinet, cette thèse était défendue par plusieurs ministres socialistes et par M. Cot, dont la sagesse et le sens politique sont en passe de devenir légendaires! Au contraire M. Yvon Delbos et M. Chautemps, soutenus par les Commissions parlementaires, montraient les périls d'une politique d'intervention qui risquait de faire de l'Espagne le champ clos où se heurteraient de front les deux conceptions politiques qui divisent l'Europe moderne, le fascisme et le communisme.

Cette thèse de sagesse a fini par triompher mais après d'orageux débats et de longues hésitations et certains journaux comme *le Peuple*, qui puise ses lumières diplomatiques auprès de M. Jouhaux — ancien allumettier comme on sait — n'a point cessé, tout le mois d'août, de poursuivre de ses invectives le ministre des Affaires étrangères. Comme la thèse de ce dernier exprime les sentiments profonds de la quasi-totalité des radicaux et que les valoisiens, surtout au Sénat, ont été outrés des violences syndicales au moment des grèves, on peut penser que, même si l'affaire espagnole ne rebondit pas sur un incident nouveau, ce qui n'est pas impossible avec

l'excitation de nos militants d'extrême-gauche, elle laissera des traces dans les esprits.

Le procès de Moscou qui s'est terminé par la condamnation pour terrorisme et par l'exécution de seize chefs de la tendance trotzkyste a dressé la IIe et la IIIe Internationale l'une contre l'autre. *Le Populaire* et *l'Humanité* ont échangé des articles presque aussi désagréables qu'il y a sept ou huit ans, mais on aurait tort, ce me semble, de croire que cet incident puisse se prolonger en rancœurs durables entre les deux partis, car le procès de Moscou n'est qu'un épisode obscur et cruel de la politique intérieure russe et il doit être aussi difficile pour les partisans d'extrême-gauche que pour nous-mêmes d'en démêler les dessous. Malgré tout, Moscou est loin, même pour les militants ouvriers qu'on s'efforce d'intéresser au plan quinquennal ou à l'évolution politique de Gorki.

Au contraire, les incidents auxquels a donné lieu le voyage à Paris du Dr Schacht ne prêtent à aucune ambiguïté. Dans son insolente lettre au *Camarade Blum*, le *cher Maurice Thorez*, qui n'est pas tout à fait assez dégrossi pour être un chef de parti, a prétendu interdire au gouvernement français d'avoir avec l'Allemagne des relations courtoises. C'était prêter le flanc bien imprudemment à M. Blum qui a porté aussitôt à Maurice Thorez une belle estocade. Le parti communiste, sans insister, a rompu l'engagement dès la première passe d'armes, mais comment des hommes qui ne sont, on l'oublie trop, que des employés de Moscou, pourraient-ils accepter sans résistance que notre diplomatie, dans le conflit idéologique qui sépare l'hitlérisme du communisme, se refuse à être plus soviétiste que les soviets? Ce n'est pas un mystère que M. Léon Blum — et cette attitude est tout à son honneur — s'efforce de ne pas projeter sur le plan de notre diplomatie les antipathies qu'il éprouve comme homme et qu'il a souvent exprimées comme socialiste dans *le Populaire*. Qu'il soit handicapé par ce passé et cette personnalité, la question n'est pas là, et l'effort qu'il fait vers l'objectivité doit être porté à son actif. Cet effort n'est déjà pas du goût de tous les militants socialistes, on pense bien que les communistes le jugent encore plus sévèrement. Nous n'insistons

pas sur les périls d'une telle intransigeance : la Russie n'a pas de frontière commune avec l'Allemagne, la France en a une et n'a pas oublié la longue série des invasions qui l'ont violée.

Cette brève analyse suffit à faire sentir à nos lecteurs les sourdes dissensions qui couvent dans les rangs de la majorité gouvernementale. Ce n'est pas exagérer que de dire que la foi dans le succès foudroyant du programme de juin ne se rencontre plus que chez quelques naïfs. Que cela soit uniquement imputable à des erreurs de conception ou d'exécution, il serait injuste de le prétendre, la situation extérieure suffirait peut-être à elle seule pour condamner d'avance à l'échec le plan le mieux conçu, les efforts les mieux conduits. Comment par exemple rétablir nos finances avec les cinq ou six milliards de dépenses militaires nouvelles que va rendre indispensables le renforcement de l'armée allemande? Mais en politique, les résultats seuls comptent; dans les milieux parlementaires, nous n'avons rencontré personne pour croire encore que le premier gouvernement socialiste aboutisse à un succès.

Comment, quand l'expérience prendra-t-elle fin? Là-dessus, les avis sont beaucoup plus divergents; les uns croient à une dissociation interne du cabinet, au moment où surgiront des difficultés monétaires ou sociales; certains prévoient une chute banale à un détour du budget. Pour la date, on entend parler de la Noël autant que de Pâques, mais tout le monde se réfugie dans le vague, dès qu'on cherche à obtenir un pronostic sur le gouvernement qui prendra la suite et sur sa majorité.

Cela n'est pas fait pour nous surprendre. En effet, si la pointe du Front Populaire, le gouvernement, apparaît déjà émoussée par le rude contact avec les réalités, il n'en est pas de même de sa base, car la mystique électorale de mai dernier, refroidie dans quelques régions, garde encore beaucoup de force dans la plupart des départements, comme le montrent les récentes élections partielles. Il faudrait d'ailleurs bien peu de chose pour que cette mystique reprît toute sa vigueur; il

suffirait par exemple que les ligues, contre qui se sont faites les élections, parussent reprendre leur activité sous une forme nouvelle et tout regroupement des forces politiques vers le centre serait aussitôt entravé pour de longs mois. Après les secousses de ces trois dernières années, il faudra longtemps à notre pays pour retrouver son équilibre : tous ceux qui ont le sentiment de la patrie ne devraient-ils donc pas faire effort pour abréger ce délai, par quelques sacrifices mutuels, en présence des périls extérieurs qui rendraient l'union si nécessaire?

FRANÇOIS LEUWEN

L'HISTOIRE

Les débuts de Robespierre. — Le général Choderlos de Laclos. Aldul-Hamid ou le Sultan rouge.

Plus on écrit sur Robespierre, plus il est difficile de porter sur lui un jugement. Comme l'essentiel en histoire n'est pas de juger mais de savoir, voyons ce que nous apporte de nouveau M. Gérard Walter : *Robespierre* (Gallimard). M. Gérard Walter nous a déjà donné un *Marat* puisé aux sources. Son *Robespierre* a la même valeur documentaire. Rien n'y est de seconde main; rien ne ressemble non plus à un réquisitoire ou à une apologie. Nous sommes en présence des faits. Ces faits, même les plus insignifiants en apparence, sont vérifiés comme si tout était douteux. Rien de plus sage. On s'aperçoit le plus souvent que ce qui passe pour indiscutable est ce qu'on ne prend pas la peine de discuter.

Les historiens qui ont le plus travaillé sur Robespierre n'ont pas résisté à soutenir une thèse. L'excellent Ernest Hamel a écrit sur lui une vie des saints en trois volumes. Mathiez, encore que plus érudit et mieux renseigné, a été aussi victime de son culte pour l'Incorruptible. Il n'a pas assez vérifié ce qui répondait à son parti pris et il lui est arrivé d'arranger ce qui n'y répondait pas. Il a fort malmené son ancien maître Aulard pour n'avoir pas été assez robespierriste. Ce qui est plus grave pour Aulard, c'est qu'il s'est permis d'écourter, parfois de défigurer, voire de supprimer les interventions oratoires de Robespierre au club des Jaco-

bins. Robespierre a beaucoup parlé et encore plus écrit. Il se trouve à la Bibliothèque Nationale des écrits de lui dont personne n'a paru soupçonner l'existence. Il faut donc, avant de lui élever un monument, glorieux ou non, déblayer le terrain des banalités en honneur, puis reconstruire avec des matériaux en partie ignorés jusqu'ici.

Le lecteur pressé et superficiel se laissera peut-être décourager par l'austérité de cette enquête. M. Gérard Walter dédaigne les futiles agréments de la forme, parfois même les raffinements de la grammaire : il parle de générations qui se sont *succédées*; il écrit *élirent* pour élurent, incorrections qui ne sont peut être ici que des coquilles, mais qui tendent à se répandre. Ces négligences que Robespierre, très puriste, ne se permet pas n'enlèvent rien à la valeur de l'ouvrage; on les regrette parce qu'elles risquent de faire tort à son succès.

Ce premier volume, qui a pour sous-titre *la Montée vers le pouvoir*, prend Robespierre à sa naissance et le conduit jusqu'à la fin de la Constituante. M. G. Walter ramène à leurs modestes proportions beaucoup d'anecdotes embellies par la piété posthume des robespierristes. On a beaucoup insisté sur l'honneur qu'il avait eu de haranguer en vers, au nom du collège Louis-le-Grand, le roi Louis XVI faisant, après la cérémonie du sacre, son entrée solennelle à Paris. Le carrosse royal, venant de Notre-Dame, monte à Sainte-Geneviève (le Panthéon) par la rue Saint-Jacques. En passant devant Louis-le-Grand, il fait halte et l'élève Robespierre, agenouillé devant le marchepied, lit son compliment sous la pluie, qui enlève à la cérémonie beaucoup de sa majesté. Le roi, pressé d'arriver, ne répond rien. On se demande où Mathiez a vu que le jeune rhétoricien avait « mêlé aux éloges des conseils » et que le roi lui avait « témoigné sa satisfaction » (*Études robespierristes*, tome I, page 296). Au vrai, le roi et la reine, en grand apparat, ne songent qu'à abriter au plus vite leurs personnes et leurs costumes de gala.

On ne s'est peut-être pas assez demandé comment Robespierre avait pu se faire élire aux États Généraux. Il n'es pas, même pour Arras, un grand avocat et nullement en

passe de le devenir. Au contraire, son cabinet périclite. Il a bien débuté. Il a eu la faveur d'être nommé par l'évêque, au bout de quatre mois (1782), « homme de fief gradué du siège de la salle épiscopale d'Arras », tribunal épiscopal composé d'un bailli et de cinq avocats, exerçant juridiction sur la cité et quelques bourgs circonvoisins. En faire partie était encore plus honorable qu'avantageux. Au cours de sa première année, Robespierre a plaidé dix-sept procès; en 1788, après six ans de pratique, il n'en plaide que dix et de peu d'importance. Ce n'est pas la gloire ni l'argent. Ses succès littéraires, quoi qu'on en ait dit, ne sont pas non plus éblouissants. Il a été admis à l'Académie d'Arras à vingt-cinq ans et a eu un mémoire récompensé — récompensé, non couronné — par l'Académie de Metz. C'est tout. Un Éloge de Gresset, soumis à l'Académie d'Amiens, n'a rien obtenu et ne méritait vraiment pas davantage.

Robespierre, peut-on le dire? fait plutôt à cette date figure de raté. Ce n'est pas une raison pour ne pas faire de politique. Dès qu'il est question de réunir les États Généraux, il se met en évidence. Il est bien forcé de s'y mettre car on ne l'y met pas. On ne l'a pas invité aux conférences juridiques qui ont lieu au début de 1788 pour étudier les améliorations désirables à la « Coutume » générale de la province. Cet oubli ressemble à une exclusion, car on a convoqué, outre tous les avocats consultants, une vingtaine d'avocats plaidants élus par leurs confrères; on a même admis comme auditeurs quelques débutants. Robespierre exhale son amertume dans une « Lettre adressée par un avocat au Conseil d'Artois à son ami avocat au Parlement de Douai ». Elle n'est pas signée, mais l'anonymat en est percé par tout le monde. Ce n'est qu'un jalon, le jalon d'un jaloux.

Six mois plus tard, l'occasion est meilleure. Le roi a invité par arrêt du Conseil (5 juillet) tous les hommes compétents — ou qui croient l'être — à transmettre au garde des Sceaux leurs suggestions ou renseignements au sujet des États Généraux. Ce fut une avalanche de mémoires. Celui de Robespierre avait limité son sujet à la réforme des États de sa province, suivant son titre : *A la Nation artésienne sur la nécessité de réformer les États d'Artois.* La critique est vive, les personnalités ne

manquent pas. La collection d'ennemis de Robespierre s'enrichit. A force de se défier, il donne l'impression d'être atteint du délire de la persécution, mais tout n'était pas imaginaire dans ses griefs.

Ces travaux d'approche lui permettent, quand la convocation des États Généraux est officiellement annoncée (24 janvier 89), de poser sa candidature. Elle est préparée. Il réimprime d'abord sa brochure *A la Nation artésienne* et y ajoute une diatribe contre les candidats soi-disant populaires, qui ne connaissent ni ne partagent les besoins du peuple et qui n'ont d'autre souci que celui de faire leur chemin .Puis, pour ne pas laisser s'endormir l'opinion, il publie un mémoire concernant une vulgaire affaire de déserteur qu'il vient de plaider et où il s'adresse en termes dithyrambiques au roi, envoyé du ciel pour faire le bonheur du peuple et assurer les libertés publiques. Si persuadé de ses mérites qu'il puisse être, il ne se flatte pas de l'espoir que Louis XVI jettera un coup d'œil sur cet opuscule d'un inconnu, mais il sera lu sur place, peut-être aussi par Necker, objet d'un panégyrique qui paraît dans la brochure un hors-d'œuvre, et qui pouvait bien au contraire en être le plat de résistance. Necker était à cette date (février 1789) l'homme providentiel, le sauveur de la patrie. Robespierre compare son exil après son premier ministère à celui de Cicéron vainqueur de Catilina. « Je songe à ce consul romain qui a déjà tant de rapport avec vous par son éloquence et qui arracha sa patrie à la ruine dont elle était menacée... Comme lui vous fûtes exilé au milieu des regrets et des larmes de vos concitoyens; comme lui, vous revîntes triomphant au milieu des témoignages éclatants de leur enthousiasme. » Ce rapprochement peut paraître extraordinaire; il l'était moins à une époque où tout le monde savait par cœur le *De viris* et le *Conciones*. Rappelez-vous le mot d'un conventionnel, montrant Danton le jour de la proscription des Girondins : « Aujourd'hui, Clodius exile Cicéron. » Quel commentaire il faudrait à présent pour faire comprendre une pareille boutade!

On peut suivre dans M. Gérard Walter tous les détails de la campagne électorale. Ce qui en ressort, c'est que Robespierre, bourgeois lettré, élégant, aristocrate d'esprit et de langage, est l'élu du bas peuple, si restreinte que fût la parti-

cipation du bas peuple à des élections qui n'avaient pas lieu au suffrage universel, qui se faisaient à deux degrés et où un minimum de cens électoral était requis. C'est lui qui rédige le cahier de doléances de la corporation des « savetiers mineurs », pauvres diables dont un des trois délégués ne sait même pas signer son nom. Ce citadin aura aussi pour lui les paysans dont le poids compte plus dans la balance. On vote en assemblées de bailliage, au scrutin uninominal, après profession de foi orale des candidats. Robespierre ne passe pas du premier coup. Le dernier jour, il proteste contre les levées militaires qu'on fait à ce moment même dans les campagnes. Ses amis glissent alors dans la main des délégués ruraux des bulletins de vote à son nom, qui étaient tout prêts, mais qu'on ne voulait distribuer qu'à l'heure psychologique. Il est élu, il a le pied à l'étrier. J'en suis heureux, lui dit un homme influent, vous avez fait de bonnes études, vous connaissez Montesquieu. « Monsieur, répond Robespierre, sachez que lorsqu'on a une tête, ce n'est pas pour se régler sur celle des autres. »

***

Tout le monde sait que Laclos est l'auteur des *Liaisons dangereuses*, livre célèbre qui passe pour éminemment pervers et dont on parle plus qu'on ne le lit malgré sa mauvaise réputation. Mais qui est-ce Laclos, Choderlos de Laclos? Est-ce un professionnel du libertinage élégant? A aucun degré. Il est, comme Bonaparte, capitaine d'artillerie, arme savante où triomphent la bourgeoisie et la petite noblesse. Il mourra général à la veille de l'Empire. Ce n'est pas un officier amateur comme Paul-Louis Courier. Il ne fait pas de grec, il n'a fait de littérature qu'une fois malgré son succès. Son roman est un livre à scandale, mais pas au sens où nous l'entendons : le scandale pour les contemporains était dans l'intention, non dans les tableaux. C'est un pamphlet contre la noblesse de cour, sa sécheresse, son égoïsme, son indifférence à la douleur de ceux qui sont foulés aux pieds dans la course aux honneurs, à l'argent, au plaisir.

Son dossier aux archives du Ministère de la Guerre est bien rempli. D'autre part, s'il a été emprisonné pendant la Terreur,

ce n'est ni comme écrivain, ni comme officier, c'est qu'il a fait en plus de la politique. Il a été secrétaire du duc d'Orléans, le futur Égalité; il a joué un rôle dans ses intrigues à la fois nombreuses et contradictoires. Il est au courant de bien des secrets et passe pour en savoir encore davantage. On le coffrera pour être sûr de son silence et on l'oubliera en prison, peut-être pour qu'il ne soit pas tenté d'en dire trop devant le Tribunal révolutionnaire.

Ce n'est pas son œuvre littéraire ni même ses intrigues politiques que nous retiendrons du volume de M. Émile Dard, *le Général Choderlos de Laclos* (Perrin). Ce volume n'est pas nouveau, il date de 1905 et avait déjà eu deux éditions, mais il était épuisé et introuvable depuis le succès du *Napoléon et Talleyrand* du même auteur. Il est heureux qu'il soit réédité.

Choderlos de Laclos, en retraite depuis quinze mois, veut reprendre du service après la chute de la royauté au 10 août 1792. Il était à ce moment en froid avec le duc d'Orléans, rayé du club des Jacobins et dans la gêne. Danton, chef en fait du Conseil exécutif provisoire, l'indique au général Servan, ministre de la Guerre, comme homme de valeur et de bon conseil. Quand les Prussiens envahissent la Lorraine et la Champagne il préconise une tactique de temporisation qui couvrirait Paris sans risquer de grande bataille. Il est envoyé comme commissaire, assimilé à un maréchal de camp, auprès du maréchal Luckner, vieux reître bavarois, grand admirateur des Prussiens, qui est incapable de prendre une décision, encore plus de la défendre et de la rédiger, car il sait aussi mal que possible le français, n'a aucun caractère, nie sur sa tête une signature qu'il a bel et bien donnée. On sera forcé de le rappeler en attendant de le guillotiner.

Le plan de Laclos ne fut pas suivi jusqu'au bout. La victoire de Valmy était en dehors des prévisions. Elle n'est toutefois possible que par la jonction de Dumouriez et de Kellermann, recommandée par Laclos et réalisée par suite de ses instructions. Il n'a pas gagné la victoire de Valmy, elle l'a été grâce a lui. Elle n'a du reste fait l'effet d'une victoire éclatante qu'après coup. Servan, envoyé à l'armée des Pyrénées, emmène Laclos, dont le grade tout neuf de maréchal de camp est assimilé à celui de général de brigade. Il est ainsi réintégré

dans l'armée, mais comme général dans la ligne : l'artillerie, très jalouse de sa hiérarchie, ne l'aurait repris que comme capitaine.

Après la trahison de Dumouriez, le comité de Salut public met en cause le duc d'Orléans qui est arrêté. Laclos, malgré ses services, est arrêté aussi (31 mars) avec les fils d'Égalité et incarcéré à l'Abbaye. Le comité de Sûreté générale dont le président est un ami, Alquier, le maintient en état d'arrestation mais chez lui. Pour éviter une destitution, il donne sa démission de général et consacre toute son activité à une découverte dont il fait grand bruit, celle des « boulets creux » destinés au tir contre les navires. C'est l'idée de l'obus. Des essais à la Fère ne sont pas concluants, d'autres qui allaient avoir lieu à Meudon sont empêchés par une nouvelle arrestation (5 novembre 1793). Le lendemain, Philippe-Égalité était condamné et exécuté le 7, mauvais symptôme pour son ancien familier. Laclos multiplie en vain les mémoires sur les boulets creux. Il se croit perdu. Une lettre à sa femme (19 germinal) est un adieu : il lui envoie ses cheveux coupés le matin. « Il m'a paru juste qu'ayant les premiers cheveux de tes enfants, tu aies les derniers de leur père. » *Les derniers* c'était clair. Qui l'a sauvé *in extremis*? Ce n'est pas Danton, exécuté le 5 avril (16 germinal). Il y a là un mystère. On a parlé d'une intervention de Robespierre, on n'en voit ni trace ni raison. L'essentiel c'est qu'on l'oublie à Picpus. Il n'est pas encore à l'abri. Il écrit à sa femme de ne pas s'effrayer si une lettre a du retard car « en cas de maladie ou autre accident, c'est alors que tu serais prévenue ». L'autre accident n'eut pas lieu. Ce n'est cependant que quatre mois après le 9 Thermidor qu'il sera remis en liberté (3 décembre 1794), mais le régime de la prison s'était si fort adouci dans les derniers mois que le ménage aura un enfant dès le 4 juin 1795.

Laclos demande en vain à rentrer dans l'armée, il obtient seulement 10 000 livres à titre de récompense et d'indemnité pour ses expériences d'artillerie. On le nomme au début du Directoire secrétaire général des hypothèques et il échappe à l'épuration après le coup d'Etat du 18 fructidor bien qu'il ait des relations suspectes, par exemple avec Servan, qui a lui aussi survécu à la Terreur. Il acclame le 18 Brumaire. A un avancement dans la carrière civile, il préfère, malgré son

âge et ses infirmités, une réintégration dans l'armée. Un premier arrêté de Dubois-Crancé, ministre de la Guerre, lui avait restitué, quelques jours avant le coup d'État, son grade de général de brigade dans la ligne avec le traitement de réforme correspondant. Un mois après le coup d'État, il adresse une demande de rentrée en activité à Berthier, ministre et une pétition au Premier Consul. Il rappelle ses services, ses travaux sur les boulets creux qu'on essaye de nouveau à Vincennes. Le résultat est favorable, mais les bureaux prennent parti pour le général Fabre, qui a perfectionné l'idée de Laclos et s'attribue le mérite du succès. Andréossy, directeur de l'artillerie, propose de n'admettre Laclos dans son arme qu'avec le grade de capitaine. Berthier n'aurait pas passé outre, mais Bonaparte, meilleur juge, nomme Laclos général dans l'artillerie (16 janvier 1800) pour prendre rang du 22 septembre 1792, ce qui, du point de vue réglementaire, était un passe-droit. Les bureaux le traitent en intrus, le laissent à l'écart de leurs services. Il est nommé commandant de l'artillerie de réserve de l'armée du Rhin sous les ordres du général Eblé, commandant en chef de toute l'artillerie de Moreau. Il rejoint à Bâle, mais il est rhumatisant, a perdu l'habitude du cheval. Eblé tient d'abord à l'œil ce littérateur qui ne lui dit rien qui vaille; Moreau qui n'aime pas ce qui vient du Premier Consul n'est pas mieux disposé, mais Laclos n'a pas oublié son métier, le fait bien et gagne leur confiance.

Malheureusement, au cours de la campagne, il change d'affectation, il est appelé à Grenoble comme commandant en second de l'équipage de siège de l'armée de réserve de l'Italie. Il y arrive quelques jours après Marengo, de sorte qu'il n'a joué aucun rôle actif ni en Italie où il n'est pas au bon moment, ni en Allemagne où il n'est plus à l'époque de Hohenlinden. Il franchit tout de même les Alpes, le voici à Turin sous Marmont qui apprécie en lui un survivant des salons de l'ancien régime. Il commande la réserve du futur maréchal, superbe corps composé de vingt-quatre pièces servies par des canonniers à pied et de trente pièces servies par des canonniers à cheval. « Cette réserve de l'artillerie, écrit-il à sa femme, n'est pas l'artillerie de la réserve. » Pour lui, ce sera la même chose. On n'eut pas à se battre sérieusement. Les Autrichiens se déro-

bent. Laclos a pourtant un cheval tué sous lui, ce qui ne suffit pas à le faire remarquer. Il se sent d'un autre âge, dépareillé au milieu de ces généraux en chef de trente ans et même moins : Marmont en a vingt-sept. On l'oublie. Il est toujours « hors cadre ». Il est pourtant nommé pour l'an X (1802-1803) membre du Comité d'artillerie qui travaille à la réfection du matériel et dont Marmont est président. Il fait un voyage d'inspection à la Rochelle et en rapporte un projet d'affût de côte qui permettrait de porter de deux à trois le nombre des pièces sur un même secteur en augmentant leur portée.

Mais c'est la paix : le traité d'Amiens ferme les portes du temple de Janus comme on disait alors. Laclos est désigné pour commander l'artillerie de l'expédition de Saint-Domingue. A son âge et avec sa santé, c'était une condamnation à mort. Finalement, on l'envoie à Gouvion Saint-Cyr qui occupe le royaume de Naples et surveille les îles Ioniennes. Il doit rejoindre à Tarente. Il est malade en route, il lui faut trois mois pour le voyage. Il trouve tout en désarroi, aggrave sa dysenterie à réclamer des hommes et du matériel. Le 3 septembre, on décide à Paris de lui donner satisfaction, il ne le saura même pas, il mourra le 5, à soixante-deux ans.

Ce qui prouve en sa faveur c'est que le Premier Consul, peu prodigue des deniers de l'État, fait donner à sa veuve une pension de 1 000 francs, à laquelle elle n'avait pas droit, son mari n'ayant pas été tué à l'ennemi ni mort de ses blessures.

***

« Voilà, je vous l'avoue, un abominable homme. » C'est l'impression que laisse le volume de madame Gilles Roy, *Abdul-Hamid* (Payot). Le sous-titre, le « Sultan rouge », est vraiment justifié. L'auteur, qui a passé une douzaine d'années en Turquie de 1896 à 1908, a vu certaines choses, en a recueilli d'autres de témoins également oculaires ou bien placés pour être renseignés. Il s'agit d'un pays où il n'était pas facile de prendre langue, d'un régime où il fallait comprendre à demi-mot, parce que des oreilles ennemies étaient toujours aux écoutes. Le maître faisait peur et mourait de peur, ce qui est le cas des tyrans de tous les temps, à Rome comme à Byzance. Abdul-Hamid a tremblé toute sa vie.

Dans une des lettres de Paul Cambon publiées récemment par la *Revue de Paris* (16 juin), notre ambassadeur le peint à son ministre des Affaires étrangères en traits définitifs. « Il n'y a plus ni grand vizir, ni ministre des Affaires étrangères, ni Porte; il y a le Palais, et dans ce palais un homme nerveux, impressionnable, dévoré de peur, tremblant pour sa couronne et pour sa vie, fanatique par conviction autant que par politique et par conséquent inaccessible au raisonnement. » Il n'est peut-être pas cruel de nature, il ne prend pas plaisir à verser le sang. Ce qui est pire, il le verse avec indifférence quand il se croit menacé et il est prompt à le croire. Il tue au lit une petite fille du harem, parce qu'elle a eu un geste qui l'a surpris. Il le regrette d'ailleurs avant de se rendormir. Il tue un jardinier qui a fait un faux mouvement. Sa domesticité a une livrée dont le troisième bouton désigne la place du cœur et il s'est si bien exercé sur des mannequins à tirer sur ce bouton qu'il ne manque jamais son coup. Il a le revolver facile et infaillible.

Quand il s'agit de hauts personnages qu'il ne peut expédier lui-même, il met des formes, prend son temps, mais n'oublie ni ne pardonne jamais une suspicion, fondée ou non, encore moins un service rendu parce qu'il craint qu'on ne le rende à un autre contre lui. Dès l'enfance, il est méfiant, jaloux, ingrat. Il a été élevé et affreusement gâté par une nourrice d'un dévouement aveugle et par suite corrupteur. Sa mère, qui mourra jeune, ne s'en occupe pas; son père, le sultan Abdul-Medjid, s'intéresse moins à lui qu'à ses autres enfants, soit qu'il ait des doutes sur sa paternité, comme on le raconte au harem, soit plus simplement parce que ce caractère sournois lui est antipathique. L'enfant est intelligent mais ne travaille pas, tandis que son aîné Mourad fait l'orgueil de ses professeurs et la joie de son père. C'est ainsi que Mourad parle le français à merveille, tandis qu'Abdul-Hamid s'obstine à l'ignorer et encore plus à en avoir l'air. Très superstitieux comme tous les Orientaux et même plus que les autres, il ne songe qu'à la prédiction d'une tzigane qui lui a promis le trône, auquel il ne peut accéder normalement.

A la mort de son père, il a dix-neuf ans. D'après la règle successorale, c'est l'aîné de la famille qui lui succède, en

l'espèce Abdul-Aziz, frère du défunt. Mourad devient l'héritier présomptif, et à ce titre est suspect et tenu à l'écart de tout, suivant l'usage traditionnel et imbécile qui fait que tout sultan est ignorant à son avènement quand il n'est pas, de plus, abruti par les femmes et les stupéfiants. Abdul-Hamid flatte son oncle, espionne son frère, fraie son chemin. Quand Abdul-Aziz fait un voyage en Occident pour se concilier les bonnes grâces des puissances et en tirer si possible quelque emprunt, il emmène ses deux neveux craignant, ce qui serait conforme aux mœurs du sérail, de voir un d'eux le détrôner pendant son absence. Le sultan se montre d'une ânerie intégrale : à Coblentz en face du Rhin, il demande si c'est pour lui qu'on a arrangé cette belle pièce d'eau. A Paris, l'impératrice laisse voir son étonnement qu'il faille un interprète. Mourad, le seul qui parle français, a un succès qui humilie son oncle et son frère. Abdul-Hamid en sait juste assez pour faire une cour sommaire aux petites femmes. A Londres, il se fait enlever par une danseuse, il faut alerter la police pour le récupérer.

Au retour en Turquie, Mourad expie son succès par une véritable réclusion et une terrible réduction de sa liste civile. Son frère lui prête de l'argent à des taux usuraires. Mourad s'en venge littérairement en faisant traduire en turc *l'Avare* de Molière, sous le titre transparent de *Pinti-Hamid*, et la pièce a grand succès au théâtre de Stamboul. Le traducteur est couché du coup sur la liste de ceux dont Abdul-Hamid se vengera à l'heure où les destins le permettront. Cette heure viendra, car les augures continuent à la lui prédire. Il ménage à cette fin sa santé compromise, renonce aux parties fines, à l'alcool, au champagne, boit de l'eau, espace ses visites au harem, arbore la stambouline, longue redingote boutonnée jusqu'au menton qui lui donne un air d'austérité.

Quand Abdul-Aziz est déposé (30 mai 1876), en vertu d'une ordonnance du Cheik-ul-Islam qui le déclare incapable et prodigue des deniers publics, c'est Mourad qui lui succède. Il n'est plus qu'une ombre. Il achève de sombrer dans le découragement en apprenant qu'on a trouvé le sultan déchu suicidé dans le palais qui lui a été donné comme résidence. Il ne sait pas si ce suicide est vrai, il sait que personne n'y croira. Il est malade. Abdul-Hamid redouble les incantations et envoû-

tements auxquels on lui fait croire qu'est due cette maladie inexplicable, où les médecins de la Cour ne comprennent rien et qu'ils traitent en dépit du sens commun. Un spécialiste viennois est appelé, dénonce l'ineptie des traitements prescrits et garantit une rapide guérison si l'on suit le sien. En effet, on revoit le sultan à cheval dans les rues, il est acclamé. Sur quoi le médecin viennois est prestement congédié. On jette au panier ou au feu son rapport optimiste et Mourad est déclaré de nouveau incurable. Il est déposé (30 août 1876) après trois mois de règne et Abdul-Hamid le remplace. Le sultan détrôné est enfermé au palais et dans l'appartement où Abdul-Aziz s'est suicidé. On ne lui laisse comme mobilier que son piano. Réputé fou, invisible à tous dans les derniers temps, il traînera sa misère vingt-sept ans, parce que le sultan, pour ne pas s'aliéner l'opinion européenne, n'ose pas procéder à son suicide.

On a beau dire que ces tragédies de palais sont courantes en Orient où les caprices de la loi successorale font qu'aucun souverain ne se sent en sécurité, jamais les délations, les détentions sans cause ni jugement, les disparitions et les déportations d'où l'on ne revient pas ne se sont autant multipliées. A la fin du règne, il y avait 80 000 proscrits de qualité réfugiés en Europe. A quoi sert que le sultan soit intelligent et laborieux, si son intelligence et son activité sont accaparées par la maladive défiance de tout ce qui l'entoure?

Sa politique étrangère elle-même, qu'on a trop vantée, consiste à user les réclamations par des atermoiements, à jouer des ambitions contradictoires des grandes puissances, à prodiguer les promesses, les signatures, voire les serments pour éviter les réformes. Il a gagné du temps, mais gagner du temps pour ne rien faire, ce n'est pas une solution. Monté au trône à l'heure où l'insurrection de l'Herzégovine, les massacres de Bulgarie, la guerre entre la Serbie et le Monténégro mettaient l'Empire ottoman sur le penchant de la ruine, il n'a pu ni empêcher l'intervention de la Russie ni y résister. Pendant que son armée, dénuée de tout, surprend l'Europe par sa résistance à Plevna, lui-même jette des millions dans son palais-forteresse d'Yldiz-Kioks. Il serait excessif de lui reprocher de n'avoir pas paru au front; les sultans depuis

longtemps avaient perdu l'habitude des camps et il était trop foncièrement poltron pour y revenir. Mais il prétend commander de loin, donne des ordres qui ne font que tout embrouiller et entraver. Quand les Russes marchent sur la capitale, il ne pense qu'à se sauver et l'ambassadeur anglais, alors que la flotte britannique est dans la Marmara et promet de le protéger, ne le dissuade de fuir à Brousse qu'en le menaçant de déchéance. Si le traité de San Stefano est adouci par le traité de Berlin, c'est que l'Angleterre y trouve son compte et reçoit comme courtage l'île de Chypre.

Il est juste de dire que cette liquidation désastreuse était la conséquence d'une situation dont Abdul-Hamid n'était pas responsable. Mais le reste de son règne n'a rien réparé et a même vu s'accentuer le déclin de l' « Homme malade ». Après avoir perdu la Bulgarie et la Bosnie-Herzégovine, la Turquie perdra encore la Thessalie, la Crète. Quand Abdul-Hamid est déposé (27 avril 1909) et tenu sous bonne garde à Salonique, la Turquie d'Europe est à la veille de perdre encore la Macédoine. La Turquie était insolvable, mais lui-même avait pris ses précautions : il avait dans ses coffres une fortune, une plus grosse à l'étranger. Il la céda contre une promesse de liberté qui ne fut pas tenue. Cet homme qui n'avait jamais tenu parole enrage de voir qu'on lui rend la pareille. Sa vie est sauve, mais il se ronge d'inquiétude. En 1911, il est amené, loque humaine, à Constantinople, ou plutôt dans un palais sur la rive asiatique du Bosphore. Il finit à Brousse, la dernière année de la guerre, d'une vulgaire pneumonie, à soixante-seize ans, — âge que nul n'avait atteint dans sa famille —, grâce à son esprit de prévoyance.

A. ALBERT-PETIT,
Membre de l'Institut.

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT.

LE MARCHÉ FINANCIER

Dans les milieux boursiers, le mois de septembre est réputé fournir, à peu près régulièrement chaque année, une période de hausse.

Est-ce en vertu de cette tradition que la petite spéculation s'est engagée, dès les dernières séances d'août, avec un entrain qu'on ne lui connaissait plus?

Toujours est-il que brusquement, à l'approche de la liquidation de fin de mois, les transactions se sont multipliées. Certaines valeurs, notamment du côté des produits chimiques, des banques et de quelques spécialités électriques, ont eu des transactions portant, en un seul jour, sur mille à deux mille actions alors que précédemment on ne les traitait, avec peine, que par quelques dizaines. Il n'y avait pourtant rien eu de particulièrement favorable du côté des événements, intérieurs ou extérieurs, d'ordre politique, qui pèsent si lourdement, depuis des mois, sur le marché financier. On ne peut même par arguer qu'apparaisse une lueur de réconfort sérieux dans le développement de notre situation économique. Il semble même que l'opinion appréhende — elle ne sait pas, d'ailleurs, exactement pourquoi — l'éclosion de nouvelles difficultés ouvrières pour un temps proche. Pendant quelques jours, la Bourse a feint, délibérément, de n'en avoir cure.

Bientôt après la liquidation, son ardeur, cependant, s'est assagie sans que rien soit venu en fournir un motif pertinent. Peut-être n'était-ce que le résultat de prises hâtives de bénéfices intéressants rapidement acquis.

On a dû constater très rapidement, en effet, que le « Comptant » — c'est-à-dire les achats de l'épargne — ne donnait pas, ne

suivait pas la spéculation. C'est qu'il a été si souvent déçu qu'il est devenu extrêmement timoré. Au surplus, il est bien naturel qu'il soit enclin à tenir compte des menaces continuellement proférées depuis quelque temps contre la fortune et le capital par des chefs de parti de la majorité parlementaire, si ce n'est, même, par des ministres d'État. Vouloir « prendre les mouches avec du vinaigre » est peut-être une tactique originale et neuve, mais il n'y a guère de chances que, contrairement à la vieille expérience, elle se révèle opérante.

Aussi nous voyons, à peu près constamment, se renouveler ce paradoxe : si les tentatives de redressement des cours de nos grandes valeurs nationales ont échoué jusqu'ici, l'une après l'autre, devant l'indifférence persistante, sinon la méfiance des capitaux de placement, les valeurs étrangères traitées à notre Bourse, bien qu'elles soient pour la plupart de seconde zone, conservent une assez large clientèle d'acheteurs et maintiennent sans peine, même dans les plus mauvaises traverses, la fermeté de leurs cotations.

Faudra-t-il, maintenant que l'on a gravement abîmé — disons imprudemment — le fonctionnement de nos grandes industries nationales, en arriver à cette absurdité de supprimer les valeurs étrangères de notre Bourse? Ce serait bien la pire sottise. Encore une fois, ce n'est pas en brimant les capitaux par toutes sortes de tracasseries qu'on obtiendra leur confiance et, conséquemment, leur concours. On n'y parviendra que le jour où l'on aura compris qu'il est utile de favoriser l'épanouissement de la Bourse des valeurs. Ce jour-là les capitaux ne seront pas longtemps à sortir de leurs cachettes de thésaurisation.

ANDRÉ PLY,
de la Banque de l'Union industrielle française.

Toute demande de renseignements détaillée concernant cette chronique doit être adressée directement à son rédacteur, M. André Ply, 4, rue de Vienne, Paris (8e).